This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Rare

SOCIÉTÉ DES LETTRES SCIENCES ET ARTS DES ALPES-MARITIMES

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE LÉRINS

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

HENRI MORIS

ARCHIVISTE DES ALPES-MARITIMES

DEUXIÈME PARTIE

PARIS

CHEZ H. CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR

9, Quai Voltaire

1905

A mon bien cher Maître Monsieur Servoz

Hommage de respectueuse affection.

Henri

Janvier 1906.

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE LÉRINS

(DEUXIÈME PARTIE)

il vendit ses biens, dit son panégyriste saint Hilaire [1], en distribua le produit aux pauvres et, accompagné de son frère Venance, qui, comme lui, avait reçu le baptême, se rendit à Marseille, puis de là en Grèce, sous la conduite d'un vertueux vieillard, saint Capraise [2].

Après la mort de Venance, qui fut emporté par les fatigues et la maladie, les deux voyageurs revinrent en Provence et s'établirent dans les montagnes de l'Estérel [3], en un lieu connu depuis longtemps sous le nom de Sainte-Baume ou Baume de Saint-Honorat [4].

[1] La source principale sur saint Honorat se trouve dans un discours commémoratif de son successeur à Arles, saint Hilaire : *Vita S. Honorati*, prononcé le jour anniversaire de la mort de saint Honorat, probablement en 430, que Barralis a publié en tête de sa *Chronologie*, et dont une édition a été donnée par Migne, L, 1249-1272. Saint Hilaire se dit le parent de saint Honorat; ainsi il était allié avec saint Loup, de Troyes, qui épousa la sœur de saint Hilaire.

[2] « Invaluit desiderium et amor Christi, et baptismum, discussis patris dissuasionibus, pueritia fidelis invasit..... Adsistit tyroni suo dominus consolator nec distulit unum ei ex germanis suis in collegium suscitare, qui exemplo ipsius ad conversationem vocatus, et senior juniorem sequutus, in ipso brevi quo vixit tempore sicut collegio illum, ita etiam virtute comitatus... Possessio, quæ pauperibus ex quo ab ipsis fuerat possessa, servierat, pauperibus nunc distribuenda distrahitur.... Exeuntes de terra, et de domo, et de cognatione sua, exemplo pares vere Abrahæ filii demonstrantur. Ne quid tamen juvenili ausu temere ab ipsis incœptum putaretur, assumunt senem perfectæ consummatæque gravitatis, quem semper in Christo patrem computantes patrem nominarunt sanctum Caprasium, angelica adhuc in insulis conversatione degentem.....» — V. Vinc. Barralis, *Chronologia sanctorum* etc. *sacræ insulæ Lirinensis*, I, pag. 3, 4, 5, Lugduni, MDCXIII.

[3] Grand massif qui sépare actuellement le département du Var de celui des Alpes-Maritimes.

[4] Sur le flanc nord-ouest de la pyramide du Cap Roux. Petite grotte de la grandeur d'une cellule, qu'alimentent les suintements de la pierre.

Barralis (*Chron. sanctorum* etc., I, pag. 37) décrit ainsi la Baume de Saint-Honorat :

« .... Est igitur quidam mons in mari gallico Narbonensi, in ingressu patriæ Provinciæ, ad occiduum venientibus ab Italia, qui vulgo Caporosse nuncupatur, inter insulam Lerinensem et civitatem Forojuliensem interpositus : qui fere per tria milliaria et eo amplius in altum se extollens rupibus, vallatus, invius et nemoribus obsitus, cujus orientis et meridiei plagam mare alluit, in qua præ cæteris portus habetur

Mais bientôt les pèlerins affluèrent, attirés par la renommée de ces saints anachorètes, qui, sur les conseils de saint Léonce, évêque de Fréjus, allèrent bientôt chercher la solitude dans la plus petite des deux îles qu'ils voyaient, en face d'eux, émerger du sein des flots.

Cette île, appelée par les anciens Lerina et Planasia, était un objet d'épouvante pour les habitants de la région, à cause des serpents qui l'infestaient ; elle était de plus privée d'eau potable [1].

Quelle métamorphose en moins de trente ans ! Abondante en

Agathon nomine, qui vulgo *Agay* dicitur ; in cujus etiam latere, prope verticem, inter aquilonem et occasum, adest quoddam antrum per sex milliaria distans a prædicta civitate Forojuliensi, in modum oratorii, in quo sanctus Honoratus, primus abbas et fundator sacri monasterii Lerinensis, postque archiepiscopus Arelatensis, aliquandiu eremicultor mansit, quo in loco (certe mirum) tam invio et inaquoso, in vertice aridæ rupis, prope portam antri, visitur saxum, veluti in forma putei concavum, ad altitudinem trium palmarum fere jugiter limpidas continere aquas, quæ continuæ hominibus illic devotionis gratia concurrentibus cedit usui et maxime Forojuliensibus, qui cum ariditatibus, sterilitate, imbribus aliisque pressuris urgentur, ad placandam iram altissimi Dei, illuc processionali pompa quam devote tota ipsorum concurrit civitas. Adest etiam subtus oratorium quædam parvula speluncula, in quam nisi reptando ingreditur, tantæ angustiæ et exilitatis, ut vix hominem curvum et in se contractum recipiat, habens foramen cœlum versus, quæ patri nostro Honorato cessit pro regali cubili eligenti, secundum Apostolum, habitare in cavernis et speluncis terræ et in fissuris petrarum, ut amplas cœli mansiones mereretur lucrifacere. Habetur mentio de ista solitudine in *Vita sancti Honorati*, quæ circumfertur tribus libris, libro primo, capite decimonono, ubi etiam aliud antrum videtur innuere ad radices montis, juxta mare, valde diversum a superiori a nobis descripto.... »

[1] « Vacantem insulam ob nimietatem squaloris et inaccessam venatorum animalium metu, alpino haud longe jugo subditam petit, præter secreti opportunitatem ac beatissimi in Christo viri Leontii episcopi oblectatus vicinia et charitate constrictus, plurimis a tam novo ausu retrahere illum conantibus. Nam circunjecti accolæ terribilem istam vastitatem ferebant et suis illum finibus occupare fidei ambitione certabant. Verum ille, humanæ conversationis impatiens et circuncidi a mundo vel objectu freti concupiscens, illud corde et ore gestabat, nunc sibi, nunc suis proferens : « Super aspidem et basilicum ambulabis, et conculcabis leonem et draconem, » et in evangeliis Christi ad discipulos suos factam promissionem : « Ecce dedi vobis potestatem calcandi super serpentes et scorpiones. » (Barralis, *Chron.*, I, pag. 6.)

eaux, parée de verdure, dit l'un des plus illustres disciples de saint Honorat, saint Eucher, brillante de fleurs, ravissante par ses belles perspectives et les suaves odeurs qu'elle répand, l'île de Lérins offre à ceux qui l'habitent un avant-goût du paradis qui les attend.

C'est que devant le saint, selon le langage de saint Hilaire, la troupe des serpents s'était retirée et que, nouveau Moïse, il avait fait sortir l'eau du rocher [1].

Ce désert, ainsi transformé, fut bientôt peuplé de moines et devint une pépinière de saints et de savants, issus de toutes les nations. Saint Honorat, de concert avec saint Capraise, gouvernait cet essaim sacré de solitaires; l'un, en qualité d'abbé, faisait les fonctions d'un pasteur actif et vigilant; l'autre, dans le secret de sa cellule, comme élevé sur une montagne à l'écart, implorait l'assistance de Dieu par une prière continuelle [2].

En 426 [3], saint Honorat dut céder aux supplications des habi-

[1] « Ingreditur itaque impavidus et pavorem suorum securitate sua discutit. Fugit horror solitudinis, cedit turba serpentium.... Industria illic sua sufficiens electis Dei ecclesiæ templum excitatur apta monachorum habitaculis tecta consurgunt, negatæ sæculis aquæ largiter fluunt, in uno ortu suo duo Veteris Testamenti miracula præferentes; nam cum e saxo erumperent, in media amaritudine dulces profluebant. » (Barralis, *Chron.*, I, pag. 6.)

On lit sur une plaque de marbre, au-dessus de la porte du puits, l'inscription suivante, due au même Barralis. (*Chron.*, I, pag. 36) :

Isacidum ductor lymphas medicavit amaras
Et virga fontes extudit e silice.
Aspice ut hic rigido surgant e marmore rivi
Et salso dulcis gurgite vena fluat.
Pulsat Honoratus rupem laticesque redundant,
Et sudis ad virgæ Mosis adæquat opus.

[2] *Hist. litt. de la France.* Salvien compare saint Honorat au soleil, disant que ce qu'est le soleil à l'égard du ciel, par rapport au beau et au mauvais temps, saint Honorat l'était à l'égard de Lérins, qui recevait de lui comme d'un soleil mystique, les différentes impressions de calme ou d'agitation, de tristesse ou de joie, (pag. 157 et 532, édit. Palmé, Paris, MDCCCLXV).

[3] Il avait été élevé au sacerdoce avant 410.

tants d'Arles et accepter le siège archiépiscopal de cette ville [1], où il mourut en 429 [2]. Saint Hilaire, son successeur, prononça son oraison funèbre, qui est la source principale à laquelle doivent puiser les historiens de saint Honorat.

Il fut, comme évêque, ce qu'il était comme abbé, et son église, ruinée par la mauvaise direction de son prédécesseur, devint bientôt, sous sa conduite, aussi florissante que le monastère qu'il avait fondé.

Saint Maxime [3] avait été choisi par le nouveau prélat pour lui succéder à Lérins, qu'il quitta, huit ans après, afin de devenir évêque de Riez.

L'abbaye, pendant le Ve et le VIe siècle, jouit, dans le monde entier, d'une réputation si singulière — due à la sainteté et à la science de ses religieux — que les peuples, de tous côtés, viennent lui demander des évêques.

Citons, en première ligne, saint Eucher, évêque de Lyon [4], auteur de divers écrits remarquables, l'*Eloge de la Solitude* surtout, et le *Traité du mépris du monde*, ouvrage qui, au jugement

[1] Il succédait à Patrocle.

[2] Il fut enterré dans le célèbre cimetière d'Arles appelé les Aliscamps. Ses reliques furent transférées à Lérins, en 1391. (Barralis, *Chron.*, I, pag. 79).

Les écrits de saint Honorat, savoir la Règle de la communauté de Lérins, si elle a existé (V. plus loin), et une correspondance qui semble avoir été fort étendue, ne sont connus que par quelques indications et citations sans suite.

La deuxième série des Conférences de Cassien, XI-XVII, (V. plus loin) est dédiée « Aux frères (moines) Honorat et Eucher. »

[3] Né dans un village appelé aujourd'hui Château-Redon, près de Digne. On ne sait pas combien de temps il passa à Lérins, comme religieux.

Saint Maxime est sans doute l'évêque dont la lettre à Théophile d'Alexandrie fut d'abord publiée par Reifferscheid, 1871, ensuite par Léopold Delisle, 1877. — V. Morin, *La lettre de l'évêque Maxime à Théophile d'Alexandrie*, dans la *Revue Bénéd.*, t. XI (1894), pag. 274-278.

[4] Eucher, quoique époux et père, s'était retiré, dès les premières années après sa fondation, au monastère de Lérins. Dans la suite, il chercha une solitude plus complète dans l'île voisine de Saint-Honorat, à Lero, aujourd'hui Sainte-Marguerite. Vers 424, il fut élu évêque de Lyon. Sa mort peut se placer entre 450 et 455.

d'Erasme, renferme toutes les grâces et les ornements de l'éloquence chrétienne[1]; saint Vincent, qui fut, selon Montalembert, le premier controversiste de son temps et auquel la postérité a gardé le nom de l'île qui fut le berceau de son génie[2]; saint Fauste, qui présida, après saint Maxime, aux destinées de Lérins et fut évêque de Riez[3]; saint Loup, qui arrêta Attila, le roi des Huns, aux portes de Troyes, sa ville épiscopale[4].

[1] Les principaux ouvrages de saint Eucher, — outre l'*Eloge de la solitude* (*De laude eremi ad Hilarium Lirinensem presbyterum epistola*) et son *Traité du mépris du monde* (*Epistola paræneticа ad Valerianum cognatum de contemptu mundi et sæcularis philosophiæ*) (Edit. d'Erasme, Bâle, 1530, et de Migne, L, 701-832)—sont : *Formularium spiritalis intelligentiæ ad Veranium liber unus*, et *Instructiones ad Salonium libri duo*. Véran et Salone étaient les deux fils d'Eucher. Selon toute probabilité, on doit aussi à Eucher le récit du célèbre martyre de la légion thébenne, *Passio Agaunensium martyrum*, *SS. Mauricii ac sociorum ejus*, etc.

[2] Mort vers 450. — Auteur d'un petit traité, appelé *Commonitorium Peregrini adversus omnium hereticorum novationes*, que le P. Labbe a qualifié de « livre d'or » et sur lequel Bellarmin a porté ce jugement : « *Mole parvum, sed virtute maximum.* »

Le *Commonitorium*, qui obtint un extraordinaire succès, fut composé, en 434, sous le pseudonyme de Peregrinus. Il a eu des éditions sans nombre. On considère comme la meilleure celle d'Etienne Baluze, en appendice aux œuvres de Salvien, Marseille, in-8° 1663, 1669, 1684, reproduite par Migne, L, 637-686. Kluepfel a donné une édition avec des notes très abondantes (Vienne, 1809).

Il est des passages où on lui a reproché d'enseigner le semi-pélagianisme.

[3] Nommé évêque de Riez vers 452. — Fauste fut, sans contredit, dans la seconde moitié du V^e^ siècle, un des évêques les plus considérés et les plus influents du midi de la Gaule. Dans les questions théologiques, ses décisions étaient reçues comme des oracles. Certains de ses écrits ont néanmoins rencontré, chez les contemporains et surtout dans la génération qui a suivi, une ardente opposition. Son traité *De la grâce de Dieu* est le plus connu de ses ouvrages ; il est adressé à un défenseur outré de la prédestination.

V. Migne, *P. L.*, LVIII, 783-836 etc. — Tillemont, *Mém.*, t. XVI, pag. 409 et suiv., et note 1 sur Fauste de Riez, pag. 773. — Engelbrecht, *Fausti Regensis præter sermones pseudo-Eusebianos opera. (Corp. script. eccles. lat.*, t. XVI, Vienne, 1891) et *Etude sur les ouvrages de Fauste de Riez*, in-8°, Vienne, 1889. — A. Koch, *Fauste de Riez*, in-8°, Stuttgart, 1895, etc.

[4] Saint Loup, beau-frère, comme nous l'avons dit, de saint Hilaire, occupa le siège de Troyes de 427 à 479. Il semble avoir entretenu une vaste correspondance,

Jusqu'en 660 environ, la communauté vécut sous la règle que lui avait donnée son fondateur. Quelle était cette règle ? On l'ignore; on n'est pas même bien certain qu'il y ait eu une véritable règle pendant de longues années : les Ecritures, les instructions verbales des supérieurs, les vies et les exemples des solitaires de la Syrie et de l'Egypte pouvaient en tenir lieu. Il est vrai que le troisième concile d'Arles [1] parle de la « règle » de Lérins, qu'il ordonne de suivre en tout point ; mais les termes de « règle » et de « statuts », bien souvent, ne signifient pas autre chose que la discipline, l'ordre, observés dans un établissement religieux.

Saint Césaire, qui a été moine de cette abbaye, ayant écrit, vers l'an 501, une règle monastique dans laquelle il fixe les cérémonies de l'office divin [2] « à peu près comme il se célébrait à Lérins », il y a lieu de croire que ses autres prescriptions rappellent aussi les pratiques de ce saint lieu.

D'après le cardinal Norris [3], il est très probable que les religieux de Lérins ont suivi, à l'origine, la règle de saint Pacôme, — connue en Europe par la traduction qu'en avait faite saint Jérôme [4] — du moins qu'on y a vécu d'une vie analogue à celle des monastères d'Orient [5].

Cependant, depuis plus de cent ans, un institut religieux était né, qui avait été approuvé par le pape saint Grégoire et qui devait

dont il ne nous reste cependant qu'une lettre authentique, écrite par lui et par saint Euphrone, évêque d'Autun, à Talasius, évêque d'Angers. (Migne, LVIII, 66-68).

[1] En 454. — « Regula quæ a fundatore ipsius monasterii dudum constituta est in omnibus custodita. » (Labbe, *Conc.*, IV, pag. 2055).

[2] « Fluctuantem regulam Fratrum destitutorum secundum statuta Lirinensium Fratrum », etc. (Boll., XII janv., pag. 735).

[3] *Hist. Pelag.*, liv. II, ch. 3, pag. 176.

[4] Saint Pacôme est le premier législateur des moines. Il vécut dans l'île de Tabenne, sur le Nil, et y mourut vers 345. Sa règle était, sans nul doute, écrite en langue copte ; mais le texte original a péri. Nous n'en avons que trois versions grecques fort divergentes, la traduction latine en question de saint Jérôme — qui comprend 194 articles — et une amplification en éthiopien.

V. Migne, *P. L.*, XXIII, 61-99, *P. G.*, XXXIV, 1099-1100, XL, 947-952, et LXVII, 1072-1073. — Bolland., mai, tom. III, etc.

[5] V. D. Calmet, *Comment. littér. et moral sur la Règle de saint Benoît*, à qui nous empruntons ces considérations, (II, pag. 489).

rapidement se répandre dans toutes les provinces de l'Eglise latine. C'est l'ordre de saint Benoît, qui, tout en s'inspirant de certaines pratiques des solitaires de la Thébaïde, organisait la vie monastique sur une base plus solide, érigeant en principe l'existence commune et l'obligation de se plier à une discipline régulière [1].

La règle de saint Benoît fut introduite à Lérins par saint Aygulphe, que les religieux de Saint-Honorat appelèrent à leur tête, vers l'an 661. Mais cette règle, qui imposait la clôture perpétuelle, le silence et le jeûne, ne plut pas à certains d'entre eux, et deux mécontents appelèrent dans l'île un chef de bande, le comte d'Uzès, Mummulus, à qui ils promirent un riche butin. Le monastère fut livré au pillage et ne se releva qu'avec peine de ses ruines [2].

Vers l'an 700, il avait cependant conquis une véritable prospérité, puisque, à cette époque, nous voyons l'abbé saint Amand diriger plus de trois mille moines, tant dans les îles Saint-Honorat et Sainte-Marguerite que sur le continent [3].

Sous saint Porcaire II, vers 732, les Sarrasins, tribu musulmane de la région de l'Atlas, établis en Espagne, envahirent l'Aquitaine. Une armée traversa le Rhône et parcourut toute la Provence. L'île fut envahie et les religieux furent massacrés.

Averti dix jours auparavant, dit une vieille légende [4], par

[1] V. D. Calmet, ibid., ibid.

[2] Barralis, *Chron.*, I, pag. 328.

[3] Barralis, *Chron.*, II, pag. 80.

[4] Cette légende, rapportée par Surius et les Bollandistes (*Act. sanct.*, 12 août), remonte certainement, dit M. Paul Meyer (*Romania*, VIII, 1879), au XI[e] ou au XII[e] siècle. Elle a été donnée à la suite d'une Vie de saint Honorat, écrite en latin aux environs de l'an 1300 et publiée à Venise en 1501 et en 1511. Le troubadour Raymond Féraut, né dans le comté de Nice en 1245 et mort en 1324 ou 1325, l'a mise en vers provençaux vers la fin du XIII[e] siècle ou au commencement du XIV[e]. Cet auteur, usant du droit qu'ont les poètes de mêler des faits parfaitement authentiques à de pures fictions, a fait vivre saint Porcaire après la mort de Charlemagne; il y était bien obligé d'ailleurs, puisqu'il a fait de saint Honorat, antérieur de quatre siècles, un contemporain du grand empereur. — Le poème de Raymond Féraut, ainsi que la Vie de saint Honorat, a été publié, en 1875, par M. A.-L. Sardou, dans les *Ann. de la Soc. des Lettres Sciences et Arts des Alp.-Marit.*, tom. III, Nice, 1875. Nous n'avons eu garde de signaler comme source de la vie du fondateur de Lérins cette œuvre d'imagination.

la volonté de Dieu, de l'arrivée des ennemis, qui devaient les exterminer tous, s'ils ne reniaient leur foi et ne livraient leurs trésors, le saint exhorta ses compagnons à souffrir le martyre et envoya en Italie seize enfants et trente-six néophytes, craignant que le courage ne leur manquât et afin que, la tempête calmée, ils vinssent relever le monastère.

Au jour annoncé, les Barbares abordent dans l'île, cherchent les trésors — les reliques, seul trésor sans doute, avaient été mises en sûreté — et s'efforcent par des promesses et des menaces de tirer des religieux le secret de leur cachette. Vaine entreprise, ceux-ci restent muets. Ils sont tous mis à mort, excepté quatre; les églises et l'abbaye deviennent un monceau de cendres.

Le lendemain, l'armée s'embarquait pour Agay, au pied du massif de l'Estérel [1], où les quatre prisonniers, profitant de la permission qui leur avait été donnée de descendre à terre, s'enfuirent dans les bois et bientôt après purent regagner Lérins [2].

[1] Belle rade, en vue du Cap Roux.

[2] V. sur le massacre de saint Porcaire, Barralis, *Chron.*, pag. 51. — Nous en trouvons, dans l'inventaire de M^me^ la C^tesse^ de Saint-Seine, la relation suivante :

« Après que la race d'Agar eut, dans sa fureur, ravagé toute la Provence et massacré un grand nombre de personnes, qui périrent pour le nom du Christ, un ange du Seigneur, les devançant de dix jours, apparut en songe à Porcaire et lui dit : « Lève-toi promptement et cache les reliques sacrées qui, par les décrets du Seigneur, doivent être honorées dans cette île pendant de longues années. Car il va arriver que ce lieu sera violé par les féroces Barbares et consacré par le sang des religieux. Exhorte donc et raffermis tes frères, afin que l'épouvante ne leur fasse pas renier la foi et perdre la vie éternelle. »

« L'abbé assembla les religieux, leur annonça qu'après dix jours l'ennemi du Christ s'emparerait de l'île, et les exhorta à souffrir et à mourir pour le Seigneur.

« Alors tous se mirent à pleurer de joie, aspirant avec ardeur à la gloire du martyre. Saint Porcaire leur dit : « Cachons les saintes reliques, pour qu'elles ne soient point profanées par les sacrilèges. » Ce qui fut fait. Il leur dit encore : « Il y a parmi nous, vous ne l'ignorez pas, seize enfants et trente-six adolescents. S'ils sont emmenés par les Infidèles, je crains qu'ils ne se laissent séduire par de perfides caresses ou par la terreur. Je suis donc d'avis que nous les envoyions en Italie, afin que, cette horrible calamité ayant pris fin, ils reviennent, réédifient notre saint monas-

Un cinquième survivant, Eleuthère, qui avait échappé au mas-

tère et continuent à honorer pieusement les reliques que nous avons cachées. » Tous approuvèrent ce dessein ; et alors les exhortant de nouveau, il leur dit : « Examinez-vous avec soin ; et s'il y a quelqu'un de vous qui redoute le martyre, qu'il parte avec les enfants, pour qu'il ne faiblisse pas à la dernière heure. »

« Cinq cent-cinq religieux se sentirent assez forts pour supporter tous les tourments et glorifier Dieu jusqu'à la mort : ils se préparèrent au martyre par de fréquentes oraisons.

« Cependant, tandis qu'ils se munissaient des sacrements de l'Église, ils reconnurent qu'une grande crainte s'était emparée de deux jeunes moines, dont l'un s'appelait Columbus et l'autre Éleuthère. Ceux-ci, quittant les autres, se cachèrent dans une certaine grotte près du rivage de l'île.

« La race impie envahit l'île, frémissant de rage et rugissant contre les saints. Ils saisissent les religieux sans défense et leur font souffrir toutes sortes de tourments, pour les forcer à dire où sont cachées les choses précieuses. Ne pouvant obtenir des saints rien autre que les vêtements qui les couvrent, ils séparent les jeunes des plus âgés, leur faisant de grandes promesses, s'ils veulent adopter leur culte, et les menaçant d'une mort cruelle, s'ils refusent. Mais les vieillards, pleins de tristesse et d'inquiétude, supplient le Seigneur d'accorder à ces jeunes moines l'esprit de constance et la force d'âme qui les empêche de succomber. Alors les Barbares, se ruant sur les vieillards comme des chiens enragés, leur font souffrir les plus horribles tortures. En même temps, ils engagent les plus jeunes à éviter de pareilles souffrances et à jouir avec eux des gloires de ce monde ; mais, n'obtenant rien d'eux ni par promesses ni par menaces, ils les font périr des mêmes supplices que les vieux. De cette sainte cohorte, les ennemis de Dieu n'épargnèrent que quatre jeunes religieux d'une grande vigueur de corps et d'une belle figure, et ils les enfermèrent dans la barque de leur chef.

« Cependant, Columbus et Éleuthère, qui, comme nous l'avons dit, s'étaient cachés dans le creux d'un rocher, voyaient par une fissure latérale les âmes de leurs frères, brillantes comme des étoiles, monter glorieusement dans les airs au milieu des anges, les unes à la suite des autres. Columbus dit alors à Éleuthère : « Ne vois-tu pas avec quelle grande gloire nos frères qui viennent d'expirer s'élèvent au ciel ? Ils nous attendent : allons, et, couronnés comme eux, montons vers le Seigneur. » Éleuthère refusant de sortir, Columbus s'élança de la grotte, se joignit à la troupe des martyrs et reçut la mort avec eux.

« Après qu'ils eurent massacré les moines, les Sarrasins, toujours furieux, rasèrent jusqu'au sol les églises et tous les édifices religieux de l'île de Lérins ; ils mirent en pièces les pierres et les colonnes du sanctuaire, qui étaient travaillées d'une merveilleuse façon et, par mépris pour le Christ et la foi catholique, ils en jetèrent les débris dans la mer. Quand leur rage se fut assouvie par tant de crimes, ils remontèrent en mer et vinrent aborder à Agay.

sacre en se cachant dans une grotte, entre deux rochers [1], entendant la voix de ses compagnons, sortit de sa retraite et, tous ensemble, ils rendirent les derniers devoirs aux corps des martyrs. Puis, abandonnant ce désert, ils prirent le chemin de l'Italie.

Après l'expulsion des Sarrasins, Eleuthère revint avec ses néophytes. Il avait été nommé abbé par le pape qui, avec une douloureuse émotion, avait entendu de sa bouche le récit de la mort de saint Porcaire.

Le monastère, bien qu'abandonné depuis vingt ans, retrouva assez vite son ancienne splendeur, grâce à la générosité de Pépin-le-Bref, qui lui donna un territoire considérable en Provence [2].

A la mort de Charlemagne, l'invasion sarrasine devait recommencer. Les pirates s'emparèrent des îles de la Méditerranée, débarquèrent à l'embouchure du Tibre, brûlèrent Ostie et menacèrent Rome. D'Italie ils pénétrèrent en France. De 861 à 870, ils s'établirent

« Là, les quatre jeunes moines captifs parvinrent à s'échapper dans un bois épais et, avec le secours de Dieu, ils se réfugièrent dans des grottes impénétrables.

« Marchant toute la nuit à travers les secrètes profondeurs de la forêt, ils arrivèrent au lieu nommé Arluc. Ils y trouvèrent une petite barque près du rivage, montèrent dedans et atteignirent l'île de Lérins, au point du jour. Qui pourrait dire les pleurs qu'ils versèrent et les plaintes qui s'échappèrent du fond de leur cœur, lorsqu'ils virent les cadavres de tant de vénérables Pères, gisants percés de nombreuses blessures et déchirés en lambeaux !

« Or, Éleuthère, en entendant leurs cris et leurs lamentations, sortit de sa grotte et, ayant reconnu ses frères, il mêla ses larmes et ses gémissements aux leurs ; car il se repentait de ne pas avoir conquis avec les glorieux morts la palme du martyre, comme il aurait pu le faire en imitant Columbus. Mais la divine Providence avait voulu le réserver pour que, témoin oculaire, il put transmettre le fait à la postérité, et que celle-ci honorât et célébrât dignement et à jamais la passion et la fête des saints martyrs. »

[1] Cette grotte, appelée *Baoumo de l'Abbat*, est située sur la côte septentrionale de l'île. Pour y arriver, il faut entrer dans la mer et passer entre deux rochers extrêmement rapprochés.

[2] *Cart. de Lér.*, I, pag. 293.

à Saint-Tropez, et enfin, en 888, au Fraxinet, aujourd'hui la Garde-Freinet, dans une position formidable [1].

La Provence et le Dauphiné furent en butte à leurs déprédations. Ils occupaient tous les ports de la côte, de Fréjus à Nice, et les principaux passages des Alpes. Mais terrible fut la lutte entreprise contre eux. Les comtes de Provence les poursuivirent sans merci, jusqu'au jour où Guillaume Ier eut la gloire de les expulser de leur repaire (975).

Pendant cette première période, Saint-Honorat fournit à l'Eglise douze archevêques, autant d'évêques, dix abbés, quatre confesseurs et un grand nombre d'hommes illustres. Nous en avons déjà nommé quelques-uns ; il convient de signaler encore:

Saint Cassien, fondateur de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille ; Salvien surnommé le maître des évêques et le Jérémie de son siècle [3]; saint Valérien, qui devint évêque de Cimiez et de Nice [4] ;

[1] Au fond du golfe de Grimaud, cant. de Grimaud, arr. de Draguignan, dép. du Var.

[2] Jean Cassien mourut vers 435, entouré de la plus haute vénération ; plus d'une église, notamment celle de Marseille, l'honore comme saint.

Ses *Collationes Patrum*, qui sont, avec son traité *De institutis cœnobiorum*, ses meilleurs ouvrages, servirent longtemps de règle aux monastères d'Occident.

Les œuvres de Cassien ont été publiées par Migne (P. L, XLIX-L), d'après l'édition d'Al. Gazœus, Douai, 1616). La meilleure édition est celle de M. Petschenig, dans le *Corp. script. eccles. lat.*, t. XVI, Vienne, 1886.

[3] Salvien, gaulois d'origine, fut moine à Lérins, puis à Marseille, où saint Eucher l'ordonna prêtre et lui confia l'éducation de ses enfants. Il prolongea sa vie jusqu'à la fin du Ve siècle. De tous ses ouvrages il ne reste plus que des *Lettres*, un traité *Adversus avaritiam* et un autre *De gubernatione Dei*, où il montre la justice de Dieu châtiant le monde romain, et où il peint avec une fougueuse éloquence la société de son temps.

Ses œuvres ont été publiées par Pithou, Paris, 1580 ; Baluze, Paris, 1663, 1669, 1684 ; Pauly, dans les *Mon. script. eccl. lat.* (t. VIII) ; Migne, d'après Baluze (P. L, LIII).

[4] Saint Valérien fut, vers le milieu du Ve siècle, évêque de Cimiez. Il a laissé vingt homélies, dont la première fut d'abord imprimée sous le nom de saint Augustin, et une *Epistola ad monachos de virtutibus et ordine doctrinæ apostolicæ*. (Sirmond, in-8°, Paris, 1612. — Migne, LII, 691-758).

saint Césaire [1], qui fut peut-être le plus grand orateur populaire que l'église ait jamais eu ; saint Virgile, archevêque d'Arles, en 588, vicaire du Saint-Siège en Bourgogne et en Austrasie [2] ; saint Salone, évêque de Genève, et saint Véran [3], évêque de Vence. Saint Jacques [4], apôtre de la Tarentaise et évêque de Moustiers ; saint Agricole [5], évêque d'Avignon ; saint Apollinaire [6], évêque de Valence ; saint Patrice [7], l'évangélisateur de l'Irlande, complètent cette galerie de grands et saints personnages.

[1] Saint Césaire occupa le siège d'Arles pendant quarante et un ans, de 501 à 542. et fut en Gaule, durant tout cet intervalle, le principal représentant de la doctrine de saint Augustin.

Outre ses sermons, Migne a publié (P. L, LXVII), *La vie de saint Césaire, La Règle pour les moines, Trois épîtres, Le Testament.*

Sur les anciennes éditions des sermons de saint Césaire, on trouve de nombreux renseignements dans Fessler, *Instit. Patrol.*, II. — D. Morin a annoncé une édition complète des œuvres de ce saint, qui n'a pas encore paru : *Mes principes et ma méthode pour la future édition de saint Césaire,* dans la *Rev. Bénéd.*, 1893, t. X. — Divers travaux critiques ont été publiés sur saint Césaire, par D. Morin, Arnold, Melnory, Lejay, etc.

[2] C'est à lui qu'on attribue la construction de l'église Saint-Trophime d'Arles. Mort en 616.

[3] Saint Salone et saint Véran étaient tous deux fils de saint Eucher. La cathédrale de Vence possède les reliques de saint Véran, et aussi celles de saint Lambert, moine de Lérins, qui occupa le siège de Vence de 1114 à 1154.

[4] Vers 420-429, saint Jacques avait été envoyé en Tarentaise par saint Honorat, sur la demande d'une députation des habitants du pays.

[5] Evêque d'Avignon, de 660 à 700.

[6] Evêque de Valence, en 517.

[7] Patrice, ou de son nom primitif Succat, est né vers 383. Le pape Célestin Ier le chargea d'évangéliser l'Irlande, en 432, et lui donna le nom de Patrice.

Des écrits qui portent le nom de Patrice, deux sont tenus généralement pour authentiques, une *Confession*, sous la forme d'une lettre à l'Irlande, et une *Lettre à Coroticus* ou *aux chrétiens sujets du tyran Coroticus*, prince irlandais, qui avait massacré une troupe de néophytes chrétiens.

Sur la vie de saint Patrice, V. Bellesheim. *Hist. de l'église catholique en Irlande*, t. I, Mayence, 1890 ; — Gradwell, *Succat, The story of sixty years* (373-433) *of the Life of St Patrick*, London, 1892. — Sur les anciennes éditions de saint Patrice, V. Schœnemann, *Bib. hist. litt. Patr. lat.*, II, pag. 840 et suiv .; — Migne (P. L, LIII) ; — Whitley Stokes, *The Tripartite Life of Patrick*, II, pag. 269-489, etc.

L'ABBAYE DU XI^e^ AU MILIEU DU XV^e^ SIÈCLE

Nous approchons de cet an *mille* où une immense terreur va traverser la chrétienté. Les puissants redoutent l'heure du jugement, tandis que les pauvres attendent avec résignation la fin de leurs misères. Tous se pressent autour des églises, qu'ils comblent de leurs dons, les biens de la terre devenant inutiles. Puis l'année fatale passe, le soleil continue à briller, l'humanité se reprend à espérer ; elle a comme un renouveau de jeunesse, dont l'Eglise profite encore : on lui donne par reconnaissance, comme on lui a donné par crainte.

L'abbaye de Lérins profita abondamment de ces largesses, et, dans le courant du XI^e^ siècle, ses possessions territoriales devinrent considérables. Elles s'accrurent encore par la suite, si bien qu'à la fin du XIII^e^, elles s'étendaient sur tout le littoral de la Méditerranée et remontaient, au nord, jusqu'à la Loire.

La juridiction de l'abbé s'exerce alors sur près de soixante-dix prieurés et fiefs — il y en aura plus tard quatre-vingts, — que nous étudierons ailleurs avec quelques détails : à Antibes, Revest, Grasse, Roquefort, dans le diocèse d'Antibes, qui est transféré à Grasse en 1244 ; — à Spéluque, Mandelieu, Arluc, Callian, Fayence, Bargemont, Favas, Gratemoine, Clars, Esclapon, dans le diocèse de Fréjus ; — à Saint-Etienne de Conil, La Verdière, Lambesc, dans le diocèse d'Aix ; — à Saujan, dans le diocèse d'Arles ; — à Château-Renard, dans le diocèse d'Avignon ; — à Riez, Albiosc, Moustiers, Romoules, Esparron-du-Verdon, Artignosc, Brauch, dans le diocèse de Riez ; — à Saint-Mamet, Font-Vineuse, dans le diocèse de Gap ; — à Saint-Georges de Sergan, dans le diocèse de Digne ; — à Clumane, Saint-Julien du Verdon, Serret, Angles, Vergons, La Fosse, dans le diocèse de Senez ; — à Puget-Théniers, Briançonnet, La Rochette, aux Ferres, dans le diocèse de Glandèves ; — à Saint-Véran, Cagnes, Coursegoules, Bezau-

dun, Bouyon, La Gaude, dans le diocèse de Vence ; — à Nice, Villars, Bairols, Thiéry, Ilonse, Tourrettes, dans le diocèse de Nice, — à Vintimille, Sabourg, Saorge, Sospel, Carnolès, dans le diocèse de Vintimille ; — à Prela, dans le diocèse d'Albenga; — à Gênes ; — à Viterbe ; — à Saint-Paul-Maritime, dans le diocèse de Barcelone ; — à Vieillespesse et à Talizat, dans le diocèse de Saint-Flour ; — à Brioude, dans le diocèse de Clermont, etc.

A ces possessions territoriales il convient d'ajouter d'importants privilèges, des droits de pêche, de naufrage, de franc-sel, accordés par les comtes de Provence, droits dont la relation fait l'objet d'un chapitre spécial de notre travail [1].

Riches et par conséquent plus en butte que jamais à la cupidité des pirates, les religieux devaient songer à mettre leurs richesses et leurs personnes à l'abri du danger. Aussi l'abbé Aldebert II résolut-il de construire un château-fort où ils pussent se retirer en cas d'attaque. Il en jeta les fondements, en 1073, sur le rivage méridional de l'île, où nous admirons encore aujourd'hui ses ruines imposantes.

Pendant toute sa vie — il mourut en 1102 — Aldebert poussa avec vigueur les travaux de cette forteresse, d'une utilité considérable non seulement pour son monastère, mais encore pour toute la région, puisqu'elle devait être une sentinelle avancée dans la mer et servir de tour-signal, correspondant avec les autres tours répandues sur le littoral. Les secours ne lui furent pas épargnés par les populations côtières et les encouragements par le Saint-Siège, qui menaça de l'excommunication quiconque usurperait ses biens ou ses droits [2].

[1]. [2]. Voir le chap. des *Privilèges*. — Barralis relate ainsi qu'il suit la construction de la tour (*Chron.*, II, pag. 213) :

« Sæpe sæpius a multis et non contemnendis viris non mediocris, quo tempore, a quibusve personis extructa (nulla enim omnino monumenta seu intersignia in ipso prægrandi ædificio inveniuntur) fuerit moles turris sacræ insulæ Lerinensis. Intra cujus ambitum nunc degunt monachi percepi introducere inquisitionem et merito ;

Cependant, en 1107, la forteresse n'était pas encore en état de défense, puisque, le jour de la Pentecôte, pendant que les moines

res certe digna diligentis indagatoris industria dignoscitur, cum intra unius soliusque solidæ se apta turris habitacula pernecessariæque cœnobio monachorum officinæ consistant. Habentur enim in ipsa plus quam quatuor supra octoginta distinctæ mansiones, quarum aliquæ numero subigere non inconveniens reor. Sunt nunc existentes pro monachis cellulæ triginta sex, pro aliisque decem, scilicet pro hospitibus quinque, et totidem pro famulis; refectorium sufficiens capaxque pro jam dicto numero, more monastico, circum circa murum ex una tantum parte mensæ religiosorum accumbentium, et eo amplius tum aliud pro hospitibus reficiendis. Insunt insuper capellæ et altaria numero quatuor, in quarum majore inest chorus, altare majus cum sacrosancto Eucharistiæ sacramento, tum depositum seu theca sacrarum reliquiarum, ibi annexa sacrario. Sequuntur duæ cisternæ, claustrum superius, et inferius; scalæ magnæ duæ, quarum una coclides a summo usque deorsum tendentes, et aliæ privatæ insimul gradus ascensionum habentes supra ducentos quinquaginta. Portæ quæ suis seris firmantur plus octoginta octo fenestræ, quæ clauduntur plus centum, exceptis his quæ in summitate arcis per girum consistunt, patentes ad speculatoris profectum. Tum deambulatoriæ seu dormitoria, quatuor coquinæ, furna, et in summa omnia quæ ad bene ordinatum monasterium requisita videntur, ut non jam turrim sed amplum theatrum putes. Quocirca, ut vel aliquatenus petitioni inquisitorum satisfaciam, quæ in diversis scripturarum farraginibus dispersa, de ipsius arcis turris fundatione, constructione, reparationibusve reperi, hic subjicere non gravabor, in primisque ea quæ in quodam manuscripto vetustissimo codice membrano, etsi detruncata leguntur de locatione fundamentorum. Et sunt hæc: hanc conventionem habuerunt abbas et magistri de opere turris, ut abbas persolvat quingentos solidos magistris, et ipsi debent perficere quinque pedes, et sic usque ad consummationem operis debet fieri, sicut prædictum est, quinque in altum et grossitudine cannæ, ubi subtilior fuerit; de fundamento vero ita depositum est ut, si tres pedes subtus terram intraverint magistri, ex toto perficere debent: si vero quatuor, abbas perficiat unum et magistri tres. Ad trahendos lapides, par boum debet abbas commodare; monasterium debet ligna incidere et usque ad furnum deportare; cætera vero magistri debent explere; monasterium quoque omnibus magistris, sicut cuilibet monacho cibum in refectorio debet dare. Hæc in dicto antiquo membrano manca, ut vides, quæ quia nec notam temporis, nec nomen exprimunt abbatis (licet credamus esse Aldebertum secundum, ut hic supra habes in ipso). De dicta erectione præfatæ turris nihil ex his certe determinare valemus, nisi quod clare constat ab abbate et conventu monachorum Lerinensium tantam fuisse excitatam molem, circa annos Domini octuagenta octo supra millesimum. Anno vero millesimo ducentesimo nonagesimo quinto, qui erat ducentesimus septimus a supradicta collocatione, dominus Gantelmus de Mayreris, abbas Lerinensis, fecit quædam ædificia in dicta turri et

chantaient les vêpres, des pirates débarquèrent dans l'île, mirent l'abbaye à sac et tuèrent un grand nombre de religieux [1].

A la suite de ce nouveau massacre, le pape Calixte II fit un éloquent appel en faveur du monastère. A ceux qui aideraient à la construction du château il promettait les joies éternelles, par l'entremise de saint Honorat et des autres saints de Lérins [2].

Honorius II accorda à quiconque demeurerait durant trois mois dans l'île ou repousserait une attaque des Infidèles, l'indulgence attribuée aux pèlerins qui faisaient le voyage de Jérusalem, et une indulgence de trois ans à ceux qui, ne pouvant résider personnellement à Lérins, y entretiendraient un homme d'armes [3].

Le comte de Provence Raymond-Bérenger II confirme, en 1131, les privilèges de l'abbaye et prend sous sa protection ses biens, particulièrement la bourgade de Cannes, qu'il appelle Château-Franc [4].

Adrien IV, en 1154, demande aux consuls de la puissante ville de Grasse de venir, eux aussi, en aide aux religieux [5].

Lucius III (1181) donne l'absolution de leurs péchés à tous les fidèles qui contribueront aux frais de la construction de la forteresse.

En 1197, nouvelle irruption des Maures sur les côtes de Provence et nouveau sac de l'île Saint-Honorat.

chorum in ecclesia Sancti Honorati. Et anno millesimo quadringentesimo vigesimo nono, Jacobus Gastolii de Grassa fecit in divina turri capellam, in qua nunc celebratur divinum officium, refectorium et cisternam multasque alias reparationes. Anno vero millesimo quadringentesimo, fuerunt ædificatæ seu inceptæ claustrum inferius et superius, scala coclides, aliaque nonnulla, et sic paulatim ipsa turris ab ipsis monachis ad eam quæ nunc cernitur altitudinem educta est. »

[1] *Gallia Christ.*, t. III. pag. 1191.

[2], [3]. Voir le chap. des *Privilèges*.

[4] *Cart.*, I, pag. 87. — V. le chap. des *Privilèges*.

[5] H. II. *Cart.*, pag. 298. La ville de Grasse, qui jouissait d'une réelle indépendance à cette époque, vis-à-vis des comtes de Provence, avait une importance considérable. En 1179, ses magistrats traitent d'égal à égal avec les consuls de Pise ; dix-neuf ans plus tard, ils font avec Gênes un traité d'alliance contre les Pisans.

En 1400, ce fut au tour des corsaires génois de donner l'assaut au monastère, sous la conduite d'un chef redouté, Salageri. Ils l'occupèrent pendant seize jours, et il ne fallut pas moins qu'une levée de boucliers de la noblesse du pays pour les en faire sortir ; encore dut-on traiter avec eux à prix d'argent [1].

Au XV[e] siècle, la forteresse prit de plus en plus d'importance. En 1439 et 1464, le roi René ordonna aux religieux, sous peine de trahison, d'y faire bonne garde, jour et nuit, et d'y entretenir bien exactement toutes les munitions nécessaires [2].

Plus tard (avant 1485), malgré les protestations des abbés, les rois mirent une garnison dans l'île.

C'est au XV[e] siècle seulement que furent faits les aménagements intérieurs que nous voyons aujourd'hui : l'établissement de la citerne, l'escalier à vis, le cloître du second étage, etc [3].

[1] V. Barralis. *Chron.*, II, pag. 175. — En sortant de Saint-Honorat, les corsaires firent naufrage sur les côtes de Saint-Tropez ; ceux qui échappèrent au naufrage furent faits prisonniers et pendus à Aix et à Grasse.

[2] 1439 (27 mars). — Lettres du roi René à Simon Sigalesi, gouverneur de la tour de Saint-Honorat, et aux prieur et religieux dudit monastère, leur défendant de laisser entrer aucun étranger, ni l'abbé du monastère, ni autre personne venant de sa part, dans ladite tour, et d'y faire bonne garde. — 1464 (13 oct.) — Lettres patentes du roi René, ordonnant de mettre bonne garde à la tour de Lérins. — 1525 (11 mai). — Lettres du cardinal de Clermont, lieutenant du roi en Provence, défendant de laisser entrer dans la tour, aucune personne portant des armes, et au nombre de six personnes à la fois, pour éviter des surprises. (Arch. des Alp.-Marit., H. I, fol. 193-196.)

[3] « 1459. L'abbé André de Plaisance et le monastère firent bastir dans la tour la cisterne, et les pierres du pavé furent apportées du prieuré de Valbonne. On fist aussi la grande montée en coquille ; les pierres furent apportées de Téoule. Les 12 columnes, pied destale et chapiteau de marbre, furent apportés de Gênes, qui coustèrent chacune, avec chapiteau et pied destale 4. fl., 4 gr. ; et le port de Gênes jusques au monastère cousta 6 fl., et un religieux, qui fust à Gênes achepter lesdites choses, pour son voyage despança 4 fl.

« Les pierres des arcs dudict cloistre feurent aportées de la pierrière de Sainct-Paul. Pour fabriquer les dites choses, on fist un four à chaux dans l'isle, et les pierres feurent aportées du Cap d'Antibes.... La fabrique de toutes ces choses dura despuis 1459 jusques à l'an 1467, que sont huict ans. Et la despance de toutes ces choses et

L'ABBAYE DU MILIEU DU XV^e^ SIÈCLE A 1788.

Jusqu'au milieu du XV^e^ siècle, Lérins fut administré par des abbés réguliers. En 1464, fut nommé par le pape le premier de ces abbés commendataires qui, n'étant pas obligés à la résidence, se contentaient le plus souvent de toucher les revenus de la mense abbatiale [1], comme ils auraient fait d'un fief, et abandonnaient la direction du monastère à un officier claustral, sans grande autorité sur les religieux.

C'était Isnard de Grasse, évêque de cette ville, référendaire du pape Pie II. Sa famille avait rendu de grands services à l'abbaye ; peut-être est-ce cette considération qui empêcha les moines de protester contre sa nomination.

D. Nicolas, des comtes de Vintimille, prit possession du monastère, en son nom [2]. Puis le 11 décembre, dit une relation manuscrite [3], « Isnard de Grasse y feust, et touts les religieux, revestus de leurs chaspes, et lui revestu de ses habits pontificaux, feurent le recevoir à la chapelle Sainct-Michel et l'accompagnèrent processionnellement jusques à l'église Sainct-Honoré, où, ayant chanté le *Te Deum,* le conduisirent dans la tour, et, s'estant assis dans le ceur, a la chère abbatiale, reçeut touts les religieux au baiser de

fabriques monta à 884 fl., 4 gr., sans la vie des ouvriers et maneuvres. » (Inv. de M^me^ la Ctesse de Saint-Seine, fol. 14.)

Bouche, l'auteur de l'*Histoire de Provence,* qui a visité l'abbaye vers le milieu du XVII^me^ siècle, nous dit qu'elle contenait 36 cellules pour les religieux et 10 pour les étrangers, un très grand réfectoire et trois chapelles, séparées de la grande église, des fours, une boulangerie, deux citernes, en somme plus de 80 chambres ou habitations, 88 portes, 100 fenêtres (II, pag. 110). — V. également la description de Barralis (*Chron.*, II, pag. 213), citée par nous, note 2, pag. xv.

[1] Les revenus affectés à l'entretien des religieux s'appelaient « mense conventuelle. »

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 91.

[3] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 34.

paix, et, ayant juré d'observer touts les statuts [1] dudict monastère, les religieux lui promirent obéissance. »

En 1482, Jean-André Grimaldi succéda à Isnard, à la fois comme abbé commendataire de Lérins et comme évêque de Grasse. En 1501, il résigna sa commende en faveur de son neveu Augustin, qu'il s'était fait donner comme coadjuteur.

Le 9 juillet, le prélat vint prendre possession. « Touts les religieux feurent le recevoir processionellement avec la croix, jusques à l'angle du jardin du sacristain, proche l'église Notre-Dame, où le vice-prieur luy donna la croix à baiser, et feust ainsin conduit jusques dans l'église Notre-Dame, et, de là, par le grande église Sainct-Honoré, dans la chapelle Sainct-Léonard. Le chant estant achevé, le comandataire présenta auxdits religieux ses bulles, avec l'annexe. Après cella, le vice-prieur, au nom du couvant, présenta audit abbé une réquisition en ces termes:

« R. P. en Jésus-Christ, les religieux de Lérins, vos enfans — estans certeins que, come le R. P. en Dieu Jean-André, honcle de V. R. et abbé de ce monastère, traicta iceluy, durant plusieurs années, avec grande clémence, douceur et libéralité, ainsin qu'il est notoire à touts, V. R. ne les défraudera point de l'espérence qu'ils ont conçeue, et qu'elle ne luy succédera pas seulement aux charges et aux dignités, mais aux vertus et mérites d'un si digne prélat — vous déclarent qu'ils sont prets de vous recevoir et de vous randre l'obéissance suivant les ordres de S. S., pourveu que, suivant la coustume de ce monastère, V. R. veuille jurer sur les S. Evangiles d'observer les statuts et louables coustumes dudict monastère, observées jusqu'à présent par les abbés et confirmées par les Souverains Pontifes, conteneues dans le présent papier; vous protestant, en cas de refus — ce que nous ne croions pas — de ne vous point recognoistre pour abbé ny vous rendre l'obéissance, ains de recourir à ceux à qui de droict apartiendra.»

[1] V. le chap. des *Statuts*.

« Ceste réquisition estant leue et les statuts aussy, le comandataire leur fist offre de faire ce qui estoit conteneu dans leur réquisition, et, à l'instant, il jura sur le missel à luy présenté par le vice-prieur, d'observer touts les statuts et louables coustumes dudict monastère conteneues dans ledict papier ; ce que estant faict, ledict vice-prieur l'aiant revesteu de la chape rouge, le conduict par la mein hors l'église Sainct-Honoré, ramena iceluy de la mesme façon jusques au devant du grand autel de la mesme église, pandant que les religieux chantoint le *Te Deum*, et, luy aiant faict baiser le grand autel, il feust conduict processionellement dans la tour et chapelle de Saincte-Croix, et, s'estant assis dans la chère abbatiale, tenant un missel sur ses genoux, ledict vice-prieur et touts les religieux, les uns après les autres, luy jurèrent fidélité et obéissance » [1].

Depuis longtemps la discipline s'était relâchée à Lérins. Certaines prescriptions des statuts du chapitre général de 1441 [2] nous disent ce qu'elle était devenue.

Un des articles ordonne aux religieux et aux officiers claustraux de demeurer dans l'île, sous peine d'une amende de quinze petits sous pour chaque mois d'absence [3]. Un autre défend aux moines de porter des armes dans l'île [4]; un troisième les oblige à se confesser au moins le premier dimanche de chaque mois et à communier aux fêtes solennelles [5].

La commende vint donner le dernier coup à la grandeur morale de l'abbaye, et, au commencement du XVI[e] siècle, si nous en

[1] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 34.

[2] V. le chap. des *Statuts*.

[3] «...Sub pœna quindecim solidorum parvorum pro quolibet mense.»

[4] « Item, statuimus et ordinamus quod nullus prior vel monachus publice vel occulte in monasterio nostro sive insula arma portare præsumet..... »

[5] « Item, statuimus et ordinamus quod quilibet religiosus, in prima dominica cujuslibet mensis, ad minus, semel confiteatur et in solemnioribus festivitatibus eucharistiam recipere teneatur, sub pœna quod stet per unum diem integrum in pane et aqua. »

croyons le pape Léon X, rien à Lérins ne rappelait plus la vie monastique[1].

Augustin Grimaldi, afin de faire refleurir dans *l'île des Saints* la ferveur des premiers siècles, demanda au roi de lui envoyer le grand prieur de Cluny et le prieur de Saint-Martin de Paris, chargés de la réforme de Cluny, pour réformer son monastère[2].

Celui-ci, vers 980[3], avait été uni par le Saint-Siège à cette congrégation ; mais l'union avait fort peu duré. En 1368, le pape Urbain V avait prononcé son agrégation à l'abbaye de Saint-Victor de Marseille[4], qu'il lui fallut révoquer presque aussitôt. Depuis lors, il ne dépendait que du Saint-Siège[5].

[1] « ... Illius monachi ad tantam perniciem (proh pudor!) devenerunt, quod nulla religionis signa in eodem monasterio apparebant. » — V., plus loin, le texte de la bulle du pape Léon X.

[2] Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414, fol. 18 :

« A nostre amé et féal conseillier l'évesque de Grasse, de par le Roy.

« Nostre amé et féal, noz avons esté avertiz comme, en ensuivant le bon volloir et intention de feu nostre très cher seigneur et beau père le roy Loys, dernier décédé, que Dieu absoille, aves désir et affection de faire vivre en bon ordre et police les relligieulx de vostre abbaye de Sainct Honoré, de l'ordre de Sainct Benoist, sellon les statuz et ordenances conformes à leur reigle à eux baillez par noz amez et féaulx orateurs les grant prieur de Clugni, prieur de Sainct Martin de Paris et prieur de Morsam, commis et subdellégués à la refformation des convents dudict ordre, et, pour ce fere, et aussi augmenter le nombre des relligieux de vostre abbaye et y faire entretenir le service divin, prendre des relligieux de la congrégation Saincte Justine dudict ordre, la refformes et vivans sellon la reigle de la relligion et faire icelle vostre abbaye unir à ladicte congrégation, qui est bonne, salutayre et religieuse, dont vous savons bon gré. Pour la quelle cause, et que désirons de tout nostre cuer ensuyvre le vouloir de nostre dict feu seigneur et beau père, nous vous prions que, en ensuivant les lettres patentes que avez de de (sic) noz obtenu, vous prenez tel nombre de relligieux de ladicte congrégation que verrez estre affayre, et iceulx metez en vostre dicte abbaye, à ce que, par luy moyen, vostre dicte abbaye soyt unye à ladicte congrégation, et que les relligieux d'icelle vivent doresenavant en bonne reigle et observance ; et vous noz ferez, en ce faysant, bien grant playsir, et a Dieu qui vous ait en sa garde. Donné à Paris, le vingtième jour d'avril. »

[3] Benoît VII, qui ordonna l'union, siégea de 975 à 983.

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, 16.

[5] V. le chap. des *Privilèges*.

Au bout de quelques mois, les réformateurs « auroient tellement et si vertueusement besougné, qu'ils auroyent mis et réduitz les relligieux en bonne observance et voye de salut » [1].

Pour entretenir la réforme, l'abbé commendataire conçut le dessein de réunir Lérins à la congrégation du Mont-Cassin, *alias* Sainte-Justine de Padoue, qui, depuis deux siècles rendait à la chrétienté de signalés services. Pour ce faire, il s'adressa au Saint-Siège. Le 29 janvier 1515, une bulle du pape Léon X [2] prononça l'union, qui fut confirmée par François Ier, le 14 avril de la

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 62. — V. texte, pag. XXIV, note 1.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 62. — Cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414 :

« Leo episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Pia recordatione romanus pontifex ad ea libenter intendit per quæ in singulis monasteriis et religiosis locis inviolata vigeat observantia regularis....

« Cum itaque monasterium Sancti Honorati, sacre insule Lirinensis, Sedi Apostolice forsan immediate subjectum, et prioratus Beate Marie de Bosco, alias Avinioneti, loci et territorii de Napola, ordinis Sancti Benedicti, Grassensis et Forojuliensis diocesum, quæ venerabilis frater noster Augustinus, episcopus Grassensis, ex concessione apostolica, in commendam nuper obtinebat, commendam hujusmodi dictus Augustinus episcopus... in manibus nostris sponte et libere cessit, nosque cessionem ipsam duximus admittendam....

« Sicut exhibita nobis nuper, pro parte dilectorum filiorum modernorum presidentis et procuratoris seu iconomi congregationis Cassinensis, alias Sancte Justine de Padua, petitio continebat quod, licet olim, dum vera et perfecta in dicto monasterio vigeret religio et regularis observantia, tuncque floreret studium litterarum et virorum in eodum monasterio degentium, sanctitas ubique redolebat ut totam illam patriam illustraret, adeo quod illorum fama, bonis operibus comitata et ubique divulgata, non solum ex vicinis ecclesiis, sed etiam peregrinis et longinquis partibus, pro patribus et episcopis habendis ad ipsam insulam recurrebatur;.... tandem postmodum, charitate et obedientia deficientibus ac ambitione et avaritia crescentibus, dictum monasterium et illius monachi ad tantam perniciem (proh pudor !) devenerunt, quod nulla religionis signa in eodem monasterio apparebant, sed omnia prorsus ad ridiculum tendunt....

« Verum si monasterium dicte congregationi Cassinensi, alias Sancte Justine... perpetuo uniretur,... ex hoc profecto inibi divinus cultus cum animarum salute, divinorum celebratione et dicte congregationis religiosorum exemplari vita, dicteque insule decore et venustate ac illius incolarum et habitatorum spirituali consolatione reciperet incrementum, et ipsum monasterium reformationem susciperet,... eidem congregationi

même année [1], et par la régente Louise de Savoie, en 1525. Elle consacrait l'introduction à Saint-Honorat du régime de cette con-

tenenda, regenda et gubernanda auctoritate apostolica, tenore presentium perpetuo cedimus, annectimus et incorporamus ; ita quod officia in eodem monasterio et extra illud existentia, ac prioratus et alia beneficia ab ipso monasterio dependentia, ad presens perpetua, post dicti Augustini episcopi et successive ea tunc obtinentium decessum, et non antea, manualia seu movibilia sint et esse censeantur... Salvis tamen, in dicti Augustini episcopi favorem, per alias nostras litteras hodie factas, reservationibus, quoad ipse vixerit. Dictum monasterium, cum ejus officiis, membris, dependentiis, annexis, juribus et pertinentiis... congregationi hujusmodi.... subjiciatur et subjectum existat, liceatque dicte congregationi, per se vel alium seu alios, corporalem possessionem monasterii et illi annexorum prioratuum juriumque et pertinentiarum, membrorum predictorum propria auctoritate libere apprehendere et perpetuo retinere, ac illarum fructus, redditus et proventus in suos, monasterii, prioratuum annexorum et congregationis predictorum usus et utilitatem convertere, nec non monasterium ipsum ac monachos et personas in ipso monasterio pro tempore existentes reformare, corrigere et punire, diocesani loci et cujusvis alterius licentia super hoc minime requisita... Volumus autem quod, propter unionem,... prioratus debitis non fraudentur obsequiis et animarum cura in eis, si qua in illis immineat, nullatenus negligatur ac in dicto monasterio divinus cultus et solitus monachorum et ministrorum numerus nullatenus minuatur....

« Datum Florentie, anno incarnationis dominice millesimo quingentesimo quinto decimo, quarto kalendas februarii, pontificatus nostri anno tertio. »

[1] Arch. des Alp.- Marit., H. 62 :

« Francoys, par la grace de Dieu roy de France, comte de Prouvence, Forcalquier et terres adjacentes, à nos amez et féaulx conseilliers, les grand séneschal ou son lieutenent et gens tenens nostre court de Parlement de Prouvence, résidant à Aix, et à tous noz aultres justiciers ou à leurs lieutenens, salut et dillection. Nostre amé et féal conseillier, Augustin de Grimaud, évesque de Grasse, abbé commendataire de Sainct-Honorat sur l'isle de Lirins, de l'ordre de Sainct Benoist, nous a faict dire et remonstrer que feu nostre très cher seigneur et beau père le roy Louys, dernier dexcédé, que Dieu absolve, quy a tousjours heu très grand désir et affection de faire vivre les gens de relligion de nostre royaulme, pais, terres et seigneuries, de nostre hobéissance, tant hommes que femmes, chescung en son endroit et iceulx réduire en bonne obscervance, pour le bien de toute la Chrestienté et l'église militante, sellon leurs vœuz, profections et promesses, et réprouvé les faultes qu'y estoyent en l'estat de relligion, auroyt faict refformer les relligions dudit convent de Sainct Honnorat de l'isle de Lirins, dudict ordre de Sainct Benoist, par noz amez et féaulx orateurs le grand prieur de Cluni, le prieur de Sainct Martin de Paris, commis et subdélégués à la refformation dudict ordre de Sainct Benoist, lesquelz auroyent tellement et ver-

grégation ; par conséquent, l'abbé régulier devait désormais

teusement besougné à ladicte refformation qu'ilz auroyent mis et réduitz les relligieux de ladicte abbaye de Sainct Honnorat en bonne observance et voye de salut, comme chascung peult évidentement cognoistre, et abolli, estainct et suprimé les scandalles et abbus qui auparadvant pululoyeñt en ycelle, pour l'irrégularité desdicts relligieux, et tout à l'honneur et exaltation de nostre saincte foy catholique, esglise militante et louange de nostre Créateur. Et pour ce que, pour le bien de relligion et fère entretenir ladicte refformation, il est besoing et très requis avoyr audict convent de Sainct Honnorat des relligieux de la congrégation de Saincte Justine, et auquel lieuz que sont refformés, et faire réunir ladicte abbaye de Sainct Honnorat à ladicte congrégation Saincte Justine, quy est bonne, salutaire et relligieuse ; toutes fois, ledit expausan doubte que, s'il vouloyt ce faire, qu'il ne feust obéy, si par Nous ne luy estoyt sur ce octroyé noz lettres à ce convenables. Pour ce est-il que Nous, ce considéré, que désirons de tout nostre cueur ensuivir le bon vouloyr de feu nostre très cher seigneur et beau père, à ce que les relligieux de nostre royaulme, pais, terres et seigneuries de nostre hobéissance, vivent doresnavant en bonne reigle et observance, mesmement ceulx dudict convent Sainct Honnorat, quy est l'ung des plus dévocieulx de nostre pais de Prouvence, et où gist le glorieulx corps dudict Sainct Honnorat, audict expausant, pour ces causes ou aultres justes et raisonnables à ce noùs mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons congié, licence et permission, par ces présantes, de prendre et translater tel nombre que bon luy semblera et qu'il verra estre convenable des relligieux de ladicte congrégation de Saincte Justine, lesquels savons estre de bonne, honneste et relligieuse vye, et iceulx mettre en ladicte abbaye Sainct Honnorat, et icelle abbaye unir à ladicte congrégation Saincte Justine, à ce que, par le moyen desdicts relligieux de ladicte congrégation, ladicte abbaye soyt doresnavant entretenue en bonne et saincte refformation et que le service divin y soyt dict, cellébré et continué. Sy vous mandons, commandons et enjoignons à chascung de vous, sy comme à luy apartiendra, que, de nos présentz congié, licence et permission et de tout le contenu en cesdictes présentes, vous faictes, souffrés et laissés nostredict conseillier, l'évesque de Grasse, jouyr et user plainement et paisiblement, sans en ce luy fère ne souffrir estre faict, mis ou donné aulcung destourbis ou empeschement, au contraire, lequel sy faict, mis luy estoit, mettés ou faictes mettre incontinant et sans dellay à plaine dellivrance et au premier estat et deub. Et, afin que aulcune rebellion et déshobéissance ne soyt faicte audict expausant, en mettant à exécution cesdictes présantes, luy donnés et faictes donner tout le port, faveur et ayde et main forte que besoing sera, et requis en estes, de sorte qu'il soyt entièrement hobéy ; en constraignant à ce fère et souffrir tous ceulx qui pour ce seront à constraindre réallement et de faict, nonobstant oppositions et appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé ; car ainsy Nous plait-il estre faict. De ce fère avons donné et donnons audict expausant plain pouvoyr, authorité, commission et mandement spécial, par ces présantes. Donné à

être élu tous les six ans et les offices claustraux étaient mis en commun [1].

Pour assurer l'union, Augustin s'était démis de la commende dès 1513 [2], mais en se réservant, sa vie durant, les revenus de la mense abbatiale [3].

Le 3 mai 1516, il donna procuration à Louis Bellaud, sacristain de l'église collégiale d'Aups, pour mettre en possession de l'abbaye D. Jérôme de Montferrat, prieur élu par le chapitre général du Mont-Cassin, qui débarqua dans l'île le 2 juillet, accompagné de D. Guillaume de Reggio, abbé de Saint-Benoît de Mantoue et de D. Ignace de Florence, abbé de Sainte-Justine.

Parmi les dix religieux qu'il amenait avec lui pour assurer la réforme, se trouvaient deux hommes qui laissèrent une trace lumineuse dans l'histoire de Lérins : Grégoire Cortèse, depuis lors honoré de la pourpre romaine, et Isidore de Crémone [4].

L'inventaire que nous avons déjà signalé contient un intéressant procès-verbal de la mise en possession faite par Louis Bellaud [5],

Paris, le quatorzième jour d'apvril, l'an de grace mil cinq cens et quinze, et de nostre reigne le premier. »

Ces patentes furent confirmées, le 20 nov. 1515 et le 3 août 1518.

[1] Contrairement à ce qui se pratiquait dans d'autres communautés religieuses, où la crosse abbatiale se perpétuait entre les mains de celui qui l'avait une fois reçue : *Semel abbas, semper abbas.*

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 1 fol. 27 : Procuration donnée à Antoine Tombarelli, pour résigner la commende de l'abbaye (13 oct. 1513).

[3] Augustin se réserva les honneurs, privilèges, facultés et pouvoirs accoutumés, la juridiction temporelle dans les lieux de Cannes, Mougins, Arluc, La Roquette et Pégomas, l'institution et la destitution des officiers de justice de ces localités, la juridiction civile et criminelle, tant au temporel qu'au spirituel, avec l'un des jardins de l'île, à son choix.

[4] Tous deux aimèrent et célébrèrent l'île de Lérins dans des vers que Barralis nous a conservés. (*Chron.*, I, pag. 17 et suiv.)

[5] Inv. de Mme la Ctesse de S. Seine, fol. 35 ;

« Le 2 juillet (1516), en présence du sieur Lambert, évesque de Vence, D. Hiérosme de Montferrat feust mis en possession de l'abbaye par Louis Bellaud, en présence du chapitre, D. Arluc, de Cannes, D. Antoine Rabuis, de Grasse, D. Antoine, de

qui, après avoir accompli les formalités religieuses accoutumées, « feust dans le verger et vigne, proche la tour, prenant les mottes de terre, rompant les feuilles de la vigne, arrachant quelques herbes, ouvrant et fermant les portes dudict verger, et volant faire des actes de véritable possesseur. »

Nice, et autres, au nombre de dix, auxquels il donna lecture des bulles du pape Léon X, des lettres patentes du roi Francois I^er^ et autres pièces... en vertu desquelles ils devoient recognoistre Augustin de Grimaldi pour leur prieur et prélat, conformément aux intentions de S. S. et de S. M. etc.

« Après qu'il l'eust reçu au baiser de paix et que celui-ci eust juré de vivre et mourir conformément aux règles de la congrégation du Mont-Cassin, le procureur, le prenant par la mein, l'introduisit dans la chapelle Saincte-Croix, le feist assoir dans la chère abbatiale, luy feist fermer et ouvrir les portes de la tour et, l'ayant conduict à l'église Sainct-Honorat, luy feist fère les mesmes actes de possession.

« Ayant ledict procureur, au nom de son dict principal, faict ladicte mise en possession, sans préjudice des droicts d'iceluy sur l'abbaye et prieurés, il remit et quitta et désempara touts les revenus, fruicts et émolumants appartenans aux prieurés de La Napoulle, Vallauris et Vintimille ensemble, ce qu'avoit accoustumé prandre le sieur abbé du prieuré du Puget, et touts legs, offrandes et aumosnes, faictes ou à faire audict monastère, come aussy libre habitation dans le chasteau de Cannes, pour les religieux dudict monastère y résidant, à l'occasion de traicter les affaires d'iceluy, à condition touttefois que ledict Augustin, évesque et abbé soit deschargé à l'advenir du bled et vin accoustumé, tant dans l'issle que hors d'icelle.

« En outre, ne prétendant ledict sieur commandataire estre obligé à l'advenir d'aucune chose envers ladicte congrégation et, de plus, à la réserve de 500 florins de penssion sur le prieuré de La Napoule.

« Et enfin, pour signe de possession réelle et corporelle dudict monastère, membres annexes et deppendances pour la congrégation du Mont-Cassin, en vertu des bulles et lettres patentes susdictes, ledict vicaire général et procureur, en présence dudict évesque de Vence et de tout le corps des religieux dudict monastère, présents et consentans, print le susdict père et le plaça dans la place la plus relevée dans le chapitre ; et, de là, accompagnés des soubsnomés, entra dans le ceur de la chapelle Saincte Croix, come nous avons dict cy dessus, où es-ce que ledict vicaire général conduisit ledict D. Hiérosme, lequel, après avoir faict la prière, baisé l'autel ouvert et descouvert, ouvert l'armoire des sainctes reliques, visitté icelles, ouvert et fermé les portes de ladicte chapelle, sonné les cloches, feust logé dans l'une des chères principales du ceur, signe de prinse de possession dans iceluy ; et de là feust conduict aux portes de la tour, qu'il ferma et ouvrit ; come aussy, en compagnie dudict vicaire général et évesque de Vence et des religieux, feust ledict

L'assassinat de son frère Lucien, seigneur de Monaco, par Barthélemy Doria (1523) obligea Augustin Grimaldi à prendre en mains les affaires de la principauté. Il s'y installa et n'eut désormais qu'une pensée, celle de poursuivre l'assassin, qui s'était réfugié en France, où il trouvait l'impunité. Il s'empara de ses fiefs et, pour en obtenir la dévolution de l'empereur, de qui ils relevaient, entra en relations avec les lieutenants de Charles-Quint (1524), dont il embrassa le parti contre François Ier [1].

D. Hiérosme, visitter l'église Sainct Honoré ; ouvrant et fermant les portes d'icelle, couvrant et descouvrant les autels, séant dans la chèse quy estoit dans le Chapitre entien, où es-ce qu'il prononça les nouveaux officiers dudict monastère amovibles, conformément aux constitutions de ladicte congrégation.

« De là, feust dans le verger et vigne proche la tour, prenant des mottes de terre, rompant des feuilles de la vigne, arrachant quelques herbes et enfin ouvrant et fermant les portes dudict verger et volant faire des actes de véritable possesseur ; ce que feist tout paisiblement, sans qu'aucun formât opposition.

« Et, attendu qu'il restoit encore, pour achever la comission, d'aller prendre possession des prieurés de La Napoulle et autres, ledict D. Hiérosme, prélat de Sainct Honoré et procureur de la congrégation du Mont-Cassin, son indisposition l'empeschant de sortir du monastère, passa procuration à D. Théophile de Canubine, son prieur doyen, et D. Bessarion, son cellérier, d'aller prandre possession des autres prieurés, ce que feist les jours suivants, 4 et 5 juillet 1516.

« Le 4 juillet, ledict D. Hiérosme, ne pouvant aller prandre possession des prieurés unis à la mense conventuelle, comist D. Théophile, V. P., et D. Bessarion, cellérier, qui feurent mis en possession des prieurés de Vallaurie et de La Napoulle par ledict Bellaud, procureur, avec protestation des penssions réservées audict Augustin, abbé. (Notaire Anthoine Tombarelli.) »

[1] Par contre, Augustin trouva à Gênes un grand empressement pour mettre Monaco à l'abri d'un coup de main de la part des galères d'André Doria, et la marine génoise contribua même, par ses équipages, à l'occupation, effectuée de vive force, de Dolceacqua et des autres seigneuries appartenant à Barthélemy. Dès lors, il s'efforça de faire donner une sanction régulière à cette conquête. Il fallait donc obtenir de l'empereur la dévolution de ces fiefs, et cette considération, habilement exploitée par les Grimaldi de Gênes, l'amena à renouer avec les lieutenants de Charles-Quint les négociations entamées autrefois par Lucien (1524).

Néanmoins le seigneur-évêque hésita longtemps avant de prendre le parti d'une défection complète vis-à-vis de la France. Après la défaite de Bonnivet à Gattinara, il offrait encore à François Ier de mettre Monaco à son service ; les conditions inad-

Ses bénéfices furent aussitôt confisqués et concédés au cardinal de Bourbon, en échange de l'abbaye de Saint-Amant, qui lui avait été enlevée par l'empereur [1]. Les religieux de Lérins firent opposition en ce qui les concernait ; mais, comme les revenus de l'abbaye appartenaient à l'évêque de Grasse, en vertu de la ré-

missibles par lesquelles on répondait à ses avances équivalaient à un refus. En même temps, les violences contre les sujets monégasques continuèrent en Provence, et les galères d'André Doria vinrent canonner Menton, où Augustin faillit être tué ; enfin le gentilhomme chargé de porter les plaintes du seigneur-évêque au roi fut arrêté en Provence, et on ne reçut à Monaco aucune réponse.

Ces procédés déterminèrent Augustin à se jeter dans les bras de l'empereur. La présence à Gênes du connétable de Bourbon, traître à sa patrie, exerça dès lors sur sa volonté une action décisive et Léonard Grimaldi de Nice, son fondé de pouvoirs en Espagne, eut l'ordre de traiter avec la chancellerie impériale.

C'était le moment où l'armée commandée par le connétable prononçait son mouvement sur la Provence ; le port de Monaco servait de base au ravitaillement de l'armée impériale. Alors seulement on comprit en France la faute d'avoir dédaigné les propositions d'Augustin ; un émissaire fut envoyé avec « carte blanche. » Il était trop tard et les engagements étaient définitivement pris avec Charles-Quint (traités de Burgos et de Tordesillas, en juin et novembre 1524). Monaco était reconnu comme état indépendant, et des avantages étaient formellement promis à Augustin, en indemnité des biens qui lui étaient confisqués en France par suite de sa défection.

Les services qu'il ne cessa de rendre, pendant l'hiver de 1525, en assurant les communications par Monaco de l'Espagne avec l'armée impériale du Milanais, justifièrent les concessions de l'empereur ; ces services furent tellement appréciés qu'après la victoire de Pavie, Charles-Quint s'empressa de remercier, dans les termes de la plus vive gratitude, le seigneur-évêque des bons offices, qui avaient eu une action importante sur le succès inespéré de la campagne.

Le traité de Madrid (1526), arraché à François Ier captif par son vainqueur, réintégra Augustin Grimaldi dans tous ses biens et ses bénéfices confisqués par le roi de France depuis sa défection. Mais il devait rester lettre morte.

Après la rupture du traité de Madrid (1526), l'allié de Charles-Quint eut à subir toutes sortes d'avanies du côté de Nice. L'empereur dut accorder sauvegarde à la place de Monaco, dont il reconnut le droit de port : il compensa en même temps les pertes faites en France par Augustin, en lui donnant l'évêché d'Oristano, en Sardaigne, et des revenus sur plusieurs diocèses, en Espagne, notamment sur ceux de Burgos et de Badajoz. — G. Saige, *Monaco, ses origines et son histoire*, Paris, 1897, pag. 136 et suiv.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H., fol. 29.

serve faite par lui,lors de la résignation de la commende, il fut décidé que le cardinal en jouirait à sa place.

Au commencement de l'année 1532, quand il était sur le point de recouvrer ses bénéfices en France, dont le traité de Cambrai lui avait permis de poursuivre la restitution, Augustin Grimaldi mourut subitement et, selon toutes probabilités, empoisonné [1].

Le 14 avril, l'économe du monastère se mettait en possession [2], et bientôt après obtenait des lettres de garde du comte de Tende, gouverneur de Provence, pendant que les religieux qui s'étaient retirés à Tourrettes, sans accepter la réforme, élisaient abbé Balthazar de Jarente, évêque de Vence et premier président de la Cour des comptes [3].

[1] G. Saige. *Monaco* etc., pag. 150.

[2] Inv. de M^me^ la Ctesse de Saint-Seine, fol. 36.

« Le 17 dudit mois, l'économe fist exécuter lesdites lettres de garde et mettre les panonceaux royaux au chasteau et église de Cannes, Mougins et Valbonne, et, le 20 dudit mois, en fist autant à Briançonnet.

« Le 4 mai, l'économe présenta requeste à la cour du Parlement, produisit les bulles d'union, les lettres patentes du roy François I^er^, la prinse de possession des pères du Mont-Cassin, les lettres patentes de la reine Louise et leur exécution, la prinse de possession de l'abbaye après le décès d'Augustin Grimaldi et la nouvelle sauvegarde exécutée, remontrant que ledict Augustin n'estoit pas titulaire de l'abbaye, mais seulement pensionnaire, s'étant réservé les revenus sa vie durant, au lieu de pension, et requit des inhibitions contre le cardinal de Bourbon, nommé abbé par le roy, ce que la cour lui octroya.

« Le 8 du mesme mois, l'économe fist renouveler ses lettres affichées et poser de nouveaux panonceaux, en vertu de l'arrest du Parlement.

« Le 9, Jean Olivari, contreroleur du cardinal de Bourbon,présenta requeste au Parlement, requist commission pour informer des attentats des religieux de Lérins, lesquels, au préjudice des inhibitions de la cour, exigent le droict de mouture, fournage et passage et autres droicts dans Cannes et Mougins, ce que la cour leur octroya...

« Le 18 mars 1533, la cour donna arrest en faveur du cardinal de Bourbon, par lequel il feust mainteneu en jouissance de l'abbaye et du prieuré de Valbonne jusqu'à ce qu'il en feust ordonné autrement, suivant la déclaration du roy. »

[3] Nous donnons ci-dessous le procès-verbal de cette élection (Arch. des Alp.-Marit., H., 92) :

« In nomine Domini nostri Jesu Christi, amen. Anno incarnationis ejusdem mille,

Cependant le roi, à la mort d'Augustin Grimaldi, avait nommé

simo quingentesimo tricesimo secundo, et die sabbati, vicesima septima mensis aprilis, circa horam vesperorum, pontificatus Sanctissimi in Christo Patris et domini domini Clementis, divina providentia pape septimi, anno nono, regenteque christianissimo principe et domino domino Francisco, Dei gratia Francorum rege comitatuumque Provincie et Forcalquerii ac terrarum adjacentium comite feliciter et longeviter, amen. Noverint modernorum presentes et futurorum posteritas non ignoret qualiter in loco de Turretis Vencie, in quo moram continuam facit venerabilis et religiosus vir dominus Jacobus de Villanova, monacus sacri monasterii Sancti Honorati, insule Lirinensis, ordinis sancti Benedicti, et sacrista ejusdem monasterii, in ecclesia parochiali ejusdem loci de Turretis congregati, videlicet dictus dominus Jacobus de Villanova, sacrista, ac venerabiles et religiosi viri domini Albanus Raybaudi, infirmarius et monacus, Raphael Mere, monacus et cambrerius, ac Urbanus Gati, monacus ejusdem sacri monasterii, causante decrepitate et senectute predicti domini Jacobi, capitulariter, in presentia mei secretarii rationalis et archivarii regii Camere computorium Provincie, ac regia et apostolica auctoritatibus notarii constituti, et testium infrascriptorum voccatorum et rogatorum ad actum hujusmodi infrascriptum fiendum, ipsi domini sacrista, infirmarius, cambrerius et monacus exposuerunt revendum Augustinum de Grimaldis, episcopum Grassensem, abbatem commendatarium ejusdem sacri monasterii, dies suos in domino clausisse extremos, dictumque monasterium abbate et pastore ac rectore carere, ob ejus obitum, ejusque corpus honeste et debite ecclesiastice sepulture traditum, et exequias factas fuisse, ut moris est; et ideo non vallentes se congregare in monasterio predicto, occupato per certos monacos, exteros a dictione regia, violentes et facto intrusionis violente infra dictum monasterium per ipsos monacos minime districtuales ibidem, et propter senilem etatem et decrepitatem ejusdem domini sacriste, prime persone post abbatem et priorem dicti monasterii, se congregasse, ad videndum inter se per quem modum et viam sanctius et honestius ad ellectionem abbatis seu rectoris ejusdem monasterii procedere possent. Tandem, ipsis congregatis, capitulariter et capitulum facientes, dictus dominus sacrista, caput dicti monasterii post abbatem et priorem, surgens, allocutus est alios predictos dominos monacos in eadem ecclesia congregatos, dicens: « Venerabiles fratres in Christo carissimi et devoti, gratia Sancti Spiritus nobiscum assistat et concedat nobis posse id debite peragere, propter quod in eodem Spiritu sumus hic congregati, fratres et domini prestantissimi. Vos scitis quod, pro ellectione futuri abbatis et rectoris nostri sumus hic congregati. Vos rogo et in visceribus Jesu Christi ortor quatenus, dimissa affectione propria, cor elevatum habeatis ad Dominum, quilibet vestrum in se ipso elligat meliorem et probiorem quem in conscientia sua sciet in abbatem et rectorem nostrum et dicti monasterii nostri. » Et, modico vallato intervallo, venerabilis dominus infirmarius ipsius monasterii, major post dictum sacristam, surrexit et dixit: « Venerabilis domine sacrista, vobis, tan-

à la commende de Lérins Jean du Bellay, évêque de Bayonne,

quam superiori incumbit ac in conscientia vestra solum respectum habere ad Dominum, quod elligatis unum quem scitis meliorem et utiliorem ad regimen monasterii nostri in abbatem et rectorem. » Tunc prefatus dominus sacrista, signaculo crucis sancte se muniens, ait : « In conscientia nostra habendo solum respectum ad Deum, pro meliori et utiliori et provido viro quod conscientia ad regimen monasterii nostri, elligo in abbatem et rectorem nostrum reverendum in Christo patrem dominum Baltesarem Jarente, episcopum Venciensis ecclesie ac presidentem Camere computorum Provincie, virum de magno, potenti ac nobili genere procreatum, utriusque juris doctorem, mictem, humanum ac quietum et pacis zelatorem, Deum et ecclesiam amantem, humilem, pium, dulcem et mensuetum, consiliarium magnum et in ecclesie negociis defensorem, caritativum et bonum justiciarium, in quadragesimo anno vel circiter sue etatis constitutum, pulcrum, ellegantis compositionis ac bone et sancte vite et honeste conversationis ac elemosinarium magnum existentem, in spiritualibus et temporalibus quamplurimum circumspectum, de legitimo matrimonio procreatum ac affabilem, amicum bonum et misericordem existentem. » Deindeque surrexit dictus dominus infirmarius et dixit : « Domine sacrista, bene et utiliter ac fructuose in conscientia vestra ellegistis ; ellectionem vestram, quantum in me est, illam aprobo, laudo et firmo in conscientia mea prefatum reverendum dominum episcopum Venciensem, ellectum per vos in abbatem et rectorem nostrum, eligo eumdem legitime, ut prefertur, dispensatum. » Ceterique alii domini monachi et persone predicti monasterii, ellectionem hujusmodi confirmantes, unanimiter, nemine ex ipsis discrepante, in Spiritu Sancto prefatum R. D. episcopum Venciensem, abbatem suum et rectorem ipsius monasterii ellegerunt eumdem legitime, ut prefertur, dispensatum. De quibus omnibus predictis dicti domini elligentes pecierunt fieri unum et plura publicum et publica instrumentum et instrumenta. Actum ubi supra, presentibus ibidem nobili et venerabilibus viris dominis Anthonio de Villanova, domino dicti loci, Gipriano Baucii, de Vencia, et Bartholomeo Dozolli de Albarno, presbiteris, testibus ad premissa vocatis et rogatis. Qua sic ellectione in Spiritu Sancto facta et celebrata, prefati domini infirmarius, cambrerius et monacus, relicto dicto sacrista ob ejus senilem etatem et decrepitatem non valente accedere, accesserunt ad civitatem Vencie, in qua erat ipse reverendus dominus episcopus, et in domo episcopali ejusdem ad dictum reverendum dominum ellectum, et quesierunt ab eo si ellectioni hujusmodi de se in Spiritu Sancto facte conscentiebat. Qui respondit humiliter : « Ellectioni de me, licet immerito, in Spiritu Sancto facte, non possum nec volo contradicere eam in Dei Patris et Filii et Spiritus Sancti, nomine accepto, eamque gratam et ratam habeo. » De quibus ominibus predictis dictus dominus ellectus petiit sibi fieri publicum instrumentum. Actum ubi supra, in domo episcopali et in camara paramenti, presentibus ibidem domino Johanne Leonardi, vicario dicti reverendi domini Venciencis, et Arnulpho Nasi, de Aquis, testibus, ad premissa vocatis et rogatis. »

qui devint plus tard évêque de Paris et cardinal [1].

Malgré les protestations des religieux, Jean Meynier, baron d'Oppède, conseiller au Parlement [2], se rendit à Lérins, pour mettre en possession de l'abbaye le procureur du nouveau commendataire, Jean Vitalis. Mais la porte de la tour était close et les religieux, enfermés à l'intérieur, au nombre de huit, refusèrent de la lui ouvrir. Ce fut donc par la vue du clocher du monastère que le procureur prit possession. Aussi la Cour des comptes envoya-t-elle un nouveau commissaire, accompagné de gens d'armes, qui se préparèrent à faire le siège du château. Ne pouvant résister, les moines sortirent de la tour, non sans protester que c'était uniquement par obéissance et pour ne pas « préjudicier aux raisons du monastère et de la congrégation du Mont-Cassin. » Le commissaire saisit tout le temporel et en constitua séquestre Jean du Bellay.

Irrité de cette rébellion, François Ier cassa les lettres patentes qui approuvaient l'union de Lérins au Mont-Cassin et défendit de recevoir des moines étrangers dans l'île (1542) [3].

Les Italiens repassèrent les Alpes ; mais ils rentrèrent en France quelques années après, quand Henri II confirma la bulle de Léon X ; on exigea cependant qu'en temps de guerre ils quittassent Saint-Honorat (1547) [4].

L'année suivante, le cardinal échangeait avec Guillaume Pélicier, évêque de Montpellier, l'abbaye de Lérins contre celle d'Echailly, dans le diocèse de Sens.

[1] Mort à Rome, le 16 février 1560. Il avait été fait évêque d'Ostie par le pape Paul IV.

[2] Arch. desAlp.-Marit. H., I, fol. 29 : Procès-verbal - rédigé par Jean Meynier, baron d'Oppède, conseiller au Parlement et commissaire député par arrêt du 23 déc. 1532 — de la mise en possession de l'abbaye, faite par lui en faveur de Vitalis, procureur de Jean du Bellay.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H, 64, 272.

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 65.

L'entente paraît avoir existé entre les religieux et le prélat jusqu'en 1552. A cette époque, il venait de sortir de la prison de Beaucaire, où ses ennemis l'avaient fait enfermer en l'accusant de favoriser les nouvelles doctrines. Un procès fut intenté par lui aux moines, qu'il accusait de l'avoir dépouillé, pendant sa détention, d'une partie de ses revenus. Une décision du Grand Conseil lui attribua certaines indemnités ; plusieurs d'entre eux furent expulsés de l'abbaye, et les autres reçurent l'ordre de ne plus obéir qu'à l'évêque de Montpellier et à ses représentants. Ceux-ci exercèrent dès lors, semble-t-il, toutes sortes d'exactions contre les réguliers, et le Parlement, sur leurs doléances réitérées, obligea l'abbé commendataire à payer annuellement une somme de 1.200 livres pour l'entretien de la communauté (1552). Cependant les affaires n'en restèrent pas là. Le 29 août 1556, Pélicier obtenait du roi des lettres patentes pour la réforme du monastère, qu'il confia à deux religieux bénédictins de Montmajour et d'Antibes. Denis Faucher, prieur claustral, écrivain de talent, mais animé d'une grande ardeur religieuse, s'adressa alors à l'évêque, pour faire appel à la modération si vantée de son caractère et tâcher d'arriver à une conciliation. Les vexations continuèrent. Faucher écrivit de nouveau au prélat (1557), pour protester énergiquement contre les injustes délations qui menaçaient d'entraîner la ruine de l'abbaye et réclamer prompte justice. Mais, le 1er février 1558, le vicaire général de l'évêque changea tous les officiers du monastère. Le 27, il fit prêter serment à tous les religieux ; quelques-uns refusèrent, alléguant qu'ils appartenaient à la congrégation du Mont-Cassin et demandèrent congé. Pélicier fit rendre une ordonnance expulsant les moines de Sainte-Justine et les remplaçant par des religieux de Cluny ; mais, sur les réclamations des premiers, un arrêt du Parlement, en date du 16 juin 1558, évoquait l'affaire au Conseil du roi, et les moines de Sainte-Justine furent rétablis, le 28 juil-

let, dans les mêmes droits, jouissances et revenus qu'avant l'emprisonnement de l'évêque.

Denis Faucher mourut en 1552, à l'âge de soixante-seize ans. Les rapports du monastère avec Pélicier demeurèrent toujours difficiles. En 1564, l'évêque chercha vainement à obtenir de Charles IX, lors de sa visite à Arles, l'expulsion des Cassinistes ; le roi confirma leur union, le 11 septembre de la même année.

Le synode d'Embrun, en 1567, ayant décidé l'établissement d'un séminaire à Grasse, l'abbé de Lérins refusa de faire participer son monastère à la subvention demandée à tous les évêques, abbés et chapitres, en invoquant l'exemption de l'abbaye. Peu de temps après, il retira même la pension annuelle qu'il devait payer pour l'entretien des religieux. Le Parlement dut mettre sous séquestre les revenus du monastère, pour assurer le maintien de la pension. Sur ces entrefaites, Pélicier mourut (1567) [1].

Des lettres de nomination furent aussitôt accordées au cardinal Charles de Bourbon. Les moines firent opposition ; mais le Parlement les obligea à céder, par une main-mise sur les revenus de l'abbaye (1575).

Pendant le procès, Charles de Bourbon se démit de sa commende, dont fut gratifié François de Bolliers [2]. Les rapports restèrent aussi tendus que par le passé entre les deux parties ; cependant, en 1581, un concordat, approuvé bientôt après par Grégoire XIII [3] et Henri III [4], intervint entre elles.

L'abbé commendataire renonçait à la collation des bénéfices et abandonnait à la congrégation du Mont-Cassin : 1° le territoire de Pégomas, en remplacement de la pension de 1.200 livres, adjugée

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 3, 10 ; H. 273, 274. — Al. Tausserat-Radel, *Correspondance politique de Guillaume Pélicier*, ambassadeur à Venise (1540-1542). 2 vol. in-8°, Paris, 1899 (Introd.).

[2] Il devint évêque de Fréjus (1579-1587).

[3] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 41.

[4] Ibid., ibid.

par arrêt du Parlement sur les revenus de la mense abbatiale, en 1551 ; 2° le droit de moudre gratuitement aux moulins de Cannes ; 3° outre les benéfices désignés dans la bulle de Léon X, l'église Saint-Blaise de Vallauris, l'église Saint-Honorat de Grasse, ainsi que le bénéfice et la cure de Briançonnet [1].

En 1592, l'abbaye étant devenue vacante par suite du décès de M. de Bolliers, ce qui ne s'était jamais produit depuis l'union, le chapitre élut D. Ange de Pontevès comme abbé. Il obtint de nouvelles bulles du pape Clément VIII, confirmant celles de Léon X (10 déc. 1592), et le Parlement les enregistra le 6 nov. 1593.

Cependant Henri IV nomma à l'abbaye (1595) J-B. de Romans d'Agoult, clerc tonsuré [2]. Aussitôt les religieux introduisirent une instance au Conseil d'État ; mais, sur ces entrefaites, le Saint-Siège ayant offert à Henri IV, après sa conversion, à la suite des démarches du cardinal d'Ossat, agent de France à Rome [3], de le dispenser, s'il rétablissait l'union de Lérins à Sainte-Justine, de construire un des quatre monastères qu'il s'était engagé à édifier pour obtenir l'absolution, ce prince demanda au nouveau commendataire d'abandonner ses droits, ce qu'il fit, moyennant une pension annuelle de 1.200 écus sa vie durant (1595) [4].

Les lettres patentes du 4 décembre 1597 confirmèrent l'union, et exemptèrent « les religieux de toute interruption par laquelle on pouvoit prétendre que ladicte union avoit été altérée et de ce qu'ils n'avoient pas obtenu de Charles IX et de Henri III les lettres de confirmation nécessaires », à condition que l'abbaye serait régie dorénavant, au spirituel comme au temporel, par des religieux français, élus par le chapitre général de la congrégation. »

[1] Les bénéfices assignés dans la bulle de Léon X étaient les prieurés de La Napoule, de Valbonne et de Saint-Michel de Vintimille.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 69.

[3] *Lettres du Card. d'Ossat*, tome II : Lettres à Villeroy, min. d'Etat (29 mai et 29 oct. 1596).

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 275.

Le procureur du roi au Parlement de Provence ayant formé opposition, les parties furent renvoyées par devant le Conseil du roi, qui, par arrêt du 24 novembre 1599, déclara que, sans avoir égard audit appel comme d'abus et aux oppositions incidentes des habitants de Cannes, l'union du titre abbatial, faite au monastère uni à la congrégation du Mont-Cassin, sortirait son plein effet et que néanmoins, pour cette fois seulement, J.-B de Romans jouirait, sa vie durant, de la pension de 1.200. écus, mais sans pouvoir la céder.

En conséquence dudit arrêt, D. Hilaire d'Antibes, élu abbé de Saint-Honorat par le chapitre général, prêta hommage au roi, entre les mains de M. de Bellièvre, chancelier de France, pour les châteaux de Cannes, Mougins et autres places dépendant du monastère[1].

Louis XIII confirma les lettres de son père (oct. 1611)[2].

A la mort de D. César Barcillon, abbé régulier, le prince de Joinville obtint des lettres de nomination; mais, sur l'opposition des religieux, le Conseil d'Etat (6 janv. 1612) maintint l'union et déclara nul le don fait au prince.

Un arrêt du Conseil, d'avril 1615, confirma de nouveau l'union et ordonna que l'élection de l'abbé et des officiers de l'abbaye serait faite par le chapitre général de la congrégation.

Le 14 septembre 1635, les galères d'Espagne, après s'être emparées de l'île Sainte-Marguerite, se saisirent de Saint-Honorat; elles en chassèrent les religieux et la garnison établie par le gouverneur de Provence. Lesdits religieux se retirèrent dans le château de Vallauris et y demeurèrent jusqu'en 1637, époque à laquelle Mgr de Sourdis, évêque de Bordeaux, et le comte d'Harcourt reprirent les îles.

On accusa les moines étrangers d'avoir été de connivence avec

[1] Hommage prêté le 26 novembre 1600, et enregistré au Parlement le 3 mars 1601.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 69.

l'ennemi [1]. Le cardinal de La Valette, profitant des circonstances, se fit nommer commendataire, et, à son instigation, les moines du Mont-Cassin reçurent l'ordre de quitter l'abbaye[2]. Louis XIII défendit aux fermiers de leur payer aucune redevance et, par arrêt du 22 mars 1639 [3], ordonna que « les lettres patentes du 17 mars 1638 sortiroient leur plein effect.... et que l'abbaye de Sainct-Honoré demeureroit incorporée à la congrégation de Sainct-Benoist de France ou de Sainct-Maur, pour estre régie et administrée, tant au spirituel qu'au temporel, par les supérieurs et selon les statuts de ladicte congrégation ... » Un arrêt du 22 mars 1639 réunit l'abbaye aux congrégations de Cluny et de Saint-Maur [4].

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 71.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 71 : Lettres de Louis XIII à Mgr Godeau, évêque de Grasse, conseiller du roi en son Conseil, et au sieur Sarron de Champigny, conseiller d'Etat, intendant de Provence, leur donnant commission de faire sortir du monastère de Lérins les religieux du Mont-Cassin, qui, en qualité d'étrangers, peuvent avoir « une liaison et communication perpétuelle avec lesdicts estrangers (et) estre divertis des sentimens que des vrais et naturels subjects doivent avoir pour leur prince....» (17 mars 1638).

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 71.

[4] « En 1638, Mgr Godeau, évesque de Grasse, mortel ennemi des religieux de Lérins, qui avoient refusé de lui vendre l'église et la maison qu'ils possédoient à Grasse, pour les pères de l'Oratoire, et jaloux de voir dans son diocèse cette juridiction pontificale que les abbés du Mont-Cassin exercent dans leurs abbayes et dépendances, et d'ailleurs, domestique du cardinal de La Vallette, assisté de quelques religieux mécontents, insinua au roy et au cardinal de Richelieu que les isles avaient été perdues par suite des intelligences existant entre les religieux et les Italiens de la congrégation, et obtint un brevet de l'abbaye en faveur dudict cardinal de La Vallette, et une commission en sa faveur, pour établir dans le monastère les religieux de la congrégation de Saint-Maur, réformés depuis quelques années par lesdicts religieux du Mont-Cassin, et chassa les autres. Cette commission fut exécutée, le 24 juillet 1638, avec tant de rage et de passion que tout le monde en fust scandalisé.

« Les religieux du Mont-Cassin formèrent opposition à l'intrusion des nouveaux religieux et appelèrent des ordonnances de l'évesque, commissaire et partie ; mais, estant chassés de leurs maisons, dépourvus de conseil et de moyens pour faire les poursuites nécessaires, et mesme ne pouvant produire leurs titres, qui estoient aux mains des nouveaux venus etc...

Les Cassinistes intentèrent un procès aux nouveaux occupants ; mais ils furent déboutés de leurs prétentions, et les religieux français obtinrent la concession des revenus du monastère [1].

Le pape Urbain VIII protesta [2], disant qu'il n'avait pas donné l'autorisation d'agréger à la congrégation de Saint-Maur l'abbaye de Saint-Honorat, déjà unie à une autre congrégation ; mais le roi ordonna de maintenir dans l'île, malgré l'opposition de Rome, les religieux réformés (1643) [3].

Après la mort du cardinal de La Vallette, Armand de Bourbon, prince de Conti, était nommé commendataire par Louis XIV (1644) et confirmé par Innocent X (1645) [4].

Le roi défendait au prince de céder sa commende et s'interdisait, d'autre part, de lui donner, en cas de mort, un successeur ; il déclarait nulle la nomination qui pourrait être obtenue par surprise, l'élection de l'abbé devant revenir au chapitre, à condition toutefois que les officiers spirituels et temporels fussent français [5].

Quelques mois s'étaient à peine écoulés que des lettres patentes renvoyaient les religieux de Saint-Maur et réintégraient dans l'île, comme excellents serviteurs du roi ceux de Sainte-Justine, qu'on avait expulsés comme traîtres (1645) [6].

« Par arrest du 22 mars, 1643, ladicte intrusion fust confirmée et à chaque religieux fust assignée une pension de 200 livres. » (Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine).

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 72.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 73.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 73: Lettre de Louis XIV à son cousin le comte d'Alais colonel général de la cavalerie légère de France, gouverneur de Provence, lui demandant de « tenir la main à ce que lesdits religieux réformés (de Saint-Maur) soient, nonobstant ledit bref (du pape Urbain VIII), maintenus et conservés dans ladicte isle et jouissent de ladicte abbaye et des revenus d'icelle.... » (5 nov. 1643).

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 74.

[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 74.

[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 70 : Les lettres patentes de Louis XIV disent : « Estant bien informez de la régularité et piété exemplaire desdicts religieux et de leur fidélité à nostre service....»

Une transaction fut passée entre la congrégation de Sainte-Justine et celle de Saint-

Cependant, en 1654, Conti abandonnait, malgré ces clauses, la commende au cardinal Mazarin, dont il avait épousé la nièce, Anne Martinozzi. Toute résistance fut inutile, et les moines durent payer, pour obtenir l'union, une pension viagère de 9.000 livres au puissant ministre [1].

En échange ceux-ci sollicitèrent, en même temps que la confirmation de leur agrégation au Mont-Cassin, celle du « franc-salé », qui leur avait été accordée par les comtes de Provence [2], et que les fermiers de la gabelle refusaient, depuis quelque temps, de leur reconnaître, ainsi que l'exemption des gens de guerre.

Ce dernier privilège devait particulièrement sembler précieux aux moines, qui étaient obligés de vivre dans une absolue promiscuité avec les soldats, dont les mœurs n'avaient rien de cénobitique. Ils insistèrent sur ce point dans une lettre à Mazarin [3],

Maur. Nous en reproduisons les principaux passages : « Les pères de Saint-Maur leur rendront et remettront ès mains le trésor des sainctes reliques, vases sacrés, ornemens, archives, tiltres, documens, bibliotecque, meubles, ustancilles et généralement tout ce qu'ils y ont entre leurs mains. . . . moyennant qu'il sera payé auxdicts pères la somme de trois mil cinq cens livres tournois, auparavant leur sortie, scavoir cinq cens livres tournois dans ledict monastère de Lérins, et les trois mil livres tournois restans dans la ville d'Aix, ès mains de telle personne que lesdicts religieux de ladicte congrégation de Saint-Maur désireront....

« Lesdicts pères de Saint-Maur continueront leur demeure audict monastère de Lérins, sans qu'ils puissent estre contraints d'en sortir qu'après qu'ils auront eu leur entière descharge, en bonne forme, des sieurs commissaires qui seront à ce députés, ... Seront obtenues lettres patentes de Sadicte Majesté, pour le restablissement et réunion de ladicte abbaye et monastère de Lérins à ladicte congrégation.... » (9 août 1645. Arch. des Alp.-Marit., H. 75.)

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 74, 93.

[2] V. le chap. des *Privilèges*.

[3] « Monseigneur, le prieur de la congrégation de Saincte-Justine de Padoue et l'économe de l'abbaye de la sacrée isle de Lérin supplient très humblement V. E., en concidération de l'affection qu'ils ont pour son service, et à celle fin qu'ils puissent avoir plus de moien d'acquitter la penssion de 9.000 livres à quoy ils se sont obligés envers V. E., qu'il lui plaise de sa grâce leur accorder :

« 1° Les lettres patentes de S. M. portant confirmation et continuation de l'union de ladicte abbaye à ladicte congrégation.

qui demeura sans réponse[1]. Il en fut de même d'un placet, adressé au roi, pour rentrer en possession des biens de la mense abbatiale,

« 2° Les lettres patentes de S. M. portant confirmation et continuation du franc salé de 25 émines sel, à prendre des greniers à sel d'Antibes ou autres, conformément aux lettres patentes à eux octroyées par les feux roys et contes de Provence, et dont les religieux ont toujours paisiblement joui, excepté depuis quelques années que les fermiers desdits greniers se rendent reffusans.

« 3° L'exemption de logement des gens de guerre dans le monastère Saint-Honorat, dont les religieux se treuvent telement incomodés que non seulement leurs personnes, mais le service de Dieu se treuve notament intéressé, puisque les soldats sont logés soubs un mesme toict et dans un mesme corps de logis avec les religieux, qui ne scauroient, par ce moien, vaquer à l'estude, ny à leurs exercices spirituels, dans le trouble continuel et domestique, estant d'ailleurs ce meslange tout à faict incompatible, par la contrariété des professions, estant impossible d'accorder le silence et le calme du cloistre avec le bruit et tumulte d'une garnison, sans vouloir en descrire les insolences particulières, quy sont tout à faict insuportables, ny les profanations de ce sacré monastère, tant par les blasphèmes et impiétés qu'on y entend ordinèrement que des saletés et abominations que s'y comettent journèlement, les fames y estant introduites et entretenues, au grand scandale du public et injure faicte à l'Eglise et à ce sainct lieu, dont la dévotion du peuple voisin en est entièrement discontinuée.

« D'ailleurs lesdicts religieux se trouvent privés par ceste garnison des revenus qu'ils avaient accoustumé de tirer de la culture de ladicte isle Sainct-Honorat, qui sont très considérables, come aussy de la pesche, quy leur est absolument nécessère, veu que leur ordinère est de poisson.

« D'autre part, ceste garnison est tout à faict inutile, puisqu'elle n'est pas dans un lieu fort et qui est dominé en tous ses endroicts par le Fort-Royal de l'isle Saincte-Marguerite, qui n'en est distante que de la portée d'un mosquet ; les religieux ayant tousjours conservé leur isle soubs l'obéissance de S. M., estant constant qu'elle n'a jamais esté prinse que quand Saincte-Marguerite a esté randue.

« Et lesdicts religieux demeureront obligés à prier incessament Dieu pour la conservation de la persone très auguste de V. E., et ce d'autant plus qu'ils espèrent leur protection et la conservation de leurs privilèges et immunités. »

(Inv. des Arch. de Lérins, de Mme la Ctesse de Saint-Seine.) — Cf. Arch. des Alp.-Marit., H. 601., fol. 50.

[1] Une garde demeura dans l'île jusqu'au moment de la sécularisation du monastère (1788), sans doute. En tout cas, elle y était encore en 1743, puisque à cette époque, le gouverneur la fit agir contre des religieux mutinés. V. la première note de la pag. XLVII.

dont le cardinal continuait à toucher les revenus [1].

Sa mort (1661) ne modifia pas sensiblement la situation; car Louis XIV fit don de l'abbaye au cardinal Louis de Vendôme, qui était entré dans les ordres après le décès de sa femme Laure Mancini, nièce du ministre, et qui fut légat en France.

[1] Inv. de M^me^ la Ctesse de Saint-Seine, fol. 50 : « Placet au roi : Le procureur de la congrégation Saincte-Justine de Padoue, autrement du Mont-Cassin, ordre réformé de Sainct-Benoît, représente très humblement à Vostre Majesté que l'abbaye Sainct-Honoré de Lérins, en vostre païs de Provence, unie à ladicte congrégation par le roy François I^er^ et le pape Léon X, avant le concordat, et confirmée par le roy Henry le Grand, aieul de Vostre Majesté, en forme de fondation et en satisfaction de la pénitence à luy imposée par le pape Clément VIII, en sa réconciliation avec la Sainte-Eglise catholique, par ses lettres patentes du 4 décembre 1597, par lesquelles le titre collatif de ladicte abbaye est déclaré esteint et amorti et rendeu régulier et ellectif, en faveur des religieux françois de ladicte abbaye, feurent mis en possession des biens dépandans de ladicte mense abbatiale, et desquels ils en ont paisiblement joui jusque à l'année 1638, que, l'Espagnol ayant surprins les isIles Saincte-Maguerite et Sainct-Honorat, où ladicte abbaye est située, l'abbé régulier et les religieux d'icelle feurent chassés par les ennemis de l'Estat. Et le feu cardinal de La Valette, se prévalant de ce désordre, obtint subrepticement un brevet de nomination à ladicte abbaye du feu roy, père de Vostre Majesté; auquel ledict abbé et religieux s'estant opposés et ledict sieur cardinal estant mort pendant procès, M. le prince de Conty auroit obteneu de Vostre Majesté un pareil brevet, et, n'ayant peu avoir les provisions à Rome, attendeu ladicte union et l'opposition desdicts religieux, passa concordat avec le procureur général de ladicte congrégation, confirmé par lettres patentes de Vostre Majesté, du mois de septembre 1645, portant que ledict sieur prince jouiroit, sa vie durant, de ladicte mense abbatiale, et que, arrivant vacquance par deccès ou démission, ladicte mense abbatiale demeureroit unie et incorporée à ladicte mense capitulère des religieux de ladicte abbaye, soubz la direction de ladicte congrégation.

« Vostre Majesté avoit déclaré, par ses dictes lettres patentes, ne vouloir faire aucune nomination de ladicte abbaye à l'advenir, et si quelques-unes estaient d'elle obtenues par importunité ou autrement, les déclaroit nulles et de nul effect, comme contraires à ladicte union et fondation.

« Au préjudice de quoy, mon dict sieur prince de Conty ayant faict démission de ladicte abbaye, le cardinal Mazarin ayant obteneu un brevet de nomination de Vostre Majesté, sur les très humbles remontrances desdicts abbé et religieux, ayant remis ceste affaire à l'éminent cardinal Bagni, allors nonce de Sa Saincteté auprès de Vostre Majesté, et à M. Colbert, intendant de la maison dudict Eminentissime, ils

Un concordat[1] intervint entre lui et les religieux, à qui il concéda, avec la confirmation de l'union, divers avantages, entre autres, le privilège d'instituer et de destituer les officiers claustraux, les droits de pêche et de naufrage, les revénus des prieurés de La Napoule, Valbonne et Vintimille. Ils étaient en même temps déchargés de l'entretien et de la nourriture des invalides que le roi envoyait, comme moines laïques, à Lérins, comme dans les autres abbayes de France[2].

auroint accordé que, moiennant une penssion de 9.000 livres, quoyque la mense abbatiale ne soyt arrantée que 12.000 livres, ledict abbé et religieux seroint rétablis dans les biens de ladicte mense, suivant les lettres patentes de Vostre Majesté, de 1645. Ensuitte dudict accord et des procurations envoyées en cour de Rome, tant de la part de ladicte Eminence que desdicts abbé et religieux, le pape Alexandre VII, par ses bulles du mois de janvier 1656, auroit confirmé ledict accord et consenti à l'establissement de ladicte penssion en faveur de Son Eminence. Ce nonobstant, ladicte congrégation et ledict abbé régulier et religieux n'ont jamais esté rétablis dans lesdicts biens, ny ledict sieur Colbert n'a jamais voleu randre ni remettre ez meins dudict procureur les lettres patentes de Vostre Majesté en confirmation dudict accord, que M. le chancellier a cellées puis l'année 1658, au grand préjudice de ladicte congrégation et des abbés réguliers et religieux.

« Ce concidéré, plaise à Vostre Majesté, de sa grâce et pietté ordinère, que ledict procureur, ayant faict voir au conseil de conscience de Vostre Majesté lesdictes lettres patentes et bulles apostoliques d'union, ladicte congrégation Sainte-Justine, l'abbé régulier et religieux soint rétablis dans les biens dépendants de la mense abbatiale Sainct-Honoré de Lérins, conformément auxdictes lettres de Vostre Majesté, de 1645; et touts les religieux de ladicte congrégation seront d'autant plus obligés de prier Dieu pour la prospérité de l'Estat et conservation de la sacrée personne de Vostre Majesté. — D. César Barcillon, abbé. »

[1] Inv. des Arch. de Lérins, de M^me^ la Ctesse de Saint-Seine, fol. 51.

[2] Avant la fondation des Invalides, diverses mesures avaient été prises pour venir en aide aux soldats (gentilhommes ou non) estropiés ou invalides. Henri II avait assigné à quelques-uns d'entre eux des pensions viagères sur les principales abbayes du royaume. Plus tard, il avait ordonné de leur réserver des places de religieux laïques dans les abbayes; mais, pour éviter cette charge, les abbés ou les prieurs leur avaient substitué leurs propres serviteurs et domestiques. Henri III essaya vainement de remédier à cet abus par un mandement du 14 mars 1578, un édit de février 1585 et un nouveau mandement de mars 1586. Un arrêt du Conseil, de 1611, régla la nourriture et l'entretien des « pauvres gentilshommes, capitaines et soldats estropiés, à

Philippe de Vendôme, grand prieur de France, succéda à son frère. Le Saint-Siège lui refusa les bulles (1670).

A sa mort (1727), les religieux résolurent de tenter un suprême effort pour obtenir l'extinction de la commende, et, dans ce but, ils s'adressèrent à l'évêque de Grasse, Mgr d'Anthelmy [1], qu'ils savaient être très bien en cour auprès du cardinal Fleury, dont il avait été le vicaire général à Fréjus. Ils lui remirent tous les titres sur lesquels s'appuyait leur demande et lui promirent, en récompense de ses démarches, une pension de 4.000 livres [2].

Mais cette commende, dont il avait accepté de poursuivre la suppression, fut attribuée à l'évêque [3], et il ne la refusa pas, ce qui fit penser aux religieux, malgré les déclarations contraires du cardinal Fleury, que leur mandataire ne s'était sans doute pas acquitté de sa mission avec tout le zèle désirable [4].

prendre sur les deniers des places des religieux laïcs du royaume de France.» En mars 1624, une déclaration de Louis XIII prescrivit à toutes les abbayes du royaume de payer annuellement une somme de 100 livres, pour la nourriture et l'entretien d'un soldat estropié. Un édit de 1629 (janvier) décide que les pauvres capitaines et soldats estropiés seront répartis dans les abbayes et prieurés du royaume, etc. C'est en 1670 que fut posée la première pierre de l'hôtel des Invalides, dans la plaine de Grenelle.

[1] Arch. des Alp.-Marit., G. 100 : Lettres demandant au prélat la continuation de ses bons offices, signalées dans le mémoire de celui-ci, daté du 17 sept. 1735.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H.76.

[3] Arch. des Alp.-Marit., G. 100.

[4] Le 22 février 1732, dans une lettre datée d'Issy, le cardinal Fleury, répondant à D. Jordany, qui se qualifiait d'abbé régulier de Lérins, lui écrivait :

« Mgr l'évêque de Grasse, Monsieur, n'a point abusé de votre confiance, ni supprimé aucune des raisons sur lesquelles vous appuyez vos prétentions. Il a présenté sans aucune réserve vos titres ; mais le roy les ayant fait examiner, l'on a trouvé qu'ils étaient défectueux, et que S. M. était en droit et en possession de nommer à cette abbaye. En cet état, S. M. en a fait, par de justes motifs et pour de bonnes fins, la destination que l'on vous a dit. Je vous honore, Monsieur, parfaitement. — Signé : Cardinal de Fleury. »

Cette lettre, rapportée par Mgr d'Anthelmy dans le mémoire du 17 sept. 1735, est suivie de la mention des pièces suivantes, qui prouveraient que les soupçons des

Le 18 janvier 1732, l'abbaye est rattachée par le roi à l'évêché de Grasse, à charge par l'évêque de faire en cour de Rome les démarches nécessaires afin d'obtenir les bulles; puis cette formalité est supprimée, et Mgr d'Anthelmy reçoit un brevet pur et simple (26 janv. 1732) [1]. Mais les moines protestent et opposition est formée par eux à l'expédition des bulles[2]; ils ont gain de cause.

L'évêque de Grasse riposte par un appel comme d'abus de la bulle de Léon X unissant Lérins au Mont-Cassin. Il obtient (3 oct. 1732) un arrêt du Conseil d'Etat ordonnant « aux Lérinois de rapporter les bulles, lettres patentes et autres titres en vertu desquels ils prétendent que l'abbaye a esté unie et aggrégée à la congrégation du Mont-Cassin et devoir estre exceptée de la nomination royale »[3]. Mais, cet arrêt ne lui suffisant pas, il demande qu'il soit ordonné à ses adversaires de révoquer leurs oppositions en cour de Rome, «et ce dans un mois au plus tard, à peine de la saisie du temporel» (5 juillet 1735) [4]. Ces requêtes sont renouvelées en 1738 et en 1739.

Un arrêt du Conseil d'Etat (5 sept. 1739), annulant la bulle de Léon X, enjoint aux moines de se conformer aux lois du royaume et de s'unir à une congrégation française de l'ordre de Saint-Benoit, sans qu'aucune leur soit spécialement prescrite, faute de quoi ils devront être soumis à la juridiction de l'ordinaire[5].

moines étaient mal fondés; Lettre du secrétaire d'Etat, du 3 nov. 1731, qui justifie de son exactitude à servir les intérêts de ses commettants. — Requête (S.D.) présentée au roi, pour obtenir que les religieux de Lérins soient autorisés à créer une pension de 4.000 livres en faveur de l'évêché de Grasse. — Lettre du comte de Saint-Florentin secrétaire d'Etat, du 11 déc. 1731, justifiant que le prélat a tout fait pour obtenir le succès. — Avis de M. Nouêt, avocat au Parlement, à qui les titres des moines avaient été remis par ordre du roi, et qui déclare abusive l'union au Mont-Cassin, incontestable le droit du roi de nommer à l'abbaye, et conclut qu'il y a lieu d'accorder à l'évêque de Grasse l'union de la mense abbatiale à l'évêché (2 nov. 1732)

[1] Arch. des Alp.-Marit., G. 100 et H. 278.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 278.

[3] Arch. des Alp.-Marit., G. 100.

[4] Arch. des Alp.-Marit., G. 100.

[5] Cité dans l'art. G. 100 (Arch. des Alp.-Marit.).

Pour se conformer à cet arrêt, les religieux sollicitent du cardinal d'Auvergne, abbé général de Cluny, ancienne observance, l'union de Lérins à son ordre [1].

Le 26 mars, ce supérieur rend le décret d'agrégation et ordonne qu'un député sera envoyé par eux au prochain chapitre général, pour en obtenir l'homologation, et qu'ils se pourvoiront par-devant le Grand Conseil, afin de le faire enregistrer.

Mais l'évêque de Grasse s'oppose à ladite union et demande que le monastère soit soumis définitivement à sa juridiction. Deux arrêts (27 mai 1741 et 30 sept. 1742) cassent le décret du cardinal d'Auvergne, parce qu'il a été pris sans l'autorisation royale [2].

Pendant que ce procès sans fin se poursuivait à Paris, le prieur D. Benoît — un vieillard — avait peine à maintenir la discipline dans le monastère; plusieurs moines l'accusaient de favoriser les

[1] Arch. des Alp.-Marit., G. 100, qui cite une délibération capitulaire du 3 mars 1740 et une requête des religieux, du 23 mars de la même année.

[2] Arrêts cités dans le mémoire de l'évêque, de mai 1743 (Arch. des Alp.-Marit, G. 100).

L'évêque de Grasse avait envoyé à Paris, pour le tenir au courant du procès, M. de Bézieux, qui entretenait avec lui une correspondance suivie. Le 9 mars 1742, il lui annonçait la mort de l'abbé D. Jordany, qui représentait dans la capitale les religieux de Lérins (Arch. des Alp.-Marit., G. 169) :

« Je ne sais, Monseigneur, si vous aurez déjà apris la nouvelle de la mort de D. Jordani.

« Il mourut mardi dernier, sixième mars, d'une fluxion de poitrine, compliquée par une fièvre maligne. Sa maladie a été des plus subites et n'a pas duré plus de quatre jours. Il a néanmoins eu le tems de recevoir ses sacremens et de protester, avant de les recevoir, qu'il demandait pardon à Votre Grandeur de ce qu'il pouvait avoir dit ou pensé d'injurieux contre elle, ajoutant qu'il auroit désiré être en état de vous l'écrire lui-même, mais qu'il prioit quelqu'un de la compagnie de le marquer à Votre Grandeur.

« Les Clunistes, chez qui il est mort, ont eu grand soin de s'emparer de son argent, qui se montait. à ce qu'il dit lui-même, à plus de 6.000 livres ; je ne sais ce que feront là-dessus les Lérinois. — De Bézieux. »

Le 30 juin, il écrivait :« Je me réjouis autant de l'heureux succès de cette affaire (remboursement à un certain Dupuis) que de celui des religieux de Lérins. Puisque ces moines vont être soumis à la juridiction de Sa Grandeur, leur vie peu religieuse va enfin cesser de scandaliser notre canton.»

entreprises de l'évêque. Trois d'entre eux même se mutinèrent contre lui, et il fallut appeler à l'aide le commandant du fort de Sainte-Marguerite [1].

Le 26 novembre 1752, après la mort de Mgr d'Anthelmy, Louis XV avait donné la commende de l'abbaye à l'évêque de Digne, Mgr Sextius de Jarente de La Bruyère — il fut transféré, en 1758, au siège d'Orléans — à la condition de payer une pension annuelle de 3.900 livres, à prélever sur les revenus de l'abbaye [2]. Le 22 décembre de la même année, les bulles de provision lui étaient expédiées et, le 10 janvier 1753, il recevait l'attribution des

[1] Les Archives des Alpes-Maritimes (G. 169) possèdent deux curieuses lettres de cet officier, le capitaine Audry, à l'évêque de Grasse, relatives à l'incident en question :

1° « Monseigneur, je crois que je ne dois pas vous laisser ignorer que dom Benoît, religieux de Lérins, m'écrivit avant-hier, pour me prier de lui envoyer un officier, pour faire agir la garde qui est à Saint-Honoré contre trois religieux qui avaient vivement insulté dom Benoît. Cet officier étant arrivé trouva dom Durouret, dom Vincent et dom Alsiari si fort mutinés contre leurs supérieurs et si disposés à en venir à des fâcheuses extrémités, que cet officier, à la prière de dom Benoît, les fit arrêter tous les trois dans la chambre d'ou ils avoient chassé ce bon vieux, et, pour les y tenir, il fit mettre une garde de six hommes et un sergent, ou ils sont encor, pour empêcher des plus grandes violences. Comme je n'ai aucun droit de punir ces messieurs, je ne sais pas trop si je dois laisser cette garde, ou si je dois la faire relever. D'ailleurs je n'oserois rien faire qui pût vous déplaire, par le respect que j'ai pour tout ce qui vous regarde. Je n'agirai donc que selon les avis qu'il vous plaira me donner. J'ai l'honneur d'être.... Audry. — Aux isles Sainte-Marguerite, le 27 avril 1743. »

2° « Monseigneur, j'ay reçu la lettre que vous m'avez fait l' honneur de m'écrire, en conséquence de l'avis que j'ai pris la liberté de vous donner. L'incertitude ou j'estois cy vous approuveriez ma conduitte m'a fait différer jusqu'aujourd'huy d'informer la cour de cest évènement, et, pour vous marquer encor mieux combien je suis empressé pour tout ce qui peut intéresser Votre Grandeur, je vous envoye, par cest esprès, une minute de ce procès verbal que j'ai dressé, et que ces deux officiers ont signé, afin que que vous ayez la bonté de me dire s'il faut y adjouter ou retrancher. L'honneur de votre réponce, que j'attand avec empressement, me servira de règle pour les faire partir par le courier de demain, et à quel ministre je dois l'addresser. J'ai l'honneur.... Audry. — Aux isles Sainte Marguerite, le 30 avril 1743. »

[2] Arch. des Alp.-Marit., G. 93. — Cette somme devait être répartie ainsi qu'il suit : « 1.000 livres, pour l'aumônier de la compagnie des Chevaux-légers ; 1.000 livres, pour le sieur Planta de Chessan, curé du diocèse d'Alais ; 800 livres, pour le sieur

revenus du monastère depuis le jour de sa nomination jusqu'à celui de sa prise de possession, sauf le tiers, destiné aux nouveaux convertis et fixé à 3.000 livres par an [1].

Les rapports avaient toujours été extrêmement tendus entre les religieux et Mgr d'Anthelmy ; mais ils devinrent meilleurs avec son successeur, qui, non seulement abandonna les oppositions faites par l'évêque de Grasse, mais encore mit tout son crédit à la disposition des religieux, pour leur faire obtenir l'union tant désirée ; ce dont ceux-ci lui témoignèrent leur vive reconnaissance, en établissant des prières en son honneur. Que nous sommes loin des luttes passées [2] !

Le 9 juillet 1756, le Conseil d'Etat confirma le décret du cardinal d'Auvergne qui unissait Lérins à la congrégation de Cluny, ancienne observance [3].

Auguste Descordes, prêtre du diocèse d'Arles ; 500 livres, pour le sieur Lombard, prêtre du diocèse d'Aix. »

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 93.

[2] Nous lisons dans le procès-verbal de prise de possession de l'abbaye par la congrégation de Cluny : « Ledit Honorat Raimbert, prieur, nous auroit dit que la communauté ne pouvoit assez témoigner sa reconnoissance des bontés dont Mgr l'évêque de Digne l'honoroit et de la protection que ce prélat leur avoit accordée, pour parvenir à l'exécution de leur union à l'ordre de Cluny » (pag. 19). Plus loin (pag. 62) : « Il est du devoir de la communauté d'établir des prières pour la conservation de ses jours si précieux, d'en constater par un acte qui en laisse le souvenir à nos successeurs... » (Arch. des Alp.-Marit., H. 77).

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 76 : « .. Tout vû et considéré, oui le rapport, tout considéré, Sa Majesté étant en son Conseil,.... a déclaré et déclare qu'il n'y a abus dans ledit décret d'union et aggrégation dudit monastère de Lérins audit ordre de Cluny, ancienne observance du 26 mars 1740 ; a Sa Majesté authorisé, approuvé et confirmé, authorise, approuve et confirme ledit décret, lequel sera exécuté selon la forme et teneur, ordonne que sur ledit décret, ensemble sur le présent arrêt toutes lettres patentes nécessaires seront expédiées....

« Fait au Conseil d'Etat du roy, Sa Majesté y étant, tenu à Compiègne le neuvième jour de juillet mil sept cent cinquante-six. — Signé Phélypeaux. »

Le 23 déc. 1756, le cardinal de La Rochefoucauld, abbé général de l'ordre de Cluny, nomma deux commissaires pour procéder à l'entière consommation de l'union.

Jusqu'à l'époque de la sécularisation, l'histoire de Lérins se résume dans le mot : décadence. Toute réforme étant devenue impossible, et l'évêque d'Orléans ayant donné sa démission de la commende le 24 septembre 1786, Louis XVI « consent, qu'en suivant les formes requises [1], il soit procédé à l'extinction et suppression à perpétuité du titre de l'abbaye, nonobstant la vacance actuelle », et à l'union de tous les biens, droits, profits et revenus qui en dépendent, à la mense épiscopale de Grasse, sous certaines conditions.

Le commissaire nommé pour faire la procédure *de commodo et incommodo* est chargé par le brevet royal de nommer un ecclésiastique comme défenseur du monastère, à l'effet de représenter le titulaire absent.

[1] Arch. des Alp.-Marit., G. 100. — Teneur du brevet :

« Aujourd'hui, vingt-quatrième jour de septembre mil sept cent quatre-vingt-six, le Roi étant à Versailles, bien informé de l'insuffisance des revenus des évêchés de Grasse et de Senez, eu égard aux charges résultantes de la situation de ces sièges, et à la diminution inévitable que lesdits revenus sont sur le point d'éprouver par l'augmentation des portions congrues ; et Sa Majesté, en considérant que l'abbaye de Saint-Honorat de Lérins, actuellement vacante par la démission du sieur évêque d'Orléans, dernier titulaire, pourrait fournir les moyens d'augmenter dans une proportion convenable le revenu desdits sièges ; que la position locale du chef-lieu et des biens de ladite abbaye, lesquels sont situés pour la pluspart dans le diocèse même de Grasse et à peu de distance de la ville épiscopale, semble indiquer la convenance de l'union desdits biens à l'évêché de Grasse ; que néanmoins, en cédant à cette considération, il serait possible et juste d'en distraire une partie en faveur de l'évêché de Senez, qui a besoin d'un supplément de dotation, ou d'attribuer audit évêché une redevance annuelle et perpétuelle de quatre mille livres, spécialement affectée sur les revenus de ladite abbaye ; que d'ailleurs l'extinction et suppression du titre de l'abbaye de Lérins ne porterait aucun préjudice au patronage royal, si la disposition des bénéfices qui en dépendent, autres que les cures, était réservée à Sa Majesté et à sa Couronne; que ce serait un bien de plus et un grand avantage pour le gouvernement spirituel des diocèses où ces cures sont situées, si la libre disposition en était attribuée aux évêques des lieux : par toutes ces considérations, l'intention du Roi est, et Sa Majesté consent qu'en suivant les formes en tel cas requises, il soit procédé à l'extinction et suppression à perpétuité du titre de ladite abbaye de Lérins, nonobstant sa vacance actuelle, et à l'union aussi à perpétuité de tous les biens, droits, profits et revenus qui en dépendent, audit évêché de Grasse, le tout aux charges,

Il doit être prélevé sur lesdits revenus, en faveur de l'évêché de Senez — qui, comme celui de Grasse a besoin d'un supplément de dotation « par suite de l'augmentation des portions congrues » — une redevance annuelle et perpétuelle de deux cents setiers de blé, mesure de Paris, évaluée 4.000 livres.

clauses et conditions suivantes: savoir, 1° le commissaire qui sera chargé de faire la procédure de commodo et incommodo nommera un ecclésiastique pour défenseur au titre de l'abbaye de Saint-Honorat de Lérins, à l'effet de représenter le titulaire et de contredire lesdites extinction, suppression et union, ou d'y consentir, s'il y a lieu. 2° Il sera distrait et prélevé sur les fruits et revenus provenant de ladite abbaye de Lérins, en faveur de l'évêché de Sénez, une redevance annuelle et perpétuelle de deux cens septiers de bled-froment, mesure de Paris, et sera ladite redevance payable toujours en argent. 3° Cette redevance sera et demeurera évaluée à quatre mille livres par an, pendant vingt ans ; et, après chaque révolution du même nombre d'années, l'évaluation pourra être renouvellée à la réquisition de l'une des parties, sur le taux des mercuriales de la ville de Paris, en prenant le prix moyen des dix années précédentes. 4° Ladite somme de quatre mille livres, ou celle qui résultera de ladite évaluation, sera payée annuellement par le sieur évêque de Grasse au sieur évêque de Senez, franche et quitte de toute retenue: soit pour frais d'union, soit pour impositions du Clergé, présentes et à venir, de quelque nature qu'elles soient, en deux termes égaux de deux mille livres chacun, et qui échoiront le trente du mois de juin et le trente du mois de décembre de chaque année. 5° La taxe de cent florins, représentative de l'annate qui se paie au Saint-Siége à chaque vacance de l'abbaye de Saint-Honorat de Lérins, sera et demeurera jointe à l'annate d'usage pour l'évêché de Grasse et payée à chaque vacance dudit évêché. 6° Il sera néanmoins loisible aux sieurs évêques de Grasse et de Sénez d'éteindre et amortir ladite redevance de quatre mille livres, moyennant la distraction et cession de biens de ladite abbaye d'une égale valeur ; mais cette cession ne pourra être forcée, ni de part ni d'autre ; et dans le cas où elle aurait lieu du consentement des parties interressées, ladite distraction ne pourra être effectuée et sortir son plein effet, et conséquemment obliger et lier les successeurs respectifs, qu'après qu'elle aura été homologuée au Parlement du ressort, sur les conclusions du Ministère public, et après une information préalable sur la valeur des fonds cédés ; et sera d'ailleurs ladite distraction exécutée comme si elle avait été faite lors des opérations et par le décret d'union. 7° L'obligation pour le sieur évêque de Grasse de payer ladite redevance de quatre mille livres au sieur évêque de Sénez, ne commencera qu'après l'expiration du bail courant de ladite abbaye, vu la modicité dudit bail et les charges qui doivent résulter pour le sieur évêque de Grasse des frais de l'union ; pourra néanmoins ledit évêque de Grasse entrer

Le roi se réserve la nomination et présentation à tous les bénéfices dépendant de l'abbaye, sauf les cures, qui sont mises à la disposition des évêques dans les diocèses desquels elles se trouvent.

Il autorise Mgr Jean de Prunières à faire en cour de Rome toutes les démarches nécessaires pour obtenir l'union de l'abbaye à son évêché.

Les bulles sont accordées par le pape Pie VI, le 10 août 1787[1], et

en jouissance pleine et entière de ladite abbaye, aussitôt que les lettres patentes confirmatives de ladite union auront été enregistrées. 8° La disposition de tous les bénéfices, autres que les cures et benéfices ou places à charge d'âmes, dépendans de ladite abbaye de Lérins, sera et demeurera réservée à Sa Majesté et à sa Couronne ; et lesdits bénéfices, cures ou places à charge d'âmes, pareillement dependans de ladite abbaye, seront et demeureront à la libre disposition des évêques des lieux où ils seront situés. 9° Et, pour parvenir à l'exécution de tout ce que dessus, Sa Majesté autorise ledit sieur évêque de Grasse et autres qui pourraient y avoir intérêt, à recourir à Rome et à notre Saint-Père le Pape, ainsi qu'aux ordinaires dans le royaume, pour en obtenir tous titres sur ce requis et nécessaires ; et, pour assurance de sa volonté, m'a Sa Majesté commandé d'expédier le présent brevet qu'Elle a signé de sa main et fait contresigner par moi ministre et secrétaire d'Etat et de ses commandemens et finance. » — Signé : Louis ; et, plus bas : *B^on^ de Breteuil.*

[1] Arch. des Alp.-Marit. G. 100.— Bulla suppressionis monasterii abbatiæ nuncupati Sancti Honorati Lirinensis, vulgo de Saint-Honorat de Lérins :

« Pius, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Aquensi in provincia Provenciæ, salutem et apostolicam benedictionem.

« Ex injuncto Nobis apostolicæ servitutis officio super onerata præsulum ecclesiarum dignitate nostræ considerationis extendentes intuitum, ac inter eos plurimos esse deprehendentes, qui ex locorum circumstantia, licet majoribus potiri egerent proventibus, nimium tamen, mensarum suarum angustia, premuntur illis, ne ab eo quem cœlitus susceperunt, splendore descendant, auxilii dexteram præbere satagimus : ac si ad id regiorum principum vere christiana pietas nostris consona desideriis accedens, promptiora vacantium beneficiorum media generosa comitante nominationis amissione, suppeditet, ipsorum præsulum statui per unionis ministerium firmiter ita consulere studemus, ut eorum ecclesias valeant exinde salubrius etiam ac tranquillius gubernare.

« Exhibita siquidem Nobis nuper, pro parte venerabilium fratrum nostrorum Francisci d'Etienne de Saint-Jean de Prunières, Grassensis, ac Josephi-Victoris de Castellané, Senecensis modernorum respective episcoporum, quod cum eorum respective mensarum episcopalium redditus, tum respectu onerum illis ex ipsa Grassensis et Senecensis

les lettres d'attache, le 10 octobre [1]. Un arrêt du Parlement d'Aix, du 20 novembre suivant, en ordonne l'enregistrement.

ecclesiarum situationi resultantium, tum etiam stante notabili eorumdem reddituum in dies sequenda imminutione, pro congruarum portionum parochialium ecclesiarum augmento in illis partibus faciendo ad præsulis dignitatem debito decore substinendam minime sufficientes existant; et charissimus in Christo filius noster Ludovicus, Francorum et Navarræ Rex Christianissimus, qui singulari erga Dei ministros pontificali maxime dignitate pollentes sollicitudine ac veneratione tenetur onera hujusmodi expendens, de necessaria illis præstanda provisione recogitaverit, reique aptissimum ac congruentius sibi medium ex nuper sequuta infrascripti monasterii vacatione infrascripta noverit exhiberi, suppressioni ac unioni, nec non distractioni, etiam infrascriptis per suas regias litteras Nobis nuperrime datas libenti animo assentit.

« Si itaque, sicut eadem petitio subjungebat, monasterium abbatia nuncupatum Sancti Honorati Lirinensis, vulgo de Saint Honorat de Lérins nuncupatum, ordinis sancti Benedicti, Grassensis diœcesis, ad quod, dum illud pro tempore vacat, nominatio personæ idoneæ Nobis et Romano Pontifici pro tempore facienda ad dictum Ludovicum Regem, vigore indulti eidem Ludovico Regi apostolica auctoritate concessi, spectat et pertinet, quodque (illius commenda, in quam dictum monasterium ex concessione apostolica ad vitam obtineri consuevit, ex eo quod venerabilis etiam frater noster modernus episcopus Aurelianensis, ultimus illius perpetuus commendatarius commendæ hujusmodi, ac omni et cuicumque juri sibi in illo, quod in similem commendam ex pari concessione et dispensatione apostolicis ad suî vitam nuper obtinebat, illiusque regimini et administrationi, vel ad illa quomodolibet competenti, in manibus nostris sponte et libere cessit, Nosque cessionem hujusmodi duximus admittendam, per cessionem eamdem cessante), adhuc ex quo ante commendam ipsam vacabat, modo, ad præsens vacat, dictique monasterii titulus collativus nec non mensa abbatialis perpetuo, ut infra, supprimerentur et extinguerentur, omnesque et singuli ejusdem monasterii sic supprimendi et extinguendi fructus, redditus, proventus, ac bona, res, proprietates et jura quæcumque mensæ episcopali Grassensi præfatæ itidem, ut infra, perpetuo unirentur, applicarentur et appropriarentur; et super ipsis sic uniendis fructibus, redditibus et proventibus ac bonis præfatis unà decens favore alterius episcopalis mensæ Senecensis hujusmodi ac suis æqua indigentiis annua præstatio etiam perpetuo duratura pariter, ut infra, distraheretur et respective constitueretur, profecto ex hujusmodi tam provida dispositione utraque mensa episcopalis præfata nedum in antedictis oneribus non modicum levamen acciperet, sed eis respective satis consultum foret. — (Voir suite pag. suiv.).

[1] Voir, pag. LVIII, la note que les exigences de la mise en page nous ont obligé d'y reporter.

Le Saint-Siège ayant délégué l'archevêque d'Aix, Mgr Raymond de Boisgelin, pour opérer la suppression de l'abbaye, ce prélat,

« Quare pro parte Francisci et Josephi-Victoris episcoporum præfatorum Nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus eis in præmissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur : Nos igitur, qui justis et rationalibus ecclesiarum præsulum, votis et petitionibus aures auditionis libenter extendimus ; quique dudum inter alia voluimus, quod petentes beneficia ecclesiastica aliis uniri tenerentur exprimere verum annuum valorem secundum communem æstimationem tam beneficii uniendi quam illius, cui uniri petitur, alioquin unio non valeret ; et in unionibus hujusmodi commissio semper fieret ad partes, vocatis quorum interest ; eosdem Franciscum et Josephum-Victorem episcopos specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, eosque et eorum quemlibet a quibusvis suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis a jure vel ab homine, quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodati existant, ad effectum præsentium tantum consequendum, harum serie absolventes et absolutos fore censentes ; nec non aliarum unionum eidem mensæ episcopali Grassensi hactenus forsan factarum, si quæ sint, tenores etiam veriores ac datas, verumque et ultimum dicti monasterii vacationis modum, etiamsi ex illo quævis generalis reservatio etiam in corpore juris clausa resultet, præsentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati.

« Fraternitati tuæ per apostolica scripta mandamus quatenus, vocatis qui fuerint ad id evocandi, monasterium præfatum, cujus fructus, redditus et proventus ad centum florenos auri in libris Cameræ Apostolicæ, ut accepimus, taxati reperiuntur, quovismodo, seu per præfatam vel aliam liberam cujusvis alterius cessionem de dicto monasterio, illiusque regimine et administratione præfatis in Romana Curia, vel extra eam etiam coram notario publico et testibus sponte factam, aut assequutionem alterius beneficii ecclesiastici quavis auctoritate collati, commenda præfata cessante, vacet, etiamsi tanto tempore vacaverit quod ejus provisio juxta Lateranensis statuta concilii, aut alias canonicas sanctiones ad Sedem Apostolicam legitime devoluta existat, illaque ex quavis causa ad Sedem eamdem specialiter vel generaliter pertineat, et ad dictum monasterium consueverit quis per electionem assumi, eique cura jurisdictionalis tantum immineat, ac super regimine et administratione præfatis inter aliquos lis in illius petitorio vel possessorio, cujus statum præsentibus haberi volumus pro expresso, pendeat indecisa, et de dicto monasterio etiam consistorialiter disponi consueverit, seu debeat, ejusdemque monasterii titulum collativum, nomen, denominationem, naturam et essentiam monasterii collativi, nec non consuetudinem illud commendandi ; ita quod illud deinceps perpetuis futuris temporibus collativum esse desinat, ac de cætero uti tale in titulum collativum seu commendam, quavis auctoritate conferri aut concedi, seu de illo quovis modo disponi amplius nequeat ; etsi illud deinceps ullo unquam tempore conferri, seu impetrari, aut commendari,

afin de répondre à la requête de Mgr Jean de Prunières, évêque de Grasse, et de Mgr Jean-Joseph-Victor de Castellane, évêque de Se-

vel alias de illo disponi contigerit, collationes, impetrationes, commendæ, aliæque dispositiones de illo pro tempore quomodolibet factæ, nullæ, et invalidæ, nulliusque roboris vel momenti, existant neminique suffragentur, nec cuiquam jus vel coloratum titulum possidendi tribuant, de ejusdem Ludovici Regis consensu, auctoritate nostra, perpetuo supprimas et extinguas.

« Illoque et illa sic suppressis et extinctis, omnia et singula dicti monasterii, illiusque mensæ abbatialis, ut præfertur, per te supprimendorum et extinguendorum, hujusmodi jura, bona, res, proprietates, fructus, redditus, proventus, obventiones et emolumenta quæcumque præfatæ mensæ episcopali Grassensi; ita quod liceat præfato Francisco, ut præfertur, moderno et pro tempore existenti episcopo Grassensi, per se vel alium, seu alios, ejus ac præfatæ mensæ episcopalis Grassensis nomine, ipsius monasterii, illiusque mensæ abbatialis per te, ut præfertur, supprimendorum et extinguendorum hujusmodi veram, realem, corporalem et actualem possessionem libere apprehendere, et apprehensam hujusmodi perpetuo retinere; dictaque bona, jura, res et proprietates locare, dislocare, arrendare; fructus quoque, redditus, proventus, obventiones et emolumenta præfata percipere, exigere, levare, ac supportatis tamen prius per eumdem Franciscum, ut præfertur, modernum et pro tempore existentem episcopum Grassensem præfatum, infrascriptæ præstationis annua solutione ac omnibus et singulis dicti monasterii, per te, ut præfertur, supprimendi et extinguendi, si quæ sint, oneribus, in suos ac dictæ mensæ episcopalis Grassensis usus et utilitatem convertere, cujusvis licentia desuper minime requisita, de simili ejusdem Ludovici Regis consensu, auctoritate nostra præfata, sine alicujus præjudicio, similiter perpetuo unias, applices et appropries.

« Distracta tamen per te ac prædempta singulis annis ex eisdem redditibus sic per te, ut præfertur, uniendis, favore mensæ episcopalis Senecensis hujusmodi constituenda annua præstatione perpetuis futuris temporibus duratura, et ab omni et quocumque onere ac retentione etiam prætextu expensarum dictæ unionis per ipsum Franciscum, episcopum Grassensem, integraliter subministrandarum, seu quarumcumque impositionum præsentium et futurarum prorsus libera, immunia et exempta ducentorum sextariorum frumenti, vulgo septiers de « bled froment » nuncupatorum, mensuræ Parisiensis, ad annuam summam quatuor millium librarum Turonensium, ad præsens et durante primo vicennio, seu primis viginti fruitionis annis, valutandorum, eidem Josepho-Victori episcopo, ejusque in ecclesia Senecensi successoribus pro tempore existentibus perpetuo per te constituenda et assignanda, eique, et eis seu illius et illorum respective procuratori legitimo per dictum Franciscum, ut præfertur, modernum et pro tempore existentem episcopum Grassensem, singulis annis, duobus terminis æqualibus, videlicet pridie kal. julii et decimo septimo kal. januarii cujuslibet

nez, commet Michel-Noël Serraire, docteur en théologie, vicaire général et official diocésain, pour faire l'enquête prescrite et entendre

anni, in moneta numerata persolvenda, cum hoc tamen quod eodem primo, et deinceps singulo revoluto vicennio, ad novam frumenti hujusmodi valutationem, altero ex Grassensi seu Senecensi requirente episcopo pro tempore existente, juxta tamen prætium seu taxationem a congressu Parisiensi, vulgo «mercuriales de la ville de Paris» nuncupato, tunc apponendum currens seu currentem deveniri poterit, hac cæterum adjecta conditione, quod præfatus Franciscus episcopus Grassensis intuitu onerum et expensarum per eum circa præsentium expeditionem integraliter, ut præfertur, supportandarum ad hujusmodi præstationis annuæ solutionem perpetuo eidem Senecensi episcopo, ut præfertur, faciendam obligatus non sit, nisi postquam actualis bonorum dicti monasterii sic per te supprimendi et extinguendi affictus seu locatio, quæ tamen exigua existit, expiraverit, et nihilominus idem Franciscus, ut præfertur, modernus episcopus Grassensis plenam et integram dicti monasterii per te, ut præfertur, supprimendi et extinguendi bonorum hujusmodi fruitionem assequi poterit, statim ac litteræ patentales super decreto unionis hujusmodi per te in partibus lato de more emanendæ registratæ fuerint.

« Liceat vero tam Grassensi quam Senecensi episcopis nunc et pro tempore existentibus præfatis, eorumque libito sit dictam annuam præstationem quatuor millium librarum hujusmodi cassare et extinguere, mediante dismembratione et respectiva cessione tot fundorum et bonorum stabilium dicti monasterii per te, ut præfertur, supprimendi et extinguendi, valoris tamen æqualis, in commodum ejusdem episcopalis mensæ Senecensis, loco dictæ præstationis annuæ per ipsum pro tempore existentem episcopum Grassensem, ut præfertur, faciendæ; quæ tamen fundorum seu bonorum hujusmodi dismembratio et cessio a neutra dictorum Grassensis et Senecensis pro tempore existentium episcoporum parte ullo modo coacta esse debeat; et in eventum in quem dismembrationi et cessioni præfatis locus fiat, illæ nullam vim nullumque effectum habere, minusque dictos modernos et pro tempore existentes Grassensem et Senecensem episcopos præfatos obligare seu ligare possint, nisi prius ad illas partium interesse habentium concensus accesserit, et postquam dismembratio et cessio præfatæ (prævia super valore fundorum seu bonorum sic cedendorum informatione), per te pronuntiatæ et respective in curia Parlamenti «de ressort» nuncupati, publicatæ et registratæ, seu, ut vulgo dicitur, homologatæ ac deinde rite exequutæ fuerint.

« Ac præterea, ad hoc ut dictus Ludovicus Rex de nominatione ad dictum monasterium per te, ut præfertur, supprimendum et extinguendum, qua se abdicavit, reddatur indemnis, eidem Ludovico Regi, ejusque successoribus, Franciæ Regibus, jus nominandi Nobis et Romano Pontifici pro tempore existenti, personas idoneas ad omnia et singula beneficia ecclesiastica, a dicto monasterio, per, te, ut præfertur, supprimendo et extinguendo dependentia, quorum ante hac, dum illa pro tempore va-

lès témoins, qui devront, ainsi que les parties intéressées, se trouver

cabant, collatio, provisio et quævis alia dispositio, seu ad quæ, etiam dum illa pro tempore vacabant, nominatio seu presentatio præsonarum idonearum in eis ad nominationem seu presentationem hujusmodi per respective locorum ordinarios, aut alias respective instituendam ad pro tempore existentem abbatem commendatarium dicti monasterii, per te, ut præfertur, supprimendi et extinguendi, cessantibus tamen reservationibus et affectionibus apostolicis spectabat et pertinebat, quandocumque et quomodocumque illa ex personis ea nunc et pro tempore respective obtinentibus extra Romanam Curiam tantum vacare contigerit, et quorum respective provisionum expeditio per Datariam Apostolicam, solita servata forma a pro tempore ad illa respective nominatis, sub pœna nullitatis possessionis et fructuum, reddituum ac proventuum perceptorum restitutionis fieri debeat (exceptis tamen parochialibus ecclesiis aliisque beneficiis curam animarum annexam habentibus, de quibus respectivi ordinarii locorum in quibus ipsæ parochiales ecclesiæ, aliaque beneficia hujusmodi curam animarum, ut præfertur, annexam habentia libere disponere debebunt) eadem auctoritate nostra similiter perpetuo reserves, concedas et assignes.

« Nos enim, si suppressionem, extinctionem, unionem, applicationem, appropriationem, distractionem, constitutionem, reservationem, concessionem et assignationem hujusmodi aliaque præmissa per te, earumdem præsentium vigore fieri contigerit, ut præfertur, et postquam factæ fuerint, easdem præsentes, nullo unquam tempore ex quocumque capite vel quacumque causa quantumvis juridica et legitima, pia et privilegiata ac de necessitate exprimenda de subreptionis vel obreptionis, aut nullitatis vitio vel intentionis nostræ seu quopiam alio defectu notari, impugnari, invalidari, vel alias quomodolibet infringi, retardari, annulari, seu per Nos et successores nostros Romanos Pontifices pro tempore existentes præfatos, ac dictam Sedem Apostolicam, seu Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinales etiam de latere legatos, vicelegatos, dictæque Sedis nuntios, vel quosvis alios, quavis auctoritate fungentes, seu dignitate, honore et prærogativa fulgentes revocari, suspendi, restringi, limitari, ad viam et terminos juris reduci, seu adversus illas restitutionis in integrum, aut aliud quodcumque juris vel facti, justitiæ vel gratiæ, remedium impetrari, aut etiam motu proprio et ex certa scientia, deque apostolicæ potestatis plenitudine concedi, seu illis in aliquo derogari, aut quidquam aliud in contrarium disponi, nullatenus unquam posse, nec illas sub quibusve similium vel dissimilium gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus, aut aliis contrariis disposionibus etiam, ut præfertur, vel alias quomodolibet etiam per Cancellariæ Apostolicæ regulas, aut constitutiones apostolicas pro tempore factis et faciendis comprehendi, sed semper ab illis excipi, et quoties illæ emanabunt, toties in pristinum et validissimum statum restitutas, repositas et plenarie reintegratas ac de novo etiam sub quacumque posteriori data per Grassensem et Senecensem episcopos, nunc et pro tempore existentes, vel eorum alterum quandocumque eligenda

présents en l'auditoire de justice de Cannes, le 31 mars 1788.

concessas esse et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, et ab omnibus ad quos nunc spectat, et pro tempore quomodolibet spectabit in futurum, firmiter et inviolabiliter observari, sicque, et non alias per quoscumque judices ordinarios vel delegatos quavis auctoritate fungentes, etiam causarum Palatii Apostolici auditores, ac præfatæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinales, etiam de latere legatos, vicelegatos, dictæque Sedis nuntios præfatos judicari et definiri debere; et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum et inane decernimus.

« Et insuper tibi, frater archiepiscope, cui ipsarum præsentium exequutionem, ut supra, commisimus, facultatem, ut tu unam ecclesiasticam personam, quæ (attenta vacatione præfata ejusdem monasterii per te, ut præfertur, supprimendi et extinguendi) illius commendatarii vices agat, ad effectum super exquutione suppressionis hujusmodi difficultates enunciandi, quatenus opus fit, deputare.

« Nec non quamcumque aliam personam in dignitate ecclesiastica constitutam pro hujusmodi exequutionis effectu subdelegare libere possis.

« Ac dilecto filio moderno vicesgerenti officialitatis Aquensis in Provincia præfata etiam facultatem, ut ipse in actu exequutionis hujusmodi solita munia adimplere, ac servatis tamen quæ fuerint de jure servanda, super quacumque oppositione in eodem exequutionis actu quomodolibet oritura, etiam definitive pronuntiare pariter libere et licite valeat, apostolica auctoritate, ipsarum tenore præsentium respective concedimus et impartimur.

« Non obstantibus voluntate nostra præfata, ac Lateranensis concilii novissime celebrati uniones perpetuas, nisi in casibus a jure permissis fieri prohibentis aliisque etiam in synodalibus, provincialibus, generalibus, universalibusque conciliis editis vel edendis, specialibus vel generalibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, ac monasterii et ordinis præfatorum etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus; privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis, quibusvis superioribus et personis in genere vel in specie ac alias in contrarium præmissorum quomodolibet forsan concessis, approbatis, confirmatis et innovatis, quibus omnibus et singulis etiamsi pro illorum sufficienti derogatione alias de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, vel quælibet alia etiam exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata incerti forent eisdem presentibus pro plene et sufficienter expressis et insertis habentes, illis alias in suo robore permansuri latissime et plenissime ad præmissorum validissimum effectum hac vice dumtaxat specialiter et expresse, nec non opportune et valide harum quoque serie derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Le sieur Bauchière, curé de la paroisse d'Auribeau, est choisi

« Volumus autem quod taxa ecclessiæ Grassensis ratione supradictæ unionis illius mensæ episcopali per te, ut præfertur, faciendæ, ad alios centum florenos pares, in quibus præfatum monasterium per te, ut præfertur, supprimendorum et extinguendorum taxatum reperitur, ut præfertur, ex nunc perpetuo in eisdem libris Cameræ Apostolicæ præfatæ augeri debeat.

« Per præsentes autem non intendimus eadem beneficia a dicto monasterio per te, ut præfertur, supprimendo et extinguendo dependentia hujusmodi præfatæ mensæ episcopali Grassensi in aliquo unire.

« Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis dominicæ millesimo septingentesimo octogesimo septimo, tertio idus augusti, pontificatus nostri anno tertio decimo.

* V. texte, pag. LII. Arch. des Alp.-Marit., G. 100 : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes : A nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Aix, Salut.

« Nos amés et féaux conseillers en nos conseils, le sieur François d'Etienne de Saint-Jean de Prunières, évêque de Grasse, et le sieur Jean-Joseph-Victor de Castellane d'Adhemar, évêque de Sénez, nous ont fait exposer qu'ils ont obtenu, le trois des ides d'août dernier, une bulle de Cour de Rome, qui autorise le sieur archevêque d'Aix, ou ceux qui seront par lui subdélégués, à faire toutes les procédures nécessaires pour parvenir à l'union de l'abbaye de Saint Honorat de Lérins, ordre de saint Benoît, diocèse de Grasse, vacante par la démission du sieur évêque d'Orléans, dernier titulaire, à l'évêché de Grasse, sous une redevance annuelle et perpétuelle de deux cents septiers de bled froment, en faveur de l'évêché de Sénez, comme aussi à nommer un ecclésiastique pour défenseur au titre de ladite abbaye, à l'effet de représenter le titulaire dans le cours desdites procédures.

« Mais comme ladite bulle ne peut être exécutée sans notre permission expresse, lesdits exposans nous ont fait très humblement supplier de leur accorder nos lettres d'attache sur ce nécessaires. A ces causes, Nous vous mandons et ordonnons par ces présentes, signées de notre main, que, notre procureur général appelé, s'il vous appert que dans ladite bulle ci-attachée sous le contre-scel de notre Chancellerie, il n'y ait rien de contraire aux saints décrets et concordats passés entre le Saint-Siège et notre Royaume, ni de dérogeant à nos droits, franchises et libertés de l'église gallicane, vous ayiez à l'enrégistrer avec ces présentes, et autoriser le sieur archevêque d'Aix, ou ceux qui seront par lui préposés, à faire les procédures requises et nécessaires pour parvenir auxdites extinction, suppression et union ; comme aussi à nommer un ecclésiastique pour défenseur au titre de ladite abbaye, à l'effet de représenter le titulaire dans le cours desdites procédures, à la charge que ladite union n'aura son plein et entier effet qu'après avoir obtenu de nous des lettres patentes confirmatives de ladite bulle et du décret d'union, s'il y échoit ; car tel est no-

comme défenseur de l'abbaye[1].

Quand le commissaire royal se présenta (10 juin 1788), pour faire « l'inventaire des biens, rentes, charges et dettes » de la mense conventuelle[2], quatre religieux seulement habitaient l'île : D. François-Joseph-Théodule Bon, prieur claustral, D. Pierre-Joseph-Sixte Marcy, économe, D. Joseph-Melchior Gorde et D. Antoine-Gaspard Chaudon.

Les revenus du monastère s'élevaient, à cette époque, à 19.896 livres, 17 sous.

tre plaisir. Données à Versailles le dixième jour du mois d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-sept, et de notre règne le quatorzième. » Signé : Louis ; et, plus bas : Baron de Breteuil.

[1] Les pièces relatives à la suppression de l'abbaye de Lérins ne se trouvent pas dans les archives de cet établissement, conservées au dépôt départemental des Alpes-Maritimes. Nous les avons découvertes, quand notre ouvrage était en cours d'impression, dans le fonds de l'évêché de Grasse (Arch. des Alp.-Marit., G. 100).

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 127 : Inventaire — commencé le 10 juin, à Saint-Honorat, et terminé à Pégomas, le 11 juillet 1788, — rédigé par Barthélemy Preire, subdélégué de la Subdélégation de Cannes, et commissaire délégué par ordonnance du premier président et intendant du Comté de Provence, en date du 31 mai.

[3] Ibid. — Les principaux revenus étaient les suivants : Dans l'île, « des terres susceptibles de culture et labourables, sur lesquelles on peut annuellement semer trois charges de blé, quatre charges d'avoine et cinq charges de légumes, arrentées à rente partiaire et à moitié fruits ; — droit exclusif de la pêche dans une certaine étendue de mer au sud de l'île ; — droit du trente-cinquième sur le poisson pris dans sept calles enclavées dans la partie de mer propre à l'abbé, et sur deux barques qui pêchent les anchois à la lumière : 700 livres ; — moulins et bâtiments de Pégomas, droits de lods et de chasse etc. : 1.769 livres ; — seigneurie de Vallauris, avec haute, moyenne et basse justice, propriétés, rentes, droits de lods, de chasse et de leyde sur le poisson : 1.765 livres ; — seigneurie de Valbonne, avec haute, moyenne et basse justice, dîmes, droits divers, pension féodale due par la communauté : 3.647 livres ; — pâturages et moulins de Clausonne, droits de lods, de chasse et de pêche : 1.024 livres ; — dîme de Sartoux : 128 livres ; — dîme du quartier de la Clue de Séranon : 480 livres ; redevances des prieurés de Moustiers, Quinson, Albiosc, Romoules : 400 livres ; — seigneurie de Rougon : 2.500 livres ; — prieuré de La Napoule : 2.900 livres ; — rentes diverses : 3.600 livres » etc.

Les ornements sacerdotaux furent distribués entre les églises du voisinage[1], qui reçurent également en don, de l'évêque de Grasse, un certain nombre d'objets d'orfèvrerie ; les autres furent envoyés à la Monnaie[2].

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 127. — Les ornements furent distribués entre les églises du Loubet, de La Roquette, de Pégomas, de Sartoux, de Cannes, de Mougins, du Cannet, de Châteauneuf, d'Opio et d'Auribeau.

[2] Ibid. — *Objets envoyés à la Monnaie* : « Un encensoir d'argent et sa navette en forme de petit navire » ; « une croix d'argent et deux burettes même métal, portant les armoiries du monastère » ; « un bougeoir d'argent aux mêmes armes » ; « quatre chandeliers à l'antique et, en bas-relief sur un pied, à trois pointes d'argent » ; « un bassin plat et une aiguière en bas-relief, le tout d'argent » ; « une crosse ancienne, en sept pièces d'argent, dont le haut est en forme de clocher surdoré et émaillé.... le tout faisant cinquante livres d'argent. »

Les autres objets furent remis aux églises : A la cathédrale de Grasse : « une grande châsse de bois, lamée d'argent, dorée, émaillée, avec des figures en bas-relief, en forme d'église, représentant les principaux miracles de saint Honorat et renfermant une partie de ses ossements... » ; « un buste de saint Honorat, avec sa mitre, ornée de différentes pierres de diverses couleurs, dont il manque plusieurs, le tout d'argent et un buste de saint Aygulfe, d'argent doré » ; — à l'hôpital Saint-Jacques de Grasse, « une couronne d'épines en argent, soutenue par un piédestal de même métal, en forme de chandelier, ayant au milieu de la couronne un cristal dans lequel est renfermée une épine de la couronne de Notre-Seigneur Jésus-Christ » ; — à la chapelle de la Charité, à la chapelle des Pénitents blancs ainsi qu'à celle des Pénitents noirs de Grasse, « trois grandes fleurs de lys, montées chacune sur un piédestal en forme de chandelier, le tout d'argent et dans lesquelles sont renfermées des reliques » ; — aux églises paroissiales de Mougins et du Cannet, « deux bras d'argent de Saint Honorat, ornés de quelques pierres, où sont renfermées des reliques du même saint » ; — à l'église paroissiale d'Auribeau, « une petite châsse sur un piédestal en forme de chandelier, d'argent doré et émaillé, dans laquelle est conservée une des mâchoires de saint Honorat, avec un cristal devant » ; — aux églises paroissiales de Valbonne et de La Roquette, « deux bras d'argent, dans lesquels se trouvent des reliques de saint Leufredus et de saint Turiane » ; — à l'église succursale de Pégomas, « une petite châsse en forme de bras, dont le piédestal est d'argent doré et la main d'argent, dans laquelle sont conservées des reliques des Saints Innocents » ; — à l'église paroissiale d'Opio, « une petite statue d'argent, représentant Saint Jean-Baptiste » ; à l'église paroissiale de Mouans, « une petite croix à double branche d'argent doré, dont le piédestal est de cuivre jaune » ; — au séminaire, un bréviaire manuscrit en velin, aux deux côtés duquel se trouvent deux planches de bois, surmontées à leur intérieur de

L'inventaire en question contient le catalogue des ouvrages de la bibliothèque de l'abbaye, bibliothèque bien pauvre où ne se rencontre pour ainsi dire aucun des grands ouvrages qui ont fait honneur aux congrégations religieuses des XVII[e] et XVIII[e] siècles, et un inventaire de ses fort intéressantes archives.

Nous y trouvons mentionnées des réclamations de quelques religieux contre l'arrêt du 27 mars 1788, qui fixe leur sort ; mais elles se rapportent uniquement à l'article qui détermine le montant de leur pension (1.500 ou 1.800 livres). Tous acceptent sans observation l'ordre d'abandonner l'île ; leur seul désir est de se retirer, sans payer de loyer, aux châteaux de Vallauris et de Valbonne.

Ainsi disparut ce monastère de Lérins, qui avait été jadis un des foyers les plus ardents de vie cénobitique, et qui avait joué un si grand rôle dans l'histoire religieuse de la France. L'île devait perdre bientôt jusqu'à son nom, qu'elle échangea contre celui d'île Pelletier, tandis que sa voisine s'appelait île Marat.

Le 9 mars 1791, Saint-Honorat fut mis aux enchères dans une salle du couvent de l'Oratoire de Grasse et adjugé, pour la somme de 37.000, livres à M. Jean-Honoré Alziary de Saint-Paul [1], père

plaques dorées, sur lesquelles se trouvent des figures en bas-relief, lesquelles planches avaient servi de couverture, à ce qu'on croit, au bréviaire de saint Honorat. »

De ces objets le plus précieux, la châsse de saint Honorat, a disparu, sans laisser de traces, dans la tourmente révolutionnaire. Il avait été donné par l'abbé André Grimaldi. L'église Notre-Dame de l'Espérance, de Cannes, héritière de l'église Sainte-Anne, possède encore un coffre de bois qui était autrefois renfermé dans la châsse et où sont conservés quelques ossements de saint Honorat.

[1] Arch. des Alp.-Marit., Q. 271 : « Il a été allumé un quatrième feu, et iceluy s'étant éteint sans que personne, durant sa durée, ait fourni aucune nouvelle enchère, les administrateurs composant le Directoire du district (de Grasse), à ce consentant, et le procureur sindic ont déclaré Jean-Honoré Alziary, dernier enchérisseur et adjudicataire définitif de l'isle de Lérins et ses dépendances, dépendantes du ci-devant monastère de Lérins. En conséquence, l'adjudication dudit domaine a été passé audit sieur Alziary, pour la somme de trente-sept mille livres, dont, conformément à l'art. 5 du titre 3 du décret du 14 may 1790, le douze pour cent sera etc. Fait et passé à

de deux brillantes pensionnaires du Théâtre français, Pauline et Marie-Blanche Sainval.

Par un singulier caprice de la fortune, *l'île des Saints* servit de retraite, pendant d'assez longues années (jusqu'en 1818), à une reine de comédie.

Blanche Sainval [1] fit réparer, dans le goût du temps, quelques pièces du château-fort qui regardaient la mer, et grand fut l'étonnement des visiteurs ignorants de ce fait, tant que ces réparations furent apparentes, en voyant la salle capitulaire des moines bénédictins ornée de peintures à la Boucher.

L'île passa ensuite aux mains de M. Sicard, de Vallauris, puis de M. Sims, pasteur protestant, et de M. Augier, de Draguignan [2]. Enfin, en 1859, Mgr Jordany, évêque de Fréjus, en fit l'acquisition pour la rendre au culte [3].

Grasse, le neuf mars mil sept cent quatre-vingt onze . — J. H. Alziary. — Mougins — F. Roubaud. — Mathieu Rance : — Gérard. — Perrolle. »

[1] Marie-Blanche Sainval débuta à la Comédie française en 1772. C'est dans *Iphigénie en Tauride* qu'elle obtint son plus grand succès. On dit que, jalouse des deux sœurs, Mlle Vestris, sœur de Dugazon et femme du célèbre danseur, appuyée par le ministre Choiseul et le maréchal de Duras, les persécuta au point qu'elles quittèrent le théâtre.

Marie-Blanche, après avoir quitté l'île Saint-Honorat, vers 1818, sur les instances de sa famille, se retira à Draguignan, où elle mourut, à l'âge de 86 ans, le 9 février 1836.

[2] On peut consulter, pour l'histoire de l'île Saint-Honorat pendant ce siècle et spécialement depuis 1859, *L'île et l'abbaye de Lérins*, (N.-D. de Lérins, imprimerie Marie-Bernard, 1895). Ce petit livre, dont l'auteur — nous ne voulons pas dévoiler son nom, pour éviter de blesser sa modestie — est un des religieux les plus distingués de l'abbaye, constitue, sous une forme littéraire, un remarquable résumé de l'histoire du monastère.

[3] Mgr Jordany, dans le sermon qu'il prononça en rendant l'église de Lérins au culte, dit : « C'est Dieu qui fait la tempête et le calme, selon les desseins de sa justice et de sa miséricorde. Quand il ébranle le monde, c'est pour le tirer de sa torpeur, pour le renouveler en le purifiant, pour montrer sa présence si facilement oubliée. Le calme se fait ensuite ; c'est le moment des réparations ; c'est le jour où l'Eglise renoue la chaîne de ses traditions glorieuses. » — Mgr Chalandon, archevêque d'Aix,

Il y installa trois frères agriculteurs de Saint-François d'Assise; (mai 1859); mais ils y furent bientôt remplacés (février 1861), par des religieux de Saint-Pierre-ès-Liens, congrégation fondée à Marseille par M. l'abbé Fissiaux, dont la mort amena un nouveau changement.

Vers la fin de 1869 (21 novembre), ce fut à une branche de la famille de saint Benoît, aux Cisterciens de Sénanque, qu'échut la mission de restaurer la vie religieuse à Lérins; mais, en 1871 seulement, ils furent assez nombreux pour s'y constituer en communauté.

Millin, dans son *Voyage aux départements du Midi de la France* [1], parle ainsi de l'île Saint-Honorat, qu'il a visitée en 1804: « Cet antique monastère est aujourd'hui en ruines; le jardin, que les mains pieuses des solitaires avait planté d'orangers, est livré à des bœufs. On trouve encore quelques restes du réfectoire et d'une fontaine qui, d'après une inscription très dégradée aussi, était destinée à laver les linges sacrés pour le service de l'autel..... L'intérieur de l'église est très dévasté. »

A soixante-quinze ans de là, Lenthéric s'exprime en ces termes: « Le voyageur qui met aujourd'hui le pied sur ce rocher si plein de souvenirs est tout d'abord frappé du nombre de ruines et de l'amas de décombres qu'il voit autour de lui. En certains endroits, les tuiles romaines, les débris de matériaux frustes, les fragments de colonnes, de marbres, de chapiteaux jonchent le sol. Le donjon carré, construit au XII[e] siècle pour la défense de l'île contre les Sarrasins, commande fièrement la mer; ses parapets crénelés se découpent d'une manière admirable sur le bleu foncé de la Méditerranée

prit ensuite la parole: « Les soixante-dix années de captivité sont terminées, s'écrie-t-il, réjouissons-nous... C'est avec un ineffable sentiment que, du pied de cet autel, dont la pierre sacrée était hier encore indignement profanée, j'embrasse à la fois le passé, le présent et l'avenir. Le passé, ce sont les ruines; le présent, c'est vous, et l'avenir, c'est Dieu... »

[1] Paris, 1807, 5 vol. in-8° et atlas.

et semblent protéger encore la petite église à demi ruinée, qui fut le sanctuaire des premiers religieux. Tout est détruit à l'intérieur ; mais on ne saurait parcourir sans intérêt ces salles effondrées, ces souterrains remblayés par les décombres, ces longs corridors où l'ogive et le plein-cintre s'entrecroisent dans un pêle-mêle confus [1]. »

Une nouvelle église a remplacé l'ancienne, édifice roman qui malheureusement — assure-t-on — ne pouvait que très difficilement être restauré, et un nouveau monastère s'est élevé autour de l'ancien cloître, dû aux proches successeurs de saint Honorat. Un orphelinat a été installé en face de l'île Sainte-Marguerite.

Grâce au zèle religieux et à l'intelligente activité du Père abbé Marie-Bernard [2], qui la releva de ses ruines, et du Père Marie-Colomban [3], son successeur, qui l'accroît et l'embellit chaque jour davantage, l'abbaye de Lérins a retrouvé une réelle prospérité : Trente moines y mènent la vie conventuelle. L'orphelinat est très confortablement installé ; une imprimerie, fort bien aménagée, permet aux jeunes gens d'apprendre le métier de typographe.

De son côté, l'État a classé comme monument historique et réparé le château-fort. Longtemps il avait servi de carrière aux propriétaires qui prirent la place des religieux et le temps, plus meurtrier encore dans une île que sur le continent, avait fait son œuvre. Aujourd'hui le remarquable cloître à ciel ouvert qui occupe le centre de ce donjon est restauré, et l'excursionniste peut le visiter à son aise. Il admire l'aspect sombre et sévère de l'atrium du rez-de-chaussée, formé de six colonnes — granit, marbre rouge, pierre de bâtisse — que couronnent des arcades ogivales, et la clarté, l'élégance de la colonnade en marbre blanc du premier étage produisent sur son esprit un effet des plus saisissants.

[1] *La Provence maritime ancienne et moderne*, in-12°, Paris, 1880.

[2] Mort à l'abbaye, le 8 juin 1888, dans sa soixante-treizième année.

[3] Prieur depuis le 16 septembre 1875, a été élu abbé par la communauté de Lérins, le 13 décembre 1888 et bénit le 19 mars 1889.

Telle est, résumée en peu de pages, l'histoire du monastère fondé par saint Honorat, et devenu, depuis 1871, comme nous l'avons dit, le siège de la communauté des Cisterciens de Sénanque. Puissent-ils y être définitivement établis et rendre à cette illustre demeure la gloire des anciens jours !

PRIVILÈGES

ACCORDÉS A L'ABBAYE

PAR LES PAPES ET LES PRINCES

PRIVILÈGES ACCORDÉS PAR LES PAPES

La haute bienveillance des papes envers l'abbaye de Lérins se manifeste de diverses manières : Ils la soumettent directement au Saint-Siège ; ils confirment ses privilèges ; ils la défendent contre ses ennemis du dehors ou du dedans et la placent sous la protection des puissants de ce monde ; ils autorisent les fidèles à élire sépulture dans l'île ; enfin ils accordent de nombreuses indulgences à ceux qui la visitent [1].

[1] L'inventaire des archives des Alpes-Maritimes, que nous complétons au moyen du *Cartulaire* et d'un catalogue spécial (H. 11), rédigé au XVII[e] siècle, fait mention d'un grand nombre de bulles des papes Urbain II, Calixte II, Innocent II, Adrien IV, Alexandre III, Lucius III, Clément III, Célestin III, Innocent III, Honorius III, Innocent IV, Alexandre IV, Urbain IV, Innocent V, Nicolas III, Urbain V, Grégoire XI, Clément VII, Martin V, Eugène IV, Nicolas V, Jules II, Léon X, Clément VII, Grégoire XIII, Sixte-Quint, Clément VIII, Paul V. — Les bulles cotées dans ledit catalogue sous les désignations suivantes, n'existent ni en original, ni en copie, dans l'inventaire des archives : C, I, K, L, M, N, O, Q, R, T, V, X, Y, C[1], E[1], H[1], R[1], V[1], X[1], B[2], C[2], D[2], G[2], H[2], K[2], M[2] O[2], X[2].

L'abbaye est soumise directement au Saint-Siège. — Urbain II déclare que le monastère relève directement du Saint-Siège (8 janv. 1093)[1]. Pascal II (1102)[2] et Alexandre III (1171 et 1174)[3], le prennent sous leur protection. Lucius III (1184)[4], confirme les bulles d'Urbain II, de Pascal II et d'Alexandre III. Innocent III (31 mars 1210) suit son exemple[5].

Innocent IV (1252) défend de recevoir des bénéficiers aucun pourvoi en cour de Rome, au préjudice de l'abbaye de Lérins, « immédiatement soumise au Saint-Siège »[6].

Urbain V (2 janv. 1363)[7] l'exempte de la visite de l'ordinaire. Mais, en 1368, il l'unit au monastère de Saint-Victor de Marseille, qu'il avait dirigé[8]. Les religieux font opposition et demandent à l'abbé de Montmajour de plaider leur cause. Celui-ci expose que Lérins, dépendant directement de la Cour pontificale, ne peut pas honorablement être rattaché à Saint-Victor et obtient la révocation de la bulle d'union (24 mai)[9], révocation confirmée le 14 juin 1372, par Grégoire XI[10]. Le 9 octobre 1376, ce pape renouvelle sa confirmation[11] et, déclarant que le monastère Saint-Honorat est exempt de la juridiction de l'évêque de Grasse et du métropolitain, le rattache au Saint-Siège. Le 5 juin 1377, il lui accorde tous les privilèges octroyés par ses prédécesseurs au monastère de Saint-Victor[12].

[1] *Cart.*, I, pag. 294.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 11.
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, et Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, et H. 1, fol. 204.
[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 210; H. 11.
[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 13.
[7] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, et Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine. fol. 131 et suiv.
[8] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[9] Arch. des Alp.-Marit., H. 11.
[10] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[11] Arch. des Alp.-Marit., H. 16.
[12] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, 16. — Voir le texte de cette bulle, pag. 8.

En 1434, c'est le tour d'Eugène IV de déclarer que l'abbaye dépend uniquement de Rome [1].

En 1515, par suite de son union à la congrégation du Mont-Cassin, elle profite de tous les privilèges de cet établissement et son exemption de la juridiction de l'ordinaire en est encore, si possible, plus formelle.

Aussi, en 1597, quand Mgr Le Blanc, évêque de Grasse, au cours d'une retraite qu'il fait dans l'île, confère, à l'insu des religieux, les ordres mineurs à quelques jeunes clercs, s'élèvent-ils avec violence contre cet acte et ordonnent-ils au prélat de sortir du monastère, bien que celui-ci proteste de son intention de ne vouloir en aucune façon préjudicier à leurs franchises [2]. Des « lettres citatoires et inhibitoires, laxées par Alexandre Lita, auditeur du Palais apostolique »; leur sont délivrées contre lui [3].

En 1604 (2 décembre) [4], nouvelle défense est faite à l'évêque « d'entreprendre aucune visite et juridiction sur les églises dépendant de l'abbaye, sous peine de suspension. »

Des lettres de 1617 (2 juin) ajoutent à la menace de suspension celle d'excommunication [5]. Les visites de Mgr Boucicault qui avaient motivé l'opposition des moines produisirent de véritables scandales, dont nous trouvons l'écho dans les registres de l'évêché [6].

[1] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 25.

[2] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 17.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 224.

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 227.

[5] Arch. des Alp.-Marit. H. 1. fol. 227.

[6] Arch. des Alp.-Marit., G. 19 : « Après avoir donné la bénédiction au peuple, on chantoit le *Te Deum*, et là seroit venu don Benoist, religieux dudict monastère, lequel se tient audict Mougins, par vertu d'un arrest de la cour de Parlement du pays de Provence, n'ayant su tenir dans son monastère pour les rébellions scandaleuses et désobéissances que par-devant a commises contre tout son ordre et principallement contre son abbé; lequel don Benoist seroit venu, pendant qu'on chantoit ledict *Te Deum laudamus*, et auroit enlevé deux chandeliers de lotton qu'estoient sur l'autel

En 1634 et en 1658, les droits des religieux sont de nouveau proclamés [1].

Nous connaissons la longue lutte qui s'éleva entre eux et Mgr d'Anthelmy, au siècle suivant, lutte qui se termina par leur union

devant duquel nous estions à genoux, et peu après, par grande force et violence, auroyt prins la chère et le tapis qu'estoit sur icelle et les aurait vollu enlever come lesdits chandelliers. Mais le peuple estant là assistant l'auroit reprins de son insollance et scandalle public. Au contraire, luy auroit par force et viollance arraché ledict tappis des mains de nostre prestre, lequel l'ayant remis sur ladicte chère pour la seconde fois, et nous y estant appuyé sur icelluy, ledict don Benoist nous l'auroit arraché de dessoulz le coude par la force, et les assistants, estans scandallisés de son acte scandalleux, auroient repris ledict tappis et l'auroient remis sur la chère. Ledict don Benoist lors auroit tellement tempesté par paroles aigres avec les assistants qu'il auroit interrompu le *Te Deum laudamus* et vouloit nous empescher de donner la bénédiction pontificalle : mais nous l'aurions donnée, acisté comme d'une barrière par ceux de notre compaignie, pour empescher l'insollance dudict don Benoist, lequel nous vouloit pousser et oster de devant dudict autel, ce que ne pouvant faire, se seroit mis à tumultuer et auroit faict certaines protestations verballes, disant qu'ils ont des privillèges, immunités, franchises, que nous n'avons poinct pouvoir de visiter leurs églises, Cannes, Mougins, Le Cannet, Vallauris, Valbonne, desquels protestations nous leur avons concédé acte... » (1617). — Visite de l'église de Cannes : « Nous estant appresté pour aller à l'église parrochiale..., seroit venu notre hostesse nous dire qu'elle ne pouvoit poinct préparer nostre diner. Ayant envoyé nos domestiques à la ville, aux autres logis, nous auroyent rapporté que nul ne nous vouloit loger, pour ne desplaire à leur abbé de Sainct-Honoré, qui est seigneur temporel dudict Cannes, qu'a esté la cause qu'avons envoyé quérir les consuls dudict lieu, avec lesquels avons employé toute la matinée, pour pourvoir à nostre nourriture et de ceux qui sont de nostre suitte... » (1617). — Visite de l'église de Vallauris : « Ayant envoyé nostre aumosnier pour faire sonner les cloches pour assembler le peuple, nostre dict prestre nous auroit rapporté que quelques habitants, par commandement dudict abbé de Lérins, l'auroient empesché de sonner ny faire sonner lesdictes cloches.... » (1617).

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 227 et 229. — 1634 (30 octobre) : « Lettres de Marc-Antoine Franciolus, auditeur des causes de la Chambre apostolique, portant inhibition et défense à l'évêque de Grasse de molester et d'inquiéter les religieux du monastère de Lérins en leurs droits et privilèges et en la possession d'établir les prêtres et prédicateurs des églises dépendant du monastère, sous peine de 500 ducats, de l'excommunication et d'autres censures » (H. 1, fol. 227). — 1658 (8 juin) : « Lettres citatoires d'Odoard Vecchiarelly contre Mgr de Bernage, pour le même objet » (H. 1, fol. 229).

définitive à la congrégation de Cluny[1].

Les privilèges de l'abbaye sont confirmés. — Urbain II, après avoir placé le monastère sous la protection toute particulière du Saint-Siège, déclare qu'il doit jouir en paix et intégralement de tout ce qu'il possède et pourra posséder légitimement à l'avenir de la libéralité des princes ou de la charité des fidèles. Il proclame ses droits et immunités et appelle la justice divine sur quiconque osera contrevenir à ses injonctions (1093)[2].

Pascal II confirme ses privilèges et ses possessions, particulièrement les églises et châteaux du diocèse d'Antibes, c'est-à-dire le château de Cannes et son église, les églises de Vallauris, Mougins, Arluc, Notre-Dame de Grasse etc. (1102)[3].

Calixte II (1119)[4], Innocent II (1139)[5], Lucius III (1184)[6], Innocent III (1210)[7], Honorius III (1225)[8] lui accordent la même approbation.

Alexandre IV homologue également les droits accordés et les donations faites aux religieux, en spécifiant tous les châteaux et prieurés qu'ils possèdent. Il leur donne l'autorisation de célébrer l'office divin, en temps d'interdit, à huis-clos et sans sonner les cloches, défend de bâtir des églises dans leurs domaines et les affranchit de toutes exactions et gabelles (1259)[9].

Nicolas III (17 avril 1278)[10] et Eugène IV (27 février 1441)[11], confirment également les immunités de l'abbaye.

[1] Voir la *Notice historique*.
[2] Arch. des Alp.-Marit. H. 11.
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, et *Cart.*, I, pag. 295.
[4] *Cart.*, I, pag. 302.
[5] *Cart.*, I, pag. 297.
[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, et H. 1, fol. 204.
[7] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 210.
[8] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 209.
[9] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, et *Cart.*, II, pag. 5.
[10] Arch. des Alp.-Marit., H. 11.
[11] Arch. des Alp.-Marit., H. 11.

L'abbaye est placée sous la protection des puissants et défendue contre les usurpateurs de ses biens. — Urbain II et Pascal II enjoignent à Arbert, évêque d'Avignon, de laisser les religieux de Lérins jouir librement de l'église de Laurade (1090 et 1100) [1].

Pascal II ordonne à Isnard, évêque de Nice, de leur restituer l'église de Saint-Tropez (vers 1100) [2].

Honorius II (1124-1130) [3], à deux reprises, excommunie les usurpateurs de leurs biens. Emu des dangers que les Sarrasins font courir au monastère, il demande — nous l'avons vu — qu'on vienne à leur aide pour édifier la tour dont Aldebert II a entrepris la construction, et accorde la rémission de leurs péchés à ceux qui, durant trois mois, leur auront prêté le secours de leurs bras ou auront fourni un homme d'armes [4].

Adrien IV et Clément III les mettent sous la protection des consuls de Grasse, qu'ils prient de leur prêter main-forte dans le cas où les pirates sarrasins et les mauvais chrétiens les attaqueraient (1154 et 1188 [5]).

Alexandre III défend aux évêques de Nice, de Fréjus, de Glandèves et d'Antibes d'usurper les dîmes appartenant à l'abbaye, et donne commission à l'archevêque d'Embrun, ainsi qu'à l'évêque de Riez, de les contraindre au respect de ses droits (1159) [6].

Le même pape recommande aux prélats qui ont dans leurs diocèses des églises ou des propriétés appartenant aux religieux de les prendre sous leur protection, comme immédiatement sujettes

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 11. *Cart.*, I, pag. 337, 338.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, et *Cart.* I, pag. 338.
[3] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, *Cart.*, I, pag. 298.
[5] Arch.des Alp.-Marit., H. 11, et Inv.de Mme laCtesse Saint-Seine, fol. 131 et suiv
[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 203.

au Saint-Siège (1171) [1].

Lucius III renouvelle l'appel adressé aux chrétiens par son prédécesseur Honorius II (1181) [2].

Célestin III enjoint aux évêques de Provence d'empêcher les fidèles, sous peine d'anathème, de rien retenir de ce qui appartient au monastère (1192) [3].

Nicolas V excommunie Antoine Bonnefoy, bénéficier, et d'autres particuliers de Grasse, qui ont battu un religieux, Barthélemy de Boliers (27 août 1447) [4]. Il frappe les prieurs qui ne paient pas les pensions dues à l'abbaye (1448) [5] de la même peine, qui est édictée de nouveau par Pie II, Sixte IV et Sixte-Quint contre les usurpateurs de ses biens (1464, 1477, 1586) [6].

Les religieux sont autorisés à recevoir les corps des défunts dans l'île Saint-Honorat [7]. — L'*île des Saints*, du XII[e] au XVIII[e] siècle fut un cimetière d'élection pour de nombreux fidèles, la plupart bienfaiteurs du monastère.

En 1154 (13 juin), Adrien IV autorisa l'abbé à recevoir les corps de ceux qui désireraient être inhumés à Lérins [8], de quelque dio-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. II, — En 1160, Alexandre III avait déjà excommunié les usurpateurs des biens du monastère. Lucius III et Clément III imitent son exemple, en 1182 et 1188. (Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol, 131 et suiv. et H. I, fol. 204).

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. II.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. II., et Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol, 131 et suiv.

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. II.

[5] Arch.des Alp.-Marit., H. I., fol. 219.

[6] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv., et Arch. des Alp.-Marit., H., fol. 16.

[7] De nombreux ossements ont été trouvés près de la grande église et au sud-est de cet édifice, au moment de la construction des bâtiments nouveaux dont se compose aujourd'hui l'abbaye.

[8] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol, 131 et suiv.

cèse qu'ils vinssent. Alexandre III, en 1159, en 1160 et en 1171[1], Lucius III, en 1184[2], confirmèrent cette autorisation.

Les évêques voyaient d'un œil jaloux un tel privilège, qui portait atteinte à leurs droits. Aussi défendirent-ils aux fidèles d'élire sépulture dans l'île Saint-Honorat; mais une bulle de Clément III leur ordonna de respecter les injonctions de ses prédécesseurs (10 juin 1188)[3].

Lorsque les restes d'un chrétien devaient être transportés à Lérins, les moines étaient avertis; tout le clergé de Cannes conduisait le corps jusqu'au rivage, d'où, après une dernière absoute, il se retirait, laissant un prêtre, qui montait sur le bateau chargé de la bière. Souvent les trois confréries de Pénitents étaient invitées à accompagner le mort. Alors une vingtaine de bateaux s'avançaient sur deux lignes, les crucifix et les fanaux élevés; à leur approche, les religieux allaient au-devant du cortège, et tous se dirigeaient processionnellement vers l'église Notre-Dame; puis, après le service solennel, on déposait le défunt auprès de ses frères, *pour y attendre*, comme le dit une inscription tumulaire trouvée dans l'île, *le moment de la grande résurrection, où les corps sortiront de la terre au dernier jour*[4].

Des indulgences sont accordées aux fidèles qui visitent l'île Saint-Honorat. — De nombreuses indulgences furent accordées par les papes aux fidèles qui faisaient le pèlerinage de Lérins ou qui venaient en aide aux religieux.

En 1119, Calixte II, visitant l'île, déclara que l'assistance donnée pour la construction de la tour obtenait à son auteur les mêmes

[1] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine. — Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 203, et H. 11.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 11.

[3] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine. — Le 31 mars 1210, l'autorisation était de nouveau accordée (Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 210).

[4] Alliez, *Les îles de Lérins, Cannes*, etc., Draguignan, 1860.

indulgences que le voyage de Terre-Sainte[1].

Cette faveur est attribuée par Honorius II à qui demeurera pendant trois mois à Lérins (1124-1130)[2].

Lors de la visite qu'il lui fait en se rendant à Avignon (1151), après avoir été chassé de Rome, Eugène III laisse un souvenir analogue de son passage[3].

Quarante jours sont concédés par Innocent IV à ceux qui visiteront l'église du monastère, le jour de la fête de saint Honorat, le jour des Rameaux ou aux Rogations (1246, 1250, 1251, 1252)[4].

En 1420, une bulle de Martin V confirme les indulgences spécifiées par ses prédécesseurs et donne autorité à l'abbé de Lérins, Geoffroy de Montchoisi, de nommer des confesseurs pour absoudre les pèlerins de tous cas, sauf ceux réservés au pape, depuis l'Ascension jusqu'à la Pentecôte (1420)[5]. Cette bulle est adressée (1423) par ledit Geoffroy aux patriarches, primats, archevêques, évêques, abbés, en les priant de faire publier et notifier à leurs paroissiens la bulle de Martin V[6].

Eugène IV confirme celles qui ont été accordées par Urbain II et Martin V à tous ceux qui assisteront aux offices le jour et à l'octave du *Corpus Domini* et accompagneront le Saint-Sacrement à la procession (1431-1447)[7].

En 1522, Adrien VI, se rendant d'Espagne à Rome, après son élection au Souverain Pontificat, accorda, le 12 août, fête de saint Porcaire, l'indulgence plénière à ceux qui visiteront, à pareil jour, la chapelle du martyr[8].

En 1536, Jean Guidiccion de Fossombrone, nonce de Paul III,

[1] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[2] *Cart.*, I, pag. 298.
[3] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 11, 13. Voir le texte de ces bulles pag. 3 et 198
[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 17.
[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 17.
[7] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv.
[8] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, ibid.

avec pouvoirs de légat *a latere*, concède à tous les fidèles qui, après s'être confessés, visiteront l'église Saint-Honorat, le jour de la fête de ce saint, sept ans et sept quarantaines d'indulgences, et à tous ceux qui visiteront trois autels de ladite église, pendant le carême ou pendant le temps prescrit à Rome à cet effet, et diront trois *Pater* et trois *Ave*, les indulgences des stations de Rome [1].

En 1582, Grégoire XIII donne à tous les fidèles qui, — le 21 mars, jour de la fête de saint Benoît — après s'être confessés et avoir reçu la communion, visiteront l'église Saint-Honorat et prieront pour la paix entre les princes chrétiens, l'extirpation des hérésies et la conservation de la congrégation du Mont-Cassin, l'indulgence plénière et la rémission de leurs péchés [2].

« Au temps des indulgences» , selon le langage des habitants de Cannes[3], de grands pèlerinages se faisaient à Lérins. On s'y rendait en foule de France, d'Espagne, d'Italie. Tous les ans, les gens de Riez et de Pertuis, villes situées à plus de trente ou quarante lieues de Cannes, y venaient en procession, pour l'accomplissement d'un vœu.

[1] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 131 et suiv., et Arch. des Alp.-Marit., H. 20.

[2] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine. fol. 131 et suiv.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 473. En 1447, les Cannois demandèrent à l'abbé « de ne tenir à Cannes aucun bateau seigneurial, au temps des indulgences ; mais que un chacun puisse porter à l'île les nombreux pèlerins le plus vite possible, afin que lesdits pèlerins ne soient pas troublés en leurs dévotions et bon zèle qu'ils ont envers les saints et le monastère ; lesquels pèlerins, à défaut de passage, souventes fois s'en retournent dans leur pays, sans avoir accompli leur pèlerinage, ce qui tourne au grand déshonneur et dommage du couvent et intéresse la conscience de l'abbé, des religieux et des habitants du lieu, et ainsi, par avarice, éteint la dévotion du peuple, au grand préjudice des fidèles chrétiens ». L'abbé répond « qu'il ne peut le faire, parce que sont ses droits. »

PRIVILÈGES ACCORDÉS PAR LES PRINCES

De tout temps, l'abbaye de Lérins fut en faveur auprès des princes et des rois.

Les comtes de Provence lui accordent, dès le XII[e] siècle, d'importants privilèges.

Raymond-Bérenger II confirme la donation du bourg et du château de Cannes, faite précédemment aux religieux [1], et, en raison des franchises par lui concédées à cette localité, il veut que le nom de *Castrum Marcellinum* soit désormais remplacé par celui de *Castrum Francum* (1131) [2].

Raymond-Bérenger III approuve également les donations qui leur ont été faites et leurs acquisitions (1167) [3].

En 1168, Alphonse I[er] prend sous sa protection les moines de Lérins et ce qu'ils possèdent, principalement le château de Cannes. En 1184, il leur confirme toutes les donations faites par ses prédécesseurs, spécialement celle des terres et châteaux de Cannes, Mougins, Roquefort, Vallauris, Revest, Arluc, Pégomas. En 1193, il abandonne tous les droits qui avaient été réservés par eux : albergue, caucade, haute, moyenne et basse justice, etc [4].

Tous ces privilèges sont confirmés, au XIII[e] et au XIV[e] siècle, par Charles II et Robert de Naples (10 mai 1292 et 13 février 1341) [5].

En 1437, le roi René défend aux juges royaux de troubler les moines dans l'exercice de leur juridiction [6]. Quatre ans plus tard

[1] *Cart.*, I. pag. 70.

[2] *Cart.*, I, pag. 87.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 22. — Cf. *Cart.*, I, pag. 321. Il supprime le droit d'albergue, pendant cinq ans, à condition que, ce délai écoulé, chaque feu lui paiera 12 deniers pour ce droit. — Voir le texte de ces patentes, pag. 17 et suiv.

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 23.

[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 24.

[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 25. — En 1478, le roi René accorde des lettres de sauvegarde aux religieux.

(1441), il commet leurs causes au lieutenant général d'Aix [1], et, en 1448 (29 mars), il ordonne aux officiers de la province de contraindre les débiteurs de l'abbaye, « more fiscalium debitorum », au paiement de leurs dettes [2].

Quelques années plus tard, le même prince accorde des lettres de sauvegarde aux charretiers de l'abbaye et à leurs domestiques, les exemptant de tout droit de péage, pontonnage, gabelle etc. [3].

Quand la Provence a cessé d'être un état indépendant, les rois de France continuent les traditions inaugurées par ses comtes. Henri II, François II, Henri III (1547, 1560, 1582) prennent les religieux sous leur protection. Il en est de même de Charles-Emmanuel Ier, duc de Savoie, au moment où les Ligueurs l'ont nommé comte de Provence (1591) [4].

Franc-salé. — A côté des privilèges d'un ordre général, l'abbaye en possédait de particuliers, le franc-salé, ainsi que les droits de pêche et de naufrage.

Les comtes de Provence, en récompense des services rendus par les religieux de Lérins, qui gardaient le château-fort de Saint-Honorat, leur avaient attribué le privilège important à une époque où le sel coûtait si cher, d'en prélever un setier sur chacune des barques qui le transportaient aux greniers de Cannes et de Grasse. Ils en jouirent paisiblement jusqu'en 1453.

A cette époque, les employés de la gabelle s'avisèrent, pour rendre le prélèvement plus léger, de faire leurs transports sur de grands bâtiments, et prétendirent ne devoir pas payer davantage que par le passé. Le monastère protesta, et pour mettre fin au

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. I., fol. 196.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. I, fol. 194.
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 22.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 26, 27.

différend, le roi René l'autorisa à retirer vingt-cinq setiers de sel par an des greniers de Cannes, Grasse, Fréjus ou Hyères, à son choix (9 février et 14 juin 1453) [1].

En 1582, les administrateurs de l'abbaye, mise en commende, avaient négligé de prendre leur franc-salé aux greniers royaux, et les fermiers de la gabelle refusaient de le leur remettre. La Cour des comptes, par son décret du 22 mars, ordonna aux religieux de se pourvoir devant le Conseil du roi, et, le 29 novembre 1583, des lettres patentes d'Henri III leur confirmaient le droit dont les avait gratifiés le roi René, à la charge de « prier Dieu pour sa conservation » [2].

Plusieurs fois, vers la fin du XVI[e] siècle et au commencement du XVII[e], des lettres de contrainte furent nécessaires aux moines pour obtenir le paiement des fermiers [3], qui se prétendaient lésés par ce privilège. Un arrêt du Conseil privé, du 6 août 1608, met fin à leurs revendications, en spécifiant que les vingt-cinq setiers de sel octroyés par le roi René, « seront aux estas de la recepte et despance des greniers » de Cannes, Grasse, Fréjus et Hyères [4].

Depuis lors il n'est plus question du franc-salé de l'abbaye, et tout permet de croire qu'il ne lui fut plus contesté.

Droits de pêche et de naufrage. — L'abbaye de Lérins avait le privilège exclusif de la pêche sur une assez vaste étendue de mer.

Il lui avait été donné, en 1193, par Alphonse II d'Aragon, comte de Provence [5], et homologué par Charles II (1298), puis par Robert de Naples (1341) [6]. Les lettres patentes de ces princes

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 28.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 29.
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 30. En 1588, 1591, 1601.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 238.
[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 23.
[6] Arch. des Alp.-Marit.. H. 24.

déclaraient que les îles Sainte-Marguerite, Saint-Honorat et Saint-Ferréol, les rivages de ces îles, ainsi que la mer comprise entre le continent et lesdites îles faisaient partie du territoire et dépendaient du château de Cannes, propriété du monastère ; elles lui attribuaient de plus le droit de naufrage sur tous les bâtiments n'excédant pas seize rames « qui adviendraient auxdites îles, séches et mers [1]. »

Le couvent avait ses droits, l'abbé avait les siens [2]. La mer du couvent s'étendait de la pointe Barbier à l'extrémité ouest de Saint-Honorat, à l'île Saint-Ferréol et au Sécant, rocher sur lequel s'est échoué d'une manière si tragique, en 1875, *la Normandie*, et où s'élève aujourd'hui une tour-signal appelée *les Moines*. La mer de l'abbé s'étendait entre Saint-Honorat, Sainte-Marguerite, le Golfe-Juan et la rade de Cannes.

Les statuts [3] du monastère, de 1441, obligent les abbés à entretenir, pour le service de la communauté, un bateau avec trois marins, et à donner, tous les ans, trois filets appelés « bollets », à l'Avent, « trois pièces d'entremails », et à la Septuagésime, « trois pièces de buguières », garnies de leurs accessoires. L'abbé doit de plus fournir toute la ficelle nécessaire pour le raccommodage des filets, la confection des nasses « et la pêche dans les mers de l'abbaye pour la nourriture des religieux. »

Ce n'est pas sans difficulté que les moines de Lérins exercèrent ces privilèges. Une première fois, les habitants de Grasse leur dénièrent le droit de pêche exclusive ; mais une ordonnance du 16 mai 1433, rendue par Robert de Beauval, lieutenant du roi en Provence, leur donna satisfaction [4]. La même année, les Cannois protestèrent de leur côté ; une nouvelle ordonnance confirma la première [5]. En 1469, ce fut le tour des habitants d'Antibes et de

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 24.
[2] Arch. des Alp.-Marit. H. 82 (stat. de 1453).
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 81.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 34.
[5] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 20, et Arch. des Alp.-Marit., H. 38, 39.

La Napoule [1].

Dans les statuts de 1441 [2], on parle pour la première fois de redevances. Les barques qui pêchent à la lumière dans la mer réservée doivent payer un droit de « madier ». Il est à noter que deux barques seulement, au choix du couvent, peuvent pêcher en ces parages. Les barques pêchant au train dans les criques du Bras, de La Lause et de Pierre-Haute doivent à l'abbaye la trentième partie du poisson capturé [3].

Les « privilèges et statuts » de Cannes, de 1448 [4], approuvés par l'abbé André de Plaisance, contiennent plusieurs paragraphes relatifs aux pêches autorisées par l'abbaye. Nul étranger ne peut pêcher là où se trouve déjà un habitant de Cannes, sous peine de 25 livres d'amende, à partager par moitié entre l'abbé et le dénonciateur. Les Cannois autorisés à pêcher doivent le trentième de leur prise. Pour les thons, l'abbé perçoit le quart, au lieu de réserver les têtes comme auparavant [5].

L'année suivante, André de Plaisance fait le dénombrement des droits du monastère à Cannes. L'acte passé à cette occasion est, en grande partie, la reproduction de la pièce précédente ; mais il contient plus de détails et nous y trouvons un certain nombre de renseignements nouveaux. Ainsi les pêcheurs de thon sur les rivages de Cannes sont sujets à une redevance égale au vingtième du produit de leur pêche en argent. De plus,

[1] Arch. des Alp.-Marit. H, 37: Sentence du juge-mage d'Aix, par laquelle les habitants d'Antibes, qui voulaient jouir des privilèges accordés à ceux de Cannes, de pêcher dans les mers abbatiales moyennant une certaine redevance, sont déboutés de leurs prétentions, et l'abbé est maintenu dans le droit de défendre ou de permettre la pêche à qui bon lui semble (Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 20).

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 81.

[3] Arch. des Alp.-Marit. H. 81.

[4] Arch. des Alp.-Marit. H. 35.

[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 473.

l'abbé a le droit de prendre, à toute époque de l'année, sauf en carême, douze livres de thon, pour douze patacs, d'après les règles fixées du temps de l'abbé Antoine Rostan[1]. Tout individu possédant une buguière doit remettre, sur le produit de sa pêche, trente bugues par jour. L'abbé donne, en échange, au patron de la barque, deux deniers, et, s'il se sert lui-même des buguières, un broc de vin et un pain par homme. Celui qui possède un train est redevable, une fois par an, de trente bugues. L'abbé a envers lui les mêmes obligations qu'envers les propriétaires de buguières.

En plus de ces véritables impôts, il convient de signaler le droit de garde, par lequel les pêcheurs s'assurent contre les pirates[2].

En 1514, on voit paraître le droit de leyde, prélevé sur la vente du poisson frais ou salé, qui est d'un demi-sou par florin[3]. Celui de madier, sur le poisson pris à la lumière ou aux rissoles, et sur certaines espèces de poissons, les loups, muions (mulets), langoustes, scourpènes est fixé au trente-cinquième.

Les punitions infligées aux contrevenants sont, la plupart du temps, la confiscation de la barque, des engins, du poisson, et une amende variant de 10 à 50 livres[4], et même à 100 livres[5].

Le monastère se déchargeait parfois de la surveillance de la mer, en arrentant le droit de pêche. En 1657, Antoine Gras, ménager de Cannes, l'afferme pour 33 livres ; en 1721, l'apothicaire Charles Calvy, pour 27 livres ; il est cédé plus tard « à moitié fruits »[6].

Au XVIII[e] siècle, les privilèges du monastère sont battus sérieu-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 133.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 37, et H. 81 (stat. de 1441).
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 133.
[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 40.
[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 43.
[6] Arch. des Alp.-Marit., H. 42.

sement en brèche. Un arrêt du Conseil d'Etat, du 8 septembre 1736 [1], enjoint aux religieux de remettre, dans le délai de six mois, entre les mains des agents du roi les titres qui constatent leurs droits.

En 1743, des commissaires généraux, délégués par arrêté du Conseil d'Etat des 21 avril, 26 octobre et 5 décembre 1739, « pour l'examen et vérification des titres et droits maritimes, » reçoivent des syndics des pêcheurs de Cannes une longue supplique où ils contestent les droits du monastère et proclament la liberté de la mer; des moines, un mémoire de quelques pages en réponse à cette supplique. Ceux-ci se contentent de rappeler les conventions de 1487 et de 1514 [2] conclues avec les Cannois, conventions qui prouvent qu'à cette époque lesdits droits étaient reconnus.

Le 16 février, ils leur sont confirmés; mais, en 1775, la pêche leur est interdite depuis la pointe Barbier jusqu'au sud-est du château de Saint-Honorat, « faute par eux d'avoir satisfait aux arrêts des 21 avril et 26 octobre 1739.»

En réponse à une opposition de l'abbaye, le Conseil (3 septembre 1778 et 14 août 1779) [3] ordonne de faire dresser par un ingénieur, à ce commis, un plan figuratif de l'étendue d'eau sur laquelle elle prétend exercer un droit de pêche exclusif et de celle où elle convient n'avoir qu'à prélever le trente-cinquième du poisson [4].

A la suite de l'examen des titres, (14 août 1779), le privilège dont les moines avaient joui jusqu'alors est confirmé [5].

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 45.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 473.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 48, 127.

[4] Arch. des Alp.-Marit., H. 48 : « Plan géométrique des isles de Sainte-Marguerite et Sainct-Honorat » etc., dressé par le sieur Marolles, géomètre de la province.

[5] Arch. des Alp.-Marit., H. 49.

L'édit de juin 1787 et l'arrêt du 23 décembre suivant, relatif aux droits de pêches nationales exclusives, portait une grave atteinte à leur prérogative. Aussi s'empressèrent-ils d'adresser à M. de La Luzerne, ministre de la Marine, des extraits collationnés de leurs anciens titres et notamment de celui du 14 août 1779. Au moment de la sécularisation du monastère, « il n'en avait point encore reçu de nouvelles[1] . »

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 127.

STATUTS DU MONASTÈRE (1)

Les officiers du monastère sont, outre l'abbé, — d'après les statuts de 1441 — le prieur claustral, le sacristain, le doyen, le camérier, le cabiscol ou préchantre, l'infirmier, l'ouvrier, le chambrier. Ces statuts définissent ainsi qu'il suit, leurs attributions respectives:

Le prieur claustral veille à la garde de la tour et se fait apporter, tous les soirs, la clef de la porte du pont-levis.

Le sacristain est chargé de l'église et de la sacristie.

Le doyen est tenu d'assister à tous les offices et de résider continuellement dans l'île. Les autres officiers y demeurant ne peuvent s'absenter plus de quinze jours par an, en deux fois.

Le cabiscol ou préchantre s'occupe de la bibliothèque, règle les offices du chœur, enseigne aux novices la lecture, le chant et le cérémonial.

L'infirmier a soin des malades et doit leur fournir le médecin et les remèdes nécessaires.

L'ouvrier s'occupe des bâtiments.

Le camérier a la garde des meubles du monastère et de la tour et loge les étrangers.

Le chambrier est préposé à la lingerie et s'occupe des armes destinées à la défense du château-fort.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 79 et suiv. — Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 121 et 165.

Les religieux, dont le nombre varie avec les époques, résident dans l'île Saint-Honorat ou dans les prieurés dépendant du monastère. Le mode de recrutement est fixé comme nous le verrons par la suite.

L'administration est réglée par les chapitres généraux, qui révisent de temps à autre les statuts.

STATUTS DE 1310. — Les statuts les plus anciens dont nous trouvions trace datent de 1310; encore n'en connaissons-nous qu'une disposition particulière, l'union du prieuré de Moriez à l'office d'infirmier [1].

STATUTS DE 1338. — Nos archives contiennent deux fragments de ceux qui ont été rédigés, le 17 février 1338, sous l'abbé Giraud [2].

Les seize premiers articles règlent l'office divin, les conditions d'entrée dans le monastère, le mode de conservation du sceau et des archives. D'après l'article 17, à Noël et pendant les trois jours suivants, à la fête de Saint-Honorat, à Pâques et pendant les trois jours suivants, à la Pentecôte et pendant les trois jours suivants, l'abbé doit pourvoir le monastère de tout ce dont il a besoin ; aux autres fêtes de toute l'année, il doit, s'il n'est pas dans l'île, donner 15 sous de monnaie courante; s'il est présent, il fait ce que bon lui semblera .

STATUTS DE 1351. — Le 5 mars 1351, l'abbé Guillaume de Blieux tint un chapitre général, dont les dispositions principales furent

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 1, fol. 173 : Stat. du 13 août 1310 (not. Boniface Guigue).

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 79. Fragments de deux copies sur parchemin, en mauvais état et illisibles en grande partie.

Etaient présents au chapitre général de 1338: Jacques d'Antignac, prieur de Vallauris; Raymond Rostan, prieur de Vieillespesse; Guillaume Rostan, prieur d'Albiosc; Raymond de Briançonnet, prieur dudit lieu; Raymond de Saint-Laurent, prieur de Vintimille; Pons Bariola, infirmier; Rostan d'Anfossi, sacristain; Rostan de Cuébris, prieur de Mousteiret.

les suivantes [1] :

L'infirmier dira la messe tous les jours, pour l'un des comtes de Provence défunts, et pourvoira l'infirmerie de poules, de poulets, de sucre et autres choses nécessaires aux malades.

Aucun religieux ne pourra porter publiquement des armes, à moins de les tenir sous sa robe.

Dorénavant on ne recevra aucun religieux maladif, bossu ou mal constitué, bâtard ou non catholique, sans la permission expresse de l'abbé.

Nul ne sera admis avant quatorze ans. Le nouveau venu sera obligé de « faire un chasuble ou chape », de la valeur de 120 livres tournois.

Le sceau du monastère et les documents les plus importants seront gardés sous triple clef, dont l'une restera entre les mains du prieur claustral, la seconde, du sacristain, la troisième, du religieux le plus ancien.

L'abbé sera obligé de pourvoir à la nourriture des moines, à la Noël et pendant les trois jours suivants, le jour de Saint-Honorat, à Pâques, à la Pentecôte et les trois jours suivants. Il devra faire transporter les malades à Cannes.

Vu le manque de ressources, le nombre des religieux est réduit à dix-huit, celui des prêtres à six, celui des clercs à douze [2].

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 80. Document en très mauvais état.

Etaient présents au chapitre général de 1351: Jacques d'Antignac, prieur de Vallauris; Raymond Rostan, prieur de Vieillespesse ; Guillaume Rostan, prieur d'Albiosc ; Rostan de Cuébris, prieur de Mousteiret ; Raymond de Briançonnet, prieur dudit lieu ; Raymond de Saint-Laurent, prieur de Vintimille ; Pons Bariola, infirmier ; Rostan d'Anfossi, sacristain-major et camérier ; Pierre de Gourdon, prieur de Grasse ; Raymond Alfant, prieur de Clumane ; Jean Artaud, sacristain-minor ; Jean Pons, prieur de Gênes ; Hugues de Roquefort, prieur de Puget-Théniers ; Raymond Chabaud, prieur de Touët; Jacques Verrier, prieur de Bargemont ; Rostan de Flayosc; Camut ; Jean de Nice; Jourdan, pitancier; Giraud Alfant ; Philippe de Lambesc ; Philippe de Motte; Jean Catalan.

[2] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 121.

Statuts de 1353. — De nouveaux statuts sont édictés, le 3 mars 1353, par un autre chapitre général, que préside l'abbé Guillaume de Blieux. Tous les religieux y sont présents, au nombre de quatre-vingt dix-huit, dont vingt-sept demeurent dans le monastère et quarante-huit dans les prieurés.

Les écoliers qui viennent étudier dans l'île — y est-il spécifié — paieront à l'abbé sept « cartins » de froment, cinq charges de vin et deux florins d'or.

Le sacristain héritera de tous les legs n'excédant pas 20 sous, et le couvent sera tenu de célébrer les anniversaires.

L'abbé pourvoira la communauté de pain, de vin et de sel.

L'usage du linge sera prohibé, et il n'y aura qu'un seul drap dans les lits des religieux.

Leurs habits seront noirs, sans boutons, munis de manches larges ; les souliers, ouverts sur le dessus et noués avec des courroies ; « les vêtements de dessous, blancs ou gris sombre [1] .»

L'abbé doit demeurer dans l'île avec trente religieux. Le nombre de ceux qui habiteront les prieurés est ainsi fixé : Vieillespesse, deux moines, un prieur ; — Albiosc, deux moines, un prieur, — Romoules, un moine, un prieur ; — Moustiers, quatre moines, un prieur ; — Saint-Mamet, un moine, un prieur ; — Clumane, deux moines, un prieur ; — Angles, un moine, un prieur ; — Vergons, un moine, un prieur ; — Briançonnet, un moine, un prieur ; — Puget-Théniers, deux moines, un prieur ; — Roquesteron et Les Ferres, un moine, un prieur ; — Touët, un moine, un prieur ; — Villars et Bairols, un moine, un prieur ; — Mousteiret et Favas, un moine, un prieur ; — Gratemoine et Clars, un moine, un prieur ; — Spéluque, un moine, un prieur ; — Bargemont, un moine, un prieur ; — Callian, un moine, un prieur ; — Avignonnet ou La Napoule, un moine, un prieur ; — Saint-Hono-

[1] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 121.

rat et Sainte-Marguerite, dans la ville de Grasse, un moine, un prieur ; — Valbonne, deux moines, un prieur ; — Vallauris, deux moines, un prieur ; — Carnolès, un moine, un prieur : — Verx, un moine, un prieur ; — Saorge, deux moines, un prieur ; — Vintimille, deux moines, un prieur ; — Pierrelate, un moine, un prieur ; — Saint-Antoine de Gênes, six moines, un prieur ; — Blez, un moine, un prieur ; — Sainte-Trinité au Cap de Foi, dans l'île de Sardaigne, un moine, un prieur[1].

Quelques articles sont ajoutés aux précédents ou modifiés par les statuts rédigés au chapitre général tenu le 12 novembre 1377, sous l'abbé Jean de Tournefort[2].

Les religieux, à leur arrivée dans l'île, doivent consigner les armes qu'ils peuvent avoir au camérier, qui les fera déposer dans la tour et ne les remettra à leur propriétaire que sur l'ordre du prieur claustral, sous peine d'excommunication.

Le vestiaire sera pour les religieux conventuels, de 105 sous, et de 6 livres, pour ceux qui habitent les prieurés.

Les offices de pitancier et d'ouvrier restent unis.

L'infirmier pourvoira les malades de ce qui leur sera nécessaire, et le sacristain ne leur fournira de l'huile et de la lumière que s'ils sont portés à Cannes avec l'autorisation du prieur claustral. L'abbé leur fournira le pain et le vin.

L'argent provenant des messes sera remis au prieur claustral, qui l'enfermera dans la caisse du couvent, pour être distribué, par portions égales, entre les prêtres, à la Toussaint[3].

STATUTS DE 1441. — Nous ne trouvons plus d'autres statuts

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 80.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 80. — Les archives des Alpes-Maritimes n'en possèdent que le commencement en très mauvais état.

[3] Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 122.

avant 1441 (9 juin)[1]. Ils fixent les attributions des officiers claustraux, telles que nous les avons spécifiées, établissent leurs revenus et leurs charges et règlent la question des droits de pêche du monastère.

Les processions qui avaient lieu habituellement dans le vieux cloître se feront à l'avenir dans le cloître de la tour.

Tous les clercs se confesseront et communieront le premier dimanche de chaque mois et aux fêtes principales, sous peine d'être mis pendant un jour au pain et à l'eau.

Les officiers et conventuels seront tenus à la résidence, sous peine d'une amende de 25 sous pour les officiers, applicable au trésor, et les conventuels seront punis au gré de l'abbé, lequel pourra donner aux uns et aux autres permission de sortir du monastère pour une cause légitime.

Il sera fait une caisse, appelée le trésor, fermée à quatre clefs, où tout l'argent de la communauté sera conservé, ainsi que les titres et privilèges; ces clefs seront entre les mains, l'une de l'infirmier, la seconde du camérier, la troisième du prieur de La Napoule, la quatrième du prieur de Vallauris. L'abbé, les officiers claustraux et les prieurs contribueront, tous les ans, à l'entretien de ce trésor au prorata de leurs revenus, à raison de 2 florins pour 100 florins, après la fête de la Pentecôte, sous peine d'une amende de 10 sous, peine qui sera doublée en suite, tous les mois, jusqu'à com-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 80. — Sont présents : Honoré de Berre, prieur claustral; Jean Thomas, sacristain; Jacques Terrin, camérier; Antoine Tolosan, préchantre; André de Plaisance, infirmier; Antoine Toini, ouvrier; Guillaume Veissière, chambrier, officiers claustraux; Raymond Garin, Honoré Alziary, Jean Marin, Antoine Saremandi, Guillaume Rostan, Antoine Caravelly, religieux claustraux; Antoine Lambert, prieur de Vallauris; Jean Jordany, prieur de La Napoule; Jacques Camut, prieur de Callian; Jean du Château, prieur de Bargemont; Bertrand Gros, prieur de Clumane; Eloy Dauphin, prieur d'Albiosc; Nicolas, des comtes de Vintimille, prieur de Romoules et procureur du prieuré de Saint-Michel de Vintimille; Jean Barthélemy, prieur de Gratemoine; Jean Gros, prieur de Vergons; Jean Maynier, prieur de Mousteiret. — Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 165.

plète satisfaction. Dans le cas où lesdits prieurs ou officiers-trésoriers s'absenteraient pendant plus de deux jours de leurs prieurés, les clefs seraient laissées aux plus anciens religieux ; et, au cas où ils seraient tous absents, entre les mains des consuls de Cannes.

L'abbé fera sa visite tous les ans, accompagné de l'infirmier ou du prieur de Romoules, d'un notaire ou secrétaire et de deux domestiques, aux frais des prieurés, calculés d'après leur éloignement et leurs revenus.

Nul habitant de Cannes et de Mougins ne sera reçu parmi les religieux « afin d'éviter les désagréments qui sont autrefois arrivés. »

Le nombre des moines continuera à être de dix-huit, tant officiers claustraux que conventuels. Dans le cas où il serait supérieur, l'abbé pourrait en envoyer deux à Gênes, deux à Moustiers et le reste dans les autres prieurés susceptibles de les entretenir, en fournissant leur vestiaire.

Les offices, bénéfices et chapellenies dont la collation dépend du chapitre seront conférés d'après les statuts du monastère de Saint-Victor, auxquels participe l'abbaye de Lérins, par privilège spécial, et les peines afflictives y contenues seront inviolablement appliquées.

Le monastère déléguera deux religieux pour aller prendre une copie de ces statuts.

Il sera loisible à l'abbé d'occuper deux moines aux études dont ils seront le plus capables.

Il ne pourra en recevoir aucun, sans l'assistance du chapitre.

Défense est faite d'admettre ni bigame, ni mendiant, ni ermite.

Les dépouilles des prieurs, officiers, religieux, oblats et autres, seront partagées comme il suit : les meubles et outils seront la propriété du successeur, ainsi que les bœufs de labour, jusqu'à concurrence de ce qui lui est nécessaire. Les chevaux, juments, vaches, brebis reviendront à l'abbé. Les livres seront conservés à la bibliothèque, et les habits distribués aux moines les plus nécessiteux par le prieur claustral et le sacristain. Les armes serviront à

la garde de la tour. L'argent, monnayé ou non, sera versé au trésor. Les bréviaires appartiendront à la communauté, et, s'il y en a à vendre, le montant en sera déposé à la caisse. L'argent ne sortira du trésor qu'en cas de nécessité urgente, ou pour la défense des droits du monastère, ou pour acquérir des cens, ou pour racheter des captifs, sous peine d'excommunication.

Les prieurs ne pourront affermer leurs prieurés, sans l'autorisation de l'abbé ou du supérieur, en son absence, sous peine de la confiscation de leurs revenus, pendant un an, amende applicable au trésor ou à l'entretien de la tour.

Le chapitre général sera célébré tous les six ans.

L'abbé doit recevoir : 32 setiers de blé et autant d'orge du prieuré de Mousteiret ; 18 setiers de blé et autant d'orge du prieuré de Romoules; 15 setiers de blé et autant d'orge de la prévôté de Riez ; 20 setiers de blé du prieuré de Saint-Honoré de Clumane ; 8 setiers de blé et autant d'orge du prieuré de Quinson. — Il est tenu de payer le tiers du vestiaire des religieux ; le camérier paie les deux autres tiers.

Le vestiaire de chaque officier claustral doit être de 105 sous de petite monnaie ; celui de chaque moine envoyé dans un prieuré, de 6 livres de petite monnaie. — Le prieur claustral et le préchantre ont un double vestiaire ; le camérier n'en a qu'un.

Le camérier, pour les deux tiers du vestiaire des moines, reçoit des prieurés: de Vallauris, 5 florins; de Valbonne, 4 florins; de La Napoule, 7 florins; de Bargemont, 6 florins; de Roquestéron, 2 florins; de Spéluque, 6 gros; d'Albiosc, 2 florins; de Gratemoine, 2 florins; de Briançonnet, 3 florins; de Vergons, 1 florin; de Villars, 50 sous de petite monnaie ; de Verx, 2 florins et demi ; de Saorge, 2 florins; de Vintimille, 2 florins; de Gênes, 10 florins; de Carnolès, 2 florins; de Lorgues, 1 florin ; d'Esclapon, 2 florins.

L'abbé est obligé de donner au monastère du pain, du vin pur et du bon, du sel, sept setiers de légumes. Il doit payer, pour le ser-

vice du monastère, et nourrir un cuisinier, un barbier, un veilleur (bada), un jardinier, entretenu une année par l'abbé, l'année suivante par le couvent. Il doit fournir des armes et des munitions pour la garde de la tour ; un pêcheur, une barque et trois rameurs ; du linge pour la table, la cuisine, le réfectoire et la dépense ; la vaisselle et la batterie de cuisine; les accessoires du cellier ; le linge du monastère et toutes les cordes des puits qui sont dans l'île.

Le sacristain, pour subvenir aux dépenses de l'église et de la sacristie, prend dix setiers de blé sur le prieuré de Moustiers, la dîme et la facherie sur les terres de la Sacristie, au territoire de Cannes. — Il doit remettre, chaque jour, une chandelle à l'abbé.

Le camérier fournira tous les habits séculiers des novices, le capuchon ou chapeau du barbier, à charge pour la communauté de faire la lessive des linges, nappes et serviettes du couvent, de fournir des tamis et bluteaux, de payer le fournier et la garde de la tour, dont cet officier est déchargé, comme du vestiaire des novices pendant la première année.

Il est interdit de recevoir deux frères germains.

Chaque religieux admis devra faire faire un lit et une tasse d'argent, sous peine d'être privé du vestiaire pendant la première année, et d'être ensuite excommunié.

L'argenterie et les autres objets précieux ne devront pas sortir de l'île, sous peine d'excommunication.

Le chambrier aura soin des linges, coussins et couvertures, ainsi que des armes destinées à la garde de la tour, dont il fera un inventaire annuel à la Saint-Michel.

Aucun religieux ne pourra se dévêtir pour nager, ni pêcher, sans autorisation de l'abbé ou du supérieur, sous peine d'excommunication.

On ne recevra pas de moine de naissance illégitime ou ayant un défaut physique notable.

Quiconque aura frappé un religieux, si c'est un prieur ou un officier claustral, perdra le prix de son vestiaire d'une année ; si

c'est un simple religieux, la moitié, et de plus, il sera mis à la disposition de l'abbé.

Quiconque aura commis un vol dépassant 10 sous de petite monnaie, s'il est prieur ou officier claustral, sera privé pour trois ans des revenus de son office ou de son prieuré ; si c'est un simple religieux, il perdra la moitié de son vestiaire, et ce, pour le premier larcin. S'il en commet un second, prieur ou officier, il sera déposé de son prieuré ou office ; simple religieux, il sera déclaré inhabile à tous offices et bénéfices, à moins que l'abbé n'en décide autrement. En cas de fuite, défense à tout religieux de recevoir le coupable et de lui venir en aide, sous peine d'excommunication.

L'article des anciens statuts ordonnant aux religieux de porter des chemises de laine et non des chemises de toile, est abrogé. Il en est de même de celui qui défend de manger de la viande, « attendu la fragilité humaine et la difficulté qu'il y a à observer lesdites prescriptions. »

Le couvent pourra percevoir le droit de madier de deux barques qui pêcheront à la rissole ; le trentième des trains pêchant au Bras, à La Lause et à Pierre-Haute, et le droit de madier des rissoles employées à l'île Saint-Honorat. Nul n'aura l'autorisation de pêcher dans la mer du couvent, qui s'étend du cap Barbier au Sécant et du Sécant à l'île Saint-Ferréol. La pleine mer appartiendra à l'abbé.

Interdiction aux religieux de jouer aux dés et autres jeux prohibés, de fréquenter les tavernes ou de faire le commerce, sous peine de 10 sous, applicables au trésor.

L'abbé logera et nourrira les moines allant et venant dans Cannes, avec leurs domestiques. Les prieurs feront la même charité pendant trois jours, à ceux qui passeront dans leurs prieurés sous peine de 15 sous d'amende.

Le procureur du monastère rendra compte de sa gestion tous les six mois, sous peine de 10 sous.

A l'infirmier qui a soin des malades et doit leur fournir le méde-

cin et tous les remèdes nécessaires, sont assignées la dîme sur la ferrage et le jardin de Jacques Martin, de Cannes ; la dîme et la facherie sur deux terres situées au terroir de Cannes au lieu-dit « terres de l'Infirmerie » ; les offrandes faites à l'église de Cannes, le jour des morts. Il a de plus, sur le prieuré de Puget-Théniers, 100 sous de petite monnaie ; sur ceux de Villars et de Touët, la même somme ; sur celui de Callian, 5 florins ; à Mougins, un florin et la dîme sur la ferrage appelée « l'Infirmerie » ; la dîme du prieuré de Saint-Honorat de Grasse ; la dîme de tous les fruits du terroir de Sartoux ; trois terres, un pré et un jardin audit terroir ; la terre de Saint-Florent de Canaux ; l'église de Saint-Pierre d'Aspres et celle de Notre-Dame de Serret de Moriez ; 4 florins sur le jardin de Monet Seignoret, de Grasse.

L'ouvrier doit verser au trésor la moitié des revenus de sa charge d'ouvrier et du prieuré de Valbonne, pour l'entretien des églises de l'île et de la tour ; il ne peut arrenter son prieuré sans la permission du chapitre.

Les visiteurs devront obliger les prieurs à faire un inventaire de tous les revenus et biens de leurs prieurés et à en envoyer une copie au monastère.

Revenus du trésor. Le trésor reçoit : De l'abbé, qui a un revenu de 500 florins, 10 florins ; — du prieur de Vallauris, qui a un revenu de 100 florins, 2 florins ; — du prieur de Valbonne, 2 florins ; — du prieur de La Napoule, 2 florins ; — du prieur de Callian, 2 florins ; — du prieur de Bargemont, 2 florins ; — du prieur de Roquestéron, 1 florin ; — du prieur de Spéluque, 6 gros ; — du prieur d'Albiosc, 1 florin ; — du prieur de Romoules, 2 florins ; — du prieur de Moustiers, 4 florins ; — du prieur de Mousteiret, 3 gros ; — du prieur de Briançonnet, 1 florin ; — du prieur de Clumane, 2 florins ; — du prieur d'Angles, 3 gros ; — du prieur de Vergons, 1 florin ; — du prieur de Gratemoine, 1 florin ; — du prieur des Aspres, 3 gros ; — du prieur de Puget-Théniers, 2 florins ; — du prieur de Touët, 1 florin ; — du prieur de Villars,

2 florins ; — du prieur de Verx, 2 florins ; — du prieur de Saorge, 1 florin ; — du prieur de Vintimille, 1 florin ; — du prieur de Saint-Antoine de Gênes, 6 florins ; — du prieur claustral, 4 gros ; — du sacristain, 10 gros ; — du camérier, 6 gros ; — du préchantre, 4 gros ; — de l'infirmier, 2 gros ; — du chambrier, 2 gros ; — du couvent en commun, 2 florins.

Le prieuré de Mousteiret est uni à celui de Gratemoine ; le prieuré de Saint-Martin de Carnolès, à celui de Saint-Michel de Vintimille, avec réserve, sur ce prieuré, d'une pension de 2 florins pour le camérier [1].

STATUTS DE 1453. — Les statuts du 16 avril 1453 furent rédigés en chapitre général, sous l'abbé André de Plaisance [2].

Les seize premiers articles règlent l'office divin pendant le cours de l'année.

L'art. 17 oblige à la résidence tous les officiers claustraux et les autres religieux. Il défend au prieur claustral de donner des congés dépassant quinze jours.

Les prieurs, s'ils sont religieux claustraux, doivent être nommés *ad tempus,* et ils ne peuvent régir les prieurés ou les cures sans

[1] « Fait dans la tour et dans la chapelle Notre-Dame. Témoins noble Simon Tigence, castellan de la tour, Vésian Millon, Barthélemy Desforges ; notaire Jean Malbecchi, de Grasse. » (Inv. de Mme la Ctesse de Saint-Seine, fol. 167).

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 82. — Etaient présents : Isnard Rastel, prieur claustral ; Jean Thomas, sacristain ; Barthélemy Hugolin, doyen ; Nicolas, des comtes de Vintimille, ouvrier, tant en son nom qu'au nom de Guillaume Vaissière, infirmier, du prieur de Briançon, et de Jacques Ranulphe, camérier ; Jean Maynier, préchantre ; Raymond Garcin, chambrier ; Jacques Valayse ; Jean Marin ; Honoré Saurin ; Georges Pierre ; Antoine Rastel ; Etienne de Malvans ; Jean Caser ; Jean d'Aradre, moines conventuels ; Barthélemy de Monjardin, au nom de l'abbé de S. Antoine de Gênes ; Michel, des comtes de Vintimille, prieur de S. Michel de Vintimille ; Antoine Lambert, prieur de Vallauris ; Jean Jordani, prieur de La Napoule ; Raymond Beraldi, prieur de Puget-Théniers ; Jacques Caneti, prieur de Callian ; Antoine Thoini, prieur de Romoules ; Antoine Tholot, prieur de Bargemonsan ; Jean Gros, prieur de Vergons ; Jean Vallette, prieur de Verx ; Melchior de Berre, prieur de Saorge ; Elion Dauphin, prieur d'Albiosc ; Jérôme Flotte, prieur de Villars ; Antoine Roque, prieur de Mousteiret. — Cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414.

nécessité.

L'art. 22 donne au prieur claustral une pension de 3 livres sur le prieuré de Puget-Théniers; les art. 17 et 24 lui attribuent un double vestiaire et rendent son office perpétuel.

L'art. 25 établit un sacristain perpétuel. Il lui accorde les petites offrandes, une pension de vingt setiers de blé, à prendre sur le prieuré de Moustiers, la dîme et la tasque de la terre de la Sacristie, à Cannes.

L'art. 26 institue un doyen perpétuel, prenant rang après le sacristain.

L'art. 27 crée l'office de camérier perpétuel, qui est chargé de payer les vestiaires aux religieux, la veille de la Toussaint. Pour subvenir à cette dépense, il reçoit les pensions suivantes des prieurés : Gênes, 10 florins; — Vallauris, 5 fl.; — Valbonne, 5 fl.; — La Napoule, 10 fl.; — Bargemont, 7 fl.; — Roquestéron, 2 fl., 5 s.; — Spéluque, 9 fl.; — Albiosc, 2 fl.; — Séranon, 2 fl., 6 s.; — Callian, 1 fl.; — Briançonnet, 3 fl., 4 s.; — Vergons, 1 fl., 8 s.; — Clumane, 1 fl., 20 set. de blé; — Villars 4 fl.; — Verx, 3 fl.; — Vintimille, 3 fl.; — Esclapon, 2 fl.; — Carnolès, 2 fl.; — Lorgues, 1 fl.; — Moustiers, 4 fl.; — Romoules, 1 fl., 10 set. de blé. 10 set. d'orge; — Angles, 3 fl.; — Touët, 3 fl.; — Les Aspres, 3 fl.; — prévôté de Riez, 5 set. et demi de blé et autant d'orge; — prieuré de Quinson, 5 set. et demi de blé et autant d'orge [1].

L'article 38 porte que l'abbé fera sa visite, tous les trois ans, dans le monastère et les prieurés, accompagné du sacristain et du prieur de Vallauris ou de La Napoule.

L'article 60 institue un recteur, pour recevoir les intérêts des pensions provenant des fondations et des chapellenies du monastère.

L'article 79 fixe le nombre des religieux conventuels à dix-huit; s'il y en a davantage, on doit les placer dans les prieurés.

[1] Les art. 30-33, relatifs au préchantre, à l'ouvrier, à l'infirmier et au camérier, sont conformes aux statuts de 1441.

NOMENCLATURE

DES POSSESSIONS TERRITORIALES

DE L'ABBAYE

Nous avons vu que l'abbaye de Lérins était devenue riche à l'approche de l'an *mille* et pendant les siècles suivants, par suite de nombreuses donations.

Essayons de déterminer l'étendue de sa puissance territoriale, en dressant la nomenclature des biens que les religieux possédaient — nous l'avons dit — sur tout le littoral de la Méditerranée, dans le sud-est et dans le centre de la France, en Italie et en Espagne. Ils sont classés par diocèses[1].

DIOCÈSE D'AIX

— Eglise Saint-Etienne de *Conil*.
— Eglise Saint-Martin proche *La Verdière*.
— Eglise Saint-Pierre proche *Lambesc*.

[1] Voir, au *Supplément*, pag. 276, les noms de lieux contenus dans la nomenclature des possessions territoriales de l'abbaye qui ne sont pas portés à l'*Index géographique*.

DIOCÈSE D'ARLES

— Eglise Saint-Jacques de *Saujan*.

— Eglises Sainte-Marie, Saint-Honorat et Saint-André dans l'île de la *Camargue*.

— Terres à *Faraman* (ou *Frignans*).

— La moitié de l'église Saint-Pierre et plusieurs maisons à *Arles*.

— Dîmes à *La Couronnade* et à *La Pointe de La Cape*.

— Terres à *La Malmegarde* et à *Saint-André de La Cape*.

DIOCÈSE D'AVIGNON

— Eglise Notre-Dame d'*Adau*.

— Maisons et vignes au territoire d'*Avignon*.

— Eglise paroissiale, église Saint-Pierre et son cimetière, terres à *Château-Renard*.

— Eglise Saint-Thomas, maisons et vignes à *Laurade*.

— Monastère de nonnains, monastère de religieux à *Tarascon*.

DIOCÈSES DE CLERMONT ET DE SAINT-FLOUR.

— Eglise Saint-Just, au territoire de *Vieille-Brioude* (Clermont).

— Prieuré de *Viellespesse* (Saint-Flour).

— Terres à *Talizat* (Saint-Flour).

DIOCÈSE DE FRÉJUS

— Prieuré de Saint-Michel d'*Ampus* et de Notre-Dame de *Speluque*, comprenant les églises Notre-Dame, Saint-Auban et Saint-Honorat, ainsi que le château de Speluque ; des propriétés aux vallons de Gavouat et de Turguet, l'église Saint-Michel et certaines

dîmes dans la vallée d'Ampus ; les terres du Perrier, de La Palud et de Font-Late ; la vigne de Couan.

— Prieuré de Saint-Etienne de *Bargemon*, composé de l'église paroissiale de Saint-Etienne ; des églises Saint-Pierre, Sainte-Marguerite, Saint-Laurent et Saint-Firmin ; des dîmes du pain, de la viande, du vin, du lin, des légumes et du foin ; de diverses terres et d'un moulin.

— Prieuré de Notre-Dame de *Callian*, dont dépendaient les églises Notre-Dame, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Etienne, Saint-Martin, Saint-Léonce, Saint-Pierre « ad Figolas » ; un moulin et un foulon sur la Siagne ; quelques terres au bord de la Camiole ; la quatrième partie du lieu de Saint-Julien ; des dîmes et diverses propriétés.

— Prieuré de Saint-Michel de *Favas*, dont le prieuré de Bargemon perçut la moitié des dîmes jusqu'en 1447, époque à laquelle il lui fut uni.

— Églises Saint-Raphaël et Saint-Léonce de *Fréjus ;* église Saint-Lambert, hors les murs de cette ville ; un pré et la moitié d'un moulin au lieu dit La Capelude ; un manse à La Baumette ; le manse de La Môle, avec les pêcheries en dépendant.

— Prieuré de Notre-Dame de *Gratemoine* — comprenant l'église Notre-Dame de Séranon et des propriétés sur les territoires de Séranon et de Valderoure — auquel furent unies, en 1305, Notre-Dame de *Clars*, et, en 1453, Notre-Dame de *Mousteiret*.

— Prieuré de *La Napoule* et de Notre-Dame d'*Avignonnet*, formé de la quatrième partie du terroir d'Avignonnet, connu aujourd'hui sous le nom de La Vignette ; d'un manse à Arluc ; de l'église Notre-Dame d'Avignonnet ; des dîmes de ce lieu et de celles de Mandelieu, ainsi que de l'église Saint-Martin de Malavilla (ou Malaveila).

— Eglises Saint-Pierre, Saint-Michel, Saint-André et Saint-Trophime de *Salernes* et un cens ; église Saint-Romain de Villecroze.

En 1153, intervint un échange entre les religieux de Lérins et ceux de Saint-Victor de Marseille, qui cédèrent leurs biens de Mougins contre les églises Saint-Pierre, Saint-Michel, Saint-André et Saint-Trophime.

— Autres possessions dans le diocèse de Fréjus : Deux modiées de vigne au *Cannet-du-Luc*; l'église Saint-Michel de *Cavaroux*, au terroir de Montauroux ; l'église Notre-Dame de *Caramy* (aujourd'hui de *La Galline-Grasse*), et l'arrière-dîme de divers champs à *Comps ;* les églises Saint-Etienne et Notre-Dame de *Draguignan ;* cédées, en 1141, à l'abbé de l'île Gallinaire ; des terres à *La Roque-Esclapon,* aux *Inversunes,* à *Flayosc,* ainsi que la dîme de champs situés sur les bords de la Florièye ; la chapelle Saint-Barthélemy de *Lorgues ;* les trois quarts du lieu de *La Moure ;* le quartier de *Rascas ;* la vallée de la *Vignonne ;* un manse à *Palayson* et quelques dîmes ; des terres aux *Aumades;* la sixième partie du moulin de Pierrelongue, au territoire d'*Aups ;* des terres à *Puget-de-Fréjus ;* l'église Notre-Dame, un manse et des dîmes à *Roquebrune ;* le prieuré de Notre-Dame de *Vallaurie*, au territoire de Trans ; diverses dîmes à *Villepey* ; l'autel Notre-Dame d'*Embriane.*

DIOCÈSE DE GAP

— Prieuré de Notre-Dame de *Font-Vineuse.* En 1223, les églises *Saint-Mamet* et de Font-Vineuse furent cédées au chapitre épiscopal de Gap. En 1336, à la suite de différends entre l'abbé et l'évêque de Gap, le prieuré de Font-Vineuse fut attribué au monastère, et celui de Saint-Mamet à l'évêché.

— Eglise Saint-Saturnin, hors les murs de Gap.

DIOCÈSE DE GLANDÈVES (OU GLANDEVEZ)

— Prieuré de Notre-Dame et de Saint-Saturnin de *Briançonnet,* comprenant les églises Notre-Dame et Saint-Saturnin, la quatrième

partie du territoire de Briançonnet, de nombreuses terres, la cinquième partie du territoire des Mujouls, la moitié des dîmes de l'église paroissiale de Gars, cédées, en 1329, au recteur dudit lieu.

— Prieuré de Notre-Dame de *Puget-Théniers,* qui possédait, au XIV^e^ siècle, une maison appelée le Cloître, remplie de meubles, vingt autres maisons ou casaux, placés sous la directe du prieur, et quarante-huit terres ou vignes, soumises ou non à sa directe.

— Prieuré de Notre-Dame de *Roquestéron*, comprenant un moulin, des terres, des cens et autres droits sur le territoire de Roquestéron, ainsi que des cens à Sigale et à Cuébris, le tout vendu, en 1562, aux consuls de Roquestéron.

— Prieuré de Saint-Martin et de Saint-Sàturnin de *La Rochette-Chanant*, qui, en 1346, comptait dix-neuf emphytéotes et dont les biens furent cédés, en 1715, à l'archidiacre de Glandèves.

— Autres possessions dans le diocèse de Glandèves : Eglises Saint Grégoire et Notre-Dame des *Ferres*, rattachées, en 1325, au prieuré de Roquestéron ; terres à *La Cainée*, à *La Faye*, au *Mas*, à *Toudon ;* églises Saint-Jean de *Cuébris,* Saint-Jean de *Nella,* Saint-Jean de *Revest ;* église paroissiale de *Saint-Antonin*.

DIOCÈSE D'ANTIBES, TRANSFÉRÉ A GRASSE EN 1244

— Village d'*Arluc*, dont la possession est confirmée, en 1167 et 1178, par Raymond Bérenger III, qui défend au baile de la province d'y rien exiger.

— Seigneurie de Cannes, confirmée, en 1131, par Raymond Bérenger I^er^, qui déclare « franc » le château de cette localité et veut que désormais elle change son nom de «Castrum Marcellinum» en celui de « Castrum Francum », et par ses successeurs, en 1163, 1168, 1178, 1289, 1298 et 1437. Le monastère y possédait la haute, moyenne et basse juridiction.

— Seigneurie de la quatrième partie de *Clausonne,* avec les mêmes droits.

— Seigneurie de *Mougins*, confirmée par les comtes de Provence, en 1178, 1184, 1190, 1193, 1341. — Mêmes droits de haute, moyenne et basse justice.

— Seigneurie de *Pégomas,* confirmée par les comtes de Provence, en 1184, 1190, 1193. En 1341, le roi Robert signale spécialement Pégomas, où il se réserve le droit d'albergue.

— Prieuré de Saint-Maxime de *Revest,* comprenant l'église de Revest ou Pierrefeu, avec les dîmes, offrandes et droits sur les enterrements, ainsi qu'un terroir appelé le Castel de Saint-Mayme, avec la haute, moyenne et basse justice.

— Eglise Saint-Honorat, avec de nombreuses propriétés dans la ville et sur le territoire de *Grasse.*

— Prieuré de Saint-Michel ou Saint-Pierre d'*Aspres*, autrement dit de *Roquefort*, confirmé par Raymond Bérenger III, en 1178, et en 1184, par le roi Alphonse II, qui le prend sous sa protection, en 1196 et 1209, après l'avoir affranchi, en 1193, du droit d'albergue, cavalcade et fournage.

En 1241, l'abbaye vend Roquefort à la communauté de Saint-Paul, pour le prix de 16.000 sous raymondins, et en se réservant le prieuré.

— Seigneurie de la moitié de *Sartoux*, comprenant l'église paroissiale, la moitié de l'albergue et de nombreuses terres. — Droits de haute, moyenne et basse justice.

— *Ile Sainte-Marguerite*, que les comtes de Provence déclarent, en 1298 et 1341, faire partie du territoire de Cannes. — Elle est en 1569, hypothéquée, à titre de fief, entre les mains des Cannois, moyennant 200 écus d'or, par l'abbé de Lérins, qui y conserve les droits de haute, moyenne et basse justice, et cédée, en 1616, à Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, prince de Joinville, à condition que ce seigneur remboursera la somme due aux habitants de Cannes. Sous la réserve de la dîme, le service divin reste à la charge des religieux.

— Seigneurie de *Valbonne*, acquise en 1303, du chapitre épisco-

pal de Grasse, en échange du prieuré de Saint-Ambroise de Gourdon. — Le monastère y possède toute juridiction.

Nous analysons plus loin l'acte d'habitation de 1519 [1].

— Seigneurie de *Vallauris*, confirmée par les comtes de Provence, en 1131, 1178, 1184, 1193, 1341. — L'abbé de Lérins y exerce la haute, moyenne et basse justice.

En 1227, il autorise la construction d'un monastère de religieuses, à condition qu'elles lui paieront un cens de 10 florins et qu'il aura le droit de visite, trois fois par an, avec cinq chevaux.

Nous analysons plus loin l'acte d'habitation de 1506 [2].

— Seigneurie de *Villebruc*, — avec toute juridiction — donnée à l'abbaye, en 1222, par Raymond Bérenger IV.

— Autres possessions dans le diocèse d'Antibes-Grasse : Eglise Saint-Florent de *Canaux*; église de *Saint-Vallier*, avec la moitié des dîmes et trois manses ; église paroissiale de *Saint-Césaire*, avec ses dépendances; église Saint-Martin de *La Garde*, qui passe, en 1146, aux mains de l'évêque d'Antibes ; prieuré de Saint-Ambroise de *Gourdon* (jusqu'en 1303, comme nous l'avons vu); moulin de la *Croix de Mouans*; église Saint-Pierre d'*Opio*, adjugée en 1146, à l'évêque d'Antibes ; une métairie au *Rouret*.

DIOCÈSE DE NICE

— A *Nice*, propriétés et maisons sises aux rues de Saleya et de La Barilerie, aux quartiers du Pilon, des Sagnes, du Pont du Petit-Bosquet, de Darsenal, de Longchamp, de l'Arbre, d'Avenos ou de La Buffa, de Tercenale, de Saint-Sylvestre; église Saint-Tropez, près de la ville.

— Prieuré de Notre-Dame des Champs de *Touët* et de *Thiéry*, composé, en 1525, de vingt-cinq terres, situées sur les deux rives

[1] Voir pag. 128.
[2] Voir pag. 134.

du Var et affermées pour vingt-trois setiers d'avoine et dix setiers de gros blé.

— Quatrième partie de *Tourrettes*, toutes ses églises et « ce qu'une paire de bœufs peut labourer en un an ».

— Prieuré de Notre-Dame et de Saint-Jean de *Villars*, composé des églises Notre-Dame et Saint-Jean, de propriétés diverses, qui sont inféodées, en 1296, à quarante habitants de la localité, moyennant un cens annuel de vingt setiers de blé, et, en 1323, à dix habitants, qui déclarent être tenus aux droits de fournage, mouture, cavalcade et autres droits seigneuriaux.

— Propriétés à *Saint-Dalmas-le-Selvage*, *Massoins*, *Entrevaux*; église Saint-Martin de *Bairols*; *droit de passage du Var*, pour les moines et leurs serviteurs.

DIOCÈSE DE RIEZ

— Prieuré de Saint-Pierre d'*Albiosc* et de Notre-Dame de *Quinson*, composé des deux églises de Saint-Pierre et de Notre-Dame, avec leurs offrandes, dîmes et appartenances.

— Prieuré d'*Artignosc*, échu au monastère Saint-Honorat par suite d'un échange fait, en 1256, entre lui et les nonnains de Sainte-Catherine de Sorps, à qui sont cédées les églises de *Baudinard* et de *Vaux-des-Meuniers*.

— Prieuré de Saint-Pierre de *Brauch*, comprenant la terre de Brauch, le droit d'albergue, l'église Saint-Pierre, la moitié de la dîme et un certain nombre de terres.

Ce prieuré passe, en 1237, au commandeur de Saint-Maurice de Brauch, moyennant une pension de 300 sous raymondins.

— Prieuré de Notre-Dame, de Saint-Michel et de Saint-Saturnin de *Moustiers*, formé de nombreuses propriétés dont nous donnons plus loin la nomenclature [1].

[1] Voir pag. 150.

De ce prieuré dépendait l'église Notre-Dame de Beauvoir, à laquelle étaient attachées de nombreuses indulgences.

— Prieuré de Notre-Dame, de Saint-Pierre et de Saint-Martin de *Roumoules*, qui reçut des lettres de sauvegarde des comtes de Provence et de François Ier.

— Autres possessions: Eglise Saint-Jacques de *Baudinard* et autel Notre-Dame de *Vaux-des-Meuniers*, échangés comme il est dit à l'article du prieuré d'Artignosc; propriétés à *Blieux*; église Saint-Vincent d'*Esparron* et quelques terres; église Saint-Georges de *Gaubert*; église Notre-Dame de *Montagnac*; sixième partie du territoire de *Puymoisson*; églises *Saint-Cyriaque et Sainte-Croix*; église de *Valampus*; église *Saint-Martin de Sylva*, près de Roumoules.

DIOCÈSE DE SENEZ

— Prieurés d'*Angles* et de *Vergons*, unis à partir de 1454. Les revenus d'Angles sont alors de 10 livres tournois environ, ceux de Vergons de 40 livres.

— Prieuré de *Clumanc*, qui, outre l'église Saint-Honorat et ses appartenances, comprend la seigneurie du village de *Saint-Georges de Sergan*.

— Prieuré de Notre-Dame de *Serret de Moriez*.

— Prieuré de Notre-Dame de *Mousteiret*.

— Prieuré de *Saint-Julien du Verdon*.

— Eglise Saint-Jean de *La Fos*.

— Prieuré de *Saint-Jurson*.

— Seigneurie de *Rougon*, près de Castellane, acquise seulement en 1732 par les religieux de Lérins.

Elle consistait en «la haute, moyenne, basse, mère et mixte impère juridiction sur un village de cent-cinquante habitants»; un château seigneurial; une pension féodale de 40 écus d'or au soleil, valant 60 sous tournois; un moulin à blé banal; le droit de

lods; les droits de passage, pulvérage, etc. et un certain nombre de terres dépendant du château [1].

DIOCÈSE DE VENCE

— Monastère de *Saint-Véran,* uni, en 1050, à l'abbaye de Lérins par Pons, son abbé, « afin qu'il ne voie pas diminuer la sainteté qu'il a toujours conservée depuis que Charlemagne, roi des Francs, l'a fondé et doté [2]. »

Le monastère de Saint-Véran, situé à l'embouchure du Var, possédait des biens dans les régions comprises entre le Loup, le Malvans, la Méditerranée et les hauteurs dominant Notre-Dame la Dorée ; il avait la moitié du village de Cagnes et de son terroir.

— Propriétés diverses à *Bezaudun, Bouyon, Coursegoules, Cipières, La Gaude, Codols, Montolive* et *Montgros.*

DIOCÈSE DE BARCELONE

— Monastère de *Saint-Paul de la Mer*, appelé aussi *Saint-Paul Maritime*, avec des terres au comté de Gironne, près dudit Saint-Paul.

DIOCÈSE D'ALBENGA

— Eglise Saint-Laurent de *Varigotti*, dont le service est assuré par des religieux de Saint-Honorat.

— Eglise Saint-Martin de *Prela* ou de *Vasia*, où l'abbaye entretient un ou deux moines, qui doivent envoyer annuellement à Lérins quatre sous melgoriens ou douze livres d'huile.

En 1453, cette église est unie au prieuré de Saint-Michel de Vintimille et, en 1563, cédée aux consuls de Vasia, moyennant

[1] Voir pag. 169.
[2] *Cart.* I, pag. 135.

pension de neuf livres de Gênes.

— Eglise Saint-Michel de *Blez*.

DIOCÈSE DE GÊNES

— Prieuré de Saint-Antoine de *Gênes*, dont la possession est confirmée à plusieurs reprises par les papes et qui est placé, en 1303, sous la protection du Saint-Siège.

En 1302, Guy, évêque de Mariana, dans l'île de Corse, lui donne les églises unies de Saint-Jean de *Salavoix* et de *Saint-Georges*.

Un article des statuts du monastère de Saint-Honorat, de 1453, stipule que le prieuré de Saint-Antoine entretiendra six religieux.

DIOCÈSE DE MARIANA (DANS L'ILE DE CORSE)

— Eglises de Saint-Jean de *Salavoix* et de *Saint-Georges*. (Voir l'art. précédent.)

DIOCÈSE DE VINTIMILLE

— Prieuré de Notre-Dame de Poggio de *Saorge*, donné, en 1092, par les habitants de cette localité. Il comprend : la chapelle Notre-Dame de Poggio et ses dépendances, « ainsi que la rivière de la Bendola jusqu'au pont de Casto, avec la rive de ce cours d'eau jusqu'à son confluent avec la Roya. » Le monastère doit y entretenir des religieux, chargés du service divin.

Les ducs de Savoie accordent à ce prieuré des lettres de sauvegarde, en 1590, 1592, 1626.

— Prieuré de Notre-Dame de *Verx* ou *de Virgis*, situé au terroir de Sospel.

— Principauté de *Sabourg*, aujourd'hui Seborga, à quelques

kilomètres de la mer, entre Perinaldo, San Remo, Bordighera et Vintimille.

L'abbé de Lérins était prince de Sabourg. D'où lui venait ce titre et à quelle époque a-t-il commencé à le porter ? Aucun document ne nous permet de le préciser.

D'après une charte de 954 — dont l'authenticité a été fort discutée depuis deux siècles — le domaine de Sabourg aurait été donné à l'abbaye par Guy, comte de Vintimille [1].

[1] Les arguments invoqués contre l'authenticité de la charte de Guy de Vintimille ont été parfaitement exposés par le Comte Cais de Pierlas (*I Conti di Ventimiglia, il priorato di San-Michele ed il principato di Seborga*, Torino, 1884), et par le chevalier Girolamo Rossi (*Storia della città di Ventimiglia*, Oneglia 1888, et *Il principato de Seborga e la sua Zecca*, dans l'*Archivio Storico italiano*, 1871). Nous résumons les principaux, en ajoutant quelques observations que nous a suggérées l'étude de certains documents que ces auteurs n'ont pas connus.

Il se rencontre, a-t-on dit, dans cette charte, de nombreuses formes de style qui ne se rapportent pas à l'époque à laquelle elle est attribuée. On peut en dire autant de l'écriture. Ce document ne se trouve pas transcrit dans le Cartulaire, et Barralis, qui a étudié avec tant de soin les annales de l'abbaye, n'en parle pas. De plus, faire vivre en même temps les personnages qui y sont nommés, c'est commettre un anachronisme.

A cette charte, qui est conservée aux Archives de l'Etat de Turin et dont les collections historiques des Alpes-Maritimes n'ont qu'une copie de la fin du XVII[e] siècle, pendait jadis — il en est détaché aujourd'hui — un sceau de plomb où l'on s'accorde à reconnaître des traces de fausseté.

Jusqu'en 1757, époque à laquelle le testament de Guy de Vintimille fut déclaré apocryphe par les archivistes de la cour de Turin, il avait toujours été considéré comme authentique par les moines de Lérins eux-mêmes et par les différents tribunaux auxquels il fut présenté.

La Cour des Comptes d'Aix, à la date du 24 février 1532 (Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414) l'enregistra parmi les privilèges de l'abbaye, avec la mention suivante : « .... Instrumento viso beneque palpato, sano ac integro in nullaque sui parte suspecto invento. »

Il existait déjà et était reconnu comme authentique en 1171 ; car nous voyons Etienne, évêque de Vintimille, arbitre d'un procès entre les moines de Saint-Michel et les consuls de cette ville, après avoir examiné la charte qui leur a été présentée, déclarer que les limites de Sabourg sont celles dont il y est fait mention.

Qu'un Guy, comte de Vintimille, ait donné Saint-Michel de Vintimille et Sabourg à l'abbaye de Lérins, il n'y a pas de doute.

La principauté de Sabourg, dont les limites furent perpétuellement contestées par les habitants de Vintimille et de La Colla et où les Génois faisaient de continuelles incursions, était peu importante au point de vue territorial; cependant elle avait une valeur considérable, parce qu'elle conférait aux abbés de Lérins tous les privilèges attachés à la souveraineté. Comme seigneurs de Sabourg, ils donnaient des lettres de grâce et battaient monnaie[1].

De qui tenaient-ils ces droits? Ils ne leur ont été conférés par aucun prince souverain. C'est sans doute en se considérant eux-mêmes comme tels qu'ils établirent à Sabourg un atelier de monnayage. Le premier bail qui nous en ait été conservé date de 1666.

Le roi de France ne souffrait qu'avec peine qu'une telle prérogative appartînt à l'abbé de Lérins. Aussi les religieux ayant eu l'imprudence d'affermer leur atelier à un marchand de Nîmes appartenant à la R. P. R., Louis XIV en profita-t-il pour en ordonner la fermeture et pour casser le bail (1686).

Dépossédés du droit de battre monnaie, les moines de Saint-Honorat ne pouvaient avoir aucun intérêt à conserver Sabourg; après de longs pourparlers, ils vendirent la principauté au duc de Savoie, moyennant 142.000 livres (1729).

— Prieuré de Saint-Michel de *Vintimille*, qui, comme Sabourg, a été donné à l'abbaye de Lérins par le comte Guy, lequel avait élu sépulture dans la chapelle dudit prieuré.

DIOCÈSE DE VITERBE

— Eglise Saint-Sylvestre de *Civita Vecchia*, dont un inventaire

[1] Sur le monnayage de Sabourg on peut consulter particulièrement, outre les ouvrages précités de MM. Cais de Pierlas et Rossi : *Mémoire sur la principauté de Sabourg*, dans le *Congrès scientif. de France*, trente-troisième session, par Gallois-Montbrun ; — *Numismatique du moyen âge et moderne*, par A. Blanchet ; — *La fin du monnayage de Sabourg*, par Maurice Raimbault, Paris 1898, etc.

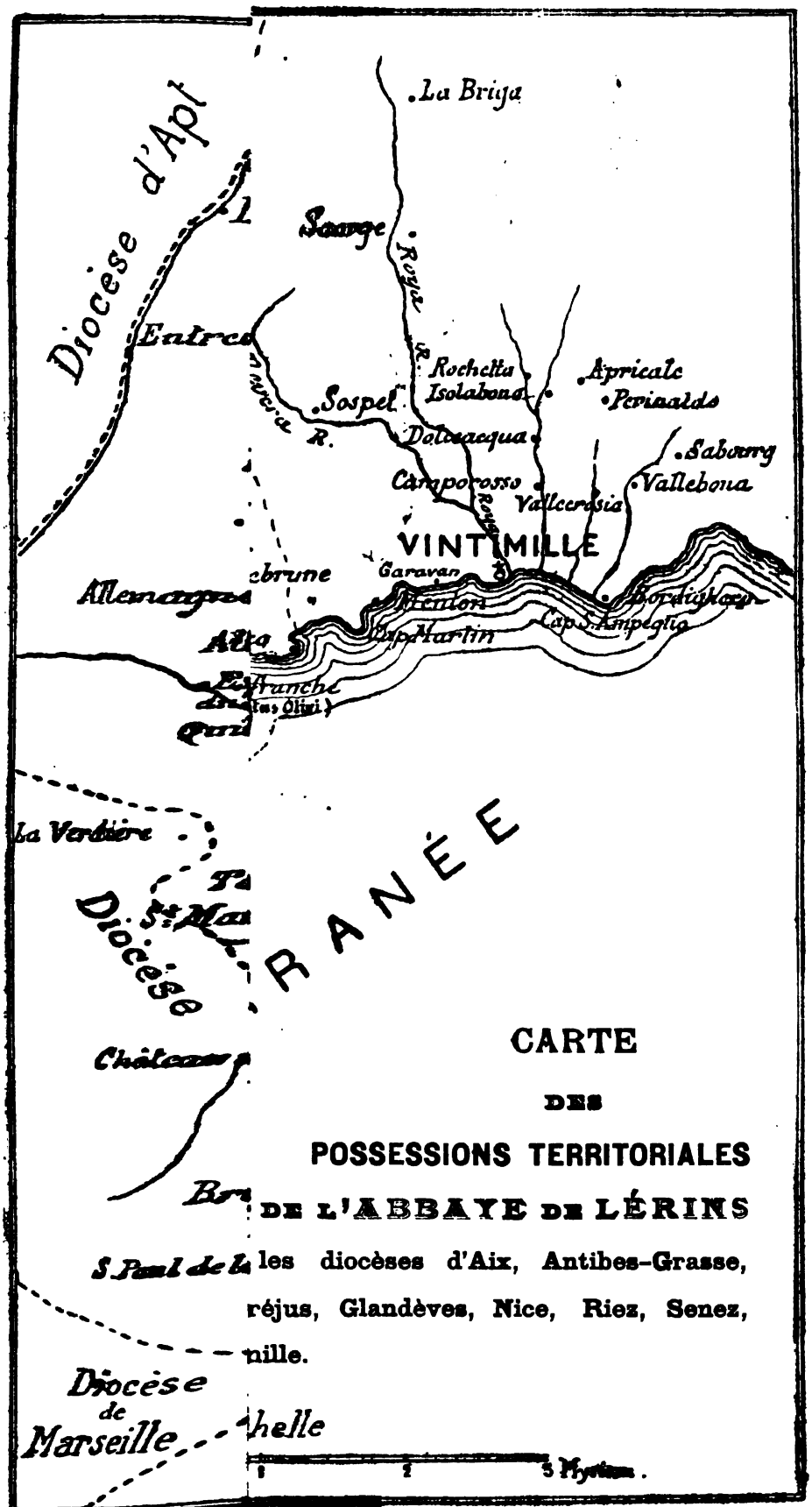
des biens rédigé au XI[e] siècle, nous a été conservé par le Cartulaire [1].

DIOCÈSE DE SASSARI, DANS L'ILE DE SARDAIGNE

— Eglise de la *Sainte-Trinité au Cap de Foi*, ou de *Saccargia*, située sur le territoire de Codrongianos [2].

[1] *Cart.* I, pag. 323.

[2] Renseignement fourni par M. le préfet de Sassari.



CARTE

DES

POSSESSIONS TERRITORIALES

DE L'ABBAYE DE LÉRINS

les diocèses d'Aix, Antibes-Grasse,
réjus, Glandèves, Nice, Riez, Senez,
nille.

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE LÉRINS

(DEUXIÈME PARTIE)

BULLES ET LETTRES PATENTES

RELATIVES AUX PRIVILÈGES DE L'ABBAYE [1]

I

BULLE DU PAPE ADRIEN IV, QUI MET LE MONASTÈRE DE SAINT-HONORAT SOUS LA PROTECTION DES CONSULS DE GRASSE [2].

13 Juin 1158

Adrianus, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universo populo in castro Grassæ commorantibus salutem et apostolicam benedictionem. Cum, ex injuncto nobis apostolatus officio universorum Christi fidelium utilitati intendere debeamus, illos tamen oportet nos speciali quadam prerogativa diligere et de eorum quiete ac pace propencius cogitare, qui et religione et honestate sunt prediti et ad jus sacrosanctæ romanæ ecclesiæ noscuntur specialiter pertinere. Hujus igitur rationis intuitu provocati, dilectos filios nostros religiosos, videlicet fratres

[1] Voir plus loin les privilèges relatifs aux différents prieurés.

[2] Arch. des Alpes-Marit., H. 12.— Copie.

Lerinensis monasterii et possessiones ac bona eorum devotioni vestræ attentius commendamus, rogantes plurimum et in peccatorum vestrorum vobis veniam injungentes, ut eos pietatis intuitu et pro beati Petri ac nostra reverentia diligatis, manuteneatis et eis studeatis modis omnibus suam justiciam conservare; si vero Sarraceni, christiani nominis inimici, aut perfidi Christiani monasterium sive aliquod castellum ipsorum invadere forte presumpserint, eis viriliter assistatis et tam consilium quam auxilium, quibuscumque modis poteritis, impendite. Datum Sutrii, idibus junii.

II

BULLE DU PAPE HONORIUS III, CONFIRMANT A L'ABBAYE TOUS LES PRIVILÈGES ACCORDÉS PAR SES PRÉDÉCESSEURS ET SPÉCIALEMENT L'UNION DE MOUGINS A LA MENSE CONVENTUELLE [1].

6 Juin 1225

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui Lyrinensi salutem et apostolicam benedictionem. Sacrosancta romana ecclesia devotos et humiles filios ex assuete pietatis officio propensius diligere consuevit, et, ne pravorum hominum molestiis agitentur, eos, tamquam pia mater, sue protectionis munimine confovere. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis precibus inclinati, personas vestras et locum in quo divino estis obsequio mancipati, cum omnibus bonis que impresentiarum rationabiliter possidetis aut in futurum, prestante Domino, justis modis poteritis adipisci, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus. Specialiter autem census, obventiones et redditus castri de Mogis, que ad communem mensam vestram de

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 12. — Copie.

jure asseritis pertinere, ac alia bona vestra, sicut ea omnia juste, canonice ac pacifice possidetis, vobis auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis et confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Tiburtii, VIII idus junii, pontificatus nostri anno nono.

III

BULLE DU PAPE INNOCENT IV, ACCORDANT QUARANTE JOURS D'INDULGENCES A TOUS LES FIDÈLES CONFESSÉS ET PÉNITENTS QUI VISITERONT LE MONASTÈRE DE LÉRINS, LE JOUR DE LA FÊTE DE SAINT HONORAT [1].

7 Mai 1246

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii Lirinensis, ad romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Grassensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Deus, de cujus munere venit ut sibi et suis fidelibus digne ac laudabiliter serviatur de abundantia pietatis sue, que merita supplicum excedit, et vota bene servientibus multo majora retribuat quam valeant promereri, nichilominus tamen desiderantes reddere Domino populum acceptabilem, fideles Christi ad complacendum ei quibusdam illectivis muneribus, indulgentiis scilicet et remissionibus invitamus, ut exinde reddantur divine gratie aptiores. Cupientes igitur ut ecclesia vestra congruis honoribus frequentetur, omnibus vere

[1] Arch. des Alpes-Marit. H. 13. — Copie.

penitentibus et confessis qui ecclesiam ipsam annuatim in festo sancti Honorati, cujus corpus in eadem ecclesia, ut asseritis, requiescit, venerabiliter visitarint, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum, ejus auctoritate confisi, quadraginta dies de injuncta sibi penitentia misericorditer relaxamus. Datum Lugduni, nonis maii, pontificatus nostri anno tertio.

IV

BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV, CONFIRMANT TOUTES LES POSSESSIONS DE L'ABBAYE [1].

1259

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis abbati monasterii Lerinensis ejusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis, ad perpetuam memoriam. Quotiens illud a nobis petitur quod religioni et honestati convenire dinoscitur animo nos decet libenti concedere et petitioni desideriis congruum suffragium impertiri. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et monasterium Lirinense, quod specialiter beati Petri juris existit, in quo divino mancipati cultui estis, nos, ad instar felicis recordationis Innocentii tercii pape, predecessoris nostri, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus.

In primis siquidem, statuentes ut ordo monasticus, qui secundum Deum et beati Benedicti regulam in eodem loco institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus observetur. Preterea, quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium in presentiarum juste et canonice possidet aut in futurum,

[1] Arch. des Alpes-Marit. H. 14. — Copie.

concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis :

Locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinentiis suis, Lirinensem et Beatæ Margaritæ insulas, cum capellis et ecclesiis inibi constitutis et omnibus pertinentiis eorumdem ;

In dyocesi Grassensi, castrum quod dicitur de Valle Aurea, cum ecclesia ejusdem castri et omnibus pertinenciis suis ; castrum quod vulgariter nuncupatur Canois et ecclesiam Sanctæ Mariæ ejusdem castri, cum omnibus pertinentiis eorumdem ; castrum vulgariter nuncupatum Arlucum et ejusdem castri ecclesias, cum omnibus pertinenciis eorumdem ; castrum quod nominatur Mogins et Sancti Jacobi, Sanctæ Mariæ et Sancti Martini ejusdem castri ecclesias, cum omnibus pertinentiis eorumdem ; de Rocheta et de Pecumas castra, cum omnibus pertinentiis eorumdem ; Sancti Michaelis de Antipoli, Sancti Honorati, Sanctæ Margaritæ Grassensis, Sanctæ Mariæ et Sancti Martini Vallis Aureæ, Sancti Maximi de Revestis, Sancti Petri de Rochaforti, Sancti Ambrosii de Gordono et Sancti Florentii de Canalis ecclesias, cum suis vineis, possessionibus et omnibus pertinenciis eorumdem ;

In dyocesi Forojuliensi, castrum de Almis et ecclesiam ejusdem castri, cum omnibus pertinentiis eorumdem; castrum quod dicitur Speluca et ecclesias ejusdem castri, cum omnibus pertinentiis eorumdem ; Sanctæ Mariæ et Sancti Petri de Avinioneto, Sanctæ Mariæ, Sancti Honorati, Sancti Martini et Sancti Donati de Caliano, Sancti Michaelis de Cavarosa, Sancti Pauli de Galinagrassa, Sancti Stephani de Bargemono, Sancti Michaelis de Favars, Sanctæ Mariæ de Gratamonia, Sanctæ Mariæ de Clars, Sanctæ Mariæ de Valle Aurieta et Sancti Bartholomei de Lorgis ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis eorumdem; ecclesiam Sancti Elygii de Sclapone, cum ecclesiis dependentibus ab eadem et omnibus pertinentiis earumdem ;

In dyocesi Aquensi, Sancti Stephani de Cuniculo, Sancti Martini prope Verdaria et Sancti Petri, sitas in territorio castri de Lambesco, ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ;

In dyocesi Arelatensi, ecclesiam de Saujano, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Avinionensi, ecclesiam Sancti Honorati de Castro Rainardo, cum omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Barchinonensi, ecclesiam Sancti Pauli de Maritima, cum omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Claromontensi, ecclesiam de Veteri Spessa, cum omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Regensi, castrum de Albiosc, cum ecclesiis ejusdem castri et omnibus pertinentiis eorumdem ; Sanctæ Mariæ et Sancti Michaelis de Monsteriis, Sanctæ Mariæ de Regia, Sancti Saturnini, Sancti Cyriaci ecclesias, cum omnibus pertinentiis earumdem ; Sancti Petri, Sanctæ Mariæ, Sancti Martini, Sanctæ Mariæ de Romulis et Sancti Vincentii de Spareto ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ; ecclesiam Sanctæ Marie de Artinosc, cum ecclesiis deppendentibus ab eadem et omnibus pertinentiis earumdem ; de Chinsono et de Braug ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ;

In dyocesi Vapicensi, Sancti Mametis et Sanctæ Mariæ de Fontevinoso ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Diniensi, castrum Sancti Georgii et ecclesiam ejusdem castri, cum omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Senensi, Sancti Honorati de Clumanco et Sancti Julianeti castra et eorumdem castrorum ecclesias, cum omnibus pertinentiis suis ; Sanctæ Mariæ de Sarretto, Sanctæ Mariæ de Anglis, Sanctæ Mariæ et Sancti Ferreoli de Vergone et Sancti Johannis de la Fos ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et aliis omnibus pertinentiis earumdem;

In dyocesi Glandatensi, Sancti Martini, Sanctæ Marie, Sancti Martini de Pugetto, Sancti Honorati de Ripis, Sanctæ Mariæ, Sancti Petri, Sancti Saturnini de Brianzono, Sancti Martini, Sanctæ Mariæ de Ferris ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ; reditus quos habetis in castro quod vocatur Pogetum ;

In dyocesi Niciensi, Sanctæ Mariæ et Sancti Johannis de Vilario, Sancti Martini de Bayrols, Sanctæ Mariæ de Therio et Sanctæ Mariæ de Thueto ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ;

In dyocesi Vigintimiliensi, castrum de Sepulcro, cum omnibus pertinentiis suis ; Sancti Michaelis Vigintimiliensis, Sanctæ Mariæ de Saurgio, Sanctæ Mariæ de Vers, Sancti Martini de Carnolesis ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ;

In dyocesi Albiganensi, ecclesiam Sancti Martini de Petralata, cum omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Januensi, ecclesiam Sancti Antonii, cum omnibus pertinentiis suis ;

In dyocesi Viterbiensi, Sanctæ Mariæ de Sylva et Sancti Sylvestri de Civitate-Vetula ecclesias, cum terris, vineis, possessionibus et omnibus pertinentiis earumdem ;

In dyocesi Ajecensi, ecclesiam Sanctæ Trinitatis de Capitefidis, cum omnibus pertinentiis suis, cum terris, pratis, vineis, nemoribus, usuagiis et pascuis in bosco et plano, molendinis, in viis et semitis et omnibus aliis libertatibus, immunitatibus suis. . . . .

. . . . . .

Statuimus insuper ut monasterium vestrum nulli nisi Romanæ Ecclesiæ subjectum existat, neque ad cujuslibet, nisi Romani Pontificis ordinationem vel dispositionem pertineat. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare aut etiam ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare.

. . . . . .

Si quæ igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona, hanc constitutionis nostræ paginam sciens, contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione corexerit, potestatis, honoris sui careat dignitate, reumque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguini Dei et Domini, redemptoris nostri, Jesu Christi, aliena fiat atque in extremo examine districtæ subjaceat ultioni.

Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi quatinus at hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis muniant. Amen, amen, amen.

Datum Romæ, anno incarnationis Domini milesimo ducentesimo quinquagesimo nono, pontificatus vero domini Alexandri quarti anno quinto.

V

BULLE DU PAPE GRÉGOIRE XI, CONFIRMANT LES PRIVILÈGES DE L'ABBAYE, QU'IL DÉCLARE EXEMPTE DE LA JURIDICTION DE L'ÉVÊQUE DE GRASSE, DU MÉTROPOLITAIN ET AUTRES, ET DÉFENDANT DE RIEN ENTREPRENDRE CONTRE LADITE ABBAYE, SOUMISE IMMÉDIATEMENT AU SAINT-SIÈGE[1].

20 Octobre 1377

. . . . . .

Gregorius, episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Justis petencium desideriis libenter annuimus illaque favore prosequimur oportuno. Olim siquidem felicis recordacionis Urbanus papa quintus, predecessor noster, certis ex causis, monasterium Sancti Honorati Lerinensis, ordinis sancti Benedicti,

[1] Arch. des Alpes-Marit. H. 16. — *Vidimus.*

Grassensis diocesis, cum omnibus prioratibus, membris, domibus, grangiis et aliis juribus et pertinenciis suis, necnon abbatem ipsius monasterii qui tunc erat et esset pro tempore, ac dilectos filios monachos et personam eorumdem monasterii et membrorum, motu suo proprio, auctoritate apostolica, ex certa sciencia a superioritate, potestate et jurisdictione, obediencia et correctione episcopi Grassensis existentis pro tempore, cui monasterium ipsum ordinario jure subesse dicebatur, exemit et totaliter liberavit, ipsosque monasterio Sancti Victoris Massiliensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinenti, dicti ordinis ejusque observancie regulari, tam in habitu quam ceremoniis, statutis et consuetudinibus, moribus et disciplinis, necnon abbati ipsius monasterii Sancti Victoris qui esset pro tempore, ejusque potestati, jurisdictioni, obediencie et correccioni in perpetuum subjecit, et nonnulla alia super hiis statuit et eciam ordinavit, et subsequenter dilectum filium prepositum ecclesie Nemausensis, et nonnullos alios ejus in hac parte collegas eisdem abbati et conventui ejusdem monasterii Sancti Victoris super subjeccione hujusmodi executores deputavit. Et deinde, pro parte dilecti filii Johannis, abbatis monasterii Sancti Honorati predicti, eidem predecessori exposito quod monasterium ipsum Sancti Honorati erat ab omni ordinaria jurisdictione prorsus exemptum et dicte Sedi Apostolice nullo medio subjectum, et quod, licet propterea subjectio hujusmodi eidem monasterio Sancti Victoris, ut premictitur, facta et alia inde secuta, que in Apostolice Sedis et monasterii Sancti Honorati predictorum juris derogationem ac prejudicium non modicum et gravamen redundabant juribus non subsisterent; tamen idem prepositus, pretextu commissionis hujusmodi, ut prefertur, sibi facte, solus in hujusmodi subjeccionis execucionis procedens negotio, contra dictum Johannem abbatem et ejus successores abbates dicti monasterii Sancti Honorati, qui essent pro tempore, non nullos processus excommunicacionis, suspensionis et interdicti sentencias continentes fecerat, quamvis de facto bone memorie Petrus, tituli Sancti Laurencii in

Damaso presbyter cardinalis, tunc abbas monasterii Sancti Petri Montis Majoris, dicti ordinis, Arelatensis diocesis, de speciali mandato dicti predecessoris facto sibi super hoc oraculo votis abbati et conventui monasterii Sancti Victoris ac preposito predictis, auctoritate apostolica precipiendo mandavit, ut eosdem Johannem et successores suos abbates et conventum monasterii Sancti Honorati ac monasterium ipsum et singulares personas ipsius nullathenus molestantes, eos premicterent libere in statu pristino, in eo videlicet in quo erant ante præfatam subjectionem per eundem predecessorem, ut premicittur, factam, libere remanere, ac dictos processus per dictum prepositum, ut prefertur, factos effectu carere decrevit, et nihilominus eosdem Johannem et successores suos abbates et conventum prædictos dicti monasterii Sancti Honorati ab hujusmodi excommunicacionis, suspensionis et interdicti sentenciis, si quas forsan occasione processuum hujusmodi incurrerant, eadem auctoritate absolvit ad cauthelam. Postmodum vero, dicto predecessore, sicut Deo placuit, sublato de medio, nos, divina favente gracia, ad apicem summi apostolatus assumpti que per dictum cardinalem, tunc abbatem, ut premictitur, rite facta erant rata habentes et grata, ea auctoritate apostolica ratificamus et approbamus et nichilominus subjeccionem prefatam per dictum predecessorem, ut premictitur, factam, et quecumque inde secuta cassavimus et annulavimus ac, prout erant, cassa et irrita nunciavimus ac nullius esse decrevimus roboris vel momenti, prout in diversis ipsorum predecessoris et cardinalis, tunc abbatis, ac nostris exinde confectis litteris plenius continetur. Nuper vero, pro parte dilecti filii Johannis abbatis et conventus dicti monasterii Sancti Honorati fuit nobis expositum quod, licet ipsi cum omnibus prioratibus et membris predictis, a tanto tempore quod de contrario memoria hominum non existit, privilegio et exempcionis usi fuerint, prout utuntur, tamen de privilegio et exempcione hujusmodi aliter docere vel fidem facere nequeunt quoquomodo; quare, pro parte dictorum abbatis et conventus ipsius monasterii Sancti Honorati

fuit nobis humiliter supplicatum ut, ne per hoc prefate nostre littere super ratificacione et approbacione necnon cassacione et irritatione hujusmodi confecte subreptitie valeant reputari ad cauthelam, prefatum monasterium Sancti Honorati de novo eximere auctoritate apostolica dignaremur. Nos igitur, actendentes quod in dicto monasterio multorum sanctorum corpora venerabiliter requiescunt, et ob hoc volentes ipsum monasterium speciali privilegio decorare, carissime in Christo filie nostre Johanne, regine Sicilie illustris, nobis super hoc humiliter supplicantis ac hujusmodi dictorum abbatis ei conventus supplicacionibus inclinati, monasterium ipsum, cum omnibus prioratibus, membris, domibus, grangiis et aliis juribus et pertinenciis suis, necnon abbatem ipsius monasterii, qui est et erit pro tempore, ac dilectos filios monachos et personas monasterii et membrorum predictorum ab ipsius episcopi necnon archiepiscopi Ebredunensis loci metropolitani, qui est pro tempore, et aliorum quorumcumque metropolitanorum ac locorum ordinariorum, necnon ordinariorum judicum dominio, potestate ac jurisdictione de novo et ad cauthelam auctoritate apostolica eximimus et totaliter liberamus. Districtius inhibentes episcopo et archiepiscopo et aliis ordinariis supradictis ne in abbatem et conventum ac monachos et personas predictos jurisdictionem aliquam exercere presumant, ac decernentes monasterium, prioratus et membra predicta nobis et Ecclesie Romane fore immediate subjecta; personas vero in monasterio prioratibus et membris predictis degentes pro tempore eo modo ab hujusmodi jurisdiccione, dominio et potestate episcopi et archiepiscopi ac ordinariorum predictorum eciam exemptas esse volumus; ita quod isdem episcopus et archiepiscopus et alii ordinarii in personas ipsas, racione delicti, in monasterio, prioratibus ac membris predictis consistat jurisdiccionem aliquam exercere non presumant, neque ordinarii predicti, pretextu domicilii, si persone ipse ubi delinquerent vel contraxerint res ipsa consisteret conveniantur remictendi ipsas illuc vel ipsis et illuc respondeant, injungendi aliquam habeant potestatem,

salvis tamen aliis casibus in quibus episcoporum jurisdiccionem subesse personas hujusmodi exemptionis privilegiis gaudentes canonica precipiunt instituta. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre exemptionis, liberacionis, inhibicionis, constitucionis et voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum in Portuolivi, Niciensis diocesis, VII° idus octobris, pontificatus nostri anno sexto.

VI

BULLE DU PAPE INNOCENT IV, DONNANT POUVOIR A L'ABBÉ DE LÉRINS DE CORRIGER SES SUJETS AU MOYEN DE CENSURES ECCLÉSIASTIQUES, NONOBSTANT TOUT PRIVILÈGE CONTRAIRE [1].

Janvier 1252

In nomine Domini, amen. Universis et singulis presentes literas seu presens publicum instrumentum, exemplum seu vidimus vulgariter nuncupatum inspecturis et audituris elucescat quod nobis Fulconi Durandi, in decretis bacallario, sacriste in spiritualibus et temporalibus, vicario ac officiali Grassensi, eciam tanquam obtentice persone ac subconservatoris et vicepresidentis privilegiorum et libertatum instantium infrascriptorum, die date presencium, pro parte reverendi in Christo patris et domini domini Andree, miseratione divina venerabilis cenobii Sancti Honorati, sacre insule Lirinensis abbatis et venerabilis conventus, cenobii seu monasterii prefati expositum extitit, dictos dominos abbatem et conventum in eorum monasterio jam dicto habere

[1] Arch. des Alpes-Marit. H. 19. — *Vidimus.*

quasdam bullas apostolicas debitis solempnitatibus, suffultasque plurimas, diversas et varias libertates, immunitates, privilegia et jura ipsius monasterii concernentes, et in se continentes, prout cuicumque intuenti eas ignotescit, infra insertas et descriptas, ubi lacius cum eorum toto effectu videri et occulata fide conspici possunt. Que quidem bulle seu littere apostolice, in archivis ipsius monasterii diversis clavibus recondite et stare solite, sine magna difficultate haberi et de dictis archivis extrahi nequeunt; quinymo eciam, dum extrahuntur seu extracte fuerint, propter casus fortuitos sepe inevitabiles que contingere soleat, tum propter maris inundantis sepe ex rabiis ventorum pericula, tum propter piratas aut aliorum patrie huic vel christiano nomini inimicorum fustes, tum incursu furium, tum neclectu portitorum, tum eciam aliorum quorumcumque casuum fortuitorum vel non fortuitorum de amissione, laceratione, destructione seu totali perdictione bullarum seu litterarum apostolicarum ipsarum verisimiliter hesitatur. Quibus inspectis et in acie mentis revolutis, firmius instantissime requisiti ut, nobis auctorizante, de predictis bullis et litteris apostolicis unum exemplum seu vidimus, in debita jurium forma et omnium aliorum requisitorum debite comunitum, cui valeat ubicumque locorum fides indubia adhiberi, fieri concederemus et in premissis de remedio codecenti provideremus. Nos autem, requisitione, expositione prefatis auditis et intellectis et tanquam juri et rationi consone benigne admissis, attendentesque exigentibus frequentibus necessitatum articulis provida — utriusque juris sanxione decretum extitit transsumptum, ab originalibus sumptum et auctentico munimine roboratum fidem facit indubiam in agendis ; — notum facimus per presentes quod nos vidimus, tenuimus, legimus et diligenter inspeximus quasdam litteras apostolicas Sanctissimi in Christo Patris et domini nostri domini Innocencii pape quarti, ejus vera bulla plumbea cum cordula canapis more romane curie bullatas, sanas et integras, non viciatas, non cancellatas, non abrasas nec in aliqua sui parte suspectas, sed omni prorsus vicio et suspitione carentes, ut prima facie apparebat.

Quas quidem litteras apostolicas, ad requisitionis instanciam predictam, in curia episcopali predicta, more majorum, ad jura reddenda, hora consueta, pro tribunali sedentes, transcribi et in publicam formam redigi fecimus, atque mandavimus per discretum virum magistrum Jacobum Johannis, dicte nostre curie episcopalis et coram nobis scribam infrascriptum, volentes ac decernentes quod transsumpto seu vidimus tantam fidem faciat ubilibet quam originales littere infrascripte, videlicet in judicio et extra, facere possent; quas quidem transsumpto seu vidimus nostre et dicte episcopalis curie auctoritatis judicarie consensum interposuimus et interponimus pariter et decretum. Quarum quidem litterarum apostolicarum tenor sequitur et est talis :

Innocencius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio abbati monasterii Sancti Honorati de insula Lirinensi, ordinis Sancti Benedicti, ad Romanam Ecclesiam, ut dicitur, nullo medio pertinentis, salutem et apostolicam benedictionem. Ne occasione vel causa quacumque subditorum tuorum excessus remaneant incorrecti, libenter tibi ad hoc opem et auxilium impartimur. Tuis itaque precibus inclinati, ut in prioratibus et aliis locis tibi subjectis libere exequi debitum officii tui possis, liberam tibi, auctoritate presencium, concedimus facultatem, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo, non obstantibus aliquibus indulgenciis quibuscumque ab Apostolica Sede concessis, quod excomunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras dicte Sedis, non facientes plenam et expressam de indulgenciis mentionem aut quavis alia indulgencia cujuscumque tenoris existat, cuicumque concessa, per quam non expressam de verbo ad verbum presentibus impediri valeat vel differri. Datum Perusii, XI kalendas februarii, pontificatus nostri anno nono.

In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium has nostras litteras testimoniales, seu presens publicum instrumentum, exemplum seu vidimus vulgariter nuncupatum, in publicam formam redactum, per discretum virum magis-

trum Jacobum Johannis, notarium dicte nostre curie episcopalis, et coram nobis scribam infrascriptum, publicari et per discretos viros magistros Petrum Turlatoris, notarium apostolicum, et Gaspardum Johannis, notarium apostolicum, et vicescribam dicte nostre curie infrascriptum, sigilloque dicte nostre curie episcopalis jussimus et fecimus impendenti debite comuniri. Datum et actum Grasse, in curia episcopali predicta, nobis inibi sedentibus pro tribunali, sub anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo [primo] et die septima mensis decembris, indictione pontificatus Sanctissimi in Christo Patris et domini Nicholay, divina providentia pape quinti, anno quarto, presentibus ibidem venerabilibus et discretis viris dominis Petro Jusberti, bacallario in legibus, Johanne Salvanhi, presbytero dicte ecclesie, Ieronimo Aynesii et Laurencio Colobrerie, de Grassa, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

VII

BULLE DU PAPE SIXTE-QUINT ADRESSÉE AUX ÉVÊQUES DE VINTIMILLE, DE NICE ET DE GLANDÈVES OU A LEURS VICAIRES, POUR LEUR DONNER POUVOIR D'EXCOMMUNIER TOUS LES DÉTENTEURS DES BIENS DU MONASTÈRE [1].

26 Octobre 1586

Sixtus, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Vintimiliensi et Niciensi ac Glandatensi episcopis, seu dilectis filiis eorum vicariis in spiritualibus, salutem et apostolicam benedictionem. Significarunt nobis dilecti filii abbas et conventus monasterii Sancti Honorati, sacre insule nuncupati Lirinensis,

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 67. — Original.

ordinis Sancti Benedicti, congregationis Cassinensis alias Sancte Justine de Padua, quod nonnulli iniquitatis filii, quos prorsus ignorant, census, terras, domos, possessiones, bona mobilia et immobilia, decimas, primicias, ornamenta et paramenta ecclesiastica, res, pensiones annuas, scripturas et jura magni momenti ad dictum monasterium spectantia subtraxerunt et temere occuparunt, eaque malitiose occultare et occulte et indebite detinere presumpserunt et presumunt, in animarum suarum periculum et dicti monasterii mon modicum detrimentum ; super quo iidem significantes, Apostolice Sedis remedium implorarunt. Quocirca per apostolica scripta mandamus, quatenus vos quilibet vestrum, videlicet in suis civitate et diocesi, si, causa diligenter et magna maturitate per vos examinata, pro rei, loci, temporis et personarum qualitatibus vobis pro vestra consciencia videbitur experire, omnes hujusmodi bonorum detentores et illorum celatores aut alias scientiam habentes occultos, ex parte vestra, publice in ecclesiis, coram populo, per vos vel alium seu alios moneatis, ut infra competentem terminum quem eis prefixeritis, ea dicto monasterio a se debita detentores quidem et occupatores restituant, occultatores vero ac illa scientes revelent. Et si ratione adimpleverint infra alium competetem terminum quem eis ad hoc duxeritis peremptorie prefigendum, ex tunc in eo generalem excommunicationis sententiam proferatis eamque faciatis ubi, quando et quoties expedire videritis. Volumus autem quod ex revelatione hujusmodi, si eam fieri contingat, non poterit, nisi pro civili interesse, et civiliter tamen agi, et aliter revelatio ipsa neque in judicio necque extra judicium fidem faciat. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno incarnationis dominice millesimo quingentesimo octuagesimo sexto, quarto kalendas novembris, pontificatus nostri anno secundo.

VIII

LETTRES PATENTES D'ALPHONSE Ier, COMTE DE PROVENCE, QUI PREND SOUS SA PROTECTION LES POSSESSIONS DE L'ABBAYE [1].

1168

Pateat cunctis fidelibus christianis, tam presentibus quam futuris, quod ego Ildefonsus, Dei gratia rex Aragonensis, comes Barchinonie, dux Provincie, sicuti felicis memorie pater meus Raimundus Berengarii, comes Barchinonensis et noster consanguineus inclite memorie Raimundus Berengarii, comes Provincie, respectu caritatis et misericordie et suorum peccatorum remissione, ita et ego predictus Ildefonsus rex, eodem respectu, monasterium Lerinense, cum suis apendiciis, et precipue Castellum Franc, accipio in fide et fidelitate et custodia de omnibus nostris benevolentibus et amicis, nunc et in perpetuum. Porro qui sua malitia prescriptum monasterium et ea quæ ad ipsum pertinent infestare et oprimere voluerit mihi omnino placere non poterit. Et, ut hoc donum ratum et firmum permaneat, Guillelmo de Sancto Albano, illustrissimo viro ac magnifico precipiendo precipio, et sub ejus tuitione et deffensione partem Provinciæ comisi, ut prefatum monasterium et omnia sibi pertinentia in mea persona deffendere et manu tenere omnibus modis studeat. Hec laudatio facta est anno ab incarnatione Domini M° C° LX° VIII°. Signum Ildefonsi regis ; signum Petri, Ausonensis episcopi; signum Hugonis, Taragonensis ecclesie archiepiscopi ; signum Guillelmi Sancti Albani.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 23. — Copie.

IX

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER III, COMTE DE PROVENCE, QUI CONFIRME TOUTES LES DONATIONS FAITES AU MONASTÈRE PAR SES PRÉDÉCESSEURS [1].

6 Avril 1178

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Ego Raymundus Berengarii, gracia Dei comes et marchio Provincie, laudo, dono, cedo atque confirmo Domino Deo et Beate Marie et Sancto Honorato de Lirino et Augerio abbati et omnibus ibi Deo servientibus, quicquid pater meus et predecessores mei et consanguineus meus, rex Aragonum, frater meus, eidem monasterio concesserunt atque donaverunt, specialiter Castrum Franc, cum pertinenciis suis, Mogins cum pertinenciis suis, Rocafort, cum pertinenciis suis, Vallauria et Revest, cum pertinenciis suis, Arluc, cum pertinenciis suis, Pegomaz, cum pertinenciis suis, — in quo scilicet Pegomaz retinuit rex albergum tantum, — laudo et quicquid haberet et possideret quoquo titulo jure acquisitum infra comitatum meum, et in futurum jure acquirere potuerunt, salvo jure meo. Item laudo atque dono omnes justicias Deo et predicto monasterio, quod bajulus meus aliquis nullam vim facere possit, sive in exigendis albergiis, sive occasione donacionis, sive in justiciis faciendis, excepta justicia sanguinis. Et hec omnia suprascripta ab omni homine me deffensurum promicto. Signum Raymundi Berengarii, comitis et marchionis Provincie †. Actum hoc anno millesimo CLXXVIII, ab incarnacione Domini nonis aprilis, feria quinta ante Pasca; testibus coram positis Fulcone, episcopo Antipolis, Guillelmo Ray-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 22. — Copie. — Cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414, « Liber privilegiorum monasterii Sancti Honorati insule Lirinensis », copie sur parchemin faite en 1508 à la Chambre des comptes de Provence.

mundi Gantelmi Blacassii, Petro Audeberti, Guillelmo Dodonis, curialibus atque consulibus Grasse, Petro Gasc Barreira, Raymundo Gaiol, Gaucerando Rothlan, et ceteris probis hominibus Guillelmo Long, Berengario, Fulcone, ejus filio, Scoffario Alalnedi, Petro Guillelmi, Raymundo Scirp, Fulcone Bonifilii, Olivario de Geleta, Raymundo Ray, Raymundo, priore Lirinensi, Raymundo de Andao, monacho, Johanne monacho, qui hoc scripsit.

X

LETTRES PATENTES D'ALPHONSE II, COMTE DE PROVENCE, CONFIRMANT LES POSSESSIONS DE L'ABBAYE [1].

Mars 1184

Anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo octuagesimo quarto, in ipsius Christi nomine, ego Ildefonsus, Dei gratia rex Aragonensis, comes Barchinone et marchio Provincie, laudo, dono atque confirmo Domino Deo et Beate Marie atque Sancto Honorato de Lyrino et Aldeberto, abbati Lyrinensi, et omnibus ibi Deo servientibus, presentibus ac secuturis, ob remedium anime mee atque parentum meorum, quicquid immunitatis et liberalitatis eidem monasterio contulerunt pater meus, vel consanguineus, meus, vel frater meus Raimundus Berengarii aut predecessores mei. Et laudo atque dono, sicut ab ipsis et predecessoribus meis laudatum est et donatum ipsi monasterio, quicquid infra terram meam rationabiliter adquirere poterint, salvo jure meo, vel in presenti possident quoquo titulo, jure adquisitum, specialiter Castrum Franc, cum pertinentiis suis, Mogis, cum pertinentiis suis, Rochafort, cum pertinentiis suis, Vallauria et Revest, cum perti-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 23. — Original. — Cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414.

nentiis suis, Arluc, cum pertinentiis suis, Pegomaz, cum pertinentiis suis, in quo scilicet Pegomaz albergum michi retineo. Et monasterium atque predicta omnia in custodia et securitate mea suscipio, et libera atque immunia esse decerno ab omni exactione et vexatione alicujus persone, ut nullus ibi aliquam vim facere possit, sive in exigendis albergis, sive occasione donationis, sive in justiciis faciendis, exceptis illis quas monachis aut aliis viris religiosis facere non licet. Et hec omnia suprascripta ab omni homine me defensurum promitto. Ego autem Aldebertus, abbas Lyrinensis, cum consilio fratrum meorum, promitto quod pro rege domino et parentibus ipsius in monasterio Lyrinensi cotidie missa specialis celebrabitur. Et sciendum quod ego Ildefonsus rex a bonis monasterii, pro hoc dono, quingentos solidos suscepi. Signum Ildefonsi, regis Aragonensis, comitis Barchinone et marchionis Provincie. Testes hujus facti sunt Rogerius Bernardi, comes Fuxi; Guillelmus Raymundus Gantelmi; Marchisius et alii plures. Monachi vero his interfuerunt Guillelmus de Solario, Aldebertus de Castro Raynard, Raymundus de Clarmont, Bermundus Guillelmus Porcelli, Guillelmus Richard, Joannes. Facta est hujus donationis et laudationis carta apud civitatem Aquis, data per manum Poncii de Osor, clerici domini regis Aragonensis, in mense marcio, anno quo supra.

XI

LETTRES PATENTES D'ALPHONSE II, COMTE DE PROVENCE, QUI CONFIRME TOUTES LES DONATIONS FAITES A L'ABBAYE PAR SES PRÉDÉCESSEURS [1].

Septembre 1193

Anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo tertio, mense septembris. Notum sit cunctis presentibus atque fu-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 23. — Copie. — Cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414.

turis quod ego Ildefonsus, Dei gratia rex Aragonensis, comes Barchinonie et marchio Provincie, ob remedium anime mee predecessorumque meorum, dono, laudo ac in perpetuum presenti scripto corroboro et concedo, per me et filium meum, comitem Provincie, et omnes successores nostros, Domino Deo et Beate Marie ac monasterio Sancti Honorati de Lerino, et Rostagno abbati universoque conventui et omnibus successoribus eorum qui ab hodie in antea [1], ego comes Provincie, filius meus seu aliquis vel aliqui successorum nostrorum, vel etiam bajulus noster, vel quelibet alia persona, non possimus aliqua ratione, aliquo jure vel occasione, exigere vel accipere albergam nec redemptiones albergarum, nec hostes, nec cavalcatas seu aliquas justicias vel exactiones, questias vel forcias in subscriptis castris nostris, scilicet Rochafort, Castel Franc, Mogins, Vallauria, Revest, Arluc, Pegomaz et omnibus eorum pertinenciis. Ista siquidem castra prenominata ab omnibus supradictis, alberga scilicet, redemptione, hoste, cavalcatis et omnibus quibuscumque exactionibus, questiis, forciis per me et per comitem Provincie filium meum, et per successores nostros libera, franca et omnino immunia esse in perpetuum, sine omni retentione, concedimus atque sancimus, prout melius dici et intelligi potest, ad commodum et utilitatem predicti monasterii, abbatis et conventus et successorum eorum, et ad utilitatem etiam predictorum castrorum. Est autem sciendum, quod in predictis castris aliquid mihi vel meis non retineo, sed totum integre abbati et conventui cedo, dono, laudo atque concedo, preter justicias sanguinis, quas non licet facere monachis vel aliis viris religiosis, quas in predictis castris et omnibus eorum pertinenciis mihi et successoribus meis retineo [2]. Acta sunt hec apud Grassam, mense et anno subscriptis. Sciendum est autem quod, pro hac donatione, recipio a Rostagno abbate tria solidorum regalium coronatorum. † Signum Ildefonsi, regis Aragonum, comitis Barchinonie et mar-

[1] Ce membre de phrase est oublié dans le texte : « in antea fuerunt quod ».

[2] Le « Liber privilegiorum » porte, après « retineo », « et albergam de Pegomaz, quam mihi et meis retineo ».

chionis Provincie. Hujus rei testes sunt : Lupus Dalmacius de Palaciolo, Raymundus Aldeberti, Bertrandus Pagan, Raymundus. Datum apud Grassam et scripta per manum Columbi, domini regis notarii, qui et hoc fecit anno et mense supradictis.

XII

LETTRES PATENTES D'ALPHONSE II, COMTE DE PROVENCE, QUI PREND LES CHARRETIERS DU MONASTÈRE SOUS SA PROTECTION [1].

1185-1196

Ildefonsus, Dei gratia rex Aragonensis, comes Barchinonensis et marchio Provincie, omnibus hominibus ad quos littere iste pervenerint, salutem. Notificamus vobis, ob amorem Dei, pietatis intuitu, monasterium Lyrinense in custodia nostra suscepisse. Unde et saumarios vel carrigios et homines eos sequentes, ad usus monasterii ipsius necessaria ferentes, securitate ac salvatione et defensione, in eundo et redeundo ad ipsum monasterium suscipimus.

XIII

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER IV, COMTE DE PROVENCE, QUI PREND LE MONASTÈRE SOUS SA PROTECTION [2].

1209-1245

Raymundus Berengarius, Dei gratia comes et marchio Provincie et comes Forcalquerii, dilectis suis abbati Lirinensi et B. de Serenone, sellario, et toto conventui ejusdem loci, salutem in Domino.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 23. — Original.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 22. — Original.

Venit ad nos Guillelmus Martinus, monachus vester, refferens nobis ex parte vestra quod domum Lirinensem et omnia membra ejus et res universas et homines ad domum pertinentes in protectione nostra et custodia acciperemus; et, quum in omnibus tenemus deffendere et custodire domum vestram et omnia ad ipsam domum pertinentia, idcirco domum vestram et castra vestra, et omnia mobilia et immobilia, et homines, et cetera objecta accipimus sub speciali protectione et salvizia nostra et nostrorum amicorum, mandantes et firmiter vobis precipientes quod castra vestra et homines vestros ab omni dampno nostro retendatis et quod inimici nostri cum rebus vestris nobis dampnum inferre non valeant.

XIV

LETTRES PATENTES DE CHARLES II, COMTE DE PROVENCE, QUI CONFIRME LES DROITS DE PÊCHE DE L'ABBAYE, A LAQUELLE IL ACCORDE LE DROIT DE NAUFRAGE [1].

26 Mars 1298

Carolus secundus, Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Appulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii comes, universis et singulis presentis scripti seriem inspecturis tam presentibus quam futuris. Et si ad universarum ecclesiarum profectus et gracias, quotienscumque commode possumus, animo libenti vacamus, non indigne que sibi discrimen et molestiam afferunt dubia quelibet removemus. Sane, cum de insula Beate Margarite et de insula Sancti Honorati de Lirino, in qua venerabile monasterium Lirinense situm esse dignoscitur, et de sicco, sive siccis necnon littoribus, sive ripis, et gemino mari que sunt

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 24. — Original en très mauvais état. — Cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 1414.

inter insulas, castrum et ripam de Canois constituta, materia questionis extiterat an forent de territorio dicti castri, et per id idem monasterium et abbas ipsius non facile vexarentur; nos, volentes in hac parte agere graciose cum eis, perinde quod ad venerabilia Dei loca ex cordis intimo gerimus, benignum propositum confoventes, per presencium seriem declaramus et volumus et ex nostra certa scientia de speciali gracia ordinamus quod prenominate insule, cum sicco, sive siccis predictis, necnon litoribus sive ripis ipsarum insularum, et castri de Canois, et gemino mari inter ipsas insulas et castrum predictum deinceps, omni dubietate remota, sint de prefati castri territorio et reputentur, ita videlicet quod dictus abbas et successores ipsius Lirinenses abbates in ejusdem sui monasterii homines et alios, per officiales suos, liberam juridictionem exerceant, in illis duntaxat casibus in quibus in homines castri prefati abbas ejusdem monasterii qui nunc est juste exercet ad presens, et tam ipse quam predecessores ipsius, exercere retro temporibus consueverunt, ex privilegiis per antecessores nostros dicto monasterio concessis et per nos confirmatis, retento tamen curie nostre quod, si per vasa maritima remorum sexdecim excedentia numerum in prefactis mari siccis et insulis delinquatur, vel si det casus quod post hujusmodi vasorum sexdecim remorum numerum excedencium naufragium circa vasa eadem, seu res aut merces constitutas in illis per aliquem seu aliquos comitatur, et comitentium ipsorum punitio ad curiam nostram spectet, salvis tamen abbatibus et monasterio supradictis juribus aliis que in prenominatis insulis et locis siccis, mari et litoribus sive ripis habere sunt acthenus consueti, quibus per presentes litteras nostras nolumus in aliquo derrogari. In cujus rei fidem, testimonium et cautelam perpetuam abbatum et monasterii predictorum, presens scriptum exinde fieri et, pendenti sigillo majestatis nostre jussimus communiri. Datum Aquis, in absencia prothonotarii regni Sicilie, per magistrum Petrum de Ferreris, cancellarium dicti regni, anno

Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, die vigesimo sexto martii, undecime indictionis, regni nostri anno quartodecimo.

XV

LETTRES PATENTES DU ROI RENÉ, ACCORDANT AU MONASTÈRE LE DROIT DE PRENDRE, CHAQUE ANNÉE, 25 SETIERS DE SEL DANS LES GRENIERS DE GRASSE, FRÉJUS OU AUTRES, AU CHOIX DUDIT MONASTÈRE [1].

9 Février 1453

Les comtes de Provence avaient donné aux religieux, pour la garde de la tour, le droit de prélever sur chaque barque qui apportait le sel aux greniers de Grasse et de Cannes un setier. Les fermiers, afin de les frustrer de la plus grande partie du sel qui leur revenait avaient pris l'habitude de le transporter sur de grands bâtiments et prétendaient que le monastère ne devait pas faire sur ces bâtiments un prélèvement plus considérable que sur des barques. C'est pour mettre fin à cet abus que le roi René accorde lesdites lettres patentes.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 28.

XVI

DIOCÈSE D'ARLES

Prieuré de Saint-Jacques de Saujan.

UNION DU PRIEURÉ DE SAINT-JACQUES DE SAUJAN A L'ARCHEVÊCHÉ D'ARLES [1].

10 Janvier 1225

Anno ab incarnacione Domini MCCXXV, quarto idus januarii, regnante domino Karolo, Romanorum imperatore, controversia vertebatur inter Guillelmum Martinum, sacristam majorem monasterii Lyrinensis, procuratorem constitutum a Guiraudo, Dei gratia abbate, et conventu dicti monasterii, litigantem nomine dicti monasterii, ex una parte, et dominum Hugonem, Dei gratia Arelatensem archiepiscopum, ex altera. In hunc modum convenerunt, ita scilicet quod dictus dominus archiepiscopus et omnes successores sui archiepiscopi habeant et possideant pacifice in perpetuum, nomine sacristie Lyrinensis monasterii et pro ea, predictam ecclesiam Sancti Jacobi de Salgiano, cum omnibus possessionibus et dominationibus et decimis, et cum omnibus aliis juribus suis et pertinentiis temporalibus et spiritualibus; et dominus archiepiscopus predictus et successores sui archiepiscopi teneantur solvere, sub obligatione bonorum suorum, singulis annis, pro censa, dicto Guillelmo, sacrista Lyrinensi, vel successoribus suis, vel eorumdem certis nuntiis, in festo sancti Petri, intrante augusto, unam mar-

[1] Arch. des Alpes.-Marit. H. 311. — Original.

cham et dimidium sterlingorum novorum ; et quod dominus archiepiscopus et successores sui archiepiscopi teneantur honeste providere in victu tantum duobus monachis qui venient pro dicta censa, et uno crotario, et duabus equitaturis vel certis nuntiis, dicti monasterii pro eadem censa venientibus singulis annis, donec de predicta censa sit eis plenarie satisfactum. Fuit etiam actum inter eos quod omnes archiepiscopi, successores dicti domini archiepiscopi, teneantur recognitionem facere per scripturam publicam dicto sacriste et successoribus. Ego Petrus de Montareno, Arelatensis notarius, hanc cartam rogatu utriusque partis scripsi.

XVII

DIOCÈSE D'AVIGNON

Monastère des religieuses de Notre-Dame de Tarascon.

BULLE DU PAPE URBAIN V, AUTORISANT NOBLE JEAN GANTELME A FONDER A TARASCON UN MONASTÈRE SOUS LA RÈGLE DE LÉRINS [1].

15 Août 1363

Urbanus, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio nobili viro Johanni Gantelmi [2], domino civitatis Bivinensis, salutem et apostolicam benedictionem. Piis fidelium votis, per que divinus cultus sacraque religio possint augeri, libenter annuimus et apostolici favoris presidium liberaliter impertimur. Exibita siquidem nobis pro parte tua peticio continebat quod tu qui, — de propria salute cogitans et cupiens terrena in celestia et transitoria in eterna felici commercio commutare, dudum in castro de Tarascone, Avinionis diocesis, unum monasterium triginta unius monialium, ordinis Sancti Benedicti, monasterio Sancti Honorati de insula Lyrinensi, dicti ordinis, Grassensis diocesis, immediate subjectum, in quo quatuor monachi dicti ordinis degunt, abbatisse dicti monasterii et eisdem monialibus sacramenta ecclesiastica ministrantes; de bonis tibi a Deo collatis, auctoritate apostolica construxisti atque dotasti, — adhuc eodem desiderio zeloque devocionis accensus,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 340. — *Vidimus* de Louis Grenon, official de l'évêché de Grasse, donné le 2 juillet 1455.

[2] Le texte porte « Cantelmi ».

desideras et proponis de bonis tuis hujusmodi in eodem castro de Tarascone, ad honorem Dei et Beate Marie Virginis gloriose et sub ejusdem Virginis ac Beati Benedicti vocabulo, unum aliud monasterium monachorum dicti ordinis, a dicto monasterio monialium remotum, in quo viginti monachi, qui secundum instituta dicti ordinis et monasterii Sancti Honorati vivere debeant, de novo fundare, construere et dotare. Quare, pro parte tua fuit nobis humiliter supplicatum ut faciendi promissa licentiam tibi concedere et circa hec que salubria forent statuere de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque, hujusmodi tuum pium propositum in Domino plurimum commendantes, tuis in hac parte supplicationibus inclinati, fundandi et construendi hujusmodi monasterium monachorum in eodem castro de Tarascone, cum ecclesia, cimiterio, campanili, campanis et aliis necessariis officinis, in loco tamen congruo et honesto, et a dicto monasterio monialium, ut prefertur, remoto, per te legitime acquisito vel in posterum acquirendo, diocesana loci et cujuscumque alterius licentia minime requisita, dote tamen sufficienti per te primitus assignata, ex qua viginti monachi cum conversis et servitoribus eorumdem decenter valeant sustentari et incumbencia eis onera supportare, plenam et liberam devocioni tue, tenore presentium, licentiam elargimur, et insuper auctoritate apostolica statuimus et etiam ordinamus quod, in eodem monasterio per te de novo, ut premititur, construendo, cum constructum fuerit, sint et esse debeant viginti monachi et non ultra, nisi ejus facultates excresserent, in quo numero dicti quatuor monachi qui ordinati sunt pro ministrando sacramenta ecclesiastica dictis monialibus, in dicto vicenario numero computantur, et sub regula dicti Sancti Benedicti et secundum instituta dicti monasterii Sancti Honorati, cui prefatum monasterium de novo construendum perpetuo sit subjectum, perpetuum reddant Domino famulatum; et quod ex ipsis viginti monachis unus sit aliorum et ejusdem monasterii prior et sub ejus cura et jurisdictione tam monachi quam abbatissa et moniales et servitores utriusque monasteriorum eorumdem permaneant, lice-

atque tibi seu heredibus tuis, hac prima vice duntaxat, aliquem virum ydoneum, dicti ordinis professorem, in priorem ipsius monasterii monachorum abbati monasterii Sancti Honorati nominare, ipseque nominatus, si sufficiens fuerit, per eumdem abbatem institui debeat in priorem ; monachi quoque in eodem monasterio, dicta primaria vice, ponendi seu ordinandi per ipsum priorem ad nominationem tuam et tuorum heredum, recipi et institui debeant atque poni, qui cum eorum bonis in ipso monasterio et penes ipsum debeant perpetuis temporibus remanere. Deinde vero, cum monasterio ipso continget priorem destitui, electio prioris, de persona que sit de ipsius monasterii gremio, si ydonea reperiatur ibidem, alioquin de dicto Sancti Honorati monasterio facienda, ad conventum ipsius novi monasterii et ejusdem electionis confirmatio ad abbatem pertineat ; monachorum vero, postquam prefatus vicenarius numerus hac vice primaria fuerit adimplectus, de ipso numero seu monasterio aliquem seu aliquos ex tunc deesse contigerit, ad ipsos priorem et conventum ejusdem novi monasterii recepcio perpetuis temporibus debeat pertinere, ita tamen quod, pro hujusmodi recepcione, non oporteat ire ad ipsum monasterium Sancti Honorati nec, pro eorum ingressu, quicquam ex conventione seu pacto nullatenus persolvatur. Predicti quoque prior et monachi teneantur, in predicto utroque monasterio tam monialium jam constituto quam monachorum, cum constructum fuerit, ut prefertur, divina celebrare officia publice et private et ipsorum invicem ac dictarum monialium confessiones audire et confessis penitentiam injungere salutarem et alia tam monachis et monialibus quam eorum servitoribus et servitricibus, conversis et donatis ministrare ecclesiastica sacramenta ; quodque dicti prior et monachi teneantur de suo gremio vel aliunde habere unum virum sufficientem, qui reliquos instruat saltem in gramatice facultate. Preterea, de bonis seu possessionibus datis et dandis in posterum eisdem monasteriis seu acquisitis jam et in futurum etiam acquirendis, dicti prior et monachi ac abbatissa et moniales, et alii qui possessiones et bona ipsorum monasteriorum pro tempore tenebunt

aut census et servicia eisdem monasteriis prestabunt, non teneantur ecclesiis quibus pro possessionibus et bonis predictis ad solucionem decime teneantur, ampliorem quotam decime solvere quam tu et alii laici ipsas possessiones et bona tenentes, aut census vel servicium personis laicalibus prestantes, modernis temporibus estis astricti, consuetudine qualibet contraria non obstante ; et insuper, tam prior quam monachi ipsius monasterii construendi qui erunt pro tempore, quam tu et successores tui, necnon conversi, donati et servitores in ipso monasterio, ut premititur, permansuri, et alie quevis persone que apud ipsum monasterium monachorum sepulturam elegerint, apud illud libere valeant sepeliri, ac oblationes et emolumenta exequiarum quas in hujusmodi sepulturis fieri continget, ad ipsos priorem et monachos, salva canonica porcione debita ecclesiis parochialibus, debeant pervenire ; ipsi eciam prior et monachi seu conventus dicti monasterii construendi, per se et alios, oblationes, vota et legata a Christi fidelibus licite petere ac recipere valeant et habere, nec idem prior prefati monasterii, qui pro tempore fuerit, per se vel aliam personam, venire ad synodum teneatur ; porro sepedictum monasterium prior et monachi qui erunt pro tempore, necnon servitores, conversi et donati degentes in eo, ac etiam peregrini et voventes ex causa devotionis seu alias ad vestrum monasterium venientes, eisdem omnibus gaudeant privilegiis, indulgentiis, libertatibus, immunitatibus et exemptionibus quibus dictum monasterium Sancti Honorati ac abbas et conventus ipsius, nec non servitores, conversi et donati degentes in eo ac etiam peregrini et voventes ex causa devotionis seu alias ad ipsum monasterium venientes, ex concessione apostolica pociuntur, non obstantibus quibuscumque constitucionibus ac privilegiis et literis apostolicis, necnon statutis et consuetudinibus monasterii Sancti Honorati et ordinis predictorum contrariis, juramento, confirmatione apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis etiam forent, de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum plena et expressa in nostris literis mentio sit habenda. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc

paginam nostre concessionis, statuti et ordinationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinione, XVIII kalendas septembris, pontificatus nostri anno primo.

DIOCÈSE DE FRÉJUS

Prieuré de Notre-Dame de Callian

XVIII

TRANSACTION ENTRE LE CHAPITRE ÉPISCOPAL DE FRÉJUS ET LE MONASTÈRE DE LÉRINS, PAR LAQUELLE LEDIT CHAPITRE CÈDE CE QU'IL POSSÈDE SUR LE TERROIR DE CALLIAN AUX RELIGIEUX, QUI DONNENT EN RETOUR LEURS PROPRIÉTÉS DE DRAGUIGNAN [1].

1167

In nomine Domini nostri Jehsu Christi, amen. Sciant omnes ad quos scriptura presens pervenerit quod hec est generalis concordia que est jure transactionis composita inter dominum prepositum et canonicos Forojulienses et monasterium Lerinense et scripti forma ipsius. Post multas querimonias quas ecclesia Forojuliensis monasterio movebat [2] . . . . . in presentia venerabilis Fredoli, Forojuliensis episcopi, utreque partes constitute, sponte sua et in bona voluntate, prepositus et canonici in abbatem et monacos transtulerunt quicquid juris abebant in ecclesia de Calian et in territorio ejus, excepto synodo ; et dominus abbas reverendus Ricardus et monachi, versa vice, quicquid juris

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 347. — Original.

[2] Plusieurs mots manquent dans le texte.

habebant in ecclesia de Dragunano et in ipso castro in prepositum et canonicos transtulerunt. Insuper constituerunt se singulis annis daturos canonicis VI sestarios de loco qui dicitur Sancti Pauli (?), III de annona et III de ordeo sensuales. Dominus vero prepositus et canonici consesserunt monasterio ut sepeliendi volentes libere et sine sua contraditione in cimiteriis suis sepeliantur, sic tamen ut hoc non fiat per abbatis vel monacorum studiosam ammonitionem. In hunc modum sibi finem et concordiam de omnibus querimoniis vicissim fecerunt. Facta carta M° C° LXVII°, in presentia domini Fredoli, Forojuliensis episcopi, et domini abbatis Raymundi et prepositi Gy., et domini prioris Raimundi Gaufridi.

XIX

INVENTAIRE DES BIENS DU PRIEURÉ DE CALLIAN [1].

1er Juillet 1341.

Anno incarnationis Domini millesimo CCCXLI°, die primo mensis julii. Tenore hujus presentis publici instrumenti universis et singulis, tam presentibus quam futuris, pateat evidenter quod nobilis et religiosus vir Blaquerie Canut, prior Beate Marie de Caliano, Lirinensis monasterii monacus, nunc non est diu in predictum prioratum constitutus per reverendum in Christo patrem dominum G[uillelmum] de Blevis, divina gracia abatem dicti sacri monasterii, volens et intendens, ad futuram rey memoriam, bona omnia dicti prioratus, tam mobilia quam immobilia ponere in inventario et describi facere, ne possint seu valeant deinceps

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 369. — Original.

transportari, ac sicut quilibet prior, ut dicitur, inventarium facere tenetur de hiis que pertinent ad suam administrationem ; idcirco dictum inventarium per modum quod sequitur incohavit et in hiis scriptis numeravit et describi fecit, tali tamen protestationi premissa quod si qua bona in eodem nominaret et describi faceret que non essent seu pertinerent ad dictum prioratum sive ecclesiam supra dictam, quod pro non scripta habeantur et, si que ad scribendum remanerent quod cotidie possint et valeant describi et apponi in hoc presenti inventario seu in alio de novo faciendo. Et primo secuntur res mobiles reperte..... *(Suit l'inventaire du mobilier du prieuré* [1]*)*.

Secuntur res immobiles, et primo unum pratum, juxta dictum prioratum et de super cimiterium. Item unam terram sive feraginem, juxta dictum pratum. Item unam aliam ferraginem, desubter dictum cimiterium, et unam feraginem, que confrontatur cum prato magistri Petri Rocamauri, notarii, et cum Camisola. Item unam aliam terram, in loco dicto Als Crotons, que confrontatur cum terris nobilis Johannis de Soleyhario quondam. Item unum alium pratum, quod confrontatur cum suis terris, juxta iter publicum per quod itur versus Bagnols. Item unam terram, in loco dicto A las Colletas, que confrontatur cum itinere per quod itur Fayenciam et cum Prato Rotundo. Item unam terram, in loco dicto Al Villaron, juxta terram magistri Petri Rocamauri et cum terra heredum nobilis Raimundi de Signa condam. Item unam terram, sitam in plano Caliani, que confrontatur cum vinea nobilis Arnaudi de Caliano condam, dicti loci. Item unam terram, in loquo dicto A la Torre d'Aragon, que confrontatur cum Camisola, et juxta quamdam unam hospitalem pauperum de Caliano. Item unam terram, in loquo dicto Rom Besson, juxta publicum iter et reginale et juxta quamdam terram Raimundi Guiulie condam. Item unam terram, in loco dicto Acquebel, juxta terram Felicii Valantini et

[1] Cette partie du document est en très mauvais état.

juxta terram domini Raymundi Meylheti condam. Item unam aliam terram, in loco dicto in Planeto Serri de Domenega, juxta terram Johannis Raynoardi et juxta terram Guillelmi Geryni Junioris. Item unam terram, sitam desuper las albergos Banholorum, juxta terram nobilis Raymundi Requistoni, domini de Scraynola, et juxta quemdam pratum Guillelmi Bellissensis. Item unam terram, in loquo dicto Al Pas Danberra, juxta terram magistri Petri Rocamauri et juxta terram Stephani Bellissensis. Item unum campum, nominatum lu Villar, juxta nemus Sancti Richerii et juxta molleriam Spitanliorum de Podio Bressono. Item claustrum et servicia diversa hortorum de Camisola. Quasquidem res supra nominatas et descriptas dominus prior custodire dicto prioratu [1]. . . . . regere et administrare et alibi non transportare, nisi pro commodo utiliori dicti prioratus, sed omni posse suo contra quoscumque deffendere in judicio et extra. De quibus omnibus dictus dominus prior, per se et successores suos, peciit sibi fieri publicum instrumentum vel publica instrumenta, si necessaria fuerint. Actum in dicto prioratu, in presencia et testimonio Audeberti Alimerati, Poncii Chautardi et Johannis Blacacii, de Caliano, testium ad predicta vocatorum. Et ego Hugo Roccamauri, notarius publicus auctoritate regia in comitatibus Provincie et Forcalquerii constitutus, qui in premissis presens fui et rogatus et requisitus, hanc cartam propria [manu] scripsi et meo consueto signo signavi.

[1] Plusieurs mots manquent dans le texte.

Prieurés de S. Michel d'Ampus et de Notre-Dame d'Espeluche.

XX

BULLE DU PAPE ALEXANDRE III, DIRIGÉE CONTRE NOBLE DOMINIQUE D'AMPUS ET SES FILS [1].

1159-1181

Alexander, episcopus, servus servorum Dey, venerabilibus fratribus Arellatensi archiepiscopo, Avenionensi, Forojuliensi episcopis salutem et apostolicam benedictionem. Conquesti sunt nobis abbas et fratres Lirinensis monasterii quod nobilis mulier Dominica de Impurio et filii ejus villam eorum que Spelluqua dicitur, contra Deum et justiciam, crebris rapinis affligere non desistunt. Unde, quia presumptionem eorum substinere nollimus incorrectam, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus atque precipimus quathenus, si res ita se habet, predictam mulierem et filios suos moneatis, sub districtione anathematis compellatis, ut de rapinis et injuriis irrogatis jam dictis fratribus plenius satisfaciant et similia de cetero non attemptant. Datum Tusculi, secundo ydus januarii, millesimo (sic).

XXI

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER IV DONNANT A L'ABBAYE LES CHATEAUX DE SAINT-VALLIER ET D'AVIGNONNET, AVEC TOUTES LEURS DÉPENDANCES [2].

1224

In Dei gratia et ejus divina clementia, et in nomine tocius Tri-

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 365. — Copie d'Antoine Raymond, notaire royal de Cannes (XVI[e] siècle).

[2] Arch. des Alpes-Marit., H. 369. — Original.

nitatis, notum sit cunctis presentibus atque futuris quod ego Raymundus Berengarius, Dei gratia comes et marchio Provincie et comes Forcalquerii, ob remedium anime mee et patris mei Ildefonsi, comitis Provincie, et omnium predecessorum meorum, laudo, dono, confirmo atque in perpetuum concedo Deo et Beate Marie et Sancto Honorato de Lerinoys, abbati et monachis ibidem servientibus, hospicium et redemptionem hospicii castrorum videlicet Sancti Valerii Avinioneti et totum servicium quod in illis castris et in hominibus ibi habitantibus modo habeo et in perpetuum habere debeo, aliquo modo vel jure, et omnia culta et inculta, aquas, pascua, silvas, ligna et justicias, et totum dominium, retenta tantum expedicione, quando opus fuerit mihi. Insuper concedo eis et dono ut animalia eorum libere pascant in comitatu meo. Insuper et predictum monasterium, et abbatem, et monachos et omnes eorum res, quecumque sint, sub mea protectione et defensione recipio et in meo securo ducatu. Acta sunt hec apud Sanctum Paulum, in presencia W. de Cotinnaco, et P. Augerii, et Romeui, et W. de Ferma. Et ego J., scriptor domini comitis, qui, de mandato domini comitis hanc cartam scripsi et sigillum domini suum apposui. Factum fuit anno Domini MCCXXIIII°.

Prieuré de la Napoule et de Notre-Dame d'Avignonnet

XXII

CONVENTION PAR LAQUELLE L'ABBAYE DE LÉRINS CÈDE AU CHAPITRE DE FRÉJUS LES ÉGLISES DE SAINT-MAXIME ET DE SAINT-LAMBERT AINSI QUE TOUTES SES POSSESSIONS A FRÉJUS, PUGET, PALAYSON, ROQUEBRUNE, EN ÉCHANGE DE L'ÉGLISE D'AVIGNONNET ET DE L'ÉGLISE SAINT-MARTIN DE MALAVILLA [1].

12 Février 1224

In Christi nomine. Anno Domini M° CC° XX° IIII°, mensis febru-

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 369. — Original.

arii die XII. Notum sit omnibus hominibus quod nos Bertrandus, Dei gratia Forojuliensis episcopus, approbamus et confirmamus permutationem factam per R., Forojuliensem prepositum, de voluntate et assensu totius Forojuliensis capituli, scilicet ipsius H., prepositi, F., archidiaconi, A., sacriste, P., precentoris, F. de Banols, Romeui, R. Gazaudi, W. de Bisac, ab una parte, et G[iraudum] abbatem et conventum Sancti Honorati, ab alia, super ecclesiis Sancti Martini de Mallavilla, et concessione permutationis facte inter ecclesiam Magalonensem, ab una parte, et monasterium Sancti Honorati, ab alia, super ecclesiis et aliis rebus Avinioneti ad preposituram et canonicam pertinentibus, et ecclesiis Sancti Lamberti et Sancte Maxime et aliis rebus in tenemento Forojulii, Pojeti, Rochabrune, Palaoni, Villepiscis, Revesti et Miramaris ad monasterium Sancti Honorati pertinentibus, sicut ipsa permutatio plenius continetur in instrumentis publicis per manum Bertrandi de Sclanolia, publici notarii, factis. Acta fuerunt hec apud Forojulium, in camera domini episcopi, presente Forojuliensi capitulo, presentibus W. Martino et Bertrando, monachis Sancti Honorati, et presentibus et ad hoc vocatis testibus R., Senecensi preposito, et W. Buas, Senecensi canonico, et Burello, presbitero, et W. Isoardo, clerico, et Rissaco. Ad perpetuam vero firmitatem habendam, nos Bertrandus, Forojuliensis episcopus, et R., prepositus, presentem cartam fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Ego vero R., scriba domini episcopi, de mandato ipsius, hanc cartam feci et, de mandato ipsius domini R., Forojuliensis prepositi, sigilla ipsorum apposui.

XXIII

DONATION PAR ANFOSSUS RADIMONDI, DE GRASSE, DE LA MOITIÉ DE SES BIENS, MOYENNANT LA FONDATION DE DOUZE ANNIVERSAIRES, A CÉLÉBRER LE PREMIER JOUR DE CHAQUE MOIS [1].

15 Mars 1303

Anno incarnacionis Domini M° CCC° tercio, die quintadecima marcii. Cum ego Anfossus Radimondi meum condiderim testamentum, scriptum manu Raymundi Raybaudi, notarii, sub anno incarnacionis Domini M° CCC° secundo, die penultima mensis novembris, volens super aliquibus legatis et ordinationibus scriptis ibidem aliqua reformare et mutare per hunc presentem codicillum, ita ordino et dispono super relictis factis de quibusdam terris et pratis, sitis in valle Avinioneti, ibidem confrontatis, que erant relicte tam monasterio quam Grassensi ecclesie, pro anniversariis faciendis, ut in dicto testamento plenius continetur, et illam ordinationem de predictis terris et pratis et in illa forma que scripta est in dicto testamento. Et volo quod illud legatum de illis terris et pratis nullas vires habeat. Et lego et ordino de fructibus illarum terrarum et pratorum in hac forma, videlicet lego omnes fructus et proventus terrarum et pratorum infrascriptorum ecclesie Grassensi et monasterio Lirinensi. Quos fructus provenientes, deductis expensis de infrascriptis terris et pratis, ecclesia Grassensis debeat habere pro medietate, et monasterium Lirinense debeat habere pro alia medietate; et ipsos fructus et proventus, equaliter dividendos inter dictam ecclesiam Grassensem et monasterium Lirinense, dari volo et precipio per heredem meum cuillibet me-

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 370. — Original.

dietatem. Et volo et precipio quod heres meus, in testamento predicto descriptus, et, post ipsum quemcumque, proximior de cognacione mea terras et prata infrascripta tradere debeat colonis et facheriis ad certam partem percipiendam de fructibus, et quicquid percipi poterit vel haberi a colonis terrarum et pratorum dividatur et detur et tradatur tam dicte ecclesie Grassensi quam dicto monasterio, cujuslibet pro medietate. Et volo et precipio quod infrascripte terre et prata per heredem meum vel alium vendi nec alienari, quoquo titulo, in quamcumque personam possint, set perpetuo ita stent in dominio mei heredis et cujuslibet alterius magis propinqui, ad hec ut dictum legatum factum dictis locis venerabilibus habeat perpetuam firmitatem. Et de predictis fructibus volo et precipio quod tam Grassensis ecclesia quam monasterium Lirinense et ministri dictorum locorum teneantur facere duodecim aniversaria in ecclesia Grassensi, et in monasterio Lirinensi alia duodecim, anno quolibet, et incipiant facere aniversaria post meum obitum secunda die januarii, et postmodum prima die vel die sequenti cujuslibet mensis, unum aniversarium, ita quod infra quemlibet annum fiant duodecim ; et, si non facerent dicta aniversaria loca predicta seu ministri ipsorum locorum, volo quod sint privati dicto legato et ad heredem meum revertantur ; vel si unus de predictis locis cessaret facere dicta aniversaria, quod pars illius ad alium locum venerabilem revertatur ; et, si ministri dictorum locorum cessarent facere aliquod aniversarium vel in aliquo contra ordinationem predictam facerent, privo eos dictis legatis, et dicto heredi meo et suis successoribus revertatur. Et volo et precipio quod, si aliquis vel aliqui de Grassensi ecclesia, vel capitulum vel alia singularis persona ipsius ecclesie, vel alia persona ecclesiastica vel secularis, nomine Grassensis ecclesie, aliquam questionem vel controversiam faceret vel moveret de infrascriptis terris vel pratis, vel de possessione, vel de proprietate ipsarum terrarum et pratorum, de jure vel de facto, contra heredem meum vel suos successores, vel contra aliquos colonos

ipsarum terrarum vel pratorum, vel turbaret, vel inquietaret de jure vel de facto, ipsum heredem vel suos successores vel colonos terrarum et pratorum in possessione, vel proprietate, vel detencione, vel aliquid vel aliquam terram, pratum seu aliquam partem ipsorum presumeret occupare vel auferre, quod sit ecclesia Grassensis privata dicto legato; et ipsum ex nunc revoco et volo quod non habeat firmitatem et ad heredem meum revertatur, et fructus et partem fructuum quam lego ecclesie Grassensi dare debeat et teneatur dicto monasterio et ad ipsum monasterium, et omnes fructus ipsarum terrarum et pratorum ipsum monasterium percipiat, pro aniversariis faciendis; et ipsos ex nunc lego ipsi monasterio; et, si dictum monasterium et ecclesia Grassensis predicta cessarent, volo et jubeo quod omnes terras et prata per heredem meum vendantur et precium earundem detur et distribuatur per ipsum heredem videlicet ordinibus sancti Dominici et sancti Augustini et sancti Francisci, duas partes pro missis celebrandis equis partibus, et tercia pars pauperibus feminis maritandis.

Possessiones sunt hec: In primis quedam terra, vocata Campum de Blaqueria, juxta caminum quod vadit Forojulii et juxta terram Amelii, habitatoris de Auribello. Item quandam aliam terram, sitam ad Castelletum, juxta terram Hugonis Isnardi et juxta Mancam. Item quandam aliam terram, sitam en Malaviella, que quondam fuit Guillelmi de Ancinieto. Item quandam aliam terram, sitam ad serrum dau Boyet, juxta vineam Petri Goion et juxta terram Hugonis Rostagni. Item quandam aliam terram, vocatam campum de Jasqueria, juxta terram Bertrandi Rapie de Auribello, et subtus pratum Aycardi Sancer. Item quandam aliam terram, sitam in valle Noguerii, juxta vallonum et justa terram Cabanorum. Item quandam aliam terram, sitam in loco vocato la Planqueta, juxta terram Bertrandi Roque et juxta terram Bertrandi Trancayre. Item quandam aliam terram, sitam subtus Mancam, juxta terram Hugonis Isnardi et juxta terram Jacobi Marco. Item quandam aliam terram, sitam in loco vocato Jera Fonduda, juxta terram Jacobi

Marco et juxta staginam et juxta terram dau Galborc. Item quoddam pratum, situm juxta caminum quod vadit Napolam et juxta terram Hugonis Isnardi. Item quoddam aliud pratum, situm juxta la Palut et juxta caminum quod vadit Napolam; que quidem serviunt, anno quolibet, prepositure Grassensi decem et novem denarios. Item quandam peciam terre, sitam juxta Podium Sancti Petri, via in medio, et juxta Mancam ; que terra servit, una medietas Poncio Alberti duodecim denarios, et alia medietas servit quinquaginta neulas et unum quartayronum piperis uxori quondam Raymundi de Signa. Hec est autem mea ultima voluntas, quam volo et jubeo valere jure codicillorum ; que si non valet jure codicillorum, saltim valeat cujuslibet ultime voluntatis. Et volo et jubeo quod hoc presens codicillum semper et quotienscumque possit dictari consilio cujuslibet sapientis. Actum Grassæ, in domo ipsius testatoris, in presencia domini Johannis Chaberti et Petri Columbi, notarii, et Raymundi Raybaudi, draperii, et Guillelmi Mance, et Jacobi Pagani, testium rogatorum et vocatorum ; et mei Raymundi Raybaudi, notarii publici, constituti ab illustrissimo domino Karolo, condam rege Sicilie, comite Provincie, qui hanc cartam, ad instanciam et requisicionem fratris Bertrandi de Briançono, monachi monasterii Lirinensis, procuratoris, ut dicitur, aniversariorum dicti monasterii, de mandato discreti viri domini Compagni, Grassensis judicis, ut de ipso mandato constat per quamdam injunctionem curie, scriptam manu Petri Rebufelli, notarii dicte curie, cujus tenor talis est: Anno Domini M° CCC° VII°, mense octobris, die XXVI, dominus Compagnus Ruphus, judex Grassæ, sedens pro tribunali, precepit et injunxit Raymondo Raybaudi, notario presenti et audienti, quatenus extrahat de ejus cartulariis, cum die et consule, codicillum factam per Anffossum Raimondi condam et ipsum tradat in publicam formam domino Bertrando de Briançono, petenti procuratorio nomine monasterii Lirinensis. Ego Petrus Rebufellus, notarius dicte curie, hec scripsi, de cartulariis meis,

sicut in cartulariis jacet, de verbo ad verbum extraxi et in publicam formam redegi et signo meo consueto signavi.

XXIV

RAPPORT D'ESTIME DU LIEU DE LA NAPOULE [1].

8 Août 1608

Rapport d'estimation du lieu de la Napoule: « .... Trouvons que ledit terroir de la Napoulle confronte de levant terroir dudict Cannes, devers midy la mer, du couchant terroir de Sainct Raphael, et de septentrion terroir d'Auribeau; et ledit lieu estre assis en rive de mer, consistant pour le présent en cinquante fort petittes maisons, le demurant en trois cens cazalz ou environ, d'aultres maisons ruinées et rompues. La plus part de la ville est ensaincte de murailles, ny ayant aux entrées que les huissières, sans portes ny estat de deffence. Et tout le terroir dudict lieu contient, sellon l'arpantage que nous a baillé ledict Bonnet, sans y comprendre les Maures, forest et terres gastes, sçavoir en terres semensables, sept cens quatorze charges une panal bled..... montant la somme de trente deux mil sept cens quarente trois escus; plus quatre-vingts dix sept souchoirées pré, faisant la souchoirée de neuf cens cannes carrées, estimées deux mil neuf cens dix escus..; plus quarante une fossoirées vigne, de cent cannes carrées la fossoirée, estimées cent vingt trois escus, revenant à trois escus la fossoirée, pour estre hermes et sans culture; une iscle, estimée quarante escus; et, pour les maisons dudict la Napoulle, sept cens soixante cinq escus, faisant au tout la somme de trante six mil cinq cens quatre vingtz escus.... Estans lesdictz habitans sub-

[1] Arch. des Alpes.-Marit., H. 382. — Extrait de l'original.

jects au payemant du droict de dixme aux relligieux du sacré monastère Sainct Honnoré de Lérins, prieur dudict lieu, à raison du trézain de tout, raisins, grains, légumes, lin, chanvre et poulaille . . . . Ledict lieu de la Napoulle et son terroir peult valloir selon Dieu, nostre avis et conscience, la somme de trente neuf mil escus de trois livres pièce, sans comprendre les dictes Maures, forest et terre gaste, ny les terres propres du seigneur (le baron de Tourrettes), ny la vigne dudict Chapitre (Chapitre de Grasse) au quartier de Mandelieu, qu'on dict estre franche, ny aulcuns bastimens aux champs. . . . .

XXV

TRANSACTION ENTRE L'ÉVÊQUE DE FRÉJUS ET L'ABBÉ DE LÉRINS, POUR L'UNION DE L'ÉGLISE DE NOTRE-DAME DE CLARS AU PRIEURÉ DE NOTRE-DAME DE GRATEMOINE [1].

17 Septembre 1305

Universis presentes literas inspecturis, Jacobus, miseratione divina Forojuliensis episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Noveritis quod, licet in ordinatione facta inter nos, ex parte una, et religiosum virum dominum Hugonem Karoli, priorem de Monsteriis, ac vicarium generalem venerabilis patris in Christo domini G[ancelmi], Dei gratia abbatis monasterii Lirinensis, ex alia, super ecclesiis Beate Marie de Gratamonha et de Clars, et Sancti Pauli de Gallina Grassa, et Sancti Michaelis de Cavarosa, et Beate Marie de Grassis, contineatur quod, post cessum vel decessum prioris qui nunc est in ecclesia de Clars, dicta ecclesia Beate Marie de Clars ad dictam ecclesiam de Gratamonha debeat

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 413. — Original.

pertinere. Fuit tamen extra dictam ordinationem incontinenti inter nos et prefatum vicarium, de consensu nostri capituli, actum et expresse conventum quod nos teneamur efficere et efficaciter procurare quod dictus prior resignet prefatam ecclesiam Beate Marie de Clars et dimitat liberam et immunem, sic quod ad dictam ecclesiam Beate Marie de Gratamonha libere devolvatur, jure tamen nostro salvo in dicta ordinatione, retento et specialiter reservato. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Faientia, die septima septembris, anno Domini millesimo CCC° quinto.

Prieurés de Notre-Dame de Gratemoine et de Notre-Dame de Clars.

XXVI

BULLE DU PAPE EUGÈNE IV, DIRIGÉE CONTRE LES USURPATEURS DES PRIEURÉS DE NOTRE-DAME DE GRATEMOINE ET DE NOTRE-DAME DE CLARS [1].

15 Octobre 1439

Eugenius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis archidiacono ecclesie Grassensis ac officiali Grassensi, salutem et apostolicam benedictionem. Dilecti filii Johannis Beate Marie Virginis de Grathamonia et ejusdem Virginis de Clars, invicem canonice unitorum, ordinis sancti Benedicti, Forojuliensis diocesis, prioratuum prioris precibus inclinati, presentium vobis auctoritate mandamus quatinus ea que, de bonis ipsorum prioratuum quos obtinet, alienata inveneritis illicite vel distracta, ad jus et

[1] Arch. des Alpes.-Marit., H. 412. — Original.

proprietatem eorumdem prioratuum legitime revocare curetis, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo ; testes autem qui fuerunt nominati si se gratia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellatis veritati testimonium perhibere. Quod si non ambo hiis exequendis potueritis interesse, alter vestrum ea nichilominus exequatur. Datum Florentie, anno incarnationis dominice millesimo quadringentesimo tricesimo nono, idibus octobris, pontificatus nostri anno nono.

DIOCÈSE DE GAP

Prieurés de Notre-Dame de Font-Vineuse et de Saint-Mamet.

XXVII

PROCURATION POUR L'ÉCHANGE DU PRIEURÉ DE SAINT-MAMET CONTRE CELUI DE NOTRE-DAME DE FONT-VINEUSE [1].

27 Août 1336

Anno Domini millesimo CCC° XXXVI°, die XXVII mensis augusti, constat hoc publico instrumento omnibus presentibus et futuris quod venerabilis vir dominus Michael de Demandolis, prior claustralis monasterii Lirinensis, Grassensis diocesis, et infrascripti fratres sui monachi dicti monasterii, attendentes et considerantes ad infrascripta, ad sonum tubule, ut moris est, in capitulo specialiter congregati, permutationem facere de ecclesia Sancti Mameti, Vapincensis diocesis, et juribus et pertinentiis suis, cujus collatio, ordinatio seu dispositio aut ipsius rectoris presentatio ad dictum monasterium, seu ad dictum abbatem et conventum ipsius monasterii noscitur pertinere, facere cum ecclesia Fontis Vinosi, dicti Vapincensis diocesis, seu cum effectu tractare, juris forma

[1] Arch. des Alpes-Marit., H. 424. — Original.

semper salva, cum reverendo in Christo patre domino Vapincensi episcopo.... dederunt et consenserunt, seu comiserunt totam seu liberam et largam potestatem in omnibusque plenariam tractandi cum effectu dictam permutationem de qua supra....

DIOCÈSE DE GLANDÈVES

Prieuré de Notre-Dame de Briançonnet

XXVIII

DONATION A L'ABBAYE DE LÉRINS DE L'ÉGLISE DE SAINT-SATURNIN ET DE SES DÉPENDANCES, PAR CONSTANTIN, SA FEMME ET SES FILS [1].

18 Octobre 1022

Carta Sancte Marie et Sancti Honorati.

Domino creatore ac salvatore nostro Jehsu Christo predicante atque docente et sicientibus æternam vitam dicente « facite vobis amicos de mammona iniquitatis, ut, cum defeceritis, recipiant vos in eterna tabernacula »; et iterum « thesaurizate vobis thesauros in celo », et cetera; itemque « si vis perfectus esse, vade, vende omnia que habes et da pauperibus, et habebis thesaurum in cœlo »; audivi ego frater Constantinus quidam christianus, licet indignus, cum in Evangelio hec verba et his similia legerentur, consideransque futuros casus et perpendens sollicite que parata sunt impiis tormenta quæve fidelibus æterna premia. Nos quidem, in

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 425. — Original. — Cf. le texte donné dans notre *Cartulaire de l'abbaye de Lérins* (première partie), ch. CXIV, où de nombreuses modifications ont été apportées par le scribe.

Dei nomine, jam dictus Constantinus et uxor mea Isengardis filiique nostri Rippertus, Dodo, Lambertus, Poncius, Ugo et Abilonius, inspirante Deo, sana mente integroque consilio, metuentes casum humanæ fragilitatis, ne nobis repentina ac perpetua mors obveniat, placuit animabus nostris ut aliquid de rebus propriis Deo et sanctis ejus, videlicet perpetuæ Virgini ipsiusque genitrice Mariæ necnon et beatissimo Honorato insulæ Lyrinensis cœnobii, ubi preesse videtur dominus abbas Odilo Cluniacensis pater, deberemus offerre et predicto abbati ac monachis ipsius ibidem Deo digne famulantibus donare, sicuti et facimus. Dum enim priscarum legum sancxit auctoritas ut quicumque rem suam in quemlibet modum cedere, donare, tradere transfundereque voluerit, hoc per seriem scripturarum, auxiliante Domino, laudabiliter plenius liberiusque debeat corroborari. Quapropter, nos jam dicti Constantinus et uxor mea Isingardis et filii nostri ad prefatum locum Sanctorum, scilicet Marie et Honorati, Odiloni jam dicto patri vel ipsius monachis ibidem militantibus, tam presentibus quam etiam et futuris, sub hac descriptione, pro animarum nostrarum remedio, rem nostram propriam damus, tradimus atque transfundimus, id est quandam ecclesiam in honore sancti Saturnini, que sita est in pago Glannadensi, in territorio Briessensi, cum terra quæ est in ipsius ecclesiæ circuitu. Quæ etiam terra taliter constat terminata, primo latere a vertice montis usque ad fontem que vocatur Salsa; secundo latere, sic quomodo rivus ipsius fontis currit usque ad rivulum qui vocatur Agabron ; tertium latus terminat fons quæ venit a monte cadens in rivulo Agabron. Et nos igitur, in Christi nomine, ego videlicet Eldebertus et uxor mea Ermengardis filiusque noster Eldebertus, eodem modo, quicquid habemus infra divisione hujus terræ, pro æternæ vitæ remedio, loco et fratribus prefatis funditus concedimus. Hæc autem omnia et in omnibus sepe dicto loco et abbati vel monachis presentibus et futuris tradimus possidenda. Si quis vero de consanguineis aut coheredibus nostris vel aliquis christianus, nobis viventibus seu post obitum nostrum,

quod absit, hoc donum contradicere, calumpniare sibique adquirere voluerit, ex parte Domini ei contradicimus et obtestamur quatinus hujus scripturæ commutatione heredibus libere, uti liceat, prout dignum est; alioquin et, ut dictum est, agere temptaverit, dominis cartæ hujus componat auri libras centum, et insuper pars ejus sit cum Dathan et Abiron, quousque resipiscat. Et ut hec scripta firma permaneant, cum stipulatione subnixa, manibus propriis firmamus ac corroboramus.

Signum Constantini, auctoris hujus scripti, et filiorum ejusdem, quorum hæc nomina : signum Ripperti ; signum Dodoni ; signum Lamberti ; signum Poncii ; signum Hugonis ; signum Abilonii, qui hanc cartam fieri et firmare rogaverunt ; signum Aldeberti, participis [1] hujus helemosynæ ; signum Aldeberti, ipsius filii.

Data XV kalendas novembris, per manus Adriadi notarii, anno millesimo XX secundo ab incarnatione Domini, epacta XII, indictione XV, regnante Rodulfo rege, Domino Jehsu Christo in perpetuum regnante cunctaque gubernante nobilissime. Amen.

XXIX

SENTENCE RENDUE, A LA SUITE D'UN PROCÈS INTERVENU ENTRE LE PRIEUR DE NOTRE-DAME DE BRIANÇONNET ET LES HABITANTS DUDIT LIEU, QUI AVAIENT USURPÉ LES TERRES DE L'ÉGLISE DE SAINT-SATURNIN [2].

21 Juin 1275

In nomine Domini, amen. Anno Domini M° CC° LXX° V°, mense et die XXI junii, actum apud Sanctum Albanum, ante domum curie, in presencia domini B. Sardi, Grassensis judicis causa-

[1] Le texte porte « partificis ».

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 431. — Original. — Le mauvais état du manuscrit ne permet pas de lire les mots laissés en blanc.

rum. . . . , Petri Abraam Guilaberti, Hugonis de Macio et plurium aliorum, notum sit cunctis tam presentibus quam futuris quod, cum controversia verteretur inter . . . . . de Briansone, [nomine] hominum suorum, videlicet Gaufridi Garcini, Jacobi Garcini, Johannis Ruffi, Jacobi Ruffi, et Augeri, Petri de Villaveteri, B. Gilii, Hugonis Gilii, Guillelmi Gillii et Petri Rodeti de Briansono, ex una parte, et dominum Raymundum Clarum, priorem ecclesie Beate Marie de Briansono, nomine ipsius ecclesie et pro ipsa ecclesia, de consensu et voluntate domini patris Karoli, abbatis sacrosancti monasterii Lirinensis, et conventus ipsius monasterii, prout constat per quamdam litteram, sigillatam sigillis predictorum domini abbatis et conventus monasterii supradicti, ex altera, coram religioso viro domino B. de Crocis, monacho predicti monasterii, priore de Vintimilio, arbitro seu arbitratore vel communi amico vel amicabili compositore, electo a partibus supradictis, prout dicte partes asseruerunt et dixerunt coram me notario infrascripto, questio omnis erat inter partes superius nominatas de terris, pratis et possessionibus quas predicti homines, pro dicta ecclesia de Briansono, tenuerunt et possederunt, a XL annis supra, in deffenso quod vocatur deffensum Sancti Saturnini.

Verum predictus dominus B. de Crocis, arbiter seu arbitrator vel amicus comunis vel amabilis compositor, visis et auditis et diligenter inspectis questione seu questionibus quas predicte partes sibi ad invicem seu vicissim vel inter se faciebant, ita dixit et pronunciavit et fieri voluit et mandavit inter partes superius nominatas: Videlicet voluit et mandavit quod, quandocumque predictus prior vel prior seu priores qui pro tempore fuerint in prioratu et ecclesia supradicta, voluerint predictas terras habere ad manus suas ad proprium lucrum ipsius ecclesie, quod ipse prior vel priores possint predictas terras auctoritate propria capere, et ipsi homines incontinenti desamparare ipsi priori teneantur; dicti vero homines semper dictas terras pro dicta ecclesia ad tascham habere et tenere debeant pro ecclesia supradicta, nec predictus prior, vel priores qui

pro tempore in dicta ecclesia fuerint, predictas res habere voluerint ad opus laboris seu lucri ipsius ecclesie, et eas cum bobus propriis ipsius ecclesie laborare et lucrum facere. Item voluit et mandavit predictus dominus B. quod predicti homines habentes terras et prata in deffenso superius nominato, dum terras tenebunt predictas, ad tascham pro ecclesia supradicta, dum ipsas terras tenebunt, et tascham ipsi ecclesie de ipsis terris dabunt que de pratis que habent et tenent in dicto deffenso pro ecclesia supradicta, non teneantur servicium aliquod facere seu prestare ecclesie supradicte, ita tamen quod, si dictus prior, vel priores qui in dicta ecclesia pro tempore fuerint in ecclesia supradicta, dictas terras ad laborem seu lucrum proprium ipsius ecclesie, et cum bobus propriis ipsius ecclesie facerent et tenerent, quod tunc, pro quolibet prato, quilibet predictorum serviret predicte ecclesie VI denarios vel unam gallinam annuatim; homo vel homines predicti pratum vel prata habentes vel habentes in deffenso predicto necnon terram vel terras, serviat et servire teneatur, pro quolibet prato, predicte ecclesie VI denarios vel gallinam annuatim. Item voluit et mandavit inter predictas partes, quandum homines predicti prestabunt de predictis servicium vel servicia supradicta, quod dictus prior vel priores qui pro tempore [fuerint] in ecclesia supradicta non possint vel debeant occupare predicta, nec ad ecclesiam revocare, nec ad modum et formam superius scriptam. Predicta autem universa et singula predicte partes atendere juraverunt.

Ego Guillelmus Fuserius, notarius domini Roberti, comitis Provincie, hanc cartam rogatus scripsi et meum signum apposui.

XXX

TRANSACTION ENTRE LE PRIEUR DE NOTRE-DAME DE BRIANÇONNET ET LE RECTEUR DE SAINT-SAUVEUR DE GARS [1].

4 Février 1329

Anno ab incarnacione Domini M° CCC° XXIX°, die quarto mensis februarii, notum sit cunctis presentibus et futuris quod, cum prior prioratus de Briansono, Glandatensis diocesis, percipiat et percipere teneatur in decima ecclesie Sancti Salvatoris de Garcio, ejusdem diocesis, videlicet in decima communi ecclesie supradicte, medietatem ipsius decime, videlicet bladorum, canapum et nadonorum, prout religiosus vir dominus Raymundus Jaucerandi, prior de Briansono, et dominus Jacobus Sardanga, prior de Garcio, in presencia mei notarii et subscriptorum testium, asserebant fore verum, dicti, inquam, domini priores, considerantes et attendentes quilibet ipsorum utilitatem et commodum dictorum prioratuum suorum, eorum nominibus et dictorum prioratuum suorum, in modum qui sequitur convenerunt unanimiter, transegerunt et transactionem fecerunt:

In primis, transegerunt et, per modum transactionis, pacis et concordie, convenerunt quod dictus dominus Jacobus Sardanga, prior de Garcio, det et solvat, dare et solvere teneatur dicto domino Raymundo Jaucerandi, priori de Briansono, pro omni jure seu parte decime omnium rerum superius designatarum, anno quolibet, quantitates inferius designatas. Et primo, videlicet vigenti sestarios civate, item et quinque sestarios ordei, item quinque sestarios siliginis, item quinque sestarios annone; quas quidem quantitates dictus dominus prior de Garcio, bona fide, sub obligacione omnium

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 431. — Original.

bonorum suorum et dicti sui prioratus presencium et futurorum, dare et solvere promisit et convenit dicto domino priori de Briansono, presenti, stipulanti et recipienti suo nomine et dicti sui prioratus, anno quolibet, in dicto loco de Garcio, in divisione decime supradicte, cum omnibus dampnis, expensis et interesse quas et que dictum dominum priorem de Briansono vel alium, ejus nomine seu nomine prioratus predicti, pati vel facere contingerit in judicio sive extra judicium, lapsa divisione predicta dictisque quantitatibus non solutis in solidum vel in parte. Item transegerunt et per modum transactionis pacis et concordie convenerunt, quod dictus dominus prior de Briansono nichil aliud petere vel exigere possit seu valeat a dicto domino priore de Garcio, pro decima supradicta, nisi tantum quantitates superius designatas. Item transegerunt et per modum transactionis convenerunt, quod dicta transactio et omnia supradicta durent et vim habeant hinc ad quatuor annos proxime continuos et completos et per quatuor sazones seu dictorum fructuum perceptiones.

Dicti vero domini priores et ipsorum quilibet in solidum, eorum nominibus et dictorum prioratuum suorum, fuerunt solempniter protestati quod, propter presentem transactionem seu propter aliqua supra vel infra scripta, non intendunt dictis eorum prioratibus seu juribus eorumdem prejudicium aliquod generari. Quamquidem transactionem et omnia supradicta predicti domini priores et ipsorum quilibet in solidum ratam et rata, firmam et firma habere et tenere promiserunt, sub ypotecha et obligacione predictis ; renunciantes quilibet ipsorum in solidum peticioni, oblacioni et receptioni libelli et demum omni juri canonico et civili, per quod contra predicta venire possent vel aliquid de predictis infringere vel modo aliquo revocare. De quibus omnibus quilibet peciit unum sibi fieri publicum instrumentum. Actum Sede Glandatensi, in episcopali curia. Testes fuerunt vocati Guillelmus Bellaroti de Mosteriis, Raymundus Fabri de Sancto Martino, Raymundus

Graneti de Sede, et ego, Salvator Marcorii, notarius publicus, ab illustrissimo domino Roberto, Dei gracia rege Jerusalem et Sicilie comiteque Provincie et Forcalquerii constitutus, qui vocatus et rogatus hanc cartam scripsi et signo meo consueto signavi.

XXXI

VENTE DE TERRES A SAINT-SATURNIN [1]

23 Juin 1298

Acte de vente d'un casal, d'une ferrage et de plusieurs terres, situés près de l'église Saint-Saturnin, au quartier de la Sagne, passé, moyennant 60 florins, au profit du prieur de Briançonnet, par Bertrande, veuve de Pierre Médici, et ses fils.

XXXII

VENTE DE TERRES A SAINT-SATURNIN [2]

21 Décembre 1328

Acte de vente, passé en faveur de Raymond Jaucerand, prieur de Notre-Dame de Briançonnet, par Guillaume Ruffi, dudit lieu, et par son fils, de leurs propriétés et de leurs droits sur le territoire de Saint-Saturnin, moyennant la somme de 20 sous de monnaie courante.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 433.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 433.

XXXIII

VENTE DE TERRES A SAINT-SATURNIN [1]

16 Mai 1330

Acte de vente, passé en faveur de Raymond Jaucerand, prieur de Notre-Dame de Briançonnet, par Bertrand Boys, de Verrayon, et par Bérangère, sa femme, d'une propriété située au terroir de Saint-Saturnin, moyennant la somme de 40 florins.

XXXIV

VENTE DE TERRES A SAINT-SATURNIN [2]

24 Septembre 1335

Acte de vente, passé en faveur de Guillaume Clar, prieur de Notre-Dame de Briançonnet, de la moitié des propriétés à lui appartenant par indivis avec son frère, par Pierre Ruffi, d'Ubraye, au territoire de Saint-Saturnin, moyennant la somme de 10 livres.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 433.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 433.

XXXV

INVENTAIRE DES BIENS DU PRIEURÉ DE NOTRE-DAME DE PUGET-THÉNIERS [1].

20 Octobre 1378

Anno Domini millesimo CCCLXXVIII, die vicesimo mensis octobris. Notum sit cunctis presentibus quod, apud castrum de Pugeto...., in mei notarii et testium infrascriptorum presentia constitutus, religiosus vir dominus Raymundus B., prior Beate Marie de Pugeto...., in ordinatione, jussu et mandato domini Johannis, miseratione divina abbatis sacri monasterii Lerinensis... (bonorum existentium in dicto prioratu inventorium fecit).

Eapropter, idem dominus prior Beate Marie de Pugeto, cupiens et intendens mandato et ordinationi dicti domini abbatis humiliter et reverenter parere, obedire, in modum qui sequitur, de bonis, rebus omnibus dicti prioratus condidit et fecit publicum inventorium, et in mei notarii et testium infrascriptorum presentia.

Et, in primis, dixit et attestatus fuit habere in dicto castro de Pugeto quandam domum, sitam in dicto castro de Pugeto, que domus vocatur Claustra, juxta domum heredum quondam An-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 445. — Original. Rouleau de parchemin.

thonii Ato et juxta domum Petri Corborandi et juxta alios suos confines [1]....

Secuntur bona immobilia. Et primo quamdam terram, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Chanabias, juxta ortum Raymundi Gaufridi, alias Conilli, et juxta aquam' Rodole et alios suos confines. Item unam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Clans, juxta terram magistri Petri Saturnini, juxta ortum Johannis Richaui et juxta viam publicam et alios suos confines. Item unam vineam, sitam in dicto territorio, loco dicto Clans, juxta ortum Anthonii Gaudini, et juxta vineam Johannis Lonbardi et alios suos confines. Item unam aliam vineam, sitam in dicto territorio, loco dicto Junchiar, juxta vineam heredum Rostagni Belloni quondam et juxta vineam domini Raymundi, medici, et alios suos confines. Item unum pratum, situm in dicto territorio, loco dicto Junchiar, juxta vineam dicti domini prioris et juxta vineam magistri Guillelmi Isoardi, cum iscla juxta aquam Vari, et alios suos confines. Item unum ortum, situm loco dicto Subtus domum Claustri, juxta ortum Petri Hugonis, alias Bucabon, et juxta cimiterium Beate Marie de Pugeto et alios suos confines. Item unum ortum, quem tenet Jacobus Prioris, situm in dicto territorio, loco dicto Luaga Molandini, juxta ortum magistri Bertrandi et juxta aquam Vari; quod servire tenetur, anno quolibet, in festo natalis Domini albos argenti duos. Item unam vineam, quam tenet, ut dicit, Anthonius Gaudini, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Ad Colletum Ramis Palmarum, juxta vineam heredum Mayfredi Boysii et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, denarios correntes decem et octo. Item unam domum, sitam in burgo Pugeti, ultra pontem Rodole, juxta domum heredum Stephani Melioris et alios suos

[1] Suit l'inventaire des meubles, où la plupart des mots sont illisibles, par suite du mauvais état du document. Les points des premières lignes remplacent des mots qui manquent.

confines, quam nunc tenet Raymundus Maleti, faber; qui servit, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes solidos tres. Item unum ospicium, quod tenet uxor quondam Anthonii Ato, situm in burgo Pugeti, juxta domum Claustri et juxta domum Petri Corborandi et alios suos confines; quod servit, anno quolibet, et in dicto festo, ut dicit, denarios sex reforciatorum. Item unum casale, situm in dicto castro, videlicet in carreria Judeorum, juxta casale heredum Johannis Riqueti et alios suos confines; nullus tenet. Item unam vineam, quam tenet Jacobus Pauli, de Pugeto, sitam in dicto territorio, loco dicto Ramis Palmarum, juxta vineam Rolandi Imberti et alios suos confines; qui servit, anno quolibet, ut dicit, unum gallum et unam placentam, in festo Sancti Michaelis. Item unam domum, quod tenet magister Raymundus Bermondi, sitam in burgo Pugeti, juxta domum heredum Johannis Girardi et alios suos confines; quod servire tenetur, ut dicit, anno quolibet, in festo Natalis Domini, reforciatorum denarios duos. Item unum casale, situm loco dicto Costa; nullus tenet. Item unam vineam, quam tenet Guillelma, uxor Poncii Aymerici, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Champ Raysas, juxta vineam heredum Johannis Girardi et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntem obolum unum. Item unam vineam, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Sancti Martini, quod nunc tenent Tomacius Boti et Anthonius, ejus frater, de Podio Rostani, juxta vineam heredum Petri Columbi et juxta alios suos confines; quod servire tenentur anno quolibet, ut dicit, in festo Sancti Michaelis, duas cupas vini. Item unam vineam, quod tenet Petrus Corborandi, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Champ Raysas, juxta vineam Ferandi Bergundi et juxta alios suos confines; quod servit, anno quolibet, ut dicit, correntes denarios septem, in festo Natalis Domini. Item vineam, quod tenent heredes Stephani Melioris, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Puay de la Muayran, juxta suos confines; servit, quolibet anno, ut dicit, unum gallum. Item vi-

neam, quam tenet Petrus Parcatoris, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Audiian, juxta vineam heredum magistri Petri Martini et juxta Vallonum et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Sancti Michaelis, cartaletos vini duodecim. Item unam domum, quod tenent heredes Poncii Dominici, sitam in burgo Pugeti, juxta domum Jacobi Vacherii et alios suos confines; quod servit, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, refforciatorum obolum unum. Item unum ortum, situm in territorio de Pugeto, loco dicto Clans, quem tenet Jacobus Rocherii, juxta ortum Anthonii Gaudini et juxta ortum Juliani Salvase et alios suos confines; quod servit, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios septem. Item unam domum, sitam in burgo Pugeti, quod tenet Julianus Salvase, juxta domum Guillelmi Magaloni et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, obolos correntes tres. Item unam vineam, quod tenet Petrus Raboysii, sitam in territorio de Pugeto Aytierio, juxta vineam Guillelmi Magaloni et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, in festo Natalis Domini, ut dicit, correntes denarios septem et obolum unum. Item unum pratum, quod quondam fuit domini Berengarii de Girona, situm in territorio de Pugeto, loco dicto Fraget, quod tenet Andreas Raboysii, juxta pratum Guillelmi Turis et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Sancti Michaelis, unam cupam vini et solidos tres. Item unam vineam, quod tenet Petrus Guare, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Clusa, juxta domum heredum Anthonii Clari et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo sancti Michaelis, cartaletos vini novem cum dimidio. Item pro certis possessionibus quod tenent heredes Raymundi Boneti, sitas in territorio de Pugeto, juxta suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, refforciatorum solidos duos et duas partes unius emine civate. Item unam vineam, quam tenet Johannes Lioncii, sitam in dicto

territorio, loco dicto Sancti Martini, juxta vineam heredes Petri Columbi et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntem solidum unum. Item unam terram, sitam in dicto territorio de Pugeto, videlicet Ultra Varum, quod tenet Raymundus Lautardi, de Podio Rostagni, habitatoris Pugeti, juxta terram heredum Petri Columbi et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes solidos tres. Item unam vineam, quod tenet magister Guillelmus Bermondi, sartor, habitator Pugeti, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Font de Vidal, juxta viam publicam et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios duos et obolum unum. Item unum ortum, quod tenet Jacobus Pauli, alias Robinet, situm loco dicto Chanabias, juxta terram domini prioris et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntem obolum unum. Item unum casale, quod quondam fuit Alasie Pascayris, situm loco dicto Costa, juxta casale Johannis Peyronis et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios duodecim. Item domum, quod tenet Jacobus Vitalis, sitam in castro de Pugeto, loco dicto Costa, juxta bedale et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes solidos duos. Item unam terram, quod tenet Petrus Forceti, sitam in territorio de Sancta Margarita, loco dicto Brual, juxta terram heredum Rostagni Turis et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, in festo Natalis Domini, ut dicit, correntes solidos duos. Item unam vineam, quod tenet Andreas Raboysii, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Junchiar, juxta vineam Anthonii Toycii et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, denarios duos refforciatorum. Item quandam vineam et terram, quas tenet Guillelmus Marcelli, de Pugeto, sitam in dicto territorio, loco dicto Super Condaminam, juxta terram Jacobi

Chaysii et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Sancti Michaelis, cupas vini tres. Item unum ortum, quod tenet Guillelmus Ruffii, situm in dicto territorio, loco dicto Supra Villam, juxta vineam Johannis Lonbardi et juxta ortum domini prioris et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios tres. Item unum ospicium, quod tenet magister Petrus Girardi, situm in burgo Pugeti, juxta ospicium magistri Guillelmi Bermondi et alios suos confines, et juxta fabricam Jacobi Alesii; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios octo.

Item servit magister Petrus Girardi, pro quadam vinea quam ipse tenet, sitam in dicto territorio loco dicto Champ Raysas, juxta vineam Bertrandi Garcini et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Nativitatis Domini, correntem denarium unum. Item unam vineam, quod tenet magister Johannes Carasii, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Audiian, juxta vineam Jacobi Prioris et juxta vineam que quondam fuit Poncii Dominici, et alios confines; quod servire tenetur, anno quolibet, et in festo Natalis Domini, ut dicit, denarios correntes duodecim. Item unum casale, quod tenet Guillelmus Vitalis, situm in dicto castro de Pugeto, loco dicto Costa, juxta suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet et in dicto festo, ut dicit, correntes denarios tres. Item, pro quodam viridario, quod nunc tenet magister Poncius Spitalerii, et unam terram cum dicto viridario contiguam, situm et sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Ultra Varum, juxta terram que quondam fuit Raymundi Chairaudi et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, solidos correntes quatuor. Item quandam vineam, quam tenet Guillelmus Bongrandi, sitam in territorio de Pugeto, loco Costa, juxta vineam heredum quondam magistri Anthonii Clari et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, et in dicto festo sancti Michaelis,

cartaletos vini quatuor. Item unam vineam, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Clot Dabelha, juxta vineam que quondam fuit Ferandi Roche; tenet dominus prior. Item unam vineam, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Colet Ramis Palmarum, quod tenet Guillelmus Imberti, juxta vineam que quondam fuit Johannis Laugerii et alios suos confines ; quod servire tenetur, ut dicit, anno quolibet, in festo Natalis Domini, correntes denarios quatuordecim. Item unam terram, quam tenet Jacobus Arbaudi, de Pugeto, sitam in dicto territorio, loco dicto Colet Dadam, juxta suos confines; servit, quolibet anno, in festo Natalis Domini, denarios refforciatorum duos. Item vineam, quam tenet Nicolaus Riqueti, de Pugeto, sitam in dicto territorio, loco dicto Super Condaminam, juxta terram Jacobi Vaclerii et juxta viam publicam et alios suos confines; quod servire tenetur, ut dicit, anno quolibet, refforciatorum solidos tres. Item quamdam terram, que quondam fuit Stephani Aymes, sitam loco Costa, juxta suos confines; quod servire tenebatur, anno quolibet, ut dicit, unam carteriam civate, in festo Sancti Michaelis. Item quamdam terram, que quondam fuit Johannis Fabri, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Costa, juxta suos confines ; quod servire tenebatur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios duodecim ; tenet adhuc dominus prior. Item terram quondam Guillelmi Marioni, pro quadam domo, sita in burgo Pugeto, juxta domum quondam Johannis Riquetis et alios suos confines ; quod serviebatur tunc temporis, ut dicit, anno quolibet, pictas correntes tres. Item unum ermum, situm loco dicto Balmas, quod tenebatur tunc temporis Laugerius Mercaderii juxta suos confines ; tenet dominus prior. Itam vineam, quam tenet Jacobus Baroti, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Conh..., juxta vineam Guillelmi Ruffii et juxta alios suos confines ; quod servire tenetur, anno quolibet, in festo Natalis Domini, ut dicit, denarios correntes sex. Item pratum, quem nunc tenet Jacobus Vacherii, de Pugeto, situm in dicto territorio, loco dicto Clusa, juxta pratum heredum quondam Raymundi

Panardi et juxta ortum magistri Johannis Caratii et alios suos confines; quod servit, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, parvorum solidorum centum. Item unum ortum, quod tenet dominus Jacobus Vacherii, situm in dicto territorio, loco dicto Clusa, juxta dictum pratum et juxta alios suos confines; quod servit, anno quolibet, ut dicit, et in dicto festo Natalis Domini, correntes solidos quatuor. Item vineam, que quondam fuit domini Raymundi, medici, sitam in dicto territorio, loco dicto Junchiar, quam nunc tenet Anthonius Bartholomei, juxta vineam dicti domini prioris et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, ut dicit, anno quolibet, in festo Nativitatis Domini, correntes denarios duos. Item unam domum, que quondam fuit Anthonii Gorioni, sitam in burgo Pugeti, loco dicto Mercatus, juxta domum magistri Johannis Isnardi et juxta domum Andreas Raboysii et alios suos confines; quod servit, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, denarios decem. Item unum casale, quod quondam fuit nobilis Guillelme Chamossie, filie quondam Raymundi Chamossii, situm in burgo de Pugeto, juxta casale Gaufridi Clari et juxta casale Beatricis Melle et alios suos confines; qui serviebat tunc temporis dicto domino priori, ut dicit, correntes denarios decem et octo. Item unam domum, que quondam fuit magistri Lantelmi de Bellicardo, notarii, situm in burgo Pugeti; et nunc tenet magister Rostagnus Henrici de Bredula, juxta domum Guillelmi Vacherii et alios suos confines; quod servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios duodecim. Item unum casale, quod quondam fuit Anthonii Atelmi, situm in burgo Pugeti, juxta domum Petri Atelmi et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, ut asserit, anno quolibet, in festo Natalis Domini, denarios correntes duodecim. Item quoddam nemus, quod nunc tenet Raymundus Gaufridi, alias Conil, de Pugeto habitator, situm loco dicto Balmas, juxta vineam domini Berengarii, pictoris, et juxta alios suos confines; qui servit, anno quolibet, ut asserit, in festo Natalis Domini, Provincie denarios

duodecim. Item unam domum, quam nunc tenet Jacobus Vacherii, sitam in burgo, juxta domum Raymundi Juliani et juxta alios suos confines; quod servire tenetur, ut dicit, anno quolibet, in festo Natalis Domini, correntes solidos duos. Item unam aliam domum dicti Jacobi Vacherii, sitam in burgo supradicto, juxta domum Johannis Saturnini quondam et juxta alios suos confines, prout servit anno quolibet, ut dicit, in festo Natalis Domini, correntes denarios tres. Item terram quam tenet Jacobus Vacherii, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Super Condaminam, juxta terram Jacobi Chaysii et alios suos confines; quod servit, ut asserit, anno quolibet, in festo Natalis Domini, correntes denarios sex. Item quamdam vineam, que quondam fuit Petri Melli, sitam in territorio de Pugeto, loco dicto Champ Raysas, juxta viam publicam et alios suos confines; que servire tenetur, anno quolibet, in festo Sancti Michaelis, ut dicit, correntes denarios sex. Item unam domum, sitam in burgo Pugeti, quam nunc tenent heredes Jacobi Isnardi, forbitoris, juxta domum magistri Lamtelmi de Bellicardo quondam et juxta alios suos confines; que servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, ut dicit, correntes denarios sex. Item, pro quadam vinea, quam tenet Petrus Corborandi, de Pugeto, sitam in dicto territorio, loco dicto Champ Raysas, juxta vineam Guillelmi Paris et juxta vineam quondam Petri Baudoyni et juxta alios suos confines; que servit, anno quolibet, et in festo sancti Michaelis, ut dicit, denarios sex correntes. Item, pro quadam vinea, que quondam fuit domine Guillelme Chamossie, sita in territorio de Pugeto, loco Font de Vidal, quod nunc tenet Raymunda Bovis, juxta viam publicam et juxta alios suos confines; pro qua vinea servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, ut dicit, correntes denarios duodecim. Item, pro uno casali, quod quondam fuit Raymundi Mayselini, situm in dicto castro de Pugeto, loco dicto Costa, juxta bedale et juxta alios suos confines [1]. Item et pro quo-

[1] La phrase n'est pas finie.

dam alio casali, posito in dicto castro, loco dicto Costa, juxta suos confines ; que servire tenetur, ut dicit, anno quolibet et in festo sancti Michaelis, correntem obolum unum. Item, pro vinea, quam tenet Raymundus Lautardi, de Podio Rostagni, habitator Pugeti, sitam loco dicto Sancti Martini, que vinea fuit quondam Petri Columbi, juxta vineam domini Johannis Dominici et juxta alios suos confines ; que servire tenetur, anno quolibet et in festo sancti Michaelis, ut dicit, cuppas vini duas. Item ermum unum, situm in territorio de Pugeto, loco dicto Forest, juxta Vallonum et juxta alios suos confines ; pro quo serviebatur, ut dixit, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, castaletos vini viginti. Item, pro quadam vinea, quam tenet, ut dicit, Petrus Corborandi, sita in territorio de Pugeto, loco dicto Clot Dabelha, juxta Rocham et juxta alios suos confines et juxta ermum dicti domini prioris ; que servire tenetur, anno quolibet, ut dicit, cupam vini unam, in festo sancti Michaelis. Item ermum unum, situm loco dicto Sancti Martini, juxta dictam ecclesiam et juxta alios suos confines ; nunc tenet dictus dominus prior. Item casale unum, situm in dicto castro de Pugeto, juxta domum Claustri et juxta alios suos confines ; nullus tenet.

Item Raymundus Boneti, de Rochetis, venit ad presentiam domini prioris meique notarii infrascripti. Dixit et testificatus quod ipse servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, dicto domino priori et ejus eeclesie servicia infrascripta et pro possessionibus infrascriptis: Videlicet, pro quadam terra, quam ipse tenet, sitam in territorio de Rochetis, loco dicto Sancti Martini, juxta terram dicte ecclesie et juxta terram et ortum Vesiani Massoni et juxta alios suos confines. Item, pro quadam alia terra, sita in dicto territorio, juxta terram Raybaudi Panardi et juxta drayam et alios suos confines. Item pro una alia terra sita, in dicto territorio supradicto, juxta terram Petri Blanquardi et juxta terram Guillelmi Lautardi. Item, pro quodam orto, posito in dicto territorio, loco dicto Sancti Martini, qui vocatur Champ Lonc,

juxta condaminam dicte ecclesie et juxta terram Petri Blancardi et alios suos confines ; pro quibus omnibus possessionibus supradesignatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, eminam annone unam. Dixit etiam et testificatur quod, si et quocienscumque dicte possessiones venduntur et transferuntur quocumque titulo de uno possessore in alium, quod dictus dominus prior, pro dicta ejus ecclesia, et sui successores possint et debeant trezenum habere pro hujusmodi translatione et alienatione debita, quia sic semper fuit consuetum. Item ecclesiam que vocatur Sancti Martini, sitam in dicto territorio. Item unam condaminam, retro ecclesiam, juxta terram Raymundi Boneti et juxta alios suos confines. Item unam aliam condaminam, subtus viam, juxta terram Petri Chastelli et juxta terram Johannis Blancardi. Item unam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Prat Lonc, juxta terram Petri Chastelli et juxta terram Johannis Blancardi et alios suos confines. Item unum pratum, situm in dicto territorio, loco dicto Prat Lonc, juxta terram Petri Chastelli et juxta terram Johannis Blancardi et alios suos confines. Item unum pratum, situm in dicto territorio, loco dicto Prat Redon, juxta ecclesiam et juxta alios suos confines. Item unam terram, sitam in dicto territorio, juxta dictum pratum et juxta drayam. Item unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Champ de Marin, juxta terram magistri Johannis Isnardi et juxta alios suos confines. Item aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Colla, juxta viam publicam et juxta terram heredis Johannis Juliani et alios suos confines. Item unam genesteriam, sitam in dicto territorio, juxta terram Johannis Blancardi et juxta drayam. Item unam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Ubac, juxta terram Bonifacii Loterii et alios suos confines ; pro quibus possessionibus supradesignatis nunc tenet dictus dominus prior.

Item Johannes Blancardi, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificatus fuit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus

ecclesie servicia infrascripta, pro possessionibus infrascriptis: Videlicet, pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in territorio Sancti Martini, loco dicto Clusetas, juxta terram Petri Blancardi et juxta alios suos confines. Item pro aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Al Mulsonchas, juxta terram Raymundi Isnardi et juxta Vallonum et alios suos confines. Item, pro uno prato, posito in dicto territorio, juxta terram domini prioris et juxta alios suos confines. Item, pro uno orto, posito in dicto territorio, juxta domum dicti Johannis et juxta domum Anthonii Blancardi et alios suos confines. Item, pro duabus terris, positis in dicto territorio, loco dicto Mons, juxta nemus et juxta terram Guillelmi Guilhecha et alios suos confines. Item pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Clot, juxta terram Raymundi Boneti et juxta alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Mulsonchas, juxta terram Raymundi Boneti et juxta terram Petri Chastelli, alias Guilhecha, et alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Ubac, juxta terram heredum Raymundi Loterii et juxta terram quondam Petri Ruffii et juxta alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Champ Girat, juxta terram heredum Johannis Dalmasii et juxta terram Anthonii Blancardi et juxta alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Champ Delgues, juxta terram Petri Blancardi et juxta terram Raymundi Blancardi et juxta alios suos confines; pro quibus omnibus possessionibus supra designatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, sestarium annone unum et mediam carteriam, terciam partem unius galline et descoblada porcii, quando ipse nutrit. Dixit etiam etc.

Item Bertonus Compagnoni, de Rochetis, veniens ad presenciam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificatus fuit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus ecclesie servicia infrascripta et pro possessione infrascripta: Vide-

licet, pro quamdam terram, sitam in territorio de Rochetis, quam ipse tenet, sitam loco dicto Bon Vilar, juxta terram Petri Laugerii, a duabus partibus, et juxta alios suos confines; pro quibus omnibus, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, pro dicta terra, in festo sancti Michaelis, carteriam civate unam et denarium unum correntem. Dixit etiam etc.

Item Asalaxia, filia quondam Petri Rostagni, de Rochetis, veniens ad presenciam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificata fuit quod ipsa servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, dicto domino priori et ejus ecclesie servicia infrascripta et pro possessionibus infrascriptis: Videlicet pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in territorio de Rochetis, loco dicto Subtus Ecclesiam sancti Martini, cum una domo et quatuor pratis, sitis juxta dictam ecclesiam et juxta terram domini prioris et juxta terram Sibilie, filie quondam Petri Garini, et juxta alios suos confines. Item, pro una grangia, sita in dicto territorio. Item, pro quadam aliam terram quam ipsa tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Toeto, juxta terram Anthonii, de Vintimilio, quondam dicti loci, et juxta terram Johannis Mafredi et juxta alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipsa tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Vulnaya, juxta terram Raymundi Gapesani et juxta Valonum et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto, juxta terram Guillelmi Gaufridi et juxta terram Rigoni Fabri et juxta alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto la Colla de Cadenet, juxta terram Petri de Masio et juxta terram Raymundi Isnardi et alios suos confines; pro quibus omnibus possessionibus supradesignatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, sestarios duos, eminam civate unam, gallinam unam et descoblada porcii, si tenet. Dixit etiam etc.

Item Guillelmus Boniparis, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii, dixit et testificatus fuit quod

ipse servit et servire tenetur, anno quolibet, dicto domino priori et ejus ecclesie servicia infrascripta et pro possessionibus infrascriptis: Videlicet, pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Vulnaya, juxta terram Raymundi Fulconis et juxta alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Serre de Bresins, juxta terram Johannis Daymes et juxta alios suos confines; pro quibus omnibus possessionibus supradesignatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, videlicet eminam annone unam. Item ipse Guillelmus Boniparis supra nominatus, pro quoddam pratum, quem tenet ipse, et etiam unam terram, situm et sitam in dicto territorio, loco dicto Lonias Sancti Martini, juxta domum Johannis Blancardi et juxta terram dicti Johannis et alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Colonbiar, juxta viam publicam et alios suos confines. Item, pro unam aliam terram, quam tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Avenas, juxta terram Johannis Maurelli et juxta terram Petri Romusati et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Ubac Sancti Saturnini, juxta terram Johannis et juxta terram Johannis Blancardi et juxta alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam tenet supradictus Guillelmus, sitam in dicto territorio, loco dicto Puay Robaut, juxta Petri Demassii et juxta terram Guillelmi Dalmasa et juxta alios suos confines, Dixit etiam, etc. Et, pro possessionibus supradictis servit, anno quolibet et in festo Sancti Michaelis, eminam annone unam.

Item Guillelmus Guilhecha, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino servicia infrascripta et pro possessionibus infrascriptis: Videlicet, pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in territorio de Rochetis, loco dicto Colla Davenas, juxta terram Guillelmi Isoardi, de Tornaforte, et juxta terram Ri-

goni Fabri et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet in dicto territorio, loco dicto En Puay Robaut, juxta terram Guillelmi Boniparis et juxta los confroans de la terra de Amirat et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto En Clusetas, juxta terram Rigoni Loterii et juxta viam et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, sitam in dicto territorio Sancti Martini, loco dicto Mulsonchas, juxta terram Johannis Blancardi et juxta viam et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Champ de Mary, juxta terram Johannis Blancardi et juxta terram Raymundi Boneti et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Al Clot de Ferant, juxta terram Johannis Blancardi et juxta terram Bonifacii Guilhecha et juxta alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Serre de Sant Martin, juxta terram Rigoni Fabri et juxta terram Saturnini Julha et alios suos confines. Item, pro quamdam terram, quam tenet Anthonius Blancardi, sitam in dicto territorio al Font de Servals, juxta pratum magistri Johannis Isnardi et juxta terram quo itur versus Avenas et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, quam ipse Anthonius tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Sol Gentil, juxta terram Bertrandi Isnardi et juxta terram Vincencii Massoni et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Avenas, juxta terram dicti Anthonii et juxta terram Johannis Maurelli et alios suos confines ; pro quibus omnibus possessionibus supradesignatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo Sancti Michaelis, annone eminas tres, carteriam civate mediam, gallinam unam et descoblada porcii, si tenet. Dixit etiam, etc...

Item Vincencius Massoni, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificatus fuit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus

ecclesie servicia infrascripta et pro possessionibus infrascriptis: Videlicet, pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in territorio de Rochetis, loco dicto Meolans, juxta terram Guillelmi Bonpar et terram heredum Petri Ruffii et alios suos confines. Item, pro quodam prato, posito in dicto territorio, loco dicto En Champ Parlant, juxta terram Petri de Masson et juxta pratum dicti domini prioris et juxta alios suos confines. Item, pro quamdam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Valon de Monniar, juxta dictum Vallonum et juxta viam publicam et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto En lo Clot dau Hugo, juxta terram Juliani Guison et juxta Beatricem Massona et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram sitam in dicto territorio, loco dicto En lo Fort Gentil, juxta terram Reforsasa et juxta terram Anthonii Blancardi et juxta alios suos confines. Item, pro quodam horto, posito in dicto territorio, loco dicto Sancti Saturnini, juxta furnum et juxta terram dicti domini prioris et alios suos confines. Item, pro quodam alio orto, posito in dicto territorio, ut supra, posito juxta viam publicam et juxta terras dicte ecclesie et alios suos confines. Item, pro quamdam terram, sitam in dicto territorio Sancti Martini, juxta terram ecclesie et juxta viam publicam quo itur versus Bastitam et juxta alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto En la Ressena, juxta terram dicte ecclesie et juxta terram Rostagni Blancardi et alios suos confines; pro quibus omnibus possessionibus supradesignatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo Sancti Michaelis, sestarios annone duo et gallinam unam et descoblada porcii, si habet. Dixit etiam, etc.

Item Rostagnus Blancardi, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificatus fuit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus ecclesie servicia infrascripta et pro possessionibus infrascriptis: Videlicet, pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in territorio de

Rochetis, loco dicto Mulsonchas, juxta terram Guillelmi Dalmasa et juxta viam publicam et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto Al Champ del Gues, juxta terram Johannis Blancardi et juxta viam publicam et alios suos confines. Item, pro quamdam aliam terram, sitam in dicto territorio, loco dicto En lo Mont, juxta terram dicti Rostagni et juxta terram Raymundi Boneti et alios suos confines; pro quibus omnibus possessionibus supradesignatis, ut predixit, servit et servire tenetur, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, carteriam annone unam, descoblada porcii unam et partes tres unius galline. Dixit etiam, etc.

Item Petrus Laugerii, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificatus fuit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus ecclesie, pro quamdam terram, quam ipse tenet in dicto territorio, loco dicto Bon Vilar, juxta terram Jacobi Laugerii et juxta drayam et alios suos confines; pro qua dicta terra servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus ecclesie, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, carteriam annone unam. Dixit etiam, etc.

Item Beatrix, filia quondam Petri Ruffii, de Rochetis, veniens ad presentiam dicti domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificata fuitquod ipsa servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus ecclesie servicia infrascripta, videlicet pro quamdam terram quam ipsa tenet, sitam in dicto territorio, loco dicto Rocha Orbiara, juxta terram Bartholomei Loterii et juxta viam publicam; pro dicta terra servit et servire tenetur, ut dixit, dicto domino priori, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, carteriam annone unam. Dixit etiam, etc.

Item Saturninus Julha, de Rochetis, veniens ad presentiam domini prioris meique notarii infrascripti, dixit et testificatus fuit quod ipse servit et servire tenetur dicto domino priori et ejus ecclesie, pro quamdam terram, quam ipse tenet, sitam in territorio de Rochetis, loco dicto Al Rochas, juxta vineam dicti Saturnini et juxta

viam publicam ; pro qua servit, anno quolibet, in festo sancti Michaelis, panal unum civate et obolum unum correntem. Dixit etiam, etc.

Actum et publicatum in castro de Pugeto, videlicet in domo Claustri, testibus presentibus domino Jacobo Castellani, cappellano, curato de Pugeto; domino Raymundo Asterii, cappellano de Cruce ; Guillelmo Magaloni et Jacobo Juliani, alias Revelli, de Pugeto, vocatis et rogatis, et me Anthonio Clari, notario publico, auctoritatibus regia et reginali in comitatibus Provincie et Forcalquerii constituto, qui, rogatus et requisitus, hanc cartam publicam scripsi et signo meo publico et consueto signavi.

XXXVI

DIME DU CHANVRE DE PUGET-THÉNIERS [1].

23 Octobre 1405

Monitoire de l'évêque de Glandèves, qui oblige les habitants de Puget-Théniers à payer au monastère de Lérins la dîme du chanvre.

XXXVII

HONORAIRES DU PRÉDICATEUR DE PUGET-THÉNIERS [2].

4 Juin 1599

Transaction entre Louis Lascaris, moine de Lérins, et les syndics de Puget-Théniers, au sujet de l'entretien et des honoraires du prédicateur, des réparations à faire à l'église paroissiale et du service de ladite église :

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 449. — Original.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 449. — Original.

1° Ledit Louis Lascaris cède à la communauté de Puget-Théniers les dîmes, moyennant une pension annuelle et perpétuelle de 45 écus d'or d'Italie.

2° La communauté se charge de payer le prédicateur et de faire toutes les réparations nécessaires à l'église.

Le monastère se réserve tous les cens, rentes, pensions, le sol de l'église, les terres, maisons, jardins dépendant du prieuré, et se charge d'entretenir dans la paroisse deux religieux et un prêtre pour administrer les sacrements.

Prieuré de Notre-Dame de Roquestéron

XXXVIII

SENTENCE RELATIVE A LA PROPRIÉTÉ DU PRIEURÉ DE NOTRE-DAME DE ROQUESTÉRON [1].

20 Mai 1330

Sentence, rendue par l'évêque de Glandèves, à la suite d'un procès intervenu entre Boniface Laugier, prieur de Notre-Dame de Roquestéron, et Pierre Brici, prieur de Notre-Dame de Rigaud, au sujet de la propriété du prieuré de Notre-Dame des Ferres, qui est attribué par ledit évêque au prieuré de Roquestéron.

XXXIX

UNION DU PRIEURÉ DE ROQUESTÉRON AU PRIEURÉ CLAUSTRAL [2].

20 Septembre 1449

Délibération du chapitre de l'abbaye de Lérins, portant union du prieuré de Notre-Dame de Roquestéron à l'office de prieur claustral, moyennant la remise par ledit prieur de toutes les chapelles unies précédemment audit office.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 455. — Original.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 456. — Original.

Prieurés de Saint-Saturnin et de Saint-Martin de La Roquette-Chanan

XL

ABANDON DES DROITS DE L'ABBAYE SUR LE PRIEURÉ DE SAINT-SATURNIN ET DE SAINT-MARTIN DE LA ROQUETTE, EN FAVEUR DE L'ARCHIDIACRE DE GLANDÈVES[1].

21 Octobre 1715

Délibération du chapitre de l'abbaye, par laquelle « tous, d'un commun accord, pour estinguer à perpétuité la contribution de septante cinq livres que ledit monastère ce trouve contribuable pour les gages de la Vignasse de la Rochette de Chanan, en faveur de maistre Gaspard Besson, archidiacre de Glandèves, ont, à cet effait, présentement remis à icelluy et ces subcesseurs tous les droitz généralement quelconques que ledict monastère a, peut avoir et est en coustume de prandre dans les prieurés de Saint-Saornin et Saint-Martin, situés au territoire dudict La Rochette, consistant en droit de dixme, sens, domaines, terres et autres, desquels ledict sieur archidiacre pourra prandre pocession dès aujourd'huy, sans autre formalité ; et c'est sous la franchise dudit droit de contribution de ladicte portion congrüe due par lesdicts prieurés, et soubs une pension par dessus, annuelle et perpétuelle de trente six livres franches .... »

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 463. — Original.

DIOCÈSE D'ANTIBES

DONT LE SIÈGE EST TRANSFÉRÉ A GRASSE EN 1244

Seigneurie de Cannes

XLI

EXTRAITS D'UNE SUPPLIQUE ADRESSÉE PAR LES CONSULS DE CANNES A L'ABBÉ DE LÉRINS [1].

26 Février 1448

L'abbé approuve les propositions suivantes :

1° Les habitants de Cannes pourront recueillir des glands sur tout le terroir dudit lieu jusqu'à la Toussaint et faire paître leurs troupeaux, à l'exclusion de tout étranger, sous peine pour celui-ci, pris en contravention, de payer une amende, dont la moitié sera au profit de l'abbé (Chap. VII). Ils pourront aussi, pour leur usage, couper, au terroir de Cannes, bois ou futaies de tous les arbres vifs ou morts (XVII).

2° Il sera permis auxdits habitants de chasser, sur tout le terroir de l'abbaye, toute sorte de bêtes, en payant au seigneur abbé le droit accoutumé, savoir : des sangliers, la hure ; des cerfs et des chevreaux, la cuisse, etc. (XXXIV).

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 473. — Original.

3° La dîme du blé, du vin, de tous les légumes, du chanvre et du lin, sera payée suivant l'usage et la coutume ; et l'abbé aura la trentième partie du menu bétail nouveau-né (XI).

Pour toutes les autres demandes, le consentement du seigneur abbé n'est donné qu'à certaines conditions :

1° Ledit abbé promet de fournir aux habitants de Cannes assez de bêtes de somme, chevaux, mulets ou ânes, pour fouler leurs blés au temps de la moisson (VIII) ; mais il ne leur permet de battre leurs gerbes au fléau et seulement jusqu'à la quantité de deux charges de grain, qu'en cas de nécessité absolue et si les bêtes de charge viennent à manquer (XIII).

2° Au temps de la vendange et de la vinification, nul ne pourra apporter à Cannes du vin provenant d'un autre terroir, sous peine d'une amende de 100 livres d'or et de la confiscation du vin : moitié de ladite amende sera acquise au seigneur abbé, et l'autre moitié au dénonciateur (XL). Il est fait exception, pour le vin à l'usage du seigneur ou du couvent.

3° Les consuls auront l'autorisation d'ouvrir à Cannes une boucherie, tenue à ferme par un boucher de leur choix, à condition que la moitié du profit sera pour l'abbé (XVI).

4° Ils sollicitent pour les habitants la faculté de s'approvisionner de toute marchandise et tous poissons qui se vendront sur le port, au même prix que les adjudicataires ou acheteurs en gros, et avant que ceux-ci aient emporté les lots acquis par eux. — Ce droit leur est accordé, mais avec cette réserve que le seigneur, le couvent, les religieux et les officiers de l'abbaye auront la préférence sur les habitants (XXIX).

5° Ils prient l'abbé de consentir à ce qu'il soit alloué à toute personne qui trouvera quelque chose en mer ou sur terre, la moitié de cette chose ou de sa valeur. — Le seigneur abbé accorde seulement un tiers et s'attribue les deux autres (XXXVII).

6° Ils demandent « qu'il plaise au seigneur de ne tenir à Cannes aucun bateau seigneurial au temps des indulgences, mais que un chascun puisse porter à l'isle les nombreux pèlerins le plus vite possible, afin que lesdits pèlerins ne soient pas troublés en leurs dévotions et bon zèle qu'ils ont envers les saints et le monastère ; lesquels pèlerins, à défaut de passage, souventes fois s'en retournent en leur pays sans avoir accompli leur pèlerinage : ce qui tourne au grand déshonneur et dommage du couvent et intéresse la conscience de l'abbé, des religieux et des habitants du lieu, et ainsi, par avarice, éteint la dévotion du peuple, au grand préjudice des fidèles chrétiens », etc. (XIV). — L'abbé répond qu'« il ne le peut faire parce que sont ses droits. »

Les chefs de la communauté de Cannes demandent encore :

1° Que leur curé soit un prêtre séculier. — La réponse est qu'ainsi sera, si faire se peut (IX).

2° Un baile et un greffier « sous le bon plaisir des habitants de Cannes » et résidant audit lieu. — L'abbé répond que « ce baile et ce greffier seront à sa disposition et non à celle des gens de Cannes » (XII).

3° Que tout habitant de Cannes puisse porter une épée en ville, « comme il est d'usage aux lieux maritimes et suspects. » — « Ils ne pourront la porter, dit l'abbé, que quand ils iront dehors, ou dans la nécessité » (XXXIX).

Suivent trois autres demandes, relatives à l'exercice de la justice :

1° Aucun officier ou serviteur du seigneur abbé ne pourra informer contre quelqu'un, si ce n'est sur la plainte de l'offensé. — Réponse : « Que la disposition du droit soit gardée, et c'est assez satisfait aux suppliants » (XXX).

2° Les habitants de Cannes ne seront pas détenus pour dettes dans la prison du château, mais dans celle du *puy* (c'est-à-dire de la montée) près dudit château, afin que leurs parents et amis puissent les fournir de tout ce qui leur sera nécessaire ; et, en outre, les détenus pourront être relaxés moyennant bonne et suffisante caution, sauf le cas où ils auront encouru nécessairement une punition. — Réponse : « Accordé, s'il s'agit simplement de détention pour dettes ; mais si c'est pour crime, la caution ne suffirait que s'il n'y avait rien à craindre de la part du prisonnier mis en liberté » (XLIII).

3° Il ne sera point fait de poursuites ni prononcé de punition pour paroles injurieuses que des habitants de Cannes se seront adressées dans le Conseil de la ville ou les femmes au four, en faisant cuire leur pain ; en outre, celui ou celle contre qui de telles paroles auront été proférées ne pourra les tenir pour injure (XXV) ; et, si ces paroles injurieuses ont donné lieu à une querelle ou à une plainte, et si, dans les trois jours suivants, la paix a été faite entre les parties, tout devra être considéré comme non avenu. — Le seigneur abbé donne son approbation dans les deux cas, mais seulement pour des paroles légères et à moins qu'elles n'aient été proférées contre l'abbé, ses officiers ou ses moines (XXVI).

XLII

SENTENCE ARBITRALE, RENDUE ENTRE AUGUSTIN DE GRIMALDI, ÉVÊQUE DE GRASSE ET ABBÉ COMMENDATAIRE DE L'ABBAYE DE LÉRINS, D'UNE PART, ET LA COMMUNAUTÉ DE CANNES, D'AUTRE PART [1].

1514

1° Les habitants de Cannes seront tenus d'aller moudre et cuire aux moulins et fours du seigneur abbé ; défense est faite à eux et à leurs successeurs de bâtir sur le terroir de Cannes fours ou moulins, ni ailleurs, ni cuire et moudre qu'aux fours et moulins de l'abbaye, sans licence de l'abbé.

2° Ils ne pourront fouler leur blé qu'avec les juments du sieur abbé ou avec leur propre bétail, à condition toutefois qu'aucun des habitants ne puisse aparier ni joindre son propre bétail avec le bétail des autres, pour fouler ses blés, ni se les prêter les uns aux autres.

3° Les habitants de Cannes ou autres ne pourront porter des étrangers à l'île Saint-Honorat, sans la permission de l'abbé et de ses successeurs ou officiers auxquels appartient la garde de la tour et de l'île, « veu qu'elle est en lieu limitrophe et exposé aux invasions des ennemis. »

4° L'abbé et l'abbaye ont le droit de retenir et exiger des habitants de Cannes la troisième partie du profit qu'ils font pour le transport des pèlerins et marchandises à l'île de Saint-Honorat, au temps des indulgences.

5° L'abbé et ses successeurs et l'abbaye ont le droit de prendre et recevoir la leyde des charges de poissons, tant frais que salés, achetés par les étrangers au lieu de Cannes.

6° L'abbé et ses successeurs ont le droit de prélever la quatrième partie des thons pris avec des trains et la trentième partie des autres poissons.

7° Le droit de lods d'un sou par florin appartient à l'abbé sur la vente, aliénation ou transport de tout immeuble situé au lieu et terroir de Cannes.

8° L'abbé et ses successeurs n'auront plus le droit de tenir une taverne à Cannes pour la vente du vin, ni de percevoir un panier de figues sur chaque propriétaire.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 473. — Original.

XLIII

ARRÊT RELATIF A LA GARDE DU CHATEAU DE CANNES [1].

13 Juillet 1594

Arrêt du Parlement de Provence, ordonnant « que la garde du chasteau de Cannes sera baillée et remise à l'économe (de l'abbaye de Lérins), pour le garder et conserver à ses despans, par les habitants dudict Cannes, que lui seront baillés par les scindicz dudit lieu, soubz l'hobéissance du Roy et de la Cour... »

XLIV

ARRÊT RELATIF AUX ARMOIRIES DE CANNES [2].

7 Décembre 1633

Arrêt du Parlement de Provence, « portant inhibition et deffense a tous et chacun qu'il appartiendra de contrevenir aux anciens usaiges, ni tenir aucun armoiryes que celles qui sont esté baillées par ledit économe (de l'abbaye de Lérins), comme seigneur de Cannes. »

XLV

SUPPLIQUE DE L'ABBÉ DE LÉRINS RELATIVE AUX ARMOIRIES DE CANNES [3].

Janvier 1635

A Nosseigneurs du Parlement,

Supplie humblement l'économe de l'abbaye et sacré monastère

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 476. — Original.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 503. — Original.

[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 503. — Original. — Un arrêt du Parlement, en date du 1er février 1635, ordonne aux syndics de Cannes de reprendre les armoiries décrites dans la supplique que nous publions.

Saint-Honorat de Lérins, seigneur temporel et spirituel du lieu de Cannes, que, par arrest du septiesme décembre mil six cent trente trois, la Cour a faict deffance aux dicts consuls dudit Cannes de tenir aucun armaries que cellui que leur sont esté donnés par le dit économe, en quallité de seigneur du dict lieu. Ensuite duquel, le 29 du mesme mois, les deffances portés par y cellui sont esté faictes auxdits consuls, lesquels, au mespris dudit arrest, le 12 décembre dernier, Monsieur de Saint-Chammond passant par le lieu de Cannes, aux honneurs que luy feurent rendus, on posa sur la porte certaines armoiries, sur laquelle on y mict une palme acompaigné de deux fleurs de lix, quoyque celles que lesdits consuls ont heu du suppliant ne sont que d'une palme acompaigné d'un C et d'un A, et d'aultant qüe ils ont contravenu au dict arrest descript. Qu'il en soit informé.

A ceste cause, plaise à la Cour, etc.

XLVI

TRANSACTION ENTRE L'ABBÉ DE LÉRINS ET LA COMMUNE DU CANNET [1].

22 Avril 1782

Par cette transaction, passée, — à la suite de l'érection du hameau du Cannet, dépendance de Cannes, en commune distincte, par arrêt du Conseil d'Etat du 9 août 1774, — avec ladite commune, Mgr Sextius de Jarente, évêque d'Orléans, abbé commendataire de Lérins, consent à établir audit lieu « un corps de justice permanent, composé d'un juge gradué, d'un viguier ou lieutenant de juge, d'un procureur jurisdictionnel, d'un greffier, d'un sergent ordinaire et de tous accessoires dépendants . . . . », à condition que la commune établira à ses frais l'auditoire de justice et la prison.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 494. — Original.

Seigneurie de Clausonne

XLVII

TRANSACTION PASSÉE ENTRE GEOFFROI, ÉVÊQUE DE GRASSE, GIRAUD, ABBÉ DE LÉRINS, ET HUGUES DES TOURS, COMMANDEUR DE LA COMMANDERIE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM DE NICE ET DE BIOT, AU SUJET DE LA DÉLIMITATION DES TERROIRS DE CLAUSONNE ET DE MOUGINS [1].

5 Juillet 1341

Anno ab incarnatione Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo, die quinta mensis julii, notum sit omnibus quod, cum questio seu controversia verteretur seu verti speraretur inter reverendum patrem Gauffridum, Grassensem episcopum, et reverendum patrem dominum Giraudum, abbatem monasterii Lyrinensis, et venerabilem virum dominum Hugonem de Turribus, preceptorem Nicie et Bizoti, et universitatem hominum de Antipoli, pretextu et occasione cujusdam limitationis, ut dicitur, facta per Guillelmum Boneti de Villari et Guillelmum Guigueisoni, de Pegomacio, electos, ut dicitur, per prenominatos, in territorio Clausone et territorio de Moginis, a qua quidem limitatione dicebatur, pro parte domini abbatis, ipsum dominum abbatem fore gravatum; verum prenominati, volentes questiones evitare, supra premissis compromissum fuit per prenominatos, videlicet per Huguetum de Cormis, pro parte domini episcopi, et Laurentium Pellicerii, pro parte dicte universitatis, et per dictum dominum preceptorem et per dictum Pontium Barjolle, priorem de Villari, pro parte dicti domini abbatis, in religiosos viros Guillelmum de Blevis, priorem claustralem dicti monasterii, fratrem Petrum Bernardi, ordinis

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 517. — Copie.

Sancti Johannis Jehrosolimitani, tanquam in arbitros, prout de dicto compromisso constat quodam publico instrumento, scripto manu mei notarii inscripti.

Hinc est quod dicti domini arbitri, visa et diligenter examinata dicta questione et limitatione, prout sequitur cognoverunt, pronunciaverunt, terminaverunt et declaraverunt, in presentia mei notarii et testium inscriptorum: Videlicet, in loco vocato la Caysoniera, unum terminum mutaverunt ibi prope in quodam succo. Item, in quodam eissarte, in quadam lausa, unum terminum posuerunt, remoto alio termino ibi posito, ut dicitur, per predictos Guillelmum Boneti et Guillelmum Guigueisoni. Item et unum terminum, situm supra fontem de Fugayreto, in quadam valleya, mutaverunt et in quodam succo dictum terminum assignaverunt. Demum quatuor terminos infra territorium de Moginis, supra dictam fontem, pro averi relargando veniente ad dictam fontem posuerunt, retenta jurisdictione in dicto territorio dicto domino abbati. Subsequenter alios quatuor terminos in territorium de Clausona posuerunt, pro relargerio averis venientis ad dictam fontem, retenta etiam jurisdictione dominorum de Clausona, videlicet in vallone supra dictam fontem, in quodam banclause unum terminum posuerunt. Item voluerunt quod quoddam spatium, situm subtus dictam fontem, in dictos terminos sit et remaneat pro pasto, et quod possideri non debeat, imo commune pro dicto averi remaneat, retento quod dictos terminos signatos per predictos dominos et compromissarios, plantare possint et valeant, et alios terminos plantare, prout eis visum fuerit, recta linea de termino ad terminum, et quod alii termini remaneant, videlicet Claperium Dormilhes et Lapis Alba.

Que omnia observari voluerunt dicti domini compromissarii per prenominatos, et quod predicta obtinere debeant roboris firmitatem ; et, presentibus ibidem dicto domino Pontio et Fulcone Albarni, ipse dominus Pontius, nomine dicti domini abbatis et prenominato nomine dicte universitatis, predicta omnia homologaverunt et approbaverunt ; de quibus omnibus petie-

runt sibi fieri publica instrumenta, tam per me inscriptum notarium quam per magistrum Bertrandum Allaudi, videlicet ego dictus notarius, pro parte domini episcopi, domini preceptoris et dicte universitatis, et omnium a quolibet, prout dictus Laurentius requisivit. Actum in territorio predicto, subtus dictam fontem, in dicto pasto, in presentia domini Raibaudi de Romolis, prioris Vallaurie, Olivarii Hugonis Capra, de Antipoli, Honorati Arnaudi, Guillelmi Feraudi et Petri Pelati, de Moginis, ad hec vocatorum. Et ego Jacobus Bonafidei, notarius publicus, auctoritate regia in commitatibus Provincie et Forcalquerii constitutus, qui rogatus hanc cartam scripsi et signo meo consueto signavi.

Église Saint-Honorat de Grasse

XLVIII

ÉTAT DES BIENS SOUMIS A LA DIRECTE DU MONASTÈRE DE LÉRINS AU TERROIR DE GRASSE [1].

1553-1581

Cet état a été rédigé d'après la déclaration faite par les emphytéotes et contenue dans le cadastre de la communauté de Grasse :

Pré, au Temple. — Maison, dans l'enceinte de la ville, à Tracastel. — Jardin, à La Roque. — Maison, à la rue Droite. — Vigne, à Malbosc. — Champ, à La Peyraque. — Jardin, à La Roque. — Vigne, à La Peyraque. — Maison, à la Portette. — Vigne, à Malbosc. — Jardin, à La Roque. — Vigne, aux Ribes. — Partie de maison, au Pertus. — Maison, à La Font-Neuve. — Maison, à la rue Droite. — Casal, à la Portette. — Maison et partie de maison, au Pourtalet. — Maison, à la Pellisserie. — Champ, au Courtil de Bargème. — Maison, au Vallat de Saint-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 533.

François. — Deux « blaquières », aux Aspres. — Terre et vigne, à Brassauris. — Vigne, aux Ribes. — Quatrième partie d'une maison, à La Fabrerie. — Moitié d'une « blaquière », au Plan. — Maison, à la rue Saint-Honorat. — Maison, à la rue de la Sabbaterie. — Cellier et chambre, à la rue de La Fontette. — Maison, à la rue Saint-Honorat. — Maison, au Vallat de Saint-Honorat. — Maison, à la rue de la Sabbaterie. — Terre, aux Ubacs. — Maison, à La Fontette. — Maison, à la rue des Durands. — Maison, à Tracastel. — Maison, au Vallat de Saint-François. — Moulin à huile, à La Roque. — Moulin à blé, Sous La Roque. — Ferrage, à Font-Sinasse. — Partie de jardin, à Rioublanquet. — Etable, à La Pellisserie. — Vigne, à Malbosc. — Jardin, à Font-Lachette. — Vigne, aux Molières. — Jardin, à Font-Lachette. — Casal, à La Fontette. — Casal, à La Fontette. — Maison, au Vallat de Saint-Dominique.

XLIX

UNION DES PRIEURÉS DE SAINT-PIERRE D'ASPRES, DE SAINT-PIERRE DE SARTOUX ET DE SAINT-FLORENT DE CANAUX A L'ÉGLISE SAINT-HONORAT DE GRASSE [1].

15 Décembre 1344

Anno incarnationis Domini tricesimo quadragesimo quarto, die decima quinta mensis decembris. Noverint universi, presentes pariter et futuri quod, congregato capitulo Grassensis ecclesie in sacristia cathedralis, ubi consuetum est capitulum congregari, more solito, ... attendentes et considerantes quod ecclesia Sancti Honorati de Grassa non habet de quo possit prior ibidem existens vivere cum socio monacho et sustentari, . . attendentes quod beneficia Sancti Petri de Aspris, territorii Sancti Florentii de Canalibus rurales capelle sine cura nec non rectoria, cum cura animarum, ac prioratus Sancti Petri de Sartolis, dicte diocesis Grassensis, ad

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 561. — Original.

collationem reverendi patris domini abbatis Lirinensis et monasterii jam dicti pertinent et spectant, et quod non sunt alia beneficia viciniora, ad dictum monasterium spectantia, de quibus possit unio fieri ; ita debite attendentes etiam quod dicte capelle rurales ita modici valoris existunt quod, etiam ambabus junctis insimul, aut de redditibus ipsarum non posset unus solus prior vitam habere; igitur, predictis visis et cum magna maturatione discussis, predictas ecclesias de Sartolis, de Aspris et Sancti Florentii, cum omnibus juribus et pertinentiis ipsarum ecclesiarum, predicti domini commissarii et capitulum,... salvo et retento omni eo jure quod habet dictus dominus episcopus et percipit in dictis ecclesiis et personis, in quibuscumque rebus existant, predicte ecclesie Sancti Honorati de Grassa univerunt, annexaverunt et incorporaverunt...

L

BULLE DU PAPE CLÉMENT VII, ORDONNANT LA RESTITUTION DE L'ÉGLISE SAINT-HONORAT A L'INFIRMIER DE LÉRINS, PAR LES PÈRES AUGUSTINS [1].

26 Février 1525

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis archidiacono et archipresbytero ecclesie Niciensis ac officiali Niciensi, salutem et apostolicam benedictionem. Querelam dilecti filii Johannis Baptiste de Tortosa, infirmarii monasterii Sancti Honorati, insule Lirinensis, ordinis sancti Benedicti, congregationis Cassinensis, alias Sancte Justine de Padua, Grassensis diocesis, accepimus, continentem quod, licet ipse infirmariam predicti monasterii, tunc certo modo vaccantem, canonice assecutus fuisset illamque

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 576. — Original.

per certum tempus tenuisset et possedisset pacifice et quiete, et propterea super illa a quoquam molestari non debuisset, tamen prior et fratres domus sancti Augustini Grassensis, ordinis ejusdem sancti Augustini, a domo predicta Sancti Augustini expulsi, ad easdem domum et ecclesiam Sancti Honorati se transtulerunt, et in illis se intruserunt, illasque detinent indebite occupatas, dictum Johannem Baptistam possessione seu quasi domus et ecclesie Sancti Honorati hujusmodi de facto propterea spoliando, necnon oblationes et alia jura eidem ecclesie Sancti Honorati facta usurpando ac in suos usus et utilitatem convertendo, in animarum suarum periculum ac ipsius Johannis Baptiste prejudicium non modicum et gravamen. Quare, pro parte ipsius Johannis Baptiste nobis fuit humiliter supplicatum, quatinus ipsum ad pristinam possessionem seu quasi domus et ecclesie Sancti Honorati predictarum restitui mandare, ac quam ipse, super spolio et intrusione necnon usurpatione hujusmodi et rebus aliis latius exprimendis, contra dictos priorem et fratres ac alios intrusos et intrudendos movere intendit causam, alicui probo viro in partibus illis committere, aliasque in premissis ei providere, de benegnitate apostolica dignaremur. Quocirca, cum dictus Johannes Baptista, sicut asserit, potentiam prioris et fratrum predictorum merito perhorrescens, eos infra civitatem Grassensem et diocesim predictos nequeat convenire secure, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus, vocatis qui fuerint evocandi, et dicto Johanne Baptista, sicut justum fuerit, restituto, auditisque hinc inde propositis, quod justum fuerit, appellatione remota, discernatis, facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam firmiter observari ; testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, censura, simili appellatione cessante, compellatis veritati testimonium perhibere. Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse duo aut unus vestrum ea nichilominus exequantur. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno incarnationis dominice millesimo quingente-

simo vicesimo quinto, tertio kalendas martii, pontificatus nostri anno tertio.

LI

BULLE DU PAPE INNOCENT III, RELATIVE A UN DIFFÉREND INTERVENU ENTRE L'ÉVÊQUE D'ANTIBES ET L'ABBÉ DE LÉRINS [1].

1er Avril 1210

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri B(ertrando), Antipolitani episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. His nos convenit robur apostolicum specialius impertiri que aliquando in contentionem, deducta nostra interveniente auctoritate, amicabili concordia sociantur. Sane, cum inter te ac dilectum filium abbatem Lirinensem super ecclesia Sancti Honorati de Grassa et quibusdam aliis fuisset apud Sedem Apostolicam aliquandiu litigatum, demum de tui et ipsius abbatis assensu, nobis mediantibus, hujusmodi compositio intervenit, ut abbati et monachis Lirinensibus liceat in ecclesia memorata celebrare divina et exercere cetera ecclesiastica sacramenta, ita videlicet ut circuitiones cum aqua benedicta, processiones et etiam litanias non faciant, absque Antipolitani episcopi licentia vel assensu, nec in desponsatione virginum vel purificatione parentium missas cantent, vel orationes seu benedictiones exsolvant, nec aliquem etiam, nisi forsan in casu necessitatis, recipiant ad baptismum; campanas quoque, ad divina officia celebranda, non prius pulsent quam in ecclesia parrochiali pulsetur, dummodo clerici ejusdem ecclesie horas Dei laudibus deputatas non negligant vel excedant, eisdem abbati et monachis pulsandi ad matutinas et completorium, omnimoda li-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 581. — Original.

bertate servata. Preterea, dicta Sancti Honorati ecclesia liberam habeat sepulturam, sed eorum que aliquorum ultima voluntate obtentu aliquando obvenerint, preter quod de factis legatis tertiam partem ecclesia illa percipiat qua mortuorum corpora sunt assumpta; sed, si aliquid ecclesie parrochiali legetur ab eo qui apud memoratam ecclesiam Sancti Honorati elegerit sepulturam, et id excesserit tertiam eorum que ipsi ecclesie in ultima voluntate legantur, ecclesia parrochialis integraliter id obtineat quod ei dinoscitur esse relictum; si vero minus tertia legetur eidem, quod defuerit tertie per abbatem et monachos fideliter suppleatur. In precipuis etiam solempnitatibus, videlicet nativitate Domini, festo sancti Stephani, Epyphania, Purificatione, Parasceve, Resurrectione dominica et die lune sequenti, Ascensione, Pentecoste, Assumptione beate Marie Virginis, omnium sanctorum festo et die sequenti, tertia oblationum pars ad Antipolitanum episcopum devolvatur. Capellanus vero eorumdem abbatis et monachorum obedientiam Antipolitani episcopo faciet ac et excommunicatos et interdictos ab eo non recipiet ad divina; sed, cum generale illius terre fuerit interdictum, liceat ei, voce suppressa, exclusis excommunicatis et interdictis, divina officia celebrare. Ut igitur in perpetuum compositio suprascripta de utriusque partis assensu, nobis mediantibus, facta inviolabiliter observetur, nos eandem auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nullo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri ei Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, kalendas aprilis, pontificatus nostri anno tertiodecimo.

LII

PROCÈS-VERBAL D'ENQUÊTE SUR L'UTILITÉ DE L'ALIÉNATION DE L'ILE SAINTE-MARGUERITE PAR LES RELIGIEUX DE LÉRINS, EN FAVEUR DE CLAUDE DE LORRAINE [1].

27 Novembre 1615

« ....Procédant à ce (l'enquête sur l'utilité de la cession de l'île Sainte-Marguerite à Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, prince de Joinville), nous, (Barthélemy Camelis, évêque de Fréjus, délégué par le nonce apostolique en France), avons marché et visité, bien veu et concidéré ladicte isle, l'ansainte et tour de laquelle est d'environ deux tiers de lieue au mitant, et en partye de laquelle avons veu et trouvé à force vieilles massures et marques des bastimans anciens, la plus part d'iceux démolis et rasés, et quelques aultres quy sont encores en estat, marquans par la vue oculaire leur antiquitté. Et, au surplus, le terroir en l'estandue de ladicte isle nous pareu du tout infructueux et infertille, nullement laboré et cultivé, ains remplis d'espines, ronces et buissons quy l'occupent, que nous croyons et estimons estre le séjour et giste des serpants et aultres bestes venimeuses, mesme au rapport desdicts sus nommés, quy nous ont assuré ladicte isle estre fort abondante

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 596. — Original.

et puplée desdictes mauvaises bestes ; nous aparoissant tout ledict terroir, en l'estat qu'il est, ne pouvoir en rien servir que pour quelque petit pasturage, et encores avec grande incomodité, pour n'y pouvoir le bestail boire, n'y ayant que les eaux salées de la mer. Encores avons recogneu, en divers costés de ladicte isle, les Turcs et pirates se pouvoir commodément cacher et mettre à couvert, pour surprandre les passans et donner chasse aux vaisseaux qui naviguent en ceste coste, attendeu que ladicte isle est fort commode pour l'exploict des mauvais dessains desdicts Turcs, coursaires et larrons, ainsin que nous sçavons estre plusieurs fois arrivé....

Elle (l'ile) n'est d'aucun proffict à ladicte abbaye ny aux religieux d'icelle, ni à autre personne quelconque, voire réduite sy bas et à sy peu que, à grand payne, en avoit ledict monastère peu s'y devant treuvé deux ou trois cens escus, et pour laquelle petite somme ladicte isle auroit esté engagée aux habitants dudict Canes. Ayant, pour ces causes, lesdicts abbé et religieux dudict monastère recogneu fort à propos et nécessaire de remettre et transporter ladicte isle Saincte-Margueritte à quelque grand seigneur quy est du pouvoir et de l'authorité pour s'oposer aux incursions desdicts Turcs et pirates, et, pour cest effait, randre ladicte isle habitable, la faire cultiver et purger desdictes bestes venimeuses, duquel affaire ayant traicté et conféré avec très hault et puissant prince messire Claude de Lorreyne, prince de Jouinville, quy de sa grasse, pour la particullière affection qu'il a audict monastère, c'est porté de bonne vollonté de y antandre .... Le traicté du faict de ladicte isle ayant esté tellemant advancé que enfin sur les articles dressés là-dessus contract s'en serait ensuivy, par lequel l'abbé et religieux de ladicte abbaye et monastère auroient faict rémission et transport de ladicte isle Saincte-Margueritte à mondict seigneur le prince de Jouinville, avec tous les droicts et appartenances d'icelle, la justice haulte, moyenne et basse, de toutes aultres appartenances, pour en jouir à perpétuité par ledict seigneur prince, ses heoirs, successeurs et ayant cause, sans aucune réserve audict monastère

que des droicts des dessimes de tous les fruits que ce pourront à l'advenir percevoir dans l'estandue de ladicte isle, à la charge d'y faire par ledict monastère le divin service, lorsqu'elle sera habitée.... »

LIII

ACTE DE CESSION DE L'ILE SAINTE-MARGUERITE PAR CLAUDE DE LORRAINE, PRINCE DE JOINVILLE, A CHARLES DE LORRAINE, DUC DE GUISE [1].

30 Mai 1618

«... Très hault et puissant prince Mgr Claude de Lorraine, duc de Chevreuse... confesse avoir donné, quitté et remis, cédé et transporté pour tous jours à très hault, très puissant et illustre prince Mgr Charles de Lorraine, duc de Guize,... c'est assavoir le droict qu'il peut prétendre et avoir en l'isle de Saincte Margueritte, ses appartenances et dépendances, assize en Provence, au moyen du don que luy en ont cy devant faict les relligieux de Sainct Honnorat... »

LIV

ACTE DE CESSION EMPHYTÉOTIQUE ET D'INFÉODATION PERPÉTUELLE DE L'ILE SAINTE-MARGUERITE PAR CHARLES DE LORRAINE, DUC DE GUISE, EN FAVEUR DE JEAN DE BELLON [2].

6 Juin 1618

«... Très haut, très puissant et illustre prince Mgr Charles de

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 599. — Original, dont nous avons extrait les parties essentielles.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 597. — Original, dont nous avons extrait les parties essentielles.

Lorraine, duc de Guize,... désirant favorablement traicter le sieur Jehan de Bellon, escuyer, de la ville de Brignole en Provence, un de ses domestiques, a volontèrement recogneu et confessé avoir remis, ceddé, quitté et transporté... audict Jehan de Bellon,.. en tiltre emphitéotique et inféodation perpétuelle l'isle de Saincte Margueritte,... à la condition que ledict de Bellon payera le disme réservé aux relligieux ; item qu'il sera tenu de rembourser la comune de Cannes des deniers pour lesquels ladicte isle a esté engagée par le chapitre et moynes de Sainct Honoré... Item se réserve mondict seigneur le droict de prélation,... la haulte justice et institution des officiers, lesquels exerceront aussi la moyenne et basse justice, laquelle il remet et cède audict de Bellon. Item se réserve mondict seigneur tel lieu et place et espace que bon lui semblera, pour ériger en ladicte isle une forteresse, et ne pourra ledict Bellon y bastir sans la permission de mondict seigneur ; bien luy est permis de couvrir quelqu'un des vieux bastiments, pour héberger son bestail et ses valets. Encore se réserve mondict seigneur le rachat perpétuel de ladicte isle, en payant audict de Bellon tous les loyaux, couts et melliorations qu'il y aura faictes, la plus value d'icelle et la somme de quatre mil cinq cens livres, qu'il a confessé avoir receu dudit de Bellon ; et ne racheptera mondit seigneur ladicte isle que pour luy et pour ses descendants et successeurs. Et, pour marque que mondict seigneur de Guize ne prétend alliéner à jamais les droictz qu'il se réserve, y dessus estant assis dans une chère, ledict de Bellon ayant un genoil en terre, luy a faict et presté la foy et homage qu'il est tenu lui faire et prester à cause des présentes, et, en signe de ce, luy a baisé la main dextre ..... Faict à Paris, à l'hostel de Guize, avant midy, ce sixième jour de juing mil six cents dix-huict...»

LV

CESSION DE SES DROITS SUR L'ILE SAINTE-MARGUERITE A JEAN DE BELLON PAR LA COMMUNAUTÉ DE CANNES [1].

5 Avril 1619

Acte de transaction, passé entre Jean de Bellon et la communauté de Cannes, qui lui cède ses droits sur l'île Sainte-Marguerite, « moyennant la somme de deux cents et dix escus d'or, valantz pour lors cinquante deux solz pièce, et vingt-sept solz six deniers, que ladicte communauté avoit payé de ladicte isle... »

Seigneurie de Mougins

LVI

TRANSACTION ENTRE L'ABBAYE DE LÉRINS ET L'ABBAYE DE SAINT-VICTOR DE MARSEILLE, QUI CÈDE SES PROPRIÉTÉS DE MOUGINS EN ÉCHANGE DE BIENS A SALERNES [2].

1153

In nomine Domini. Breve recordationis pro modernis ac futuris temporibus, ad memoriam retinendam, de permutatione que facta est inter dominum Guillelmum, Massiliensem abbatem, in claustro Massiliensis monasterii, et dominum Bosonem, Lerinensis monasterii abbatis, in presentia fratrum quorum nomina subtus leguntur. Placuit itaque et inter eos convenerunt, quidquid in Salernis aut in territorio ejusdem castri ad jus Lerinensis monasterii pertinere

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 598. — Original.
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 612. — Copie.

dignoscitur ad jus Massiliensis monasterii, permutationis nomine, transferretur, in quibus hec propriis nominibus exprimenda duximus: ecclesiam scilicet Sancti Petri et Sancti Andreæ et Sancti Trophimi, cum omnibus ad eas pertinentibus; et quidquid Massiliensis monasterii juris in castro Mugini aut in ejus territorio esse videbatur, scilicet ecclesiam Sancti Martini et quæ eidem pertinere videntur, ad jus Lerinensis monasterii conferretur. Quam permutationem, ut supra legitur, communi fratrum tam Massiliensium quam Lerinensium consensu, in Massiliensi capitulo celebrato, abbas Massiliensis, et G. de Cederesta, prior, et Bertranus de Turrias, et Guillelmus de Maderias, et Raimundus Folcos, et Guiralt Raimundus, et alii fratres laudaverunt. Lerinensium vero interfuerunt dominus abbas Boso, et sacrista Raimundus de Castro Reinaldo, et Rostagnus de Misoaga, et Guillelmus Bonifilii, qui communi consilio fratrum laudaverunt. Anno incarnationis dominicæ millesimo centesimo quinquagesimo tertio, indictione septima, actum est in monasterio Massiliensi, feliciter regnante Frederico rege, Deo propitio, anno regni sui secundo.

LVII

ÉTAT DES CENS DE MOUGINS ADJUGÉS AU SACRISTAIN DE LÉRINS [1].

24 Janvier 1244

In nomine Domini, amen. Anno incarnationis ejusdem MCCXLIII°, indictione prima, mense et die XXIIII januarii. De controversia seu lite que vertebatur inter P. Rivarium, Lyrinensem sacristam, ex una parte, et homines de Mogino, scilicet R. Faraudum, et

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 614. — Original, en très mauvais état. Les points remplacent les mots illisibles.

Aldebertum Faraudum, Pelatum, Willelmum Saturninum, R. Saturninum, W. Isnardum, P. Raimbaldum, Baydum, R. Pontium, P. de Villa Veteri, W. Pontium, P. Gascum, P. Rocham, Stephanum Johannem, P. Cornillonem, Fulconem, Revellos fratres et quosdam alios, ex altera. Que controversia talis (est): P. Rinerius, Lyrinensis sacrista, contra homines de Mogino, scilicet R. Faraudum etc., ut supra, petens ab eis, nomine sacristie, censam sive censum annualem bladi sibi (debitum) ad mensuram communem et usualem. Item petebat omnes terras quas dicti homines vel eorum predecessores de affari sacristie excoluerant, exceptis casibus eis a principio concessis, sibi. . . . . etc. Unde nos Aldebertus, Dei gratia Lyrinensis abbas, visis peticionibus, negationibus, posicionibus, responsionibus que ad dictam litem pertinebant, posita lite contestata et jurato de calumpnia,.... tale mandamentum, per bonum pacis et accordium, sententialiter, equitatem servando, pronunciamus, quod homines predicti de cetero debeant satisfacere annuatim, tam ipsi quam heredes eorum et heredum heredes in perpetuum, sacristie de blado seu censu vel censa predicta, ad mensuram communem et usualem Antipolis. Et pronunciamus insuper, eodem modo et jure suprascripto, quod predicti homines et heredes (eorum) possessiones et terras a dicta sacristia quas predecessores eorum a principio habuerunt, servitio illo tempore constituto, ad communem mensuram Antipolis, ut supra dictum est, habeant et possideant; et de omnibus terris cultis et incultis quas predecessores vel presentes possessores acceperunt postea vel excoluerunt, vel in posterum aliqui fuerint colituri, de omnibus fructibus ibidem provenientibus, dicte sacristie, propter recognitionem dominii, tascam reddere teneantur. Actum apud Moginum, in presentia Ugonis de Signa, cellerarii, Al. de Valle Clausa, prioris Vallis Auree, Chaudairerii, Peironis, R. Rascatii, Stephani Draconis, P. Arnaldi, Fulconis Buisse et aliorum. Et nos supradictus Al(debertus), Lyrinensis abbas, ut in posterum supradicta omnia firma illibataque permaneant, presentem cartam nostri sigilli (munimine et) sigilli Lyrinensis conventus fecimus roborari.

821753 A

LVIII

PRIVILÈGES ACCORDÉS AUX HABITANTS DE MOUGINS PAR L'ABBÉ DE LÉRINS [1].

4 Février 1374

Le seigneur abbé s'engage à arrenter ses droits de préférence aux hommes de Mougins.

Les crimes et délits commis par lesdits hommes ne devront être punis que dans ledit lieu de Mougins.

Mougins aura des offices de baile, de juge et de notaire annuels.

L'abbé paiera le tiers des réparations aux murs, au clocher et aux ornements de l'église.

Il fera bâtir des moulins à blé et des fours, « qui soient bons et suffisants pour ledit lieu », et, en cas que lesdits moulins ne soient pas suffisants pour tout le monde, les habitants demandent qu'il leur soit permis d'aller moudre où bon leur semblera.

Il entretiendra un nombre de chevaux suffisants pour fouler les blés.

Les hommes de Mougins pourront couper des joncs et du liège, bocager, chasser sur le terroir de l'abbaye.

Les dîmes seront payées par eux au trézain.

Ils pourront, comme les habitants de Cannes, établir un droit pour les bestiaux entrant dans le terroir de Mougins.

Seigneurie de Pégomas

LIX

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION DES TERRES DE PÉGOMAS ET D'AURIBEAU, ÉTABLI A LA REQUÊTE DE L'ABBÉ DE LÉRINS, SEIGNEUR DE PÉGOMAS [2].

24-26 Novembre 1258

In nomine Domini, amen. Anno Domini millesimo ducentesimo

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 611. — Original.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 662. — Original, en très mauvais état, dont nous publions les parties essentielles.

quinquagesimo octavo, mense et die vicesima quarta novembris. Notum sit omnibus presentem paginam inspecturis, quod dominus Galterus de Alneto, Provincie et Forcalquerii senescallus pro excellentissimo domino Karolo, comite Provincie et Forcalquerii, ad postulationem et requisitionem venerabilis patris domini B(ernardi), abbatis Lirinensis monasterii Beati Honorati, de consilio etiam domini Johannis de Bonamena, majoris judicis Provincie, dedit in mandatis domino B. Sardo, Grassensi judici pro domino comite supradicto, quathenus reciperet testes quos dictus abbas, major dominus post dictum dominum comitem castri de Pegomatio, et alii domini dicti castri producere voluerunt super determinatione et separatione territorii prenominati castri de Pegomatio a territorio castri de Auribello, et, receptis testibus hinc inde et facta determinatione ac separatione dictorum territoriorum, videlicet Pegomacii et de Auribello, deffendat dictus judex et Grassensis curia dominos de Pegomatio et predictum territorium ipsorum de Pegomas, ne avere ipsorum hominum de Auribello ingrediatur territorium predictum de Pegomas, sine voluntate ipsorum dominorum de Pegomas, imponens eis et singulis ipsorum penam; et eam habeant, prout sibi videbitur, pro singulis vicibus quibus avere intraret terram de Pegomas, et nichilhominus domini de Pegomas capiant et habeant bannum consuetum quod ab aliis consueverunt capere et habere ab aliquibus annis. Actum in domo domini Fulconis de Caneto, jurisperiti, in presentia domini Johannis de Bonamena, majoris judicis Provincie; dicti B. de Sclanola, jurisperiti; Bonifacii Squirpi, et Guillelmi Squirpi, fratris ejus; B. Squirpi Petri de Vencia; B. Martini, filii Raymundi Martini; Raymundi de Sclanola [1]; Petri de Sclanola et aliorum quam plurium testium rogatorum [2].

[1] Le texte porte « Salanola ».

[2] Ce commencement de charte est tiré d'une copie du XVI[e] siècle, le mauvais état de l'original rendant toute lecture impossible.

Anno et mense quo supra, die vicesima sexta, cum dominus B. Sardus, judex Grassensis, recepisset in mandatis a domino Galterio de Alneto, senescallo Provincie, prout superius continetur, quod testes quos domini de Pegomacio vellent producere super divisione territoriorum castrorum de Pegomacio et de Auribello reciperet, et scribi per manum publicam faceret super titulis porrectis sibi a partibus supradictis, et eciam testes quos domini de Auribello vellent similiter producere super divisione territoriorum predictorum, idem dominus judex precepit Hugoni Mole, nuncio Grassensis curie, quod citaret Petrum Capotium, procuratorem domini Leonardi, prepositi Grassensis, et capitulum Grassensis ecclesie, si vellent testes aliquos producere super divisione territoriorum predictorum castrorum.....

Item, super eo videlicet quod territorium castri de Pegomacio dividatur et determinetur a territorio castri de Auribello a fonte posito super ecclesiam Beate Marie de Valle Clusa, et sicut fluit rivus inferius versus Cianeam usque ad ipsam Cianeam, ita quod ultra rivum, ex parte castri Auribelli, est de territorio Auribelli, et nihil habent citra rivum de territorio; ex parte vero castri de Pegomacio est territorium et de territorio castri de Pegomacio, et nichil habent de territorio ultra versus Auribellum; et hoc dicimus de territorio citra Cianeam, tamen quia illi de Auribello nichil, videlicet nullum territorium, habent ultra Cianeam, et de hoc est fama publica inter notos et vicinos eorum. Item, ex eo quod territorium quod habet castrum de Pegomas, ultra flumen predicte Cianee, ita protenditur et determinatur cum territorio castri de Avinioneto, videlicet a flumine predicto Cianee versus castrum de Roqueta, subtus Ponchiers inferius, et ascendit per cumbam Gavederii, et tendit in Mauram sursum in montem Iratum; ita quod, ex parte castri de Pegomacio versus Cianeam est territorium et de territorio castri de Pegomas, et ex alia parte est Avinioneti, et de hoc est fama publica inter notos et vicinos eorum. Item, ex eo quod a predicto monte Irato ascendit, per verticem montis

Maure, super fontem de Gora, et descendit inferius per draiam, et ferit ad collem de Las Chaberguas, et tendit ad Gardetam, et a Gardeta descendit in flumen predictum Cianee, super locum qui dicitur et apellatur Posador, ubi illi de Auribello auriunt aquam ; ita quod, ex parte Pegomacii versus Cianeam est de Pegomacio, inferius, ex parte Maure, per ripariam Cianie, ex utraque ripa usque ad locum ubi sumitur terminus secundi tituli, est de Pegomacio, et de hoc est fama publica inter notos et vicinos.

Ego Guillelmus Fuserius, secretarius domini Raimundi Berengarii, Dei gratia comitis et marchionis Provincie et comitis Forcalquerii, hanc cartam et predictos testes et omnia superscripta scripsi, de mandato domini judicis supradicti, et in publicam formam redegi, et meum signum apposui.

Prieuré de Roquefort

LX

LETTRES PATENTES D'ALPHONSE II, COMTE DE PROVENCE, PORTANT RESTITUTION DU PRIEURÉ DE ROQUEFORT A L'ABBAYE DE LÉRINS [1].

Entre 1196 et 1209

Ildefonsus, Dei gratia rex Aragonensis, comes Barchinone et marchio Provincie, omnibus hominibus ad quos litere iste pervenerint, salutem. Notum sit vobis omnibus, causa nobis cognita, attestatione quamplurium proborum virorum, nos restituisse possessionem castri de Rochafort abbati et monasterio Lyrinensi, a quo fuerat spoliatum. Verumtamen volumus atque precipimus ut

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 674. — Original.

prefatum monasterium sub tuitione bajulorum nostrorum, retinendo possessionem predicti castri, respondeat in jure de proprietate et faciat justiciam omni homini super eo querelanti.

LXI

VENTE PAR L'ABBÉ DE LÉRINS A LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-PAUL DE SES POSSESSIONS A ROQUEFORT [1].

1241

In Christi nomine, anno millesimo CC° XLI°, indictione..., die XII°. Notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris quod, cum monasterium Lyrinense foret gravatum et detentum multis debitis et non haberet aliquod mobile unde illa debita possit solvere, idcirco dominus Audebertus de Ciegis, abbas Dei gratia monasterii Lyrinensis, cum concilio et voluntate dominorum monacorum dicti monasterii infrascriptorum Deo servientium, et tocius conventus, ad hoc specialiter congregatorum,.. Alamane, prioris claustralis, Ripert, sacriste, Thome, infirmarii, Johannis de Sancto Laurentio, Aycardi Raymundi de La Roqueta, Hugonis Pagani, Wuillelmi de Cabriis, Henrici Guillelmi, Raymundi Dozoysi, Giraudi de La Costa, Poncii Garini, Petri de Castronovo, fratris Guillelmi Willhermi, Flamenci Audeberti, Jacobi Bartholomei, cellerarii, Bertrandi de Cellans, et Armandi, et ipse conventus, vendunt et concedunt Gaufrido de Crossis,.. Hugoni Raymundo et Raymundo Raphino, de Sancto Paulo, presentibus et recipientibus, et ementibus nomine suo et nomine aliorum dominorum

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 680. — Extrait des minutes du notaire Bertrand Rocca (6 mars 1304).

et omnium hominum castri de Sancto Paulo in podio habitantium, castrum de Raccafort, cum juribus et pertinenciis dicti castri, scilicet dominium et segnoriam, predicta omnia, sicut dicta sunt sive consistunt in hominibus vel feminabus, domibus, casalibus, albergis, cavalcatis, furno, terris cultis et incultis, pascuis, tasquis et nemoribus, bannis, pascationibus, riperiis et molendinis, justiciis et jurisdictione, vel quibuscumque aliis modis, prout melius et utilius ad eorum utilitatem intelligi potest; vendunt eis precio sexdecim solidorum Raymondensium, salva et retenta justicia sanguinis domino comiti Provincie vel ejus curie. De quo precio clamaverunt inde eos quittos et absolutos in perpetuum et se solutos integre; renunciantes exceptioni non numerate peccunie et precii sibi non soluti, etc.

Territorium autem dividitur cum territorio castri de La Garda et cum monte de Villabruc, et cum flumine Lupi, et cum territorio castri de Roureto, et cum territorio castri de Opia, et cum territorio de Castronovo. Insuper Raymundus de La Rocheta predictus, mandato et precibus predicti domini abbatis et omnium predictorum monacorum et singulorum, pro eorum animabus et sua anima, omnia predicta singula et universa, sacramento corporaliter prestito, firmavit. Actum in insula Lyrinensi, in capitulo, in presentia David cappellani, Wuilhermi Gaudrani, prioris Sancti Pauli, Stephani Salve, Petri Grassi, W. Augerii, de Canois, testium rogatorum. Ego Hugo de Sclagnola, notarius sacri palacii et domini Raymundi Berengarii, comitis Provincie, hanc cartam, rogatus, scripsi et hoc meo sigillo confirmavi.

LXII

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER IV, COMTE DE PROVENCE, CONFIRMANT LA VENTE FAITE PAR L'ABBAYE DE LÉRINS A LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-PAUL [1].

16 Juin 1241

In nomine Domini nostri Jehsu Christi, anno ejusdem secundum carnem millesimo CC° XL° primo, XVI° kalendas julii, nos Raymundus Berengarius, Dei gracia comes et marchio Provincie et comes Forchalquerii, emptionem quam fecerunt Gaufridus (de Crossis), Petrus, de Sancto Paulo, Hugo Raymundus et Raymundus Raphinus, de Sancto Paulo, nomine suo et aliorum dominorum et hominum castri de Sancto Paulo in podio habitantium, de castro videlicet Rochefortis, cum omnibus juribus et pertinentiis dicti castri, a venerabili patre Aldeberto de Ciegis, abbate Sancti monasterii Lyrinensis, cum consilio et voluntate monacorum ibidem Deo servientium, sicut in instrumento inde facto per manum Hugonis de Sclagnola, publici notarii, continetur, approbamus, laudamus et hujus presentis scripti testimonio confirmamus, salvis et retentis nobis et nostris fidelitate nobis facienda pro dicto castro, et jurisdictione sanguinis, et majoris dominii, et omnibus aliis que habemus et habere debemus, vel visi sumus habere, vel habere debere in dicto castro Rochefortis et pertinentiis ejus. Actum apud Tharasconem, in castello. Testes fuerunt Ja. Deguarres, magister Raymundus de Faencia, medicus, Willelmus Amelius Targanama; et ego Raymundus, publicus notarius, a domino Raymundo Be-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 680. — Extrait des minutes du notaire Bertrand Rocca (6 mars 1304).

rengario, illustri comite Provincie institutus, qui, mandato ipsius hanc cartam scripsi et signo meo signavi et hoc signum meum apposui.

Prieuré de Saint-Maxime de Revest

LXIII

DÉLIMITATION DU PRIEURÉ DE SAINT-MAXIME DE REVEST [1].

3 Novembre 1305

Anno ab incarnatione Domini millesimo CCCV°, mensis novembris, die III°, noverint universi quod, cum quedam questionis materia oborta esset inter dominum Petrum Canchan, priorem ecclesie Sancti Maximi Revesti, ex parte una, et Raymundum Fulconem, de Antipoli, ex altera, super quibusdam possessionibus seu terris cultis vel incultis, in confinibus terrarum dicte ecclesie et dicti Raymundi Fulconis; petebat siquidem dictus dominus prior et dicebat quod dictus Raymundus occupabat de terris cultis et incultis dicte ecclesie; et super predictis predictus dominus prior requisivit bajulum Antipolis, scilicet Andriolum Ardoyni, ut per probos homines ville Antipolis, ad hoc electos, non suspectos, predictas terras cultas vel incultas de quibus questio est inter dictum dominum priorem et prefatum Raymundum faceret dictus bajulus terminare et limitare, taliter quod uterque posset uti et gaudere de dictis possessionibus seu terris suo proprio jure. Qui dictus bajulus, de mandato venerabilis patris domini Gaufridi, Grassensis episcopi, ut dictus bajulus asserebat, et de mandato domini Ray-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 684. — Original.

mundi Faraudi, officialis dicti domini episcopi, eidem bajulo facto, presente me notario infrascripto, elegit quosdam probos homines ville Antipolis ad dictam questionem, limitationem seu terminationem faciendam, videlicet Raymundum Mutonem, Bertrandum Fabri, arbitrum et agrimensorem [1] dicte ville, Andream Catalani, qui dicebantur inter alios homines ville Antipolis melius et certius novisse jus quod pars quelibet dicebat se habere in dictis terris cultis vel incultis supradictis. Qui predicti Raymundus Muto, Bertrandus Faber, Andreas Catalani, de voluntate ipsarum partium etiam electi et ad predictam terminationem et limitationem vocati, juraverunt ad sancta Dei evangelia se in predictis possessionibus, subjectis oculis, bene et legaliter limitare et terminare, juxta et secundum eorum bonam conscientiam, et utrique parti dare quod suum esset.

Qui predictus bajulus, Raymundus Muto, Bertrandus Faber et Andreas Catalani accesserunt ad locum ubi terre et possessiones de quibus erat questio sunt situate, et, me presente notario infrascripto, et, presentibus dicto domino priore et dicto Raymundo Fulcone et terminationem seu limitationem predictam postulantibus, dictas terras seu possessiones terminaverunt seu limitaverunt in hunc modum : videlicet posuerunt quemdam lapidem erosatum desuper, pro termino, in ripa vie seu draye, desubtus, juxta terram albam prope reyale terre Vallis Auree; et ab illo termino, sicuti protenditur versus villam Antipolis, in colla draye, prope ipsam drayam, per unum passum desuper, unum alium lapidem erosatum, pro termino ; et ab illo termino seu lapide, sicuti protenditur versus villam Antipolis, posuerunt alium terminum in ripa ipsius draye, juxta reyale et juxta terram quam fregit Guillelmus Vallaurie. Quam divisionem et limitationem predictus prior et dictus Raymundus finaliter approbaverunt, laudaverunt et confirmaverunt.

Actum Antipoli, in domo Andrioli Ardoyni, in presentia Andree

[1] Le texte porte « agrimessorem ».

Medici, Alexandri et Guillelmi Maserii, dicti loci, testium vocatorum et rogatorum. Et ego Guillelmus Gauterii, notarius publicus, ab illustrissimo domino Karolo secundo rege Jehrusalem et Sicilie constitutus, rogatus, hanc cartam scripsi et signo meo signavi.

Seigneurie de Valbonne

LXIV

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER IV, COMTE DE PROVENCE, QUI DONNE AU MONASTÈRE DE VALBONNE SES POSSESSIONS DE VILLEBRUC [1].

1223

In nomine Domini nostri Jehsu Christi, anno incarnationis ejusdem M° CC° XXII. Notum sit presentibus et posteris quod nos R[aymundus] Berengarius, Dei gratia comes et marchio Provincie et comes Forcalquerii, laudamus et concedimus domui de Valbona et vobis F(ulconi), abbati dicte domus, recipienti nomine dicte domus, donationem quam fecerunt dicte domui B. de Amirato et fratres ejus, de territorio et de toto tenemento castri quondam de Vilabruc, cum juribus et pertinentiis ejusdem tenementi; et volumus ut dicta domus et fratres, ibidem servientes Deo vel in posterum servituri, pleno jure et perfecta libertate, sine inquietatione alicujus persone, perpetuo predictum tenementum libere possideant et quiete. Predictum autem tenementum confrontatur cum territorio Opie, et Castri Novi, et Sartolii, et Rochefortis et Garde et Bizoti [2]. Item nos, predictus comes, in remissionem peccatorum

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Original. — Nous publions ce document et les suivants, qui sont relatifs au monastère de Valbonne, à cause de l'union faite dudit monastère à l'abbaye de Lérins, en 1303.

[2] Le texte porte « Bozoti ».

nostrorum et salutem anime nostre et predecessorum nostrorum donamus, laudamus et concedimus, de mera liberalitate, donatione inter vivos, omnia jura et omnes actiones et rationes que et quas nos habemus vel habere debemus in tenemento castri quondam de Villabruc, vel unquam habuimus nos vel antecessores nostri, vel visi fuimus habere in cultis, in incultis, in pascuis et lesdis et, in summa, in omnibus juribus corporalibus vel incorporalibus, perceptionibus vel obventionibus que, occasione dicti territorii vel donationis quam in eo habemus vel usque nunc habuimus nos vel antecessores nostri, ad nos pertinent vel pertinere debent vel unquam pertinuerunt. Actiones autem et jura que nobis competunt, occasione donationis dicte, vobis, nomine dicte domus, cedimus et in nos transferimus, pleno jure facientes in eis nos procuratorem vel ut in rem vestram. Si que autem controversia de dicto territorio, vel ejus aliqua parte, vel jure, vel re ipsius, licet minima, contra vos aliquando moveretur, volumus quod de illa respondeatis tantum in nostra curia, vel in manu illius quem ad hoc audiendum nos specialiter destinaremus, ita quod nullus omnino conquerens inde possit vos invitos ad quemquam alium judicem trahere. Et predictam laudationem, donationem et concessionem ratam in perpetuum tenebimus, et nunquam contraveniemus; et inde renunciamus omni juri per quod contravenire possemus. Recipimus etiam in nostra securitate, protectione et salvisia ipsam domum et fratres ibidem Deo servientes, et omnia ad ipsam domum pertinencia, scituris omnibus qui eam offenderent se nostram indignationem incursuros.

Actum Vencie, in domo Faraudi, in presencia et testimonio G(uillelmi), Venciensis episcopi, W. de Cotinac, Isnardi de Romulis, Salvanayti, de Grassa, J. Baude, Milonis et Faraudi, Vencien-sium canonicorum, J. de Sparrone, monachi, P. de Broveses. Et ego Johannes, domini comitis scriptor, hoc scripsi.

LXV

DONATION FAITE AU MONASTÈRE DE VALBONNE DU DROIT DE PATURE SUR LES TERROIRS DE CAUSSOLS, DE GOURDON ET DE LA MALLE[1].

28 Février 1226

In nomine Sancte et individue Trinitatis. Anno Domini M° CC° XXVI°, indictione XIII, mense februarii, die penultima. Nos Guido de Impurs et P. Assallit et Truranni, fratres, et Raybaudus de Grassa, nepotes domini de Gordono, donamus et concedimus Deo et Beate Marie de Vallebona et tibi F(ulconi), abbati domus Vallisbone, nomine dicti monasterii recipienti, in remissione anime nostre et parentum nostrorum, pascheria in territorio de Gordono et Amalla, ita quod totum avere dicti monasterii possit pascere et stare in ipso territorio, omni tempore, sine paschерio, et sine tonta, et sine omni exactione et petitione. Et hec omnia facimus jurare Laugerio de Vallibus, jurante super animas nostras, et nostro mandato tibi, etc. et monasterio, et firma tenere etc. et contra non etc., ab etc. Actum etc. Dando potestatem etc., in terra de tua auctoritate. Actum in Podio, juxta crotam ecclesie, in presentia B. Rollandi, et Calvini, Guillelmi Rostagni, cellererii Vallisbone, Guillelmi Balisterii etc.

Ego R. Rostagnus, sacri palacii et domini R[aymundi] Berengarii, bone memorie, quondam comitis Provincie, notarius, hanc cartam de cartulariis quondam Medici, notarii, mandato domini Mathei de Papia, judicis Grassensis pro illustri domino Ka[rolo], comite Provincie, extraxi, sicut eam ibi inveni, nichil addito vel diminuto et in publicam formam redegi et hoc meo signaculo confirmavi.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Copie contemporaine de l'original.

LXVI

DONATION FAITE PAR TARGA, SEIGNEUR DE CAUSSOLS, AU MONASTÈRE DE VALBONNE, DU DROIT DE PATURE SUR LE TERRITOIRE DUDIT CAUSSOLS [1].

26 Avril 1226

In nomine eterni Dei piissimi, anno incarnationis millesimo CCXXVI°, indictione XIII^a^, mensis aprilis die XXVI^a^. Ego Targa dono Deo et Beate Marie Vallisbone, in remissione anime mee et parentum meorum, et tibi Falconi, abbati monasterii Vallis Bone, nomine domus recipienti, pascherium tocius terre mee, ita quod totum avere predicti monasterii possit stare et pascere et pascua habere in tota terra mea in perpetuum, quandocumque vobis placebit ibi stare, sine omni exactione et petitione aliqua, omni tempore. Et hanc donationem facio, simplici donatione habita inter vivos, et promitto firmam tenere et non contra venire, renuncians omni juri quo contra venire possem. Insuper ego Targonus juro vobis, mandato patris mei, quod ipsa omnia firma teneat et observet et non contra veniat. Et ego Sebuida, uxor dicti Targe, laudo et concedo omnia supradicta, et dono similiter in terra mea, et firma tenere omnia promitto, abrenuncians omni juri quo contra venire possem. Et insuper confitemur nos inde habuisse a vobis mulum unum pro acapte, abrenunciantes exceptioni predicti muli non recepti. Actum apud Caussols, ante ecclesiam Sancti Lamberti, in presentia Raymundi de Sparron, Audeberti de Sclapone, Bertrandi de Grassa, B. Faraudi, Berengarii de Cabriis, sacerdotis, W. de la Garda, W. Rostagni, Rayberti de Gordo.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Copie de 1241.

Ego Guillelmus Bertrandus, sacri palacii et domini R[aymundi] Berengarii, comitis Provincie, notarius, hanc cartam, quam Johannes, quondam notarius, notaverat, abstraxi de suo cartulario, sicut eam inveni in suo cartullario et hanc cartam inde feci et hoc meo signaculo, anno millesimo CC° XL primo, XIIII die novembris, confirmavi.

LXVII

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER IV, DONNANT AU MONASTÈRE DE VALBONNE LA MOITIÉ DE L'ALBERGUE DE SARTOUX[1].

Mai 1226

In nomine Domini. Anno incarnationis ejusdem M° CC° XXVI°, mense madii. Certum sit presentibus et futuris quod nos Raymundus Berengarius, Dei gratia comes et marchio Provincie et comes Forcalquerii, in remissionem anime nostre et parentum nostrorum, donamus Domino Deo et Beate Marie de Valle Bona et vobis, Falconi, abbati ejusdem loci, et omnibus aliis ibidem Deo servientibus, presentibus et futuris, medietatem redemptionis alberge de Sartols, videlicet L solidos regalium coronatorum annuales, quos, expressa et voluntaria donatione nostra, in perpetuum habeatis et possidendo percipiatis. Promitentes vobis, quod in his percipiendis et habendis nullam contradictionem vel molestiam faciamus, aut fieri ab aliquo permitamus, unde perceptio predic-

[1] Arch. des Alp.-Marit., — Original (H. 657), et *Vidimus* (H. 700) de Louis Grenon, official de l'évêché de Grasse (2 mai 1455). Ce dernier document contient les lignes suivantes, qu'il nous a paru intéressant de reproduire :

"..... Quod privilegium, in archivis ipsius monasterii diversis clavibus reconditum et stare solitum, sine magna difficultate haberi et de dictis archivis extrahi nequeunt; quinimo, dum extrahuntur seu extractum fuerit, propter casus fortuitos sepe inevitabiles qui contingere solent, tum propter maris inundantis sepe ex rabiis ventorum pericula, tum propter piratas aut aliorum huic patrie vel christiano nomini inimicorum fustes, tum incursu furium, tum neglectu portitorum, tum eciam aliorum quorumcumque casuum fortuitorum vel non fortuitorum, de amissione, laceratione, destructione, seu totali perditione dicti privilegii verisimiliter hesitatur.....

torum L solidorum regalium possit vobis diminui vel prolongari; nec fecimus, nec faciemus aliquid unde donatio ista minus in sua firmitate permaneat; quod si fecimus, nolumus quod nobis proficiat. Renunciantes, in omnibus supradictis universis et singulis, omni juri et rationi per quod vel per quam contra predictam donationem venire vel aliquid de ea infringere vel revocare possemus, specialiter beneficio minoris etatis. Actum est hoc Aquis, in camera Petri Aldeberti, in presencia Aldeberti de Forcalqueri, Romei Petri, Aldeberti Tarioneti, Petri Augerii, B. Guiranni et mei Guillelmi Poncii, domini comitis Provincie notarii, qui ejus mandato hanc cartam scripsi.

LXVIII

LETTRES PATENTES DE RAYMOND BÉRENGER IV, COMTE DE PROVENCE, QUI CONFIRME LA DONATION FAITE PAR RAYMOND FOLC AU MONASTÈRE DE VALBONNE DE PLUSIEURS TERRES SISES AUDIT VALBONNE ET A SARTOUX [1].

28 Mai 1226

In Christi nomine. Anno incarnationis ejusdem millesimo CC XXVI, quarto kalendas junii. Certum sit presentibus et futuris quod nos Raymundus Berengarius, comes et marchio Provincie et comes Forcalquerii, laudamus, concedimus, approbamus et confirmamus tibi F(ulconi), abbati Vallisbone, et tuo monasterio et omnibus ibidem Deo servientibus, donationes quas R[aymundus] Folc tibi fecit et predicto monasterio Vallisbone de rebus suis, et specialiter de illis rebus quas in castro de Sartols habebat et possidebat, et in ejus territorio, sicut in carta facta in presentia B(ertrandi), Antipolitani episcopi, et ejus sigillo sigillata continetur, et ut apud

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Extrait des minutes de Jacques Jean, notaire de Grasse (2 juillet 1455).

Aquis, in nostri presentia, recognovit. Que recognitio talis fuit: Recognovit eidem quod ipse, sponte et spiritu motus, benigne donavit se et omnia bona sua, possessiones scilicet et jura quecumque habebat et ubicumque, et omnia quecumque possent ei competere, et specialiter quecumque habebat et habere debebat in castro de Sartols et in ejus territorio, Deo et Beate Marie Vallisbone, tradens se personaliter in manibus dicti abbatis; et dedit potestatem ipsi abbati intrandi possessionem dictarum rerum, auctoritate sua, nomine monasterii, et juste possidere et habere in perpetuum. Et, ut omnia supradicta perpetua gaudeant firmitate, presentem cartam precepimus fieri et sigilli nostri munimine roborari. Si quis vero contra hanc confirmationem nostram venire temptaverit, iram et indignationem nostram indubitanter se noverit incursurum. Actum est hoc Aquis, in camera Petri Aldeberti, presentibus et advocatis testibus Aldeberto de Forcalquerio, Romeo Petro, Aldeberto Tarioneto, Petro Augerio, Bertrando Guiranno. Et ego magister Bernardus, de precepto domini comitis, hanc cartam scripsi et sigillum ipsius domini comitis apponi feci.

LXIX

DONATION FAITE AU MONASTÈRE DE VALBONNE PAR RAYMOND ET RAYBAUD DE GOURDON, DU DROIT DE FAIRE PAITRE SES TROUPEAUX SUR LES TERROIRS DE GOURDON ET DE CAUSSOLS [1].

12 Novembre 1227

In nomine sancte et individue Trinitatis. Anno Domini M° CC° XXVII, indictione XIIII. Nos Raymundus et Raybaudus de Gordon, cum assensu patris nostri presentis R. Bertrandi, et Raybaudus Panardus, donamus, simplici et mera donatione et inter vivos, in remissione animarum nostrarum et parentum nostrorum,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Copie de 1255.

vobis domino F(ulconi), abbati Vallis Bone, nomine domini nostri Jehsu Christi et Beate Marie Vallis Bone et ejus monasterii recipienti, pascheria in toto territorio de Gordono et de Causols, ut totum avere monasterii possit ibi stare et pascere sine paschio, omni tempore, sicut avere Gordonis. Et hanc donationem juramus omnes etc., et contra non etc., ab etc. Actum in ecclesia Sancte Marie de Grassa, in presentia G. Rostagni, cellerarii [1] Vallis Bone, Berengarii de Cabriis, Is. de Maganosc, Gui de Empurs et Turanni B. de Grassa, dominorum de Gordon; Jaucerandi Rollandi et Calvini G. de Cabriis, R. de Claromonte et B. Cauleti, mense novembris, die XII.

Ego R. Rostagnus, sacri palatii et domini R(aymundi) Berengarii, beate memorie, quondam comitis Provincie, notarius, hanc cartam de cartulariis quondam I. Medici, notarii, extraxi, mandato domini Mathei de Papia, judicis Grassensis pro illustri domino Karolo, comite Provincie, et in publicam formam reddegi, anno M° CC° LV, mense junii, die X, et hoc meo signaculo confirmavi.

LXX

VENTE PAR B. AYMINUS ET R. BRICIUS AU MONASTÈRE DE VALBONNE D'UNE TERRE SISE A SARTOUX [2].

4 Avril 1228

In nomine sancte et individue Trinitatis. Anno Domini M° CC° XXVIII°, indictione XV, mense aprilis, die IIII. Nos B. Ayminus et R. Bricius, vendimus tibi Guillelmo Rostagno, cellerario monasterii Vallis Bone, ementi nomine monasterii, terram unam, sitam apud Sartols, juxta terram monasterii, et juxta terram Vidalbani,

[1] Le texte porte « cellarerii ».

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Original.

et juxta viam publicam [1], precio XX solidorum Raymundensium; quod precium etc., ab etc. Predictam terram venditam promitimus tibi et monasterio etc. Actum in domo I. notarii, in presentia B. de Torretis, P. Gaudonis, P. Silvi.

Ego R. Rostagnus, sacri palacii et domini Raymundi Berengarii, bone memorie, quondam comitis Provincie, notarius, hanc cartam de cartulario quondam I., notarii, extraxi, mandato Mathei de Papia, judicis Grassensis pro illustri domino Karolo, comite Provincie, anno Domini M° CC° LV, mense junii, die X, et in publicam [2] formam reddegi, nichil addito vel diminuto, sicut eam inveni ibi, et hoc meo signaculo confirmavi.

LXXI

DONATION AU MONASTÈRE DE VALBONNE PAR JAUCERAN BON D'UNE TERRE SISE AUDIT TERROIR [3].

4 Mars 1229

In nomine sancte et individue Trinitatis. Anno Domini M° CC° XXVIII, indictione XV, mense madii, die IIII, Ego Jauceran Bon dono Beate Marie Vallis Bone, et tibi Guillelmo Rostagno, cellerario [4] Vallis Bone, recipienti nomine monasterii Vallis Bone, terram unam, sitam juxta terras Guillelmi Gilii, ad Cuzayretam, et juxta terram Claromontium. Predictam terram et quicquid ibi habeo, cultum seu incultum, dono tibi Guillelmo supradicto, recipienti nomine monasterii, simplici donatione et inter vivos, in remissione anime mee et parentum meorum. Et hanc donationem promito

[1] et [2] Le texte porte « pupplicam ».
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Copie de 1255
[4] Le texte porte « cellarerio ».

firmam tenere etc., et contra non etc. ab etc., et do tibi potestatem etc. Actum ante domum I., notarii, in presentia Raybaudi Squirpi, F. Scuirpi, F. Mounerii, R. Giraudi.

Ego R. Rostagnus, sacri palatii et domini Raymundi Berengarii, beate memorie, quondam comitis Provincie, notarius, hanc cartam extraxi de cartulariis quondam I., notarii, mandato domini Mathei de Papia, judicis Grassensis, sicut eam ibi inveni, nichil addito vel diminuto et in publicam [1] formam reddegi. Anno Domini M° CC° LV°, mense junii, die X, et hoc meo signaculo signavi.

LXXII

DÉCLARATION DES TERRES DE SARTOUX APPARTENANT AU MONASTÈRE DE VALBONNE ET A MESSIRE VIDAUBAN, COSEIGNEUR DUDIT SARTOUX [2].

10 Octobre 1240

In nomine veri Dei piissimi. Anno incarnationis millesimo CC° XLIII°, indictione prima, mensis octobris, die X, constat quidem hoc publico instrumento quod, coram Raymundo Folc Delboys, priore Vallisbone, Berengario de Cabriis, Petro de Nephas, Gaucerando Rolleri et Rollero, filio quondam B. Rolleri, monachis sive conventui monasterii Vallisbone, Vidalbanus, habita secum, ut dixit, plena deliberatione, quod, de consilio Raymundi Fulconis predicti, monachi Vallisbone, veritatem reperiret de hiis possessionibus de quibus dubitabant, et erat contentio inter dictum monasterium Vallisbone et ipsum Vidalbanum, milites et homines castri de Sartolis, super quibus declarandis dominus R. Si-

[1] Le texte porte « pupplicam ».

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 658. — Original.

cardus, abbas monasterii Vallisbone, et conventus ejusdem monasterii dederant sacramentum, secundum fidem Christi, Vidalbano, ut apparet per instrumentum quoddam confectum a me magistro Bernardo, publico notario, in quo continetur quod debent dicti abbas et conventus stare de predicta ordinatione ipsius Vidalbani, dixit et declaravit ita esse ut inferius continetur :

Et in primis dixit dictus Vidalbanus, quod tota illa terra quam tenebat Petrus Juvenalis, que est juxta terram Vallisbone, a parte orientis, et juxta terram quam facit R. Coqtius, est monasterii Vallisbone. Item terra quam tenet sive tenuit magister Stephanus et Alfan, et terra alia Juvenalis, que est juxta terram hospitalis Sancti Petri de Grassa, est ita communis ; videlicet accipit monasterium Vallisbone de tascha illius terre quinque partes, et ipse Vidalbanus sextam partem, et ita sunt quinque partes monasterii, et sexta pars ipsius Vidalbani. Item terram prope viam qua itur ad Grassam, quam facit Raymundus Carterius, dixit Vidalbanus suam fore. Terra vero que est a parte terre quam faciunt Laurentii, est Gaufridi Aymini. Item dixit quod terra quam faciunt Richerii est ipsius Vidalbani, quia homo suus fregit eam. Item dixit, de Campo Audoardo, quod Vallisbona nihil habet, sed tertia pars est magistri Meillani, et alia tertia pars est Gaufridi Aymini. Item, de terra quam faciunt Laurentii, dixit Vidalbanus quod, quia homines sui fregere eam, est ipsius Vidalbani, salvo sive excepto eo quod facit Petrus Niger, quod est Vallisbone. Item dixit quod medietas dominii ortorum qui fuerunt magistri Rufi, juxta ferraginem Vallisbone, est Vallisbone. Item, quod casale quod fuit Andree Carterii, juxta salam Gaufridi Aymoni, est ipsius Vidalbani, et per longum tempus habuit in servicium. Item dixit quod dominium ferraginis de Oliverio est communis in Vidalbano et Vallebona. Item dixit quod dominium Orti de Porta, juxta viam qua itur ad Moginum, erat de dominio Vallisbone ; sed ipse Vidalbanus dedit illi qui eum tenebat, pro Vallebona, aliam possessionem in cambio, et est nunc ipsius Vidalbani, et monasterium habet do-

minium super illam possessionem, quam dedit Vidalbanus pro cambio predicti cambii. Item dixit quod terra quam tenet Petrus Lombardus in Valle Martini est ipsius Vidalbani, quia homo suus fregit eam. Item dixit quod terre que sunt a vinea Vallisbone usque ad rivum Merletum sunt ipsius Vidalbani. Item dixit quod terra quam facit Petrus Lombardus, ad Landols, est communis Vidalbano et Vallibone. Item dixit quod terra Carterii, que est in Bosco, est Vallisbone. Item terra Arnaudi est Vallisbone. Item dixit quod terra quam fregere Mutonus et filius ejus est comunis in Vidalbano et Vallebona. Item terra quam fregit, ut dicunt monachi, Stephanus Dracus, est ipsius Vidalbani, quia homo suus fregit eam. Item, de terris de Brassauria, quas dicebant monachi fuisse de dominio suo, nihil scit; sed dixit quod casale juxta domum sacerdotis est de dominio ipsius Vidalbani. Item dixit quod domus Borge est communis in Vidalbano et Vallebona; verumtamen illi de Roquefort ibi habebant quatuor denarios servitii. Item dixit quod dominium Condamine, que est ad Sanctam Fidem, est ipsius Vidalbani. Item dixit quod dominium duarum partium de vignalibus, quas tenebat Blaccatius de Petrabella, est de dominio ipsius Vidalbani. Item dixit quod dominium terre de Cuberta, quam tenebat Blaccatius, est ipsius Vidalbani. Item dixit quod terra que est juxta terram Gaufridi de La Faia est communis in Vidalbano et Vallebona. Item dixit quod illud quod est infra ferraginem R. Folc, ubi est ficulnea, est Vallisbone. Item dixit quod illud quod est ad caput ferraginis R. Folc, quod tenebat Martinus Assaudus, est Vallisbone. Item dixit quod terra de Brasseto, tantum quantum erat cultum, est ipsius Vidalbani; sed illud quod ibidem fregit Vallisbona est Vallisbone. Item dixit quod eissartus quem fecit Petrus Riquelmus est Vallisbone. Item dixit quod vignale de Cuberta, quem tenebat Vinsentius, est W. Meillani. Item dixit quod terræ quas fecit Petrus Lombardus, ad mortem Lamberti, sunt Vallisbone. Item dixit quod pratum de Gorretis est de dominio ipsius Vidalbani. Item dixit quod illud quod tenebat Blaccatius in Combas est de dominio ipsius

Vidalbani. Item, quod campus qui est ad Fontem de Daydon, quem tenebat Bertrandus de Belservizi, est communis in Vidalbano et Gaufrido Coc. Actum ante ecclesiam Sancte Marie Vallisbone, in presentia supradictorum monachorum et Gaufridi Coc, Gaufridi Aymini et W. Meillani, testium rogatorum. Ego Guillelmus Bertrandus, sacri palatii et domini Raymundi Berengarii, comitis Provincie, notarius, hanc cartam, rogatus, scripsi et hoc meo signaculo confirmavi.

LXXIII

CONFIRMATION PAR MARQUISE, FEMME DE GUILLAUME MEILLAN, DE GRASSE, DU COMPROMIS PASSÉ PAR LEDIT MEILLAN AVEC LE MONASTÈRE DE VALBONNE, ET DE LA SENTENCE RENDUE PAR L'ÉVÊQUE DE GRASSE EN FAVEUR DUDIT MONASTÈRE, AU SUJET DE CERTAINES TERRES FAISANT PARTIE DE SA DOT, SISES A SARTOUX [1].

3 Octobre 1246

In nomine Domini, amen. Anno M° CC° LXVI°, die III octobris, constat quidem hoc publico instrumento quod domina Marquesia, uxor Guillelmi Meillani, de Grassa, non coacta, nec decepta, nec in aliquo circumventa, sed gratis, mera et spontanea voluntate, de jure suo plene certificata, laudavit, aprobavit et ratificavit compromissum factum per dominum Guillelmum, maritum suum, cum domino W(illelmo), abbate Vallis Bone, nomine monasterii Vallis-Bone, in reverendum patrem dominum W(illelmum), Dei gratia Grassensem episcopum, super affaribus vel ipsorum pertinentiis que idem Guillelmus et ipsa domina habebant in castro et territorio de Sartols, et que fuerunt quondam Gaufridi Coc et Laugerii Coc, fra-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 657. — Original, dont nous reproduisons les parties essentielles.

trum, et Gaufridi Aymini, atque mandamenta et pausamenta facta, super ipsis affaribus inter ipsum Meillanum et monasterium predictum, apud Antipolim et apud Vallem Bonam, per dictum dominum episcopum factis, et traditionem ipsorum affarium et omnium pertinentium ipsorum, et missionem in possessionem ipsis domino abbati et monasterio factam sive traditam, sicut per publica instrumenta per manus B. Martini et E. de Adano, de Antipoli, publicorum notariorum, facta, plenius continetur. Et hec omnia predicta et singula perpetuo firma tenere per se et suos et nunquam aliquo jure contra venire juravit dicta domina, corporaliter tactis evangeliis sacrosanctis. Actum Grasse, in porticu domus dicti Guillelmi Meillani, in presencia P. Bochardi, Gantelmi Audeberti, R. Audeberti et Guillelmi Astraudi, testium rogatorum.

Et ego Guillelmus de Cauzols, notarius publicus domini Karoli, comitis Provincie, interfui, et, rogatus, hanc cartam scripsi et signavi signo meo.

LXXIV

INVENTAIRE DES PROPRIÉTÉS DU MONASTÈRE DE VALBONNE SUR LE TERROIR D'OPIO [1].

Vers 1255

Hec sunt terre, prata seu possessiones quas et que seu tenet seu possidet monasterium Vallisbone, in territorio castri de Oppia et sub ejus dominio. In primis pratum quoddam, situm subtus Vilabruc, juxta montem de Vilabruc, quod fuit Audeberti de Castronovo, et continet IIII seytoradas. Item aliud pratum, situm juxta Fossatum de Vilabruc et juxta pratum domine Helene, quod fuit

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 691. — Copie contemporaine de l'original.

R. de Faia, et continet V seytoradas. Item aliud pratum, positum juxta viale de Vilabruc, versus defensum castri de Oppia, et continet III seytoradas. Item aliud pratum, situm ad Collam de Monegue, juxta terram Sancti Valerii et juxta viale Fontis Dominarum, quod fuit Audeberti Calvini, et continet I seytoradam. Item aliud pratum, situm ibidem juxta, quod fuit R. de Faia, et continet II seytoiradas. Item aliud pratum, situm ad Fontem Dominarum, juxta pratum Ugonis, de Oppia, et continet II seytoiradas. Item aliud pratum, positum ibidem, quod fuit Stephani Vincentii, et continet II seytoradas. Item aliud pratum, situm juxta Fontem Dominarum, quod continet I seytoiradam. Item aliud pratum, situm subtus Saletam, ad Fontem Dominarum, juxta viam publicam qua itur apud Niciam, quod fuit Guillelmi de Castronovo de Oppia, et continet I seytoradam. Item tenet campum quoddam, situm ad Collam de Monegue, juxta pradellum Sancti Vencencii, quod fuit Guillelmi de Castronovo de Oppia, filii Audeberti de Castronovo de Oppia, et continet VI seytoiradas. Item campum alium, situm supra Collam de Monegue, juxta Campum Cordellum, qui fuit Bonifacii Bertrandi, et continet III seytoradas. Item campum, situm juxta Campum Cordellum, qui fuit Guillelmi de Castronovo, militis, et continet VI sestoradas, Item Campum Repensit, situm juxta Campum Rogerium, qui fuit Jaucerandi Bovis, et continet XII sestoradas. Item alium campum, situm juxta Campum Repensit, qui fuit Laurentiorum, et continet II sestoradas. Item Campum Barnerium, situm juxta campum Lamberti de Cerosia, qui fuit Guillelmi de Castronovo, militis, et continet VI sestoradas. Item Campum Rotundum, situm juxta campum Guillelmi Gilii, qui fuit B. Bovis, et continet XII sestoradas. Item alium campum, situm ad Fontem de Tuvereto, juxta campum Guillelmi Gilii, et continet VI sestoradas. Item campum Cecilie, situm juxta campum Duranti de Oppia, qui fuit G. Petri de Oppia, et continet VI sestoradas. Item alium Campum de Tuvereto, juxta campum dicti Duranti, qui

fuit Isnardi Bertrandi, et continet II sestoradas. Item alium campum, juxta vineam juvenem Vallisbone et juxta campum dicti Duranti, qui fuit R. Broquerii, et continet IIII sestoradas. Item campum, (situm) ad ficulneam Davengueilas, qui fuit Poncii Macamal, (et continet) XX sestoradas. Item alium campum, situm subtus Campum Cordellum, juxta terram Sancti Valerii, qui fuit Audeberti Calvini, et continet VI sestoradas. Item alium campum, situm ad Fontem de Rivo Melvarleco, juxta campum R. Oliverii, quod fuit Guillelmi de Castronovo, militis, et continet II sestoradas.

Supradicta vero omnia universa et singula dixerunt et attestati fuerunt ita esse vera, pro certo et pro veritate, sicut superius scripta sunt et notata sunt a domino Raymundo, Grassensi episcopo, et domino (Marino), abbate Vallisbone, P. de Castronovo, domini Castrinovi, Durandi, F. Moginensis, B. Orseti, Audeberti Massabons, Guillelmi Jaucerandi, Guillelmi Adalberti Senis, P. Maurel et G. Gregorii.

LXXV

VENTE AU MONASTÈRE DE VALBONNE D'UNE PIÈCE DE TERRE, SISE AU TERROIR DE SARTOUX, PAR CREISON, ISNARD ET ROSTAN, SON FRÈRE [1].

5 Mars 1275

In nomine Domini, amen. Anno incarnationis millesimo CC° LXXIIII°, die quinta mensis marcii. Notum sit omnibus quod Creysonus, Isnardus et Rostagnus, fratres, Grassenses, quisque ipsorum in solidum, bona fide et sine fraude, vendiderunt et ex causa venditionis irrevocabiliter tradiderunt vel quasi fratri Jacobo Caysio, cellerario monasterii Beate Marie Vallisbone, pre-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 657. — Original.

senti et ementi nomine suo et dicti monasterii, quandam terram suam, sitam in territorio castri de Sartols, juxta terram Johannis Vicarii, ab una parte, et juxta terras predicti monasterii, ab altera, et juxta viam publicam, ab altera; que quidem terra faciebat dicto monasterio, pro redemptione, annuatim novem denarios correntis pecunie. Vendiderunt, inquam, dictam terram, ut dictum est, predicti fratres, precio XX solidorum correntis pecunie; quod precium confessi fuerunt dicti venditores se habuisse et a dicto emptore integre recepisse, renunciantes etc... et omni alie exceptioni. Et, si dicta terra vendita prefato precio plus valebat, totum magis valens donaverunt dicti venditores, quisque in solidum, dicto emptori pura et simplici donatione habita inter vivos, renunciantes legi que dicit donationem factam ex causa ingratitudinis posse infringi et revocari, et omni alie legi et juri. Si etiam aliquo tempore ante dictus emptor faceret expensas in judicio vel extra, illas promiserunt predicti fratres dicto emptori, recipienti nomine quo supra, reddere et integre resarcire, et credere ei de omnibus, solo suo sermone simplici, sub obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum. Que bona se constituerunt, nomine infrascripti emptoris, precario possidere, donec dictus emptor possessionem corporalem apprehenderit rei empte; de quibus quidem dederunt predicti venditores dicto emptori plenam et liberam potestatem apprehendendi et ingrediendi auctoritate propria. Quam venditionem promiserunt, quisque in solidum.

Actum Grasse, in presentia Canobelini Audeberti et Ugonis Souserii, testium rogatorum. Et ego Rostagnus de Crania, notarius publicus, a domino Karolo, rege Sicilie, constitutus, rogatus, hanc cartam scripsi et meum signum apposui.

LXXVI

UNION DU MONASTÈRE DE VALBONNE A CELUI DE FALLIFOC [1].

30 Décembre 1290

In nomine Domini nostri, amen. Anno ab incarnatione ejusdem millesimo CC° XC°, die penultima decembris. Notum sit cunctis presentibus et futuris quod, cum venerabilis pater dominus Lantelmus de Sancto Marcello, Dei gratia episcopus Grassensis, monasterium[2] Vallis Bone ad manus suas per aliquod tempus tenuisset, quod monasterium per monasterium de Fallifoco [3] teneri debeat, et venerabilis pater dominus Hugo de Durbis, abbas Dei gratia monasterii Fallifoci predicti, una cum fratre Bertrando Conorti, procuratore monasterii ejusdem, et cum fratre Guigone Sichardo, monacho Vallis Bone, cum eodem reverendissimo domino Lantelmo, Grassensi episcopo, de dicto monasterio convenerint et inter se convenciones fecerint, ut idem dominus abbas et dictus frater Bertrandus contineri asserunt, per quoddam publicum instrumentum sive notam, factum vel factam per manus Hugonis Fabri-fortis, notarii de Grassa. Inter quas convenciones, idem dominus episcopus eidem domino abbati et dictis fratri Bertrando et fratri Guigoni dictum monasterium reddiderit et restituerit, cum bonis et rebus que et quas ipse dominus Lantelmus de dicto monasterio tenebat seu habebat, et ipsi dominus abbas et frater Bertrandus eidem domino episcopo remissionem fecerint, de censu quem monasterii Fallifoci idem dominus episcopus facere tenebatur, per composicionem factam inter dominum Poncium, episcopum Grassensem, predecessorem ipsius domini Lantelmi, et ipsum dominum Hugonem de Durbis, abbatem predictum, ut in instru-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 700. — Original.
[2] Le texte porte, dans tout le document, « monesterium. »
[3] Le texte porte « Fallifuaco. »

mento composicionis asserunt contineri, scilicet de censu, de vestiariis monachorum qui de Fallifoco monasterio Vallis Bone stare debebant, et quatuor quartinis facium, que monasterio Fallifoci facere tenebatur, et centum solidos annuatim, in festo Omnium Sanctorum. Ideo domini seu fratres infra nominati monasterii de Fallifoco superius memorato promiserunt predictas convenciones seu remissiones, per ipsum dominum abbatem et dictos fratrem Bertrandum et fratrem Guigonem cum ipso domino episcopo factas, et contentas in predicto instrumento seu nota, ratas, gratas et firmas habere et tenere, etc.

Item infrascripti domini omnes convenciones seu composiciones, factas per reverendum patrem dominum Poncium, episcopum quondam Grassensem, predecessorem ipsius domini Lantelmi, cum ipso domino Hugone abbate antedicto, nomine ejusdem monasterii, ut in instrumento earumdem convencionum seu composicionum dicitur contineri, annulaverunt, irritaverunt et ipsas voluerunt esse nullas, et invalidas, et nullius valoris. Nomina vero dictorum fratrum sunt hec, scilicet: dominus Raymundus de Gresolis, major cellerarius; frater Olivarius Guiraudi, de Digna; frater Anfossius Laugerii, Dignensis; frater Guillelmus Stephanus, subprior et sacrista dicti monasterii; frater Garcinus Gays et frater Guigo Monnerius. Et prenominate partes dederunt mihi, notario infrascripto, potestatem quod, si opus affuerit, cum consilio jurisperiti aut peritorum, possim corrigere istud instrumentum semel vel pluries, ante instrumentum exactum vel post, substancia non mutata. De quibus omnibus predictis pecierunt, tam dictus dominus abbas quam dictus frater Bertrandus, quillibet sibi fieri publicum instrumentum. Actum in capitulo monasterii antedicti, in presencia testium rogatorum et vocatorum, scilicet religiosi viri domini Lantelmi de Mediolano, monachi, prioris de Clotherio, Raymundi de Lemeria, Domicelli et Hugonis Aychardi de Bligerio, et mei Jacobi Sayselli, publici notarii, a domino Karolo, felicis recordationis, illustri quondam rege Jehrusalem et Sicilie,

comite et marchione Provincie et Forchalquerii, constituti, qui, ad requisicionem dicti fratris Bertrandi et consensu dictorum fratrum, hanc cartam feci et scripsi et signo meo signavi.

LXXVII

CONVENTION ENTRE L'ABBAYE DE LÉRINS ET LE CHAPITRE DE GRASSE, QUI REÇOIT, EN ÉCHANGE DU MONASTÈRE DE VALBONNE, LE PRIEURÉ DE SAINT-ANTOINE DE GOURDON [1].

23 Février 1303

Sentence arbitrale, rendue par Lantelme, évêque de Gap, ci-devant évêque de Grasse, à la suite d'un différend intervenu entre le chapitre épiscopal de ladite ville et l'abbaye de Lérins, qui cède aux chanoines, en échange du monastère de Valbonne, le prieuré de Saint-Antoine de Gourdon, ainsi que la directe de la moitié du fief de La Napoule et une pension annuelle de quatre livres sur le village de Saint-Vallier.

LXXVIII

ACTE D'HABITATION DE VALBONNE [2].

13 Octobre 1519

Acte d'habitation, passé entre dom Antoine Taxil, ouvrier du monastère de Lérins et, en cette qualité, prieur et seigneur de Valbonne et des lieux inhabités de Sartoux, pour la moitié, de Villebruc et de Devenson, pour le tout, d'une

[1] Arch. des Alp.-Marit.,H. 695. — Les archives des Alpes-Maritimes ne possèdent qu'une mauvaise copie de ce document, dont nous reproduisons une analyse rédigée au XVII[e] siècle.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 717.

part, et cent-douze habitants ou futurs habitants dudit Valbonne, d'autre part.

Sommaire des chapitres de l'acte d'habitation :

1° Le seigneur se réserve le quart des terres de Sartoux, Villebruc, Content, Clausonne, Devenson et Oppio.

2° Une pension de 600 florins, aux mois de mars, mai et à la Saint-Michel.

3° La tasque de tous les blés, annone, seigle et autres grains, fèves, lentilles, gesses et autres légumes en grains ; du chanvre, lin et raisin, à raison du quinzain, le raisin porté à la cave du seigneur.

4° Ceux qui bâtiront par-dessus le nombre de cent-douze maisons, désignées en carré pour la construction du village, conviendront avec le seigneur de la place et service qu'il voudra imposer.

5° Tous les jardins payeront, à la Toussaint, deux liards de cense, tant qu'il n'y aura que des herbes ; mais, y semant du lin, chanvre ou légumes, payeront la tasque, comme dessus, et ladite cense de deux liards.

6° Tous les prés payeront deux liards de chaque jornal.

7° Les terres de Devenson payeront la dîme de tous les blés, annone, seigle et autres légumes, au trézain ; du lin, chanvre et raisin, au vintain, les raisins portés à la cave du seigneur.

8° Les troupeaux de brebis et moutons qui passeront le notifieront par avance et payeront le droit de passage, et ne s'y arrêteront qu'un jour et une nuit.

9° Le seigneur aura sa mouture et cuite de pain franche, pour la provision de sa maison et de ses serviteurs, tant rustiques et domestiques, demeurant audit lieu, et sera préféré à tout autre.

10° Les olives du seigneur seront défaites dans les moulins de la communauté, sans aucun payement, et il sera préféré à tout autre.

11° Les prés et jardins du seigneur seront arrosés de l'eau du béal des moulins, le mardi et vendredi de chaque semaine, savoir le soleil étant couché jusques au soleil levé du jour suivant.

12° Le poisson frais et salé, pots de terre et verre, qui seront portés audit lieu par les étrangers payeront la leyde, à raison de deux liards par florin.

13° Que le seigneur sera tenu tenir un prêtre-curé tant seulement, qui célébrera la sainte messe, le dimanche, mardi, jeudi et le samedi.

14° Que la communauté aura faculté d'établir un prêtre du peuple ou purgatorier, pour assister au curé et célébrer la sainte messe, fêtes et dimanches, et les mardis et vendredis, par ordre néanmoins dudit curé.

15° Que la communauté sera tenue réparer l'église et fournir tous les ornements nécessaires, savoir : croix, calices, cloches et toutes autres choses, pour le divin service, et faire brûler la lampe jour et nuit devant le Saint-Sacrement.

16· Que les particuliers ou communauté ne pourront aliéner ou vendre partie dudit terroir à des communautés en main-morte et prohibées de droit, à peine de nullité du contrat et de caducité en faveur du seigneur.

17· Qu'il ne sera permis à la communauté ou particuliers d'imposer aucune cense sur les propriétés dudit terroir, sous même peine.

18· Que les ventes ou permutations des propriétés dudit lieu, et même les donations, seront notifiées dans le mois au seigneur et recevront de lui investiture, au cas qu'il ne les veuille retenir par droit de prélation. et payeront le trézain, à raison d'un sol par chaque florin, sous peine de commis et caducité.

19· Que les légataires, donataires ou acquéreurs par dot ou succession, seront tenus notifier leurs acquisitions dans deux mois et prendre investiture desdits biens, sans payer aucun trézain.

20· Que les biens délaissés, faute de successeur, parent ou allié, appartiendront au seigneur.

21· Que la communauté et particuliers prêteront hommage et serment de fidélité, de dix en dix ans, et quand ils seront requis par le seigneur, à peine de commis et caducité.

22· Il ne sera permis à aucun d'introduire des juments dans ledit terroir, ni fouler les blés et grains avec autres juments qu'avec celles du seigneur, qui dépaisseront par tout le terroir depuis le 1er juillet, et tant que les aires donneront et payeront le quatorzain au seigneur, sauf aux particuliers de fouler leurs blés avec leur propre bétail et avec des fléaux, sans pouvoir adjouster les bêtes d'autrui aux siennes.

23· Qu'il sera loisible à la communauté d'élire tous les ans ses officiers, estimateurs et campiers, à la présence néanmoins du seigneur ou de son baile, aux mains duquel ils prêteront le serment requis.

24· La communauté ne pourra tenir de conseils, sans la présence du seigneur ou de son baile.

25· Que le seigneur se contentera des mêmes peines contre ceux qui feront dommage dans son domaine, que celle qui est ordonnée pour les particuliers.

26· Que les forains payeront un setier d'annone pour la mouture, et un autre setier d'annone pour le fornage, ou bien la valeur estimée à un florin, trois sols.

27· Se réserve le seigneur le droit de chasse, savoir : des sangliers, la tête entière jusques aux oreilles, des cerfs, un quartier.

28· Seront les habitants tenus bastir maisons dans l'enclos désigné par le seigneur, faire murailles, portes et tours alentour dudit enclos, sans pouvoir changer le dessain fait par ledit seigneur.

29· Ne sera permis de bastir des degrés et de auvents dans les rues qui seraient avancées plus d'un pan et demi, et, en cas de contrevention, pourra·

ledit seigneur faire iceux démolir, bien que telles choses y eussent demeuré un long temps.

30· Que les étrangers ou habitants qui auront du poisson à vendre seront tenus, avant toutes choses, le notifier audit seigneur.

31· Que tous les différents à mouvoir entre le seigneur et la communauté seront décidés par les advocats des parties, à peine de 100 ducats, applicables à la partie acquiescente, qu'elle pourra demander en justice en vertu du contrat d'habitation.

Seigneurie de Vallauris

LXXIX

ACTE DE FONDATION, PAR L'ABBÉ DE LÉRINS, D'UN MONASTÈRE DE RELIGIEUSES A VALLAURIS [1].

18 Janvier 1227

In Christi nomine, anno dominice incarnationis millesimo ducentesimo vicesimo septimo, indictione quinta decima, die XVIII januarii mensis. Discrecio sapiencie que aguntur scriptis reservari disposuit, ne post temporum curricula a labili hominum memoria, quod contingit sepius, oblivioni modo aliquo tradentur. Ideoque hoc presenti instrumento sit et posterum manifestum quod nos Giraudus, Dei gratia Lirinensis abbas, communi fratrum deliberato consilio, videlicet domini L. de Cigala, Poncii de Spelluca, B. de Briansone, Guiberti, Joannis Sancti Laurentii, Rostagni, Poncii Wilelmi, cellerarii, Joannis, sacrarii, Wilelmi Bermundi,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 759. — Original. — Cf. Alliez, *Les îles de Lérins, Cannes et les rivages environnants,* Paris, 1860, pag. 457, où ce document est reproduit avec quelques fautes de lecture et certaines omissions.

Jacobi, prioris claustralis, Raymundi de Crocis,cellerarii de Canois, Wilelmi de Cabris, Wilelmi de Areis, Joannis Petri, B. Sancti Benedicti, Raymundi Buesi, Wilelmi Pallioli, Amici Regensis, Bo. Avinionis, Calvie Requistoneti, B. Avinionis, R. Catalani et Stephani, videntes utilitatem maximam, ob monasterium monialium, Lyrinensi monasterio imminere, volentes igitur adimplere, concedente Domino, quod omnes predecessores nostri facere decreverant, damus et concedimus locum Vallis Auree et ecclesiam ejusdem loci, cum omnibus juribus et pertinentiis ejus, inter villulam et extra, oblationibus scilicet et aliis obventionibus, domine Aicelene, uxori condam Raymundi de Sclanola, venienti ad locum jam dictum et volenti etiam construere dictum monasterium, ob remedium anime viri sui predicti Raymundi condam, et P., monachi, filii, sepultorum in monasterio Lirinensi; locum dictum liberum et absolutum ab omni exactione et inquietatione, ita videlicet quod abbas dicti monasterii et alius, ejusdem nomine seu nomine monasterii, non possit ibi aliquid exigere et extorquere preter censum et debitum annualem, scilicet decem sestaria frumenti et preter alia decem sestaria, scilicet quinque annone et quinque alterius bladi, quod nomine decime annuatim a predicta domo percipiet de Canois ospitale, et preter duos porcellos et duos pullos, et unum edum et unum agnum tantum si domus oves vel capras habuerit, que fideliter annuatim infirmarie Lirinensi debentur; et visitatione monialium sibi retenta, cum quatuor sociis et quinque equitaturis tantum, causa predicationis et exortationis seu correctionis, quandocumque ipsi abbati placuerit vel necesse fuerit; cum tribus equitaturis ter in anno, excepta prima visitatione, possit dictum monasterium visitare, competenti procuratione sibi exhibita, et quandocumque vocetur a priorissa vel a conventu ejusdem loci, teneatur venire, causa necessitatis alicujus emergente. Et hoc omni tempore vite sue quiete possideat dicta Aicelina, habito regimine loci illius, ita quod nulla nobilis vel ignobilis, ad locum jamdictum veniens, ei preponi valeat vel debeat, set post-

poni, ipsa dum vixerit, prima et priorissa semper existente, et post illam creabitur ibi successive priorissa, quam conventus monialium ibidem manentium eliget talem cui nichil obviet de canonicis institutis.

Si male opinionis vel conversationis priorissa aliquando existeret, ita quod ejus regimen non posset sine scandalo tolerari, liceat abbati, monialium requisito consensu, eam amovere et aliam idoneam subrogare. Set, quia disciplina monastica posset frangi, si priorisse vel alicui de conventu monialium vagandi licentia preberetur ob necessitatem victualium acquirendam, ideo ita statuimus ut, post obitum domine Aiceline, conventus monialium ejusdem loci priorem sibi eligat quem voluerit honestum, providum et discretum monachum de monasterio Lirinensi, quem abbas Lirinensis eis concedere teneatur ; qui prior sollicite domus tractet negotia diligenter, ad utilitatem monialium ibi positarum, nulla sibi potestate concessa alienandi et distrahendi res ejusdem loci mobiles vel immobiles, absque ejusdem loci auctoritate conventus. Verum, quia posset prior frequencia loci adheo honorari quod eorum sumptibus non supeterent facultates, ita statuimus quod, conventu ibi duodecim monialium creato, sine difficultate et contradictione abbatis vel monachorum possit fieri, nulla ibi recipi valeat vel debeat, sine consensu abbatis et priorisse. Consensum abbatis ita intelligimus intervenire, ut ipsum abbas non deneget adhibere forte in fraudem, ut conventus redigatur ad nihilum, set semper ibi sit conventus et vigeat monacharum. Si vero abbas et priorissa non possent de facienda monacha convenire, quod conventus majori parte monialium probabitur aut utique saniori firmiter observetur. Et quia dignum est ut, crescentibus membris, caput sentiat incrementum, communiter deliberamus ut, per mortem ipsius, transacto regimine, quarta pars peccunie numerate vel alterius rei mobilis venientium ad locum jamdictum dicto monasterio debeat assignari.

Et, ut hec omnia universa et singula firma illabataque in sem-

piternum permaneant, ad majoris auctoritatis firmitatem habendam, in capitulo Lyrinensi acta sunt, abbatis predicti auctoritate premissa et omnium monachorum aprobatione afirmata, et eorum sigillis interpositis tam abbatis quam conventus, interposito etiam juramento super animabus abbatis scilicet et conventus a Raymundo de Crocis, cellerario de Canois. Testes rogati: P. de Roca, R. Calvera, W. Presbiteri. Ego B. de Sclanola, notarius domini Raymundi Berengarii comitis, hanc cartam, rogatus, et mandato dicti abbatis et monachorum, scripsi, et hoc meo signo signavi et confirmavi.

LXXX

ACTE D'HABITATION DE VALLAURIS [1].

2 Octobre 1506

Acte d'habitation, passé entre dom Raynier Lascaris, des comtes de Vintimille, prieur et seigneur du prieuré et territoire inhabité de Notre-Dame et de Saint-Martin de Vallauris, d'une part, les futurs habitants dudit Vallauris, d'autre part.

Lesdits habitants reçoivent tout le territoire susdit, avec ses moulins, ses fours, ses pâturages et le droit de pêche dans la mer de Vallauris, à emphythéose perpétuelle, sous la directe du prieur, et aux conditions suivantes :

Le seigneur fait abandon de la dîme.

Il lui sera payé une pension de 900 florins, dont 300 à Noël, 300 le 1.er mai, et le reste à la fête de la Nativité de la Sainte Vierge.

Aucune aliénation ne pourra être faite en faveur d'une personne mainmortable.

De nouvelles reconnaissances seront passées tous les dix ans.

Le prieur jouira du droit de prélation, ainsi que du droit de lods ou trézain.

Il se réserve le droit de faire paître ses troupeaux sur ledit territoire, et d'y couper du bois pour son chauffage et pour ses constructions.

A lui appartiendra toute juridiction.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 765. — Cf. Alliez, ouv. déjà cité, pag. 460, où ce document est reproduit in-extenso.

En cas de prélation, la part de la pension afférente aux propriétés par lui acquises sera déduite des 900 florins.

Il excepte de l'emphytéose le château, l'église avec ses appartenances, les fontaines et cours d'eau, qui ne seront dérivés par les particuliers que pendant deux jours par semaine, le mercredi et le jeudi.

Ses troupeaux pourront passer à travers tout le territoire de Vallauris.

Il percevra la leyde sur les poissons frais et salés, et un demi gros par florin sur le prix de vente des vases de terre et de verre.

Son grain sera moulu, son pain et celui de ses domestiques sera cuit aux frais des habitants, quand il lui plaira.

Chacun lui devra quatre jours de travail par an, pendant cinq années.

Nul n'aura la faculté de fouler les blés avec d'autres bêtes que celles du seigneur.

La communauté n'imposera pas une rève ou droit sur la boucherie, au préjudice dudit seigneur.

A elle incomberont l'entretien de l'église et l'organisation du culte ; mais le choix du prêtre du purgatoire et des autres prêtres appelés à exercer sera soumis au prieur.

Le village et les maisons seront construits d'après le plan arrêté par le seigneur.

Les habitants lui prêteront l'hommage chaque fois qu'il lui plaira, en tous cas tous les dix ans.

Ils nommeront, en sa présence ou en présence de ses représentants, leurs syndics et autres officiers, qui prêteront le serment de bien et fidèlement remplir leurs fonctions.

Les conseils seront tenus en sa présence ou en présence de ses officiers.

Le seigneur se réserve la terre appelée « Collo del serre Felat ».

Les étrangers, acquérant des propriétés à Vallauris, seront tenus à l'hommage.

Réserve est faite du droit de chasse dans les conditions où il est payé à l'abbé de Lérins sur les terres de l'abbaye : il lui reviendra, pour les sangliers, la tête entière, avec le poil et les oreilles ; pour les cerfs et les chevreuils pris « ad fudam », un quartier, pour ceux qui seront tués à l'arbalète, un cuisseau.

Chaque maison lui devra une journée d'homme par an, à perpétuité.

LXXXI

ROLE DES CORVÉES DE VALLAURIS [1].

1593

« Roole des corvées debues par chacune maison des habitants de Vallauris au dévot monastère de Lérins », mentionnant deux cent soixante-sept maisons, avec le nom de leurs propriétaires, répandues dans trois rues : la rue Soubrane, la rue de la Foux et la rue Droite.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 769.

DIOCÈSE DE NICE

LXXXII

BULLE DU PAPE URBAIN IV, DIRIGÉE CONTRE LE PRÉVOT DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE NICE ET AUTRES, QUI REFUSAIENT DE PAYER LA DIME AUX RELIGIEUX DE LÉRINS [1].

17 Janvier 1263

Urbanus, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Regensi, salutem et apostolicam benedictionem. Abbas et conventus monasterii Lirinensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, nobis conquerendo monstraverunt, quod prepositus ecclesie Niciensis, nobilis vir Guillelmus de Sancto Albano, et quidam alii Niciensis, Regensis, Glandatensis civitatum et diocesum, super decimis, terris, debitis, possessionibus et . . . Ideoque fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, partibus convocatis, audias causam et, appellatione remota, debato sine decidas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. . . . . Testes autem qui fuerint nominati si se gratia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellat veritati testimonium perhibere. Datum apud Urbem Veterem, XVI kalendas februarii, pontificatus nostri anno secundo.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 837. — Original, en mauvais état. Les points remplacent les mots qui manquent dans le texte.

Prieuré de Notre-Dame et de Saint-Jean de Villars

LXXXIII

LETTRES DU COMTE DE BEUIL, HONORÉ GRIMALDI, EN FAVEUR DU PRIEUR DE NOTRE-DAME DU CIANS [1].

27 Juin 1585

Lettres du comte de Beuil Honoré Grimaldi, données à la requête de dom Constantin Chabaud, prieur du prieuré de Notre-Dame du Cians, contre les habitants de Touët et autres, qui refusaient de payer les dîmes dues audit prieur, et ce sous peine de 25 livres.

Saint-Dalmas le Selvage

LXXXIV

ARRENTEMENT DES PROPRIÉTÉS DE L'ABBAYE A SAINT-DALMAS LE SELVAGE [2].

9 Août 1622

Arrentement, pour trois ans, en faveur d'Oursin Bernard, de La Garde de Castellane, des terres du monastère de Lérins situées à Saint-Dalmas le Selvage, moyennant la somme de 24 livres. (Les propriétés ne sont pas désignées).

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 844. — Original.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 848. — Original. Les religieux de Lérins réclamaient le patronage d'une chapelle, sise sur le terroir de Saint-Dalmas, et dédiée à Saint-Honorat, ainsi que le constate une déclaration faite, à leur requête, par le baile dudit lieu, le 8 juin 1641.

DIOCÈSE DE RIEZ

Prieurés d'Albiosc et Quinson

LXXXV

DONATION DE L'ÉGLISE SAINT-PIERRE D'ALBIOSC A L'ABBÉ DE LÉRINS PAR L'ÉVÊQUE DE RIEZ AUGIER [1].

11 Novembre 1133

In patrum precedentium institutionibus traditus mos legitur, ut quicumque episcopus aliquid, causa augmentandi religionem, conferre voluerit monasteriis, aut Dei servis ex æcclesie sue rebus hoc testamenti paginis, una cum consensu clericorum suorum, studeat comendare memorie posterorum, ne, quod absit, deinceps ullius valeat impediri contradictionibus. Quapropter, notum sit omnibus fidelibus, tam presentibus quam futuris, quod ego Augerius, gratia Dei Regensis æcclesie presul, consilio canonicorum nostrorum, videlicet dominorum Petri, prepositi, Boniphacii, sacriste, Airaudi, diaconi, Boniphacii de Albiols, æcclesie de Albiols patricii prepositi, Ozili et Arnulphi, canonicorum, Valentini, presbi-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 854. — Original. Nous publions ce document, déjà donné à la page 221 du *Cartulaire* (1re partie), parce que la copie diffère sur plusieurs points assez sensiblement de l'original.

teri Regensis æcclesie, donamus, concedimus et in perpetuum monastice dedicamus Domino Deo, et Sancto Honorato, ac Lyrinensi loco, seu ejusdem cenobii abbati, nomine Pontio, atque monachis ibidem sub regula sancti Benedicti Christo famulantibus, tam presentibus quam futuris, æcclesiam Sancti Petri de Albiols, que constructa est in nostro episcopatu Regensi, cum omnibus juribus et rebus suis, videlicet cum altariis, decimis, premiciis et oblationibus, et cum æcclesiis et capellis territorii sui et de Quinsonno, ab ipsa æcclesia Sancti Petri dependentibus, in quibus percipit medietatem decimarum et oblacionum principalium,racione subjeccionis patrone, et cum ceteris bonis que nunc possidet et largicione fidelium acquisierit in futurum. Si quis autem, quod minime credimus, episcopus vel presbiter, sive clericus aut laicus, hujus donacionis, dedicacionis et descripcionis contradictor existere voluerit, non valeat vendicare quod repetit, set mereatur illud quod scriptum est : « Maledictus est qui transgreditur terminos quos constituerunt patres sui, et vinculo anatematis dampnatus existat, et, nisi celeriter resipiscat, iram incurrat Dei Omnipotentis, veniantque super eum omnes maledictiones Novi et Veteris Testamenti ». Et, ut hoc testamentum et Deo dedicamentum firmiorem vigorem in perpetuum obtineat, ego Augerius, episcopus Regensis, propriis manibus, predicta scribo, dono, dedico et firmo, testibus roborari mando et meum sigillum apono. Dominus Petrus, prepositus, predicta donat, firmat, dedicat et laudat. Dominus Boniphacius, sacrista, predicta donat, dedicat, firmat et laudat. Dominus Boniphacius, sacrista, predicta donat, firmat, dedicat et laudat. Domini Arnul phus et Augerius, domini de Albiols, predicta firmarunt et laudaverunt. Dominus Boniphacius de Albiols, videlicet hodie existens prepositus patricius æcclesie de Albiols, predicta donat, firmat, dedicat et laudat, et dictam ecclesiam Sancti Petri tradit in manibus domini Pontii, abbatis Sancti Honorati monasterii Lyrinensis. Dominus Pontius, archipresul Aquensis, predicta laudat, firmat, donat et dedicat. Dominus Grosolanus, Mediola-

nensis archiepiscopus, domini pape legatus, predicta laudat, firmat et dedicat. Dominus Petrus, Venciensis episcopus, predicta laudat, firmat et dedicat. Dominus Pontius, abbas Lyrinensis, predicta recipit, laudat et aprobat ac dedicat. Dominus Hugolenus, Lyrinensis monasterii prior, predicta recipit, laudat et aprobat atque dedicat. Dominus Ozil, canonicus, predicta donat, dedicat, firmat et laudat. Dominus Arnulphus, canonicus, predicta donat, dedicat, firmat et laudat. Dominus Valentinus, presbiter, predicta donat, dedicat, firmat et laudat. Hugo Albericus, bajulus Regensis, predicta laudat et firmat. Ego Asaldus, sacri palacii notarius in marchionatu Provincie, predicta scribo et firmo ad memoriam futurorum, sub anno Domini millesimo centesimo tricesimo tercio, in festo et æcclesia Sancti Martini, condam episcopi Regensis, et meum signum appono.

LXXXVI

BULLE DU PAPE URBAIN IV, MANDANT AU PRÉVOT DE L'ÉGLISE DE VINTIMILLE DE RÉGLER LE DIFFÉREND INTERVENU ENTRE L'ABBAYE DE LÉRINS ET GUILLAUME BONFILS, SACRISTAIN DU CHAPITRE DE RIEZ, QUI AVAIT USURPÉ LE PRIEURÉ D'ALBIOSC [1].

13 Janvier 1263

Urbanus, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio preposito ecclesie Vigintimiliensis, salutem et apostolicam benedictionem. Abbas et conventus monasterii Lirinensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, nobis conquerendo monstrarunt quod Guillelmus Bonifilii, sacrista ecclesie Regensis, prioratum de

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 861. — Original.

Albios, Regensis diocesis, ad monasterium ipsum pleno jure spectantem, contra justiciam occupavit et illum detinet occupatum, in dicti monasterii prejudicium et gravamen. Ideoque discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, partibus convocatis, audias causam et, appellatione remota, debato sine decidas, faciens quod decernere decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere. Datum apud Urbem Veterem, idus januarii, pontificatus nostri anno secundo.

LXXXVII

ÉCHANGE DE TERRES ENTRE LE PRIEUR DE QUINSON ET ISNARD MARTIN [1].

1er Septembre 1277

Anno Domini M° CC° LXXVII, kalendas septembris. Noverint universi et singuli quod dominus Tasilus, prior sive rector ecclesie Beate Marie de Quinsono, pro utilitate et profectu dicte ecclesie, ex una parte, et Isnardus Martinus, ejusdem castri, ex altera, fecerunt cambium seu permutacionem ad invicem. In quo cambio sive permutacione, dedit dictus dominus Tasilus predicto Isnardo totam questionem quam habebat dictus dominus prior super domum dicti Isnardi, que domus sita est in castro de Quinsono; et super totum quod habet dictus Isnardus juxta domum supradictam, que domus confrontantur, ab una parte, cum camino publico quod vadit versus Albioscum, et, ab alia parte, cum terra Hugonis Raynaudi et cum camino quod vadit versus Regium, juxta fontem,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 851. — Original.

et cum ferragine Alasie Arlabaude, et cum domo Cleriorum. Et dictus Isnardus dedit dicto domino priori, de consensu et voluntate Simonis Inquetie, bajuli de Quinsono, unam ferraginem, sitam in valle de Quinsono, cui coherent caminum publicum quod vadit versus Verdonem, et terra Cleriorum, et terra dicta Almerat; item quoddam pratum, situm in dicta valle, cui coherent vinea Raymundi Rufi et pratum dictum Oliers, et terra Capusii, et caminum publicum de Regio; item unam terram, super ecclesiam, cui coherent via que vadit versus Fontetas, et caminum quod vadit versus Retracham, et vinea Johannis Martini, et terra Fulchonis Giraudi; item unam vineam, sitam ad summum vinee Brotmelle, cui coheret vinea Bertrandi Raynaudi, et terra Portalisii, et via que vadit versus Fontetas. De quo cambio seu permutacione unus alterum investivit et se et suos dispoliavit.

Ad hanc autem permutationem stans presens Simon Inquetia, bajulus dicti castri pro domino nostro rege, qui predicta omnia que dictus Isnardus dedit sive cambiavit dicto domino priori, laudavit et confirmavit dicto domino priori, de mandato domini Guillelmi de Raynerio, tenentis locum domini Philippi, bajuli Dignensis, et domini Andreæ Grasi, judicis Dignensis, ut asserebat; et confessus fuit idem habuisse duos et septuaginta solidos coronatorum, pro laudimio et trezeno. Qui dictus dominus prior promisit dicto Isnardo quod ipse faciat ratificare domino abbati[1] Sancti Honorati cambium supradictum. Concesserunt eciam mihi notario infrascripto predicte partes, quod istud instrumentum possim dictare semel et plus consilio unius sapientis vel plurium, si necese fuerit, substancia non mutata. Actum in castro de Quinsono, in domo domini nostri regis. Testes ad hoc fuerunt vocati: Guillelmus Ponterinus, Elsiardus Albanellus, dominus Saturninus, sacerdos, Isnardus Nascolatus, Fulcho Gitbertus, Johannes Martinus, Raymundus Annel-

[1] Le texte porte « habbati ».

lus, Audebertus Radulfus, Guillelmus Bertrandus; et ego Juramus Javella, notarius publicus, a domino Karolo, illustrissimo rege Sicilie, constitutus, qui, vocatus et rogatus, hanc cartam scripsi et meum apposui signum.

LXXXVIII

DIMES DU PRIEURÉ DE QUINSON [1].

30 Août 1290

Sentence arbitrale, prononcée par Pierre, évêque de Riez, à la suite d'un différend, intervenu entre dom Sicard de Caussols, prieur d'Albiosc, et dom J. Taberlon, prieur de Quinson, au sujet des dîmes dudit Quinson :

Il est accordé audit prieur d'Albiosc la moitié des dîmes en blé, légumes, vin, nadons du prieuré de Quinson, à condition qu'avant tout partage, on prélèvera : 1° la pension due par ledit prieuré de Quinson au monastère ; 2° vingt setiers de blé et vingt setiers d'orge, mesure royale, pour les frais occasionnés par le prélèvement de ladite dîme ; 3° dix coupes de vin, attribuées au prieuré de Quinson, pour les frais de prélèvement de la dîme dudit vin; 4° le traitement du secondaire desservant le prieuré de Quinson.

LXXXIX

INVENTAIRE DES BIENS DU PRIEURÉ D'ALBIOSC [2].

17 Octobre 1338

In Christi nomine et Virginis gloriose. Anno incarnacionis ejusdem millesimo trecentesimo tricesimo octavo, die decima septima

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 850. — Original.
[2] Arch. des Alp.-Marit , H. 854. — Original.

mensis octobris. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod religiosus vir dominus frater Guillelmus Bertrandi, monacus sacri monasterii Lirinensis, camerarius dicti monasterii, veniens personaliter ad prioratum Sancti Petri de Albiosco, Regensis diocesis, de mandato reverendi in Christo patris domini Giraudi de Susa, dicti monasterii abbatis, et, ex potestate sibi comissa per dictum dominum abbatem, inventarium, seu repertorium de bonis dicte ecclesie Sancti Petri de Albiosco, seu prioratus ejusdem, inquohavit et fecit, per modum qui sequitur infrascriptum :

Et primo ospicia claustralia ; de quibus quidem ospiciis invenit idem dominus camerarius unam focaneam, cum quodam ospicio, de subtus, in quo sunt graneria ; et unum ospicium, juxta focaneam, cum quadam camera sibi contingua ; et de subtus, unum ospicium, in quo fit stabulum ; et unam cameram prioris, cum sala sibi contingua ; et de subtus, unum ospicium, in quo fit cellarium ; et aliam cameram, de super januam magnam ; et de subtus, unum granerium et unam granicam, cum pastura, et unum fenerium. Item et unam magnam condaminam, sitam subtus dictum prioratum, que confrontatur, ab uno capite, cum via per quam itur versus Sparronum, et cum fonte Lambertorum, et, ab alio capite, cum via per quam itur versus Quinsonum, et, ab aliis partibus, cum pluribus terris hominum dicti castri. Item et aliam condaminam, sitam super dictam viam de Quinsono, que confrontatur, ab una parte, cum via per quam itur versus Sanctum Laurencium, et, ab alia parte, cum via per quam itur versus Montem Pesatum. Item unam ferraginem, sitam super dictam ecclesiam, que confrontatur, ab una parte, cum cimiterio[1] dicte ecclesie, et, ab alia parte, cum vallato dicti castri et cum pluribus aliis confrontationibus. Item unum ortum, cum clave, confrontatum, ab

[1] Le texte porte « ciminiterio ».

una parte, cum orto Guillelmi Adalgardi, et, ab alia parte, cum ferragine Laurencii de Faillono. Item et unum pratum, situm versus molendinum dicti castri, confrontatum, ab una parte, cum ferragine nobilis Sparroni de Sparrono, et, ab alia parte, cum bedale dicti molendini. Item unam condaminam, sitam loco dicto Peracedas, que confrontatur, a duabus partibus, cum terris dicti nobilis Sparroni, et, ab aliis partibus, cum aliis terris hominum dicti loci. Item unam terram, sitam loco dicto Pinada, que confrontatur, ab una parte, cum terra Garcinorum, et, ab alia parte, cum via Sancti Marcelli. Item et quasdam terras continguas, sitas versus Sanctum Marcellum, et confrontatas cum ecclesia Sancti Marcelli, et cum terra Garcinorum, et cum terra nobilis domini de Alamania, et cum terra heredum Fulconis Berengarii, et cum pluribus aliis terris et confrontationibus. Item et unam terram, sitam loco dicto Bosco, que confrontatur, ab una parte, cum via per quam itur versus Montem Pesatum, et, ab alia parte, cum via de Sauseta et cum quibusdam aliis terris. Item et unam terram, sitam loco dicto Agudierus, que confrontatur, ab una parte, cum terra Guillelmi Adalgardi, et, ab alia parte, cum terra Bertrandi Alachadisii et cum pluribus aliis terris. Item et unam terram, sitam loco dicto In Plano de Silva, que confrontatur, ab una parte, cum terra de Faillono, et, ab alia parte, cum territorio de Quinsono. Item et unam condaminam, sitam in territorio de Quinsono, loco nominato Pradellis, que confrontatur, ab una parte, cum via de Ferraytolis, et circumcirca cum terris hominum de Quinsono.

Item invenit dictus dominus camerarius, relatu quorumdam fide dignorum, quod prior de Albiosco, quicumque sit, habet et habere consuevit collacionem ecclesie de Quinsono, et habet, recipit et recipere consuevit et usus fuit, in decima dicte ecclesie de Quinsono, medietatem bladorum vini et nadonorum, prius tamen elevatis per priorem de Quinsono XIIII sesteriis bladi de comuni, medietate annone et alia ordei; ad quam quidem decimam colligendam ponit et ponere consuevit, anno quolibet, prior de

Albiosco unum decimarium, et prior de Quinsono alium; et ultra dictam medietatem, habet, habere et recipere consuevit prior de Albiosco, ab antiquo, totam decimam de tribus condaminis curie de Quinsono, sitis in territorio de Quinsono, quarum una sita est in valle de Quinsono, juxta Verdonem, et alia sita est loco dicto Pradellis, tercia vero sita est loco dicto Ferraytolas; in qua quidem decima dictarum trium condaminarum, prior de Quinsono nichil habet nec recipere consuevit. Invenitque dictus dominus camerarius quod dictus prior de Albiosco, quicumque sit vel pro tempore fuerit, debet tenere in dicto prioratu duos monacos et unum capellanum curatum.

Actum in dicto prioratu de Albiosco, coram janua magna, presentibus testibus infrascriptis, ad hoc vocatis et rogatis, videlicet religiosis viris domino Pellegrino Vinandi, domino Jacobo Antelmo, monachis dicti monasterii; domino P. Riperto, capellano dicte ecclesie; Guillelmo Blasini de Fabricis; Antonio de Toro de Cugis, Guillelmo Monnecio de Monte Medio, et me Guillelmo Gontardo de Quinsono, notario publico, ab illustrissimo domino Karolo primo, quondam rege Jerusalem et Sicilie, comite Provincie et Forcalquerii, instituto, qui predictis omnibus presens fui et, ad requisitionem predictorum dominorum, hanc cartam seu cartas scripsi et signo meo signavi.

XC

TRANSACTION ENTRE LES PRIEURS D'ALBIOSC ET DE QUINSON [1].

6 Septembre 1340

Il est convenu que le prieur de Quinson doit donner annuellement à celui d'Albiosc dix sous de monnaie courante, deux poules et un porc, pour la moitié de la dîme des poules et des porcs du terroir de Quinson, à lui cédée par ledit prieur d'Albiosc.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 857. — Original.

Prieuré de Notre-Dame de Moustiers

XCI

BULLE DU PAPE CLÉMENT VI, ACCORDANT DES INDULGENCES AUX PERSONNES QUI VISITERONT LA CHAPELLE DE NOTRE-DAME DU BEAUVOIR, DÉPENDANT DU PRIEURÉ DE MOUSTIERS [1].

19 Mai 1346

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, salutem et apostolicam benedictionem. Dum precelsa meritorum insignia quibus regina celorum Virgo, Dei genitrix, gloriosa, sedibus prelata sidereis, quasi stella matutina prerutilat, devote affectionis indagine prescrutamur ; dum etiam infra pectoris arcana [2] revolvimus quod ipsa, utpote mater misericordie, mater gratie, pietatis amica, humani generis consolatrix, pro salute fidelium qui delictorum onere pregravantur, sedula exoratrix et pervigil, ad regem quem genuit, intercedit; dignum, quinimo debitum arbitramur ut ecclesias et capellas, in honorem Virginis ejusdem nominis dedicatas, graciosis remissionum prosequamur impendiis et indulgenciarum muneribus honoremus. Cum itaque, sicut accepimus, ad capellam Beate Marie de Bellovidere, pertinentem ad prioratum de Mosteiriis, ordinis sancti Benedicti, Regensis diocesis, causa devotionis, magna populi confluat multitudo, nos, cupientes ut ipsa capella congruat honoribus, frequentetur, et ut Christi fideles eo libentius, causa devotionis, confluant ad eandem capellam; omnibus vere penitentibus et confessis, qui in singulis ejusdem Beate Marie

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 874. — Original.

[2] Le texte porte « archana »

Virginis festivitatibus et qui, per octabas festivitatum ipsius, prefatam capellam devote visitaverint annuatim, unum annum et quadraginta dies de injunctis eis penitentiis, singulis videlicet festivitatum ac octabarum ipsarum diebus quibus capellam ipsam visitaverint, ut prefertur, misericorditer relaxamus. Datum apud Villam Novam, Avinionensis diocesis, XIIII kalendas junii, pontificatus nostri anno quarto.

XCII

BULLE DU PAPE URBAIN V, ENJOIGNANT A L'OFFICIAL DE CARPENTRAS DE FAIRE RESTITUER AU PRIEURÉ DE MOUSTIERS LES BIENS QUI LUI AVAIENT ÉTÉ ILLÉGALEMENT ENLEVÉS [1].

31 Janvier 1364

Urbanus, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio officiali Carpentoracensi, salutem et apostolicam benedictionem. Dilecti filii prioris prioratus Beate Marie de Bellovidere, de Mosteiriis, ordinis sancti Benedicti, Regensis diocesis, precibus inclinati, presentium tibi auctoritate mandamus, quatinus ea que de bonis ipsius prioratus alienata inveneris illicite vel distracta, ad jus et proprietatem ejusdem prioratus legitime revocare procures, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere. Datum Avinionis, II kalendas februarii, pontificatus nostri anno secundo.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 874. — Original.

XCIII

DONATION DE DIVERSES PROPRIÉTÉS AU PRIEURÉ DE MOUSTIERS [1].

Fin du XII[e] siècle

Hec est carta tocius possessionis Sancte Marie Mosterii castri, que ostendit et affirmat dominum Ricolfum, sacerdotem altaris Sancte predicte Marie, totum, sine intermissione, quod possidebat dedisse, in hermis videlicet et cultis. Que sit vero possessio domus in hereditate et mortalicio ut potero sub brevitate notare videas:

Terra quam dedit dominus Ricolfus, cum Johanne Misello et Stefano sacerdote, dicitur esse alodium, et tenet usque ad viam traversam que vadit per Merletum; et terra de valle Sancti Apollinaris, que dicitur Lagons; et terra de Valed, que est apud Sanctum Ilarium; et terra de Comba Gondonmarii et Ricolfi, que est supra Sanctum Michaelem; et campus de Falevello, qui est sub viam que vadit ad Valenciolam; et terra de Gram; et condamina de Merleto, que est supra Cameradam, in Plano; et campus de Campanil; et campus qui est supra defensum Poncii Peladi; et campus de Claperio, cum suis apendiciis; et campus de Serreto Medio; et campus de Boncheto; et terra de Marinnon et de Moreza; et campus de Aiglada; et hoc quod pozavit Rembertus, subtus predictum campum, per dominum Ricolfum et fratrem suum; totum hoc est de alodio.

Terra de mortalicio: Item campus de Larat, quem dedit Sancte Marie Reinoardus Balbus, pro anima sua; et campus de Venasco, quem dedit Poncius Mansic; et campus de Stapa, quem dedit Henma femina quedam, pro anima sua; et campus de Bragosis,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 875. — Original.

quem dedit Sancte Marie Atonolfus Rainaldi et Esperran de Piro, subtus castrum Mosterii, quem dedit Reinoardus Broda; et campus supra domum Misellorum, quem dedit Atelmus Falfobrec; et pratum quod est ante domum ipsorum infirmorum usque in rivum, quod dedit Ricardus Corcon; et una sectura prati, subtus Sanctum Quiricum, quam dedit Isnardus Gordon et Esperran, juxta ecclesiolam Sancti Apollinaris; et campus del Pas, qui est subtus Sanctum Ilarium, quem dedit Belon; hoc totum est de mortalicio.

De encione: Campus de Eiglada, qui est inter duas vias, et dicitur esse duarum modiatarum et plus, quem comparavit donna Isabel Sancte Marie de Reinardo Henma; et campus de Almis, cum omnibus arboribus nucum, quem comparavit donnus Ricolfus de Reimundo Giboso; et dedit unum equum sexaginta solidorum, quem equum dedit Reimundus Guilmo, batellerio, pro pugna quam debuit facere contra Emenon, fratrem suum, de Entravenas; et campus de novem sextariis, qui est in Calmaset, quem comparavit donna Isabel de Faraldo Henma; et campus de Camerado, quem dedit Poncius Darniquetus donno Ricolfo, pro duobus filiis suis, scilicet Isnardo et Guillelmo, docendis et pascendis.

Ecclesia Sancti Saturnini, cum omnibus apendiciis suis, est Sancte Marie Mosterii castri. In Esperrono, ecclesie Sancti Saturnini dedit donnus Osiardus et Berengarius sacerdos unum equum, cum toto insellamento, domino Reimundo Giboso, quem tribuit cuidam femine, que medica erat, pro se medicando; et multa alia ibi sunt data illi Reimundo, cujus honor et rectum erat; campus supra Virdonem, quem dedit donnus Guillelmus Mosterii castri ecclesie Sancti Saturnini, causa dotalicii, in die sue sacracionis, quam sacravit donnus Henricus episcopus, est Sancte Marie. Nota vineam et terram duorum modiorum et plus, que est juxta vineam subtus Sanctum Saturninum, ultra rivale, supra viam que tendit ad castrum Mosterii; quam vineam et terram dedit Poncius Manases Sancto Saturnino, et Isnardus Boffa, cognatus ejus, et alii

heredes firmaverunt; vineam de Carraria Veteri, que tendit ad silvam, quam dedit Petrus Josmarii Sancto Saturnino, pro febribus que constringebant eum, et pro hoc liberatus fuit, Deo gratias; pratum quod est subtus Sanctum Saturninum, ultra rivale, juxta aquam ipsius rivi, quod dedit Sancto Saturnino Isnardus de Romolis, pater Guigonis, pro febribus que tenebant eum et exinde liberatus est; campum duorum modiorum et plus, quem dedit donnus Guillelmus Senex, Mosterii, et Poncius Framerici altari Sancte Marie Mosterii castri, qui campus est subtus viam que vadit ad Sanctam Crucem, juxta pratum Poncii Hariberti; non est Sancti Saturnini, sed Sancte Marie.

De vineis que sunt de alodio: Pendentia vinea nominata sic, que est subtus Sanctum Johannem, est proprie alodium Sancte Marie Mosterii castri, quam plantavit donnus Ricolfus, sine ullo herede solummodo, propter hoc ut in hereditate predicte Marie verteretur. Vinea de Melezen domini Osiardi, ut dicitur, quam partitus est cum Isnardo, fratre suo, Ricolfo; et vinea Rainaldi, de burgo Garcini; et terra juxta istam vineam, quantumcumque sit, est alodium Sancte Marie. Vinee de Fabronga sunt de alodio. Vinea Lamberti Bastigis et vinea Semnoreti, quas acceperunt monachi Brivenses contra vineam Haimerici, que est in Melezen, sunt de Fabronga; et vinea Chebaldi, et terra in hermo et inculto, supra vineam et subtus Fabrongam, sunt alodium Sancte Marie. Vinea Poncii Hescelini de Campo Rotundo, supra castrum Mosterii ibi prope; et vinea Poncii Fabri, que jungitur vinee alterius Poncii; et vineole due, quas tenet Silvius Fulcherii ultra Vallem Horrendam ibi prope, sunt omnes de alodio. Vinnale, cum arboribus nucum de Cezeza, quod vinnale est apud balmas Gondomarii, est de alodio. Ibi juxta est terra duodecim sextariorum in seminando, quam dedit Faraldus, frater Ricaldi, Sancte Marie, pro anima sua; et una semodiata de terra, quam donavit Adaltrus Ligolmosa, cum uno nogario, pro anima sua. Estaul Albin dedit duos arbores nucum Sancte Marie, pro anima sua, in valle del Parc in Olivet.

Vinee de mortalicio: Vinea quam plantavit Haimerus, pater Roselli, in terra quam dedit donna Sazia, mater Poncii Eldeberti, et Reinoardi Boffa Sancte Marie, pro anima sua; et terra de Valle, cum nucibus, quam dedit Bonfil Gallardus Sancte Marie, pro anima sua, ob hoc videlicet plus, ut de nucibus ipsarum arborum fieret vigilia ante altare Sancte Marie; et hoc inde sit signum quod donnus Ricolfus voluit quadam vice incidere ipsas arbores, ad faciendas scutellas et multa alia in domo sua, cui laudaverunt Rainoardus Balbus et frater suus Guillelmus ceterique parentes, ne faceret, quia terra illa Vallis Minime fuit data propter arbores, ad faciendam vigiliam; in qua predicta terra fecit domnus Ricolfus plantari vineas; videlicet Johannes Faldalonga, pater Arnaldi, plantavit ibi vineam unam per dominum[1] Ricolfum, et Josceldus, avunculus Chebaldi, plantavit ibidem aliam vineam, et Martinus Bruda plantavit aliam ibidem postea per dominum Osiarium; Reimundus Balda plantavit aliam prius per dominum Ricolfum. Vinea super fontem, quam plantavit Bertrannus, maritus de Roberga. Ibidem vinea quam plantavit Poncius Aicele. Vinea quam plantavit Rolannus, quam donavit Isnardus de Antrepetras. Vinea quam donavit dominus Ricolfus uxori de Petro Rainoardi, parenti sue, de Quinzo, ut teneret dum viveret; quam donavit pro anima sua Radaldus, frater Rainoardi Balbi et Presbiteri, et plantavit eam Garners de Burgarco, pater Borelli, qui fuit monacus Lirini. Pratum quod tenebat Poncius Arenbertus per Fulconem de Romulis; istud dedit Isnardus, suus filius, Deo sancteque ejus glorioso genitrici Marie ac Sancto Honorato, omnibus suis fidelibus et amicis, pro anima patris ac matris et pro totius sue parentele animabus; teste Ilsiardo Depilato, Petro Ceugna, Isnardo Radulfo, fratreque suo Bertrando, Ugone, canonico Regensi, Ugone Prophete, his omnibus veris testibus presentibus, ita sine dubio factum est hoc

[1]. Le texte porte « donnum ». Ce mot est toujours orthographié ainsi dans ce document.

donum. Ugo de Antrepetras dedit Sancte Marie vineam in Angoir, cum uno perario et aliis arboribus qui vocantur persegarii. Ex una parte, vinea Isnardi Fabri et, ex alia, vinea Isnardi Menestre; subtus currit rivus Engoir; et dedit terram de tribus sextariis vel de quatuor; terra hec autem est in valle de Godeschalc, quam comparavit de Eleazaro, qui fuit ex progenie Almeratensium, Romularum castri. Et vinea quam plantavit Adalfredus, bubulcus domini Ricolfi, supra viam de Valle, in terra quam dedit Guillelmus Vetus, Mosterii castri, domino Ricolfo, quando fecit eum esse presbiterum; et fuit de cabanaria Hermini Josberti. Vineam que est apud Carreriam Veterem, quam solebat tenere Stefanus Pairol, dedit Isnardus Belleron Sancte Marie, pro anima sua. Vineam quam tenet Petrus Pairol, frater predicti Stefani, dedit mater Eldeberti Aguinolfi Sancte Marie, pro anima sua. Vineam quam solet tenere Petrus Beringarii, sacerdos, in Ubac, dedit Poncius Rostanni Sancte Marie, pro anima sua; et plantavit eam Isnardus Tortus. Vinea quam dedit Guillelmus Bolza Sancte Marie et corpus et animam suam, et in domo claustri receptus et mortuus est; quam solebat tenere Rippertus, pellicearius. Vinea quam dedit Isnardus Occisus Sancte Marie, in Melezen, quam dederunt monachi Lirinenses Radulfo, presbitero suo, dum viveret. Vinea de Petra Mala, quam tenebat Poncius Rubiol, dum vixit; in morte vero sua dedit suam partem, scilicet mediam, pro anima sua, Sancte Marie; altera autem pars erat alodium et proprietas Sancte Marie, et sic tota est predicte Virginis in antea.

Prieuré d'Artignosc

XCIV

ÉCHANGE ENTRE L'ABBAYE DE LÉRINS ET LE MONASTÈRE DES NONNAINS DE SAINTE-CATHERINE DE SORPS, QUI REÇOIT LES ÉGLISES DE BEAUDINARD ET DE VAUX-DES-MEUNIERS CONTRE LE PRIEURÉ D' ARTIGNOSC[1].

6 Mars 1256

In nomine Domini Jesu Christi. Anno incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, pridie nonas martii. Notum sit presentibus et futuris quod dominus Fulco, Dei gratia Regiensis episcopus, tum consilio et assensu Elziardi, Regiensis præpositi, et ejusdem ecclesie capituli, laudavit et ratam habuit et etiam confirmavit permutationem quam fecerunt Rippertus, cellerarius[2], et Bonifacius de Rogono, prior de Espelucha, monachi Lyrinenses, de voluntate domini Bernardi, Dei gratia abbatis monasterii Lyrinensis, et ejusdem monasterii conventus, de ecclesiis de Beldisnar et de Vallemonna et ejusdem territoriis, cum juribus et pertinenciis suis spectantibus ad supradictum monasterium Lyrinense, cum domina Ricarda, moniali, tenente locum abbatisse monasterii Sancte Catharine de Sorps, et conventu ejusdem monasterii, pro ecclesiis de Artignosco et eorum territoriis, cum juribus et pertinentiis suis spectantibus ad monasterium Sancte Catharine de Sorps, prout continetur in quadam carta publica, facta per manum Petri Giraudi, publici notarii, retentis dicto domino episcopo et successoribus suis in ecclesia de Artignosco carnagio catedralis, procurationibus, visitationibus et quistis, cum eas fecerit in ecclesiis sue diocesis, et juribus episcopalibus, et re-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 884. — Copie.
[2] Le texte porte « cellarius ».

tentis in ecclesiis Sancte Euphemie et Sancti Stephani, sitis in territorio de Artignosco, in qualibet, pro annuo censu, libris[1] cere et quista, in conversis qui ibi stabant quando idem dominus episcopus quistam fecerit generalem Regiensis diocesis per hospitalia ejusdem et conversos, et quod imponat cruces vel signa conversis ibidem commorantibus. Item concessit dicto domino abbati et conventui Lyrinensi quod, quandocumque Hugo, futurus prior de Artignosco, dictam ecclesiam morte vel vita dimiserit, quod ipsi possint in dicta ecclesia priorem seu rectorem instituere monasticum vel clericum secularem et constituere duas novenas bladi, pro censu, in ecclesia supradicta solvendas annis, singulis, monasterio Lyrinensi; qui prior de Artignosco possit conversos instituere in ecclesiis Sancte Euphemie et Sancti Stephani antedictis. Insuper dictus dominus episcopus Regiensis, attendens devotionem et religionem Lyrinensis monasterii et antiquum amorem quem super idem monasterium habuit cum Regiensi ecclesia, pensata etiam voluntate et necessitate ecclesie de Mosteriis, nobilis membri ipsius monasterii, cum sit onore debitorum et numero servientium in amplissimum aggravata, univit cum ea ecclesiam Sancti Saturnini, cum juribus et pertinentiis suis, sitam in territorio de Mosteriis, retentis dicto domino episcopo et successoribus suis in eadem ecclesia procurationibus, visitationibus et juribus episcopalibus et quistis, cum eas fecerit per alias ecclesias diocesis sue, et quod prior de Mosteriis faciat ipsam ecclesiam deservire per assiduum sacerdotem, qui veniat ad synodum Regiensem, ecclesie sicut decet. Dedit etiam dicte ecclesie de Mosteriis, et univit cum ea ecclesiam Sancti Cerici de Mosteriis, cum juribus et pertinentiis suis, retentis dicto domino episcopo et successoribus suis, pro annuo censu, sex denariis, quos dicta ecclesia servire Regiensi ecclesie consuevit. Item hospitale pauperum de Mosteriis, cum juribus et pertinentiis suis, restituit ecclesie de

[1] Il faut lire sans doute « libra una », comme à la page suivante.

Mosteriis, ad habendum, tenendum, possidendum eo modo et ea forma quibus prior de Mosteriis habere, tenere et possidere consuevit, retentis dicto domino episcopo et successoribus in dicto hospitali, pro annuo censu, una libra cere et quista, cum eam fecerit per hospitalia diocesis sue. Item concessit dicto domino abbati et conventui Lyrinensi quod, priusquam Salvarius Bertrandi, prior Sancti Saturnini, dictam ecclesiam morte vel vita dimiserit, quod ipsi dominus abbas et conventus habeant in dicta ecclesia duas novenas bladi, pro annuo censu. Item dominus episcopus concessit priori de Mosteriis, quod possit instituere conversos in ecclesia Sancti Cirici, et eisdem conversis signum imponere vel crucem predictam, et unionem ecclesiarum Sancti Saturnini et Sancti Cerici de Mosteriis, factam cum ecclesia de Mosteriis. Et predictam restitutionem dicti hospitalis fecit predictus dominus episcopus, cum consensu capituli sui, ob honorem et dilectionem monasterii Lyrinensis supradicti et intuitu permutationis seu cambii supradicti. Omnia autem supradicta, universa et singula, dictus dominus episcopus et predictum capitulum promiserant, per se suosque successores, firma tenere perpetuo et nunquam contravenire, renuntiantes inde ex certa scientia omni juri per quod contravenire possent et, ad majorem firmitatem habendam, preceperunt hanc cartam sigillorum suorum munimine roborari.

Item, anno quo supra, tertio idus martii, notum sit presentibus et futuris quod venerabilis dominus pater Bernardus, Dei gratia abbas monasterii Lyrinensis, et ejusdem conventus, laudaverunt, approbaverunt et ratam habuerunt permutationem seu cambium, quem de mandato speciali fecerunt dilecti in Christo Rippertus cellerarius et Boniphacius, prior de Espelucha, procuratores, syndici, actores et nuntii speciales ipsius domini abbatis et monasterii supradicti, cum domina Ricarda, moniali, tenente locum abbatisse monasterii Sancte Catharine de Sorps, cum conventu ejusdem loci, de ecclesiis Valismonne et de Beldisnar, quondam ad monasterium Lyrinense spectantibus, pro ecclesiis de Arti-

gnosco, quondam ad monasterium Sancte Catharine de Sorps spectantibus, secundum quod predicta permutatio plene continetur in cartis publicis, factis per manum Petri Girardi, publici notarii, sigillata sigillorum venerabilis patris domini Fulconis, Dei gratia Regiensis episcopi, et capituli ejusdem loci et conventus predicti monasterii de Sorps. Quam permutationem promiserunt dictus dominus abbas et conventus in perpetuum, per se suosque successores, firma tenere et nunquam contravenire; cognoscentes, per evidentiam facti, quod predicta permutatio non sit in damnum monasterii Lyrinensis, sed in utilitatem, cum ecclesia de Artignosco plures redditus, item decimam bladi et vini et oblationes, reciperet in presenti quam ecclesie de Vallismona [1] et de Beldisnar. Et, ad majorem rei firmitatem, dictus dominus abbas et conventus presentem cartam jusserunt sigillorum suorum cum sigillis pendentibus munimine roborari. Actum in insula Lyrinensi, in capitulo. Testes vocati et rogati sunt Latulus, clericus, R., clericus. Et ego R., capituli publicus notarius, a domino quondam reverendo Berengario, illustre comite Provincie, constitutus, dominis predictis interfui, qui, mandato partium supradictarum, hanc cartam scripsi et hoc meo signaculo confirmavi.

[1] Le texte porte « Valismona ».

Prieuré de Brauch

XCV

CESSION DU PRIEURÉ DE BRAUCH PAR L'ABBAYE DE LÉRINS AU COMMANDEUR DE L'ORDRE DU TEMPLE DUDIT LIEU[1].

12 Novembre 1237

Anno Domini millesimo CC° XXXVII°, indictione X, die XII novembris. Notum sit omnibus hominibus hanc cartam audientibus et inspecturis, quod dominus Raimundus de Crassis, abbas monasterii Sancti Honorati, et totus conventus ejusdem monasterii, non coacti, non decepti nec in aliquo circumventi, set mera et spontanea voluntate, donaverunt et concesserunt, per se et suos successores, in perpetuum, pleno jure, sub annuo censu qui infra continetur, ecclesiam de Braugio, cum suis juribus, pertinenciis omnibus, et universitatem totam agrorum et prediorum sitorum in territorio de Braugio, cum suis juribus et pertinenciis suis, fratri Raymundo Ermegavo, commendatori domus Sancti Mauricii, presenti et recipienti nomine ejusdem domus Sancti Mauricii et nomine domus Templi et fratribus ejusdem domus, presentibus et futuris, quecumque illa jura sint et qualiacumque que ad dictum monasterium Sancti Honorati pertinent vel pertinere possent, in rebus predictis vel occasione rerum predictarum; et dederunt isdem abbas et conventus auctoritatem dicto comendatori, quod ipse vel alius, nomine domus Sancti Mauricii et fratrum dicte domus, possit, auctoritate propria, ingredi et adipisci possessionem et quasi possessionem ecclesie de Braugio et dictarum rerum, et jurium pertinencium ad dictam ecclesiam et ad dictas

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 886. — Original.

res. Quam donacionem sive concessionem promiserunt isdem abbas et conventus ipsi fratri Raymundo Ermegavo, supradicto commendatori, recipienti nomine dicte domus Sancti Mauricii et fratrum dicte domus, firmam imperpetuo et inconcussam tenere et in nullo tempore contra venire de jure vel de facto, et eam defendere et salvare in totum et pro parte, ab omni persona et personis in jure, propriis expensis.

Vice tamen versa, frater Raimundus Ermegavus, dictus commendator, promisit dicto abbati et supradicto conventui Sancti Honorati annuatim, in Natali Domini, servire, per se et suos successores, nomine census, pro dicta ecclesia et rebus supradictis, trecentos sólidos raymundensium, dicto monasterio Sancti Honorati et abbatibus qui ibi pro tempore fuerint, et eos trecentos solidos deportare, propriis expensis Sancti Mauricii, apud Grassam, et ibidem solvere monasterio supradicto, ita tamen si donacio sive concessio hujus modi placuerit venerabili fratri domino Hugoni de Montelauro, magistro domorum Templi in Provincia et in quibusdam partibus Spanie.

Actum apud Sanctum Honoratum, in capitulo ejusdem monasterii. Testes fuerunt vocati et rogati Gisbertus, prior ejusdem monasterii, Raimundus Milo, Fulco de Pegomas, Poncius Albertus, Guillelmus Tomas, frater Guillelmus Bo. de Rogono, R. Requisto, Poncius Gontardus, Guillelmus de Cabriis, Oliverius Gautardus, Johannes Sancti Laurencii, B. de Cellians, Giraudus de Mogins, Oliverius de Cellians, Jacobus Guillelmus de Caorjas, Audibert de Romolis, R. de Podio, Isnardus Sicardus, qui omnes predicti sunt de conventu supradicto monasterii Sancti Honorati; Johannes Blancus, jurisperitus; frater Bernardus, commendator domus Templi de Bras; et ego Hugo Robaudus, publicus notarius domini R(aymundi) Berengarii, Dei gratia illustris comitis Provincie, qui, mandato parcium, hanc cartam scripsi et signavi.

XCVI

APPROBATION DE LA CESSION DU PRIEURÉ DE BRAUCH A L'ORDRE DU TEMPLE, PAR LE GRAND PRIEUR DE PROVENCE [1].

27 Mars 1238

Anno Domini millesimo CC° XXXVIII° indiccione X^a^, VI° kalendas aprilis. Notum sit omnibus hominibus, presentibus et futuris, quod nos, frater Hugo de Monte Lauro, magister domorum Templi in Provincia et in quibusdam partibus Spanie, supradictam donationem sive concessionem, et omnia posita in dicta, singula et universa in supradicto instrumento dicte donationis diligenter considerata et inspecta, cognoscentes quod, ad commodum fratrum et utilitatem domus Sancti Mauricii sunt; idcirco adprobamus et laudamus et expressim confirmamus et, ad majorem firmitatem hujus rei habendam, hanc cartam supradictam nostro sigillo duximus roborandam. Actum apud Massiliam, infra domum Templi, in camera. Testes hujus confirmationis vocati et rogati fuerunt frater R. Berengarius, comendator Montissoni ; frater P. de Boisesono, preceptor domus Rue ; frater Johannes de Castro Bocco, preceptor Sancti Egidii ; frater Hugo, preceptor domus Massilie ; ego Hugo Rebaudus, publicus notarius domini Raymundi Berengarii, illustris comitis Provincie qui, mandato dicti magistri, hanc cartam scripsi et signavi.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 886. — Original.

XCVII

CONFIRMATION DE LA DONATION DU PRIEURÉ DE BRAUCH A L'ORDRE DU TEMPLE, PAR L'ÉVÊQUE DE RIEZ [1].

3 Mai 1238

Anno Domini M° CC° XXXVIII° indiccione X, tercia die madii. Notum sit omnibus hominibus quod nos Rostagnus, divina miseracione Regensis episcopus, premissa diligenti consideratione, quod predicta donacio sive concessio dicte ecclesie de Braugio ad predictum censum cedit et spectat, ad commodum et utilitatem dicti monasterii Sancti Honorati et conventus ejusdem monasterii ; idcirco eam donacionem sive concessionem, et omnia dicta et promissa singula et universa in dicta donacione, per nos et successores nostros, adprobamus et confirmamus et expressim eisdem consentimus, salvo jure episcopali et cadredratico nobis et ecclesie Regensis, scilicet in procuracionibus, visitationibus et quistis que comuniter fierent in episcopatu Regensi. Actum apud Sanctum Mauricium, infra ecclesiam. Testes fuerunt vocati et rogati Stephanus, Regensis canonicus ; Guillelmus Martinus, prior Vallis Moisine ; Johannes, sacrista ejusdem loci ; P. Audebertus, R. Candel, Guillelmus de Quinsono, fratres domus Templi Sancti Mauricii ; et ego Hugo Robaudus, publicus notarius domini Raymundi Berengarii, illustris comitis Provincie, qui, mandato dicti domini, hanc cartam scripsi et cum sigillo suo sigillavi et meum signum apposui.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 886. — Original.

DIOCÈSE DE SENEZ

Prieurés d'Angles et de Vergons

XCVIII

DONATION PAR SIGISMOND, ÉVÊQUE DE SENEZ, AU PRIEUR DE NOTRE-DAME DE VERGONS DE SES PROPRIÉTÉS AU TERROIR DUDIT LIEU [1].

9 Mai 1245

Sigismundus, permissione divina Senecensis episcopus, universis presentes literas inspecturis, salutem in domino Jehsu Christo. Noverint universi ac singuli, quod nos convenimus cum dilecto nostro Guillelmo, priore Sancte Marie de Vergons, de terris et hominibus mortalagiorum que date fuerunt nobis et dicto priori, nomine dicte ecclesie, in quibus habebamus terciam partem. Quam partem dedimus et concessimus dicto priori, nomine dicte ecclesie, sub annuo censu trium solidorum raymundensium, in festo sancti Thome apostoli, anno quolibet solvendorum ; et confitemur nos habuisse a dicto priore II boves, precio XI librarum, pro investitura. Donationem autem istam intelligimus factam a nobis nominato priori, de illis que habebamus pro mortalagio apud Vergons, usque ad hodiernam diem. Et promiti-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 899. — Original.

mus ei bona fide quod, si quis in dicta donacione ipsum vel ecclesiam infestare presumeret, nos infestantes vel molestantes ab ipsi injuria per censuram eclesiasticam repellemus. Actum Senecensi, in domo nostra, in presentia illorum, scilicet domini R[iboti], Venciensis episcopi; Bertrandi Grada, monachi; Stephani, capellani nostri; Augerii, capellani de Castelleto; P. Marchi, priori Sancte Crucis Toraniensis. Et ego Chabertus interfui et, de mandato domini episcopi, hanc cartam scripsi, et Johannes noster camerarius sigillavit. Anno Domini M° CC XLV, VII idus madii [1].

XCIX

UNION DES PRIEURÉS D'ANGLES ET DE VERGONS [2].

29 Janvier 1454

Lettres du légat du pape à Avignon, portant union du prieuré de Notre-Dame d'Angles, dont le revenu est de 10 livres tournois, au prieuré de Notre-Dame de Vergons, son voisin, qui rend au prieur environ 40 livres, en faveur de Jean Gros, prieur dudit Vergons.

C

DIMES DU PRIEURÉ D'ANGLES [3].

23 Août 1458

Sentence prononcée par le prévôt de Glandèves, délégué par le légat du pape à Avignon, dans un procès pendant entre Jean Gros, prieur de Notre-Dame de

[1] Le texte porte « nadii ».
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 902. — Original.
[3] Arch. des Alp.-Marit., H. 913. — Original.

Vergons et d'Angles, d'une part, Raymond Martin, prieur de Méouille, d'autre part, au sujet des dîmes du prieuré et de la paroisse d'Angles, qui sont attribuées audit Jean Gros.

Prieuré de Blieux

CI

DONATION DE PLUSIEURS TERRES, SISES A BLIEUX, FAITE A L'ABBAYE DE LÉRINS PAR LES HOIRS DE NOBLE ISNARD DE BLIEUX [1].

6 Octobre 1369.

Anno incarnationis Domini millesimo CCC LX VIIII°, die VI^a^ mensis octobris. Notum sit cunctis presentibus et futuris quod, cùm in exequcione quarumdam litterarum, a domino Provincie et Forcalquerii senescallo emanatarum, subscripte possessiones [2] de bonis et hereditate nobilis Isnardi de Blevis in solutum et in pagam dare extiterint, in deffectu omnium bonorum mobilium, pretextu et occasione et ejusdem legati, facti per dictum quondam nobilem Isnardum, solidorum centum, venerabili monasterio Sancti Honorati Lirinensis insule. Et primo quandam terram, sitam in territorio dicti loci de Blevis, loco In Ferraginibus, juxta terram Petri Chalvini, et juxta pratum et terram nobilis viri domini Requistoni de Blevis quondam, dicti loci. Item quandam aliam terram, sitam in eodem territorio, loco dicto In Brigas, juxta terram Petri Rabaoni et juxta terram Guillelmi [3] Bordilhi, sitam in eodem territorio, loco dicto Ad Balmas, juxta terram Rostagni Bordelli et juxta terram Anthonii Ricaui, scilicet

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 885. — Original.
[2] Le texte porte « possiones. ».
[3] Le texte porte « Guig ».

honorabili viro domino Raymundo Boneti, monacho jamdicti monasterii, priori de Bargemono ac procuratori monasterii jamdicti, precio et nomine precii solidorum centum Provincie, prout de hujusmodi in solutum dacione plene constat quadam nota publica sumpta et scripta, ut in ea legitur, manu magistri Bermundi Raynoardi de Podio Moysono, notarii publici, sub anno Domini millesimo CCC LX VIIII, die V^a^ dicti mensis octobris. Hinc vero est quod, constitutus presens dominus Bertrandus Boneti, procurator et procuratorio nomine venerabilis monasterii antedicti, in presencia circumspecti viri magistri Fulconis Mayfredi, de Nicia, claverii et renderii jurium et reddituum tocius reginalis curie Castellane ; peciitque ipse dominus procurator et nomine procuratorio quo supra, presens et stupulans, eumdem dominum claverium et renderium, quatenus sibi dignetur et vellit possessiones superius descriptas et particulariter designatas sibi, nomine et pro parte dicte curie, laudare, aprobare, confirmare pariter et omologare, cum paratus sit et paratum se offerat suum debitum solvere trezorium. Quiquidem dominus claverius et renderius predictus, certificatus primitus de dicta in solutum dacione per notam superius designatam, auditam requisicionem predictam et, ea admissa ut juri et racioni consona, predictam in solutum dacionem eidem domino procuratori presenti et sibi laudari postulanti, antedicto nomine, salvo jure ipsius reginalis curie et omnium personarum, predictam in solutum dacionem laudavit, aprobavit, confirmavit pariter et omologavit, ad habendam, tenendam, possidendam, dandam, vendendam, alienandam et quicquid sibi et dicto monasterio placuerit faciendum, exceptis personis a jure prohibitis, et inde confessus fuit habuisse trezenum, renuncians etc. De quibus omnibus dictus dominus procurator, quo supra, peciit sibi fieri publicum instrumentum. Actum Castellane, ante reginalem curiam, presentibus magistro Anthonio Michaele, notario ; Guillelmo Chaluen et Guillelmo Raybaudi de Castro, testibus, vocatis et rogatis ; et me Guillelmo Lamberti, notario pu-

blico in comitatibus Provincie et Forcalquerii, regia et reginali auctoritatibus constituto, qui, requisitus, hanc cartam publicam scripsi et signo meo consueto signavi.

Prieuré de Clumane

CII

BULLE DU PAPE ALEXANDRE III, INVITANT L'ÉVÊQUE DE DIGNE, A RÉPRIMER LES VEXATIONS DIRIGÉES PAR GUY DE VALBERT CONTRE LES HABITANTS DE SAINT-GEORGES DE SERGAN. [1]

7 Mai 1171 ou 1181

Alexander episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Regensi et Dignensi episcopis salutem et apostolicam benedictionem. Querela dilectorum filiorum nostrorum abbatis et fratrum Lirinensis ecclesie ad nos transmissa pervenit, quod Guigo de Galberto villam Sancti Georgii, que eorumdem est, hostiliter devastavit, homines ibidem morantes ad alium locum alterius episcopatus pro sua temeritate transire coegit, et eos indebitis et plurimis exactionibus graviter affligere contra justiciam non veretur. Quoniam igitur ecclesias et ecclesiasticas personas a malignorum incursibus apostolica nos convenit protectione tueri, fraternitati vestre per apostolica scripta precipiendo mandamus quatinus, si verum est quod asseritur, predictum Guigonem de Galberto diligenter moneatis, ut memoratis fratribus ablata restituat dampna, data resartiat et de injuriis illatis satisfaciat competenter; quod si monitis vestris in hac parte obtemperare noluerit, eum excomunicationi et terram ejus interdicto, donec presens fuerit, auctoritate nostra, remoto appellationis obstaculo, supponatis et tam excomunicationis quam interdicti sententiam faciatis, usque ad dignam

[1] Arch. des Alp. Marit. H. 922. — Original.

satisfactionem, inviolabiliter observare. Datum Tusculani, II nonas maii.

CIII

BULLE DU PAPE HONORIUS III, MANDANT A L'ÉVÊQUE DE DIGNE D'ENTENDRE LES PLAINTES DU PRIEUR ET DES HABITANTS DE SAINT-GEORGES DE SERGAN [1].

4 Janvier 1225

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri (Lantelmo) episcopo Dignensi, salutem et apostolicam benedictionem. Dilecti filii abbas et conventus Lirinensis nobis conquerendo monstrarunt, quod nobilis vir G. Gros, Dignensis diocesis, eorum homines Sancti Georgii exactionibus indebitis et collectis aggravat et molestat, in eorum prejudicium et gravamen; ideoque fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, partibus convocatis, audias causam et quod justum fuerit, appellatione remota, decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, per censuram eamdem, cessante appellatione, compellas veritati testimonium perhibere. Datum Tiburti, II nonas januarii, pontificatus nostri anno nono.

[1] Arch. des Alp.-Marit. H. 922. — Original.

Seigneurie de Rougon

CIV

ACHAT DE LA SEIGNEURIE DE ROUGON PAR L'ABBAYE [1].

9 Juin 1732

L'an dix sept cens trente deux, et le neuf jour de juin avant midy, à l'isle Saint Honorat de Lérins, dans la tour et dans la sacristie de l'église qui est dans icelle, le vénérable chapitre du monastère de ladite isle a été convoqué et assemblé à son de cloche à la manière accoutumée, par mandement et authorité du révérendissime père dom Lambert Jordany, abbé régulier dudit monastère, ... Auquel chapitre a été présant en personne, par devant nous notaire royal du lieu de Vallauris, requis, et des témoins bas nommés, Monsieur Jean de Tardivy, de la ville de Grasse, avocat en la cour, fils et héritier par inventaire de Monsieur Jean de Tardivy, son père, seigneur de Caille, Serenon et de Rougon, à laquelle qualité d'héritier par inventaire, ledit sieur de Tardivy renonce, quant à la présente vente tant seulement, ledit sieur de Tardivy père, iceluy fils et donataire de demoiselle Elisabeth de Brun de Castellane, dit sieur Tardivy fils, de son gré a vendu, remis et transporté au monastère Saint Honorat de l'isle de Lérins, — lesdits pères religieux stipulans et acceptans, ensuitte de la permission et consentement accordé au monastère par décret du six du courant, randeu par illustrissime et révérandissime père en Dieu messire Jean-Baptiste Surian, évêque de Vence, conseiller du roy en ses conseils, commissaire en cette partie, député par illustrissime et révérandissime Pierre Guérin de Tancin, arche-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 890. — Original.

vêque et prince d'Embrun, iceluy commissaire député par notre Saint Père le pape Benoit treizième, par rescrit du treize octobre de l'année mil sept cens vingt huict, dont l'extrait de l'ordonnance dudit seigneur évêque de Vence portant permission sera transcrit à la suite du présant acte, — la terre et seigneurie de Rougon, confrontant de levant la terre de Trigance, de midy celle de la Palud, de couchant la rivière de Verdon et de septentrion la terre de Chasteuil et autres confrons plus véritables, s'il y en a : consistant en la haute, moyene, basse, mère, mixte et impère juridiction ; au chasteau seigneurial qui est par teste du village dudit Rougon ; en une maison séparée et pourtant dans l'enclos du même lieu ; en une grange attenant le village ; en une pension féodale que la communauté lui fait annuellement de quarante écus d'or sol, valant chacun soixante sols tournois, payables moitié à la feste de la Magdeleine et l'autre moitié aux festes de la Noel ; en un moulin à bled bannal, qu'il possède dans le terroir dudit lieu et terre joignant, et un droit de lods des achats ou échanges des biens et maisons que les particuliers font aux formes de droit, à raison de deux sols par florin, valant chaque florin douze sols tournois ; au droit de dénonce dont il en apartient un tiers au seigneur ; au droit de passage, pulvérage, pontonage et leide sur le bétail étranger, et ce suivant l'usage et coutume audit lieu ; un droit de tasque, de quatorze mesures une, des biens défrichés en la terre gaste et issais, tous lesquels droits sont plus emplement exprimés en la transaction ; . . . étant encore compris en la mème vente le capital de nonante livres deu par Jean et Joseph Audibert père et fils, rentiers modernes, et les fers et engiens à l'usage dudit moulin en l'état qu'ils ont été remis et qui doivent être rendus par lesdits rentiers ; consistant encore ladite vente en la bastide dite de Faucon et celle dite de la Tieze, la ferrage au dessus du village et pred joignant, le bâtiment des Sales, le pred dit du Four, le pred dit de la Clastre ; . . . laquelle seigneurie, biens et droits seigneuriaux sont sous la majeure directe de Sa Majesté....

Cette vente est faitte pour le prix et somme de quarante six mille livres, qui ont été compté en nos présence et des témoins cy-après només, en louis d'or et d'argent; laquelle somme lesdits révérends père abbé et religieux déclarent faire partie du prix de la vente de la principauté de Sabourg en faveur de Sa Majesté le roy de Sardaigne, par acte du cinq février de l'année mil sept cens vingt-neuf.....

Prieuré de Notre-Dame de Serret de Moriez

CV

UNION DU PRIEURÉ DE NOTRE-DAME DE SERRET DE MORIEZ A L'INFIRMERIE DE L'ABBAYE [1].

13 Août 1310

Union du prieuré de Notre-Dame de Serret de Moriez à l'office d'infirmier de l'abbaye de Lérins, faite par Bertrand, évêque de Senez, assisté de son chapitre « affectione paterna compatiens indigentiis et necessitatibus religiosorum et monachorum infirmorum degentium ac Domino famulantium in sacro monasterio Lerinensi. . . »

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 932.

Prieuré de Saint-Julien du Verdon

CVI

SENTENCE ARBITRALE RENDUE PAR L'ÉVÊQUE DE SENEZ AU SUJET DE LA JURIDICTION DUDIT LIEU [1].

16 Juillet 1255

Circumspecto consilio veterum consuevit industria que pro tempore vocabiliter accidebant scripture testimonio commendare. Hinc est quod nos, frater Raymundus, dei gratia Senescensis ecclesie minister humilis, notum facimus universis quod, suborta dudum multarum questionum inter nobilem virum dominum Bo(nifacium) de Castellana, ex uno latere, et P., priorem Sancti Juliani, ex altero, de villa, tenemento et hominibus Sancti Juliani, Cordellus de Romolis, miles, nomine et mandamento prefati domini Bo(nifacii), et P., prior predictus, nomine et mandamento domini abbatis Lirinensis, compromiserunt unanimiter in hac forma :

Noverint universi et singuli presentem paginam inspecturi quod Cordellus de Romolis, nomine et mandato domini Bo(nifacii) de Castellana, ex una parte, et P., prior Sancti Juliani, ex altera, voluntate et mandato domini abbatis Lirinensis, compromiserunt de omnibus rancunis seu controversiis, quas ad invicem habebant vel habere poterant, occasione hominum ville et tenementi Sancti Juliani, et eorum que dicti homines facere debent dicto domino Bo(nifacio), et que ipse in predictis habere debet in venerabilem patrem et dominum Raymundum, dei gratia episco-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 1055. — Original.

pum Senescensem. . . . . Compromisso igitur sic firmato, audita petitione et respontione predictorum, testibus et rationibus partium receptis ac examinata veritate, de consensu et voluntate partium, talia inter partes protulimus mandamenta :

In primis, pronunciamus, volumus et mandamus, quod dominus Bo(nifacius) de Castellana et heredes sui habeant et possideant pacifice et quiete in villa, tenemento et hominibus Sancti Juliani merum imperium, tanquam major dominus, videlicet quod de homicidio, mutilatione membrorum et de qualibet causa vel effusione sanguinis cum vulnere, incisione carnis facta, possit inquirere ac punire. Item pronunciamus, volumus et mandamus, quod idem dominns Bo(nifacius) et heredes sui in villa, tenemento et hominibus Sancti Juliani, possint cognoscere et punire de adulterio, sine inquisitione aliqua, sed tantum causam agere ad penam legitimam inferendam. Item pronunciamus, volumus et mandamus, quod dictus dominus Bo(nifacius) et heredes sui in villa, tenemento et hominibus Sancti Juliani, de rapina et raptu, de sacrilegio, igne et tala nocturna possint cognoscere et punire, et de violencia in publica strata facta. Item prononciamus et mandamus, quod dominus Bo(nifacius) et heredes sui in villa, tenemento et hominibus Sancti Juliani, possint cognocere et punire de furto equi et eque, roncini, muli, mule, bovis, vacce, asini et asine ; item voluit et mandavit, si predicta animalia aliquis occulte interficeret vel lederet et maligne [1] .... Item pronunciamus, volumus et mandamus, quod prior Sancti Juliani, et ejus successores, in villa, tenemento et hominibus propriis ecclesie Sancti Juliani, possint cognocere et punire de omnibus delictis sive foris factis, commissis in villa et tenemento Sancti Juliani, videlicet ultra Verdonem et ultra rivum tantum, in illis casibus, scilicet qui dicto domino Bo(nifacio) minime reservantur. Item pronunciamus, volumus et mandamus quod si, in aliquo casu pertinente ad domi-

[1] La phrase n'est pas terminée.

num Bo(nifacium), aliquis homo predictorum de jure amitteret bona sua mobilia, quidem dictus dominus Bo(nifacius) perciperet et haberet, immobilia vero prior perciperet supradictus, si illa immobilia ante ab ipsa ecclesia vel nomine ipsius ecclesie tenebantur. Item pronunciamus, volumus et mandamus, quod homines Sancti Juliani teneantur ad clausuram et ad fortalitia facienda in castro de Castellono, sicut et alii homines Castellonis, exceptis mulieribus in hospiciis quibus sunt homines et pueris dicte ecclesie que, pro aqua, arena, calce, lapide portandis vel aliis ad dictam clausuram vel fortalicia subministrandis vel faciendis, ire minime teneantur, nec homines dicte ecclesie teneantur conferre ad mercedem vel precium magistrorum qui dictam clausuram vel forciam sunt facturi, pro quorum precio, vel mercede, vel qualibet alia causa, si contingeret, vicesimam colligi in territorio Castelloni de terris pertinentibus ad dictam ecclesiam, que pro ipsa tenentur vel possidentur, non teneantur dare vicesimam homines ecclesie supradicte. Item pronunciamus, volumus et mandamus, quod dominus Bo(nifacius) et heredes sui habeant et percipiant[1] ..... bladum pro gachia, sicut actenus consuetum est, et servant, et quod dicti homines Sancti Juliani possint in castro Castelloni, tempore guerrie vel alterius necessitatis, se recipere et servare; a mandatariis autem sint liberi et immunes homines ecclesie supradicte. Item pronunciamus, volumus et mandamus quod, si dictus prior Sancti Juliani non puniret infra X dies a tempore scientie homines suos in quibus cognitio et punitio pertinet ad eumdem, quod, per ejus negligentiam, cognitio et punitio devolveretur ad dictum Bo(nifacium) supradictum. Item volumus et mandamus, quod homines dicte ecclesie Sancti Juliani habeantur cum avere suo, fruantur et utantur per totam terram domini Bo(nifacii), sicut alii homines Castelloni. Item dictus dominus Senescensis, de voluntate partium, sibi retinuit potestatem declarandi,

[1] La phrase est incomplète.

interpretandi, pronunciandi seu mandandi tam super quibus pronunciatum est quam super aliis, super quibus nondum pronunciatum est, et de penis impositis per judicem domini Bo(nifacii) in hominibus supradictis.

Auditis mandamentis supradictis, partes laudaverunt et approbaverunt omnia et singula supradicta. Actum anno Domini M CC LV, XVII kalendas augusti, in ecclesia Sancti Victoris de Castellana, in presencia Raymundi Talatorie, Petri Talatorie, Bo(nifacii) Dan, Augier et Laugerii, fratrum ejus. In cujus rei testimonium, presentem cartam jussimus sigillorum nostrorum et domini Bo(nifacii) munimine roborari.

CVII

DONATION DE TERRES AU PRIEUR DE SAINT-JULIEN PAR BONIFACE DE CASTELLANE [1].

25 Mars 1256

In nomine Domini nostri Jehsu Christi, amen. Anno ab incarnatione ejusdem M CC LVI, in Annunciatione dominica, sit notum cunctis presentibus et futuris, quod nobilis vir Bonifacius, dominus de Castellana et de Regio, non vi, non cohactus, non seductus, non deceptus, nec in aliquo circumventus, sed gratis ac mera et spontanea voluntate, donavit atque dedit perpetua et irrevocabili donatione, per se et suos heredes, in perpetuum valitura, concessit etiam et tradidit in feudum et ex causa feudi, Petro, priori ecclesie Sancti Juliani, presenti et recipienti, nomine ejusdem

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 1055. — Original, en mauvais état. Les points remplacent les mots illisibles.

ecclesie et hominum ipsius ecclesie commorantium et habitantium in villa et tenemento Sancti Juliani, totum affare, casum seu casamentum quondam Raymundi Dalmacii de Casteillono, et omnia que ipse Raymundus habebat seu visus erat habere, tenebat seu visus erat tenere, possidebat vel quasi seu visus erat possidere, in castro et territorio de Casteillono, et in villa et tenemento, sive essent domus, orti, possessiones, prata, pascua et nemora, culta vel inculta, mobilia vel immobilia, vel se moventia jura, vel actiones seu obligationes, et quecumque alia quecumque essent, banna scilicet vel ribages aquarum, tali videlicet pacto et conventione habita inter eos quod dicto affari, caso seu casamento et aliis omnibus supradictis, dictus prior et alii qui post eum ibi pro tempore priores fuerint servant et faciant apud Sanctum Julianum, singulis annis, unam albergam cum octo equitaturis tantum semel in anno, in mane et in nocte, sive in nocte et in mane, domino Bonifacio supradicto et aliis qui post eum fuerint domini de Castellana, non quidem omnibus in simul, si plures essent domini, aut etiam divisim, set uni soli illi scilicet qui esset dominus Rupis de Castellana, vel illi cui dominus Rupis predicte hoc habere vellet ; quo facto, dictus prior et illi qui post eum priores fuerint ecclesie supradicte et homines ipsius ecclesie qui sunt vel fuerint in villa et tenemento dicti Sancti Juliani, ab omnibus aliis prestationibus, videlicet quistis, talliis, exactionibus, mandatariis, serviciis consuetis vel non consuetis, ordinariis, castris vel villis, forciis vel fortaliciis muniendis seu custodiendis, mandamentis, cavalcatis, clausuris alicui castri seu ville, specialiter Castelloni gacha, gardia seu garda vel aliqua escurguacha, tascha, vinteno quartonis, spalla longa, porcione paschali, hostagiis jurandis seu tenendis, firmaticiis faciendis, pro filia maritanda, pro milicia, pro uxore traducenda, pro terra Jhesorolimitana visitanda, pro redemptione tale, pro redemptione domini, si, quod Deus avertat, ab aliquibus caperetur, quistis et valentiis omnibus, moderatis auxiliis, angariis et perangariis, ab omni contributione

seu collatione facienda pro expensis alterius alberge, et specialiter pro expensis alberge quam faciunt homines Castelloni, una cum hominibus dicte ecclesie Sancti Juliani, domino Bo[nifacio] supradicto, ab omni necessitate vel mandamento, seu debito vel obligatione, faciendi ignem, seu tenendi hospicium, sive standi, vel lectos vel aliquid aliud tenendi, prestandi vel faciendi in castro et territorio Castelloni vel alibi ubicumque, et ab omnibus aliis que fieri possent vel deberent, de facto vel de jure, aliquo casu, occasione affaris, casus, casamenti et omnium predictorum seu pro ipsis sint franc, liberi penitus et immunes. Actum in Rupe Castellane, in taulato, presentibus testibus vocatis et rogatis, scilicet domino Cordello de Romulis, et Guillelmo Picono, et P. Atenulpho, Andrea de Castellana. Et, ad majorem hujus rei firmitatem, presentem cartam fecit dictus dominus Bo[nifacius] sigilli sui munimine roborari.

DIOCÈSE DE VINTIMILLE

Prieuré de Saint-Martin de Carnolès

CVIII

INVENTAIRE DES BIENS DU PRIEURÉ DE SAINT-MARTIN DE CARNOLÈS [1].

1217-1302

Memoriale de le cosa de Sancto Martino de Carnolexio : Primo Jacobus Lombardus, de Rocabruna, tenet terram in loco dicto A la Cossa Campinnam, prope littus maris, instrumento per Gyrardum Raymundi, notarium, anno millesimo CCLXXXIV, in mense septembris die XX, ex qua terra debet VI partem fructuum. — Guillelmus Presbiter, de Rocabruna, tenet terram gerbidam, loco ubi dicitur lou Capo de Sancto Martino, pro millesimo CCC, de mense decembris XIX, ex qua terra debet octavam partem fructuum. — Item aliam gerbidam, in dicto loco, quod constat instrumento publico per eumdem notarium. — Bertonus Maurus, quondam Joannis filius, tunc tenebat terram unam, positam in insula de Sojectis, prout constat per magistrum Priorem, notarium, de anno millesimo CCC, augusti XX ; solvit quolibet anno denarios XII Jannue. — Joannes Gandulphus, de Rocabruna, tunc tenebat

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 943. — Copie.

quamdam terram gerbidam, ubi dicitur lou Capo Sancti Martini, millesimo CCC, de mense septembris XIX, per Joannem Marencum, notarium ; pro quolibet anno debet partem sextam fructuum. — Amadeus de Cravaro, habitator Moneci, tenet terram super Capum Sancti Martini, pro qua tenetur dare sextam partem omnium fructuum, prout constat per magistrum Marencum, notarium, millesimo CCCII, aprilis XXX. — Jacobus Lombardus tenet terram A la Cossa, prope littus maris, pro qua tenetur dare sextam partem fructuum, prout constat per magistrum Guillelmum Henricum, millesimo CCLXXXIV, septembris II. — Petrus Sicaudus tenet terram in territorio Rocabrune, ditto A la Posso, pro qua tenetur dare quartam partem fructuum, prout constat per magistrum Guillelmum Barbamrubeam, millesimo CCLXXXIX, julii III. — Joannes Faber tenet terram agregatam ficubus, territorio Rochebrune, loco ditto A lo Ponteto, pro qua tenetur dare per magistrum Guillelmum Barbamrubeam, millesimo CCLXXXXV, julii XXI. — Joannes Morandus, dictus Vespe, de Monaco, tenet terram in territorio de Rochabruna, loco ditto lou Ponteto, pro qua tenetur dare quartam partem fructuum, prout constat per magistrum Marengum, millesimo CCLXXXXIX, januarii XXIV. — Petrus Sicaudus, de Rocabruna, tenet terram in territorio dicti loci, loco ditto Ad Puteum, pro qua tenetur dare quartam partem fructuum, prout constat per magistrum Marengum, millesimo CCXVII, martii XXII. — Joannes Magaruti, de Rocabruna, tenet terram gerbidam in territorio Rochebrune, in loco ditto lou Capo Sancti Martini, pro qua tenetur dare octavam partem fructuum, prout constat per magistrum Marengum, notarium, millesimo CCC, septembris XIX. — Joannes Carotio, dictus Fabro, tenet terram in territorio Rochebrune, loco dicto In Plano Putei, per magistrum Marengum, millesimo CCXVII, martii XXII ; solvit VI partem fructuum.

CIX

ACCORD ENTRE LE PRIEUR DE SAINT-MARTIN DE CARNOLÈS ET JACQUES PASCALIS, DE NICE, POUR LE PAIEMENT D'UNE DETTE DE 50 FLORINS [1].

11 Février 1289

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CC° LXXXVIII° indictione prima, die XI februarii, inter terciam et nonam. In presentia domini Bonifacii, Dei gratia Vintimiliensis episcopi, Jacobus de Cergis, prior ecclesie Sancti Martini de Carnolesio, diocesis Vintimiliensis, de voluntate et consensu dicti domini episcopi, promisit et convenit Johanni Pascali, de Nicia, dare et solvere eidem vel ejus certo nuncio soldos quinquaginta coronatorum, scilicet soldos XXV usque ad festum Sancti Micaelis proximi, et ab inde usque ad aliud festum Sancti Micaelis alios soldos XXV, in civitate Nicie, occasione cujusdam instrumenti scripti manu Raymundi Acelmi, notarii, M° CC° LXXXVII°, die XV februarii; in quo instrumento continetur quod dominus Petrus Martinus, prior quondam ipsius ecclesie, dare promiserit dictos soldos L coronatorum dicto Johanni, renuncians etc.

Actum in Vintimilio, in palacio episcopali. Testes Bertrandus de Costa, prior ecclesie Sancte Marie de Saurgio; Francescus Bereta et Paganus de Montealto. Ego Guilhelmus Prior, imperiali auctoritate notarius, hiis omnibus interfui et, rogatus, scripsi.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 944. — Original.

CX

ACAPTE D'UNE TERRE APPARTENANT AU PRIEURÉ DE CARNOLÈS [1].

20 Septembre 1284

In nomine Domini nostri Jehsu Christi, amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo CC° LXXXIIII, mense septembris, die XX. Notum sit omnibus presentibus et futuris, quod reverendus in Christo pater dominus Petrus, Dei gratia abbas sancti monasterii Lirinensis, concessit et eciam confirmavit donationem factam per priorem Sancti Martini de Carnolesio, Jacobo Lombardo de Rocabruna, sicut patet per publicum instrumentum factum manu G., cujus tenor talis est: Nos Peilascus, prior ecclesie Sancti Martini de Carnolesio, nomine dicte ecclesie, damus, cedimus et tradimus tibi Jacobo Lombardo de Rocabruna quamdam terram dicte ecclesie, positam in territorio dicte ecclesie, loco ubi dicitur Alacoya, propre littus maris; que autem terra campina est. Tali pacto et tali conditione damus tibi dictam terram imperpetuum, ad plantandum et laborandum de ficubus et vitibus, et ad tenendum tibi imperpetuum dictam terram, ita quod dictam terram debeas plantasse usque ad annos quatuor, et reddere omni anno, de his que exierint de dicta terra sextam partem, et quod possis vendere et alienare dictam, salvo tamen semper jure dicte ecclesie. Et ego, Jacobus Lombardus, promitto vobis domino Peilasco, nomine dicte ecclesie, dictam terram tenere et plantare et eam plantasse usque ad annos quatuor, et reddere vobis, omni anno, sextam partem de omnibus que exierint de dicta terra predicta.

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 945. — Original.

Actum in castro de Canois, in corritorio sale domini abbatis, in presencia R. Karoli et Rochoni, testium rogatorum et vocatorum. Et ego, Girardus Raymundi, notarius publicus [1], ab illustrissimo domino nostro rege Jerusalhem et Cecilie, Provincie comite et Forchalquerii rogatus, constitutus, hanc cartam scripsi et meum signum apposui.

Prieuré de Notre-Dame du Poggio, à Saorge

CXI

BULLE DU PAPE ALEXANDRE III CONFIRMANT LA DONATION DE L'ÉGLISE NOTRE-DAME DU POGGIO, A SAORGE, A L'ABBAYE DE LÉRINS [2].

13 Décembre 1260

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et fratribus monasterii Lerinensis salutem et apostolicam benedictionem. Monet nos Apostolice Sedis auctoritas, cui licet immerito presidemus, et officium Summi Pontificis inducit, ut sacras Dei ecclesias et eorum bona ne malignorum violentiis patiantur vel rapine, deffendere satagamus, et sub apostolice protectionis munimine confovere. Quo circa, vestris justis postulationibus, grato convenientes sensu, ecclesiam Sancte Marie de Saorgio, sicut a venerabili fratri nostro Martino, Vingtimiliensi episcopo, vestro monasterio, cum sui approbatione capituli, pia liberalitate donata est, et eam canonice ac rationabiliter possidetis, vobis et eidem

[1] Le texte porte « puplicus ».
[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 949. — Copie.
[3] Le texte porte « pateant ».

monasterio vestro auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus; statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Velletri, VII idus decembris.

Principauté de Sabourg

CXII

DONATION, PAR GUY, COMTE DE VINTIMILLE, DE LA PRINCIPAUTÉ DE SABOURG ET DE L'ÉGLISE SAINT-MICHEL DE VINTIMILLE [1].

30 Mars 954

In nomine Domini, Amen. Ego Guido, imperialis comes Vintimiglii et Lusane et marchio Alpine Maritime, proficiscens contra perfidos Sarracenos in subsidium illustris domini Ildefonsi, regis Hispanorum, avunculi mei, cum Antonio, fratre meo,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 962. — Copie du XVII[e] siècle. L'authenticité de ce document, dont il n'existe pas d'original, a été très discutée. (Voir notre Introduction, à l'art. « Principauté de Sabourg »; nous ne le publions que pour mémoire. Nous en connaissons deux autres copies, conservées, l'une aux Archives des Bouches-du-Rhône (B. 1414), et l'autre aux Archives d'État de Turin, cette dernière publiée par M. Cais de Pierlas dans son ouvrage « *I Conti di Ventimiglia, il Priorato di San Michaele ed il Principato di Seborga* ». Turin, 1884.

Ces copies diffèrent de la nôtre surtout par l'orthographe de quelques noms propres. Celle des Arch. des Bouches-du-Rhône donne « Bomasio » au lieu de « Thomasio », « Buarmondo » au lieu de « Buaimondo », « Bancho et Sarzone » au lieu de « Banco et Saxone ». Elle ne contient pas la dernière phrase. — La copie des Arch. d'État de Turin donne « Bomasio » au lieu de « Thomasio », « Blusio et Saysone » au lieu de « Banco et Saxone ». Elle ne contient pas non plus la dernière phrase.

preside honoris imperialis in Pedemonte et Alpium marchione, et Thomasio, comite Sabaudie, fratre Eleonoris, uxoris mee, et Buaimondo, marchione Montisferrati, et Berengario, comite Valentino, nepotibus meis, et Conrado, primogenito meo, futuro comite Vintimiglii, et Odone, secundo nato meo, futuro marchione Alpine Maritime, et Rollando, postremo nato meo, futuro comite in Lusana et montibus Carfanhane, et Vivaudo de Castello, cum Bonabella et Odone de Cravesana, et Curlo Targa Nigra, domino Sepelegii, et Airole, et Judice Balbo, domino de Banco et Saxone, cummilitonibus meis, divinum judicium timens et mortis incertitudinem expavescens, de consilio supra dictorum, ordino, dispono et eligo pro me et meis liberis, ubicumque me et illos mori contingat, sepulturam in cappella Sancti Michaellis, quam pater meus construi fecit in olliveto suo, apud Vintimillium; quam capellam cum hospicio et olliveto juxta posito, et cunctis terris cultis et incultis, ortis et molendinis, et domibus que sunt a porta burgi, lacus subtus Vintimilium usque ad podium supra dictum ollivetum, et sequendo altiora colla dicti podii usque Apium, et descendendo ab Apio ad Cogalono et vites Merlo, et circuit flumen Rodoie versus prata Rollini, et ad dictam portam lacus equatur cum omnibus acqueductibus dicti fluminis Rodoie, a dicta porta lacus usque Beveram; et castrum de Sepulcro, cum mero et libero imperio, cum omnibus habitatoribus et territorio, sicut incipit a colle Crucis et descendit per vallonum Vallis Organe et Mallasini, et progreditur in sima convallium usque ad Passum de Lona et, de dicto Passu ascendit ad Rocam Obscuram supra Sepellegium, et ex alia parte, scilicet a dicta colla Crucis, progreditur per altiora loca montium medio existentium usque ad Montem Nigrum, et descendit per vallonum dicti montis usque ad Passum de Gargo, et jungitur ad dictam Rocam Obscuram; que supradicta sunt proprii juris mei, dono, lego, pro sepultura mea et anima mea et parentum meorum, et ex nunc offero Deo et beato Honorato, et Alberto abbati, et fratribus monasterii Sancti Honorati,

insule Lerininsis, sub expressa conditione quod dictam capellam neque dictum castrum de Sepulcro possint vendere, cambiare aut aliquo modo alienare a capellanis et fratribus Lerininsibus, habitantibus ibidem. Quod si fecerint, amittant predicta et ad fratres monasterii Sancti Petri Montis Majoris penitus devolvantur; retinens liberis meis et eorum legitimis successoribus ut possint, cum in Vintimilio fuerint et hospitium non construxerint, cum dictis fratribus hospitari ibidem, ligna, salem, aquam et mapas, cum ustensilibus ad coquinam tantum, ipsis fratribus accipient; injungens Conrado, primogenito meo, et suis successoribus, si hoc nequiverit adimplere, ut ante sepulcrum meum in dicta capella construi faciat altare beati Antonii, et juxta dictam capellam hospitale pro infirmis Sancti Antonii quibus ipsi fratres serviant. Et de predictis rogo et injungo per Henricum, meum judicem, notarium, cancellarium causarum, conscribi et prenominatis testibus signari, et bulla mea sigillari ad perpetuam memoriam. Ego Guido, qui supra, comes imperialis Vintimilii et Lusane, et marchio Alpine Maritime, predicta omnia per me supra donata aprobo et confirmo. Ego Antonius, marchio Alpium. Ego Tomasius, comes Sabaudie, firmo. Ego Conradus, ego Odo, ego Rollandus, firmavi. Ego Buaimondus, marchio Montis Ferrati, firmavi. Ego Berengarius, comes Valentini, et ego Vivaldus de Castello, et ego Bonabella, et ego Odo de Cravesana, et ego Curlo Targa Nigra, et ego Judex Balbus, et ego Saxo. Actum in municipio Varigoti. Scriptum per me Henricum, judicem et notarium, cancellarium predicti domini Guidonis, comitis Vintimilii et Lusane et marchio Alpine Maritime precepto, et meo signo signato, illustri domino Ludovico, romano imperatore, feliciter imperante, anno dominice incarnationis nongentesimo quinquagesimo quarto, tertio calendas aprilis, indictione duodecima. — Cum bulla plumbea dicti domini comitis.

CXIII

CONFIRMATION PAR OTHON ET CONRAD, FRÈRES, COMTES DE VINTIMILLE, DE LA DONATION DU COMTE GUY [1].

Juin 1064

Anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi, millesimo sexagesimo quarto, mense junii, indictione prima, monasterio Sancti Michaelis Archangeli, quod est constructum, situm prope castro Vintimilliensi, super flumen Rodoya. Nos Otonus et Conradus, comites, germani filii bone memorie Conradi comitis, qui professi sumus lege vivere romana, donationes et offertiones ipsius monasterii, quod diximus « quisquis in sanctis ac venerabilibus locis de suis aliquid contulerit rebus, juxta auctoris Domini vocem in hoc seculo centuplum accipiet et vitam eternam possidebit »... ideo, nos qui supra, Oto et Conradus comites,donatores et offertores ipsius monasterii, et tibi domino Dalmatius abbas et Amicus, monacus Deo fidelis, et per presentem cartam offertionis in subsidium, usum et sumptus ipsius monasterii, in vos habendum confirmamus. Hec sunt omnibus rebus illis juris nostri quas habere visi sumus in comitatu Vintimiliensi ; que posita sunt in loco ubi dicitur Vincedello et Incanedelo, vel in eorum territoriis. Coheret eidem una parte fosato qui dicitur Monte Negro, et ex alia parte fosato qui dicitur Vallebona, de tertia parte fines de Sepelegio, de quarta vero parte, de superiore capite, fines de Sepulcro usque ad Crucem.....

Actum in Vintimillio feliciter, manibus ipsis comitum qui hanc cartam offersionis fieri rogaverunt, manibus Arnoldi et In-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 962. — Copie, dont nous ne publions que les parties essentielles. — Cf. Cais de Pierlas, op. cit.

gilranne, et Wilhelmo atque Alberto, lege viventes romana, rogatis testibus. Egoque Johannes notarius, super scriptor hujus carte offertionis, post tradita complevi et dedi.

CXIV

ACCORD ENTRE LE PRIEUR DE SABOURG ET CERTAINS HABITANTS DE VALLEBONA PROPRIÉTAIRES AUDIT LIEU, AU SUJET DU PAIEMENT DES DIMES [1].

26 Octobre — 2 Novembre 1288

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CC° LXXXVIII°, indictione prima, die XXVI[a] octobris [2] post nonam. De lite et controversia que vertitur, seu verti posset aut verti speratur, inter dominum reverendum Clarum, priorem ecclesie Sancti Michaelis Vintimiliensis, ex una parte, nomine ipsius ecclesie, et reverendum Vialem de Vallebona, ex altera, occasione unius pecie terre, posite in territorio Sepulcri, in Plagis, — cui coheret superius via, inferius fossatus Montis Nigri, ab uno latere terra Bergontiorum, et ab alio latere terra Jacobi Dragui, heredum Ugonis Panicie, — pervenerunt predicte partes ad infrascriptum concordium, videlicet quod dictus Raymundus promisit et convenit dicto priori dare ei drictum de cetero in perpetuum, sicut redidere alie possessiones et terre que sunt in territorio Sepulcri [1], videlicet decimam partem ordei, frumenti, vini, siliginis et fabarum, salvo quod gauditam terre extrahere non debeat de dicta terra, sine licentia et mandato ipsius prioris vel nuncii ipsius; de omni autem gaudita quam dictus Raymundus

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 968. — Original.
[2] Le texte porte « ocubris ».

habuit hinc retro in dicta possessione ipsum absolvit et absolutum pronuntiavit. Actum Vintimilii, in ecclesia Sancti Michaelis. Testes Manesinus Catanius et Johannes Catanius de Valle Bona. Ego Guillelmus Barba Rubea, notarius, rogatus, scripsi.

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CC° LXXXVIII, indictione prima, die secunda novembris post nonam. De lite et controversia que vertitur, seu verti posset aut verti speratur, inter dominum reverendum Clarum, priorem ecclesie Sancti Michaelis Vintimiliensis, ex una parte, nomine ipsius ecclesie, et Manesinum Catanium, ex altera, occasione unius pecie, terre posite in territorio Sepulcri, loco ubi dicitur Merlus, cui coheret superius terra Sancti Michaelis, inferius terra Oberti Ferri, ab uno latere terra ipsius ecclesie, et ab alio latere terra Sancti Ampelii, pervenerunt ad infrascriptum concordium, videlicet quod dictus Manesinus debeat reddere anuatim ecclesie Sancti Michaelis decimam partem frumenti, ordei, fabarum, et siliginis et vini, salvo quod fructus ipsius terre extrahere non debeat de dicta terra sine sciencia ipsius prioris vel nuntii ipsius. De fructibus hinc retro perceptis in ipsa terra per ipsum Manesinum absolvit et absolutum pronuntiavit. Actum Vintimilii, in ecclesia Sancti Michaelis. Testes reverendus Vitalis et Symon Curlus. Ego Guillelmus Barba Rubea, notarius, rogatus, scripsi.

CXV

ARRENTEMENT DE LA FABRICATION DE LA MONNAIE DE SABOURG [1].

24 Décembre 1666

Arrentement, pour cinq années, de la fabrication de la monnaie de la principauté de Sabourg par l'abbé de Lérins, en faveur de Bernardin Bareste, de

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 967. — Original.

Mougins, moyennant une rente annuelle de 740 livres, et aux conditions suivantes :

« Que ledit Bareste pourra fabriquer des espèces d'or, soit grandes ou petites, pour les débiter au païs de Levant, au coin et armes dudit monastère, du prix et bonté de celles qui y ont cours, étant toutes les dites pièces d'argent qui se fabriqueront à ladite monnaie, sur les titres de sept deniers de fin pour le moins ; et les espèces d'or qui seront aussi fabriquées dans ladite monnaie seront aussi au degré de dix-huit quarats de fin, à quoi ledit Bareste s'oblige. Plus lesdits révérends pères, audit nom, donnent aussi permission et faculté audit Bareste de fabriquer, dans ladite monnaie, des pièces de cinq sols et autres espèces d'argent propre pour ledit pais de Levant, du même coin et armes que dessus et de la bonté et titre de celles ci-dessus ; encore qu'il fabriquera desdites espèces telle quantité que lui plaira, soit de jour ou de nuit, tant au balancier ou au marteau, comme bon lui semblera, sans estre tenu au foiblage du poids ou escharete d'aloy, avec le remède accoutumé aux autres monnoies. Ledit Bareste sera obligé néanmoins de tems en tems expédier au révérendissime père abbé des espèces d'or et d'argent de celles qu'il fabriquera, pour en faire faire la preuve, et en après les rendra audit Bareste.... »

CXVI

REMONTRANCE ADRESSÉE PAR L'ABBÉ DE LÉRINS A L'INTENDANT DE PROVENCE, AU SUJET DU DROIT DE BATTRE MONNAIE A SABOURG [1].

Vers 1685

..... Mais, pour vous donner, Monseigneur, une idée de cette importente affaire, il est nécessaire de vous remarquer qu'en l'année 954, un comte de Vintimille appellé Guido, neveu d'Elphonse, roy d'Espaigne, s'en allant contre les Sarrasins, voulut pourvoir à sa conscience, et, pour l'expiation de ses péchés, fit une donation de la principauté de Sebour, qui est entre le comté

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 967. — Original.

de Vintimille et Saint Rème, dans l'Italie, à l'abbé de Saint Honnoré de Lérins et aux religieux de ladite abbaye..... Du depuis, cette donation fut confirmée, en l'année mille soixante trois, par Othon et Conrad, comtes de Vintimille, et les religieux ont toujours joui paisiblement de cette donation, c'est-à-dire qu'ils en ont joui avec tous les privilèges et tous les droits qui sont attachés à la souveraineté. Ils ont faict batre de monoye, donné des lettres de grace, sans que jamais personne s'en soit plaint, et il y a cete circonstance à remarquer que cete monaie n'a jamais eu cours en France, qu'elle n'a esté reçeue que dans l'Italie, ou cette principauté se trouve enfermée. Aucun prince de l'Italie ne s'en est plaint. Ce n'est point icy un fief dépandant de la couronne de France. Que si la fabrique, la valeur et le cours ne dépend que de la volonté du prince qui est la loy de son estat, qui donne l'estre et l'autorité à toutes les autres loix ; si le droit de faire batre de la monoye a esté tenu come une des plus éminentes marques de la souveraineté, il y a d'apparence que Sa Majesté ne voudra pas priver des pauvres religieux d'un privilège qui est attaché à l'excellence de son estre, et du revenu d'une rente de sept à huit cens livres qu'ils retirent toutes les années, et qui faict presque tout le principal revenu de cete principauté. . . . . »

CXVII

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT, DÉFENDANT A L'ABBAYE DE LÉRINS DE BATTRE MONNAIE A SABOURG [1].

1er Juillet 1686

Sur ce qui a esté reprezanté au roy estant en son Conseil, que le nommé Dabic, marchand de la ville de Nisme, de la R. P. R.,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 967. — Original.

cest rettiré despuis quelque temps au Sabourg, lieu dépandant de l'abbaye Saint Honnorat de Léreins, et y fait battre monoye en concéquance d'un bail quy luy a esté passé pour trois ans par l'économe de ladite Abbaye, a raizon de quinze cens livres pour chascune des trois années, et que, par le mesme bail il est permis audit Dabic, de la part des religieux, de vivre dans sa relligion et d'avoir avec luy tel nombre d'amis et d'ouvriers que bon luy semblera ; à quoy Sa Majesté voullant remédier, le Roy estant en son conseil, a cassé et annullé ledit bail, comme aussy tous autres baux généraux ou particulliers des fermes et domaines du Sabourg fait à des fermiers de la R. P. R. par les abbé et religieux de ladite abbaye de Saint Honnorat de Léreins, auxquels Sa Majesté a fait très expresses inhibitions et deffanses de plus affermer lesdits domaines a autres que des catholiques, de donner rettraite à des relligionnaires, ny de plus entreprandre de faire battre monoye audit lieu du Sabourg soubs prétexte que se puisse estre ; et, en cas de contrevantion, ordonne Sa Majesté qu'il en sera incessamment informé par le sieur Morant, intendant de justice pollice et finance en Provance, auquel elle enjoint de tenir la main à l'execution du présent arrest, nonobstant oppositions ou appellations quelconque, pour lesquelles ne sera différé.

Faict au Conseil d'Etat du roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le premier juillet 1686.

Signé : COLBERT

CXVIII

DESCRIPTION DE LA PRINCIPAUTÉ DE SABOURG AU COMMENCEMENT DU XVIII[e] SIÈCLE [1].

XVIII[e] siècle

« La principauté du Sabourg consiste en un petit endroit appartenant aux Bénédictins de Saint Honnorat de Lérins. Il est situé au sommet d'une montagne. Elle est voisine, du costé du nord, du lieu de Perinaldo, d'une distance de deux lieues, appartenant à M. le Duc de Savoye; du levant, de la commune de San-Remo; du midy, de la Bourdiguière, et, du couchant, de Vintimiglle; lesdits lieux appartiennent à la République de Gênes.

« Il y a dans ledit lieu de Sabourg présentement environ vingt familles, qui pourront composer tout au plus cent personnes, touttes misérables, à l'exception de deux familles qui ont quelque peu de commodité.

« Il y a le palais où logent les religieux, quand ils y sont, qui n'est pas tout à fait achevé et qui va tout en ruines. Depuis très long tems il n'y avait résidé des religieux; tant seulement un religieux y resta deux ou trois ans; s'étant retiré à l'abbaye, il ne s'y trouve présentement aucun religieux.... »

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 961. — Original.

CXIX

PROCURATION POUR LA VENTE DE LA PRINCIPAUTÉ AU ROI DE SARDAIGNE [1].

27 Novembre 1728

Procuration donnée par le chapitre de l'abbaye à Dom Lambert Jordany, doyen, et à Dom Benoît de Benoît, économe, pour signer un acte de vente de la principauté de Sabourg et de la chapelle de Saint-Michel de Vintimille, en faveur du roi de Sardaigne, moyennant la somme de 142.000 livres, monnaie de Savoie.

Prieuré de Saint-Michel de Vintimille

CXX

DONATION PAR OTHON, COMTE DE VINTIMILLE, A L'ABBAYE DE LÉRINS, DE TERRES SISES A ALBENGA, EN ÉCHANGE DE TERRES SISES A GARAVAN [2].

24 Février 1177

Anno dominice incarnationis millesimo septuagesimo septimo, inditione X, sexto calendas martii. Commutatio bone fidei noscitur esse et contractum, ut vice emptionis obtineat firmitatem eodemque nexu obliget contrahentes; placuit itaque et bonam convenit volun-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 963. — Original. — L'acte de vente qui n'existe pas dans les archives de l'abbaye, a été passé à Paris, le 30 Janvier 1729, ainsi que nous le voyons dans une procuration donnée à l'économe du monastère, pour toucher les fonds chez les frères Salicoffre, banquiers à Marseille.

[2] Arch. des Alp.-Marit. H. 979. — C'est la seule pièce importante que les archives de l'abbaye aient conservée du prieuré de Saint-Michel de Vintimille.

tatem inter dominum Otonem, comitem Vintimilii, nec non et dominum Augerium [1], abbatem Sancti Honorati, et dederunt unius alteri de suis rebus vicissim, causa commutacionis. Ideo imprimis dominus abbas, voluntate et auctoritate totius sacre congregationis sui cenobii Lirinensis et monacorum secum degencium, videlicet Joffredi de Scros, prioris de monasterio Sancti Micaelis Vintimilii, et auctoritate Guilielmi Bertrami, prioris Saurgii, Berardi, prioris Carnoleisii, Raymundi Rai, sacriste Lerini, Salamonis Ugonis, Gilii Augerii, et ceterorum monacorum et laicorum fratrum, dedit et investivit domino Otoni commiti totum quod habebat comptile in tota marca Albingane, ecclesia Sancti Micaelis Vintimilii, ab aqua Armenie usque ad Pream, et a collibus Jugum usque in mare, per helemosinam commitum predecessorum. Equidem et ad invicem, recepit ipse dominus Augerius, Lirinensis abbas, causa commutationis, ab eodem domino Otone commite, ad partem ipsius monasterii, similiter braidam totam de Clusa ad Garravanum, cum toto hoc quod poterit abbas et prior invenire per circuitum quod fuisset umquam de ipsa braida et quod pertineat ei, et medietatem de prato Vintimilii ultra pontem, scilicet totam porcionem predicti domini Otonis commitis. Has denique res supranominatas et commutatas, una cum accessionibus et ingressoribus earum, qualiter superius legitur in hoc instrumento, sibi una alteri pars parti, per hanc paginam commutationis, tradiderunt; facientes exinde abbas et successores ejus, commes et heredes ejus aut cui daret quiquid voluerint, absque omnium contradictione hominum, et nec eis liceat ullo tempore nolle quod voluerunt, sed quod ab eis semel factum vel quod scriptum est inviolabiliter conservare promiserunt. Actum est hoc in Vintimilio, in domo et claustro Sancti Michaelis. Signum manuum commutancium, videlicet domini Augerii abbatis supernominati, cum

[1] Le texte, très incorrect, porte « Laugerium ».

superdictis prioribus et monachis suis, et domini Otonis commitis, qui hanc cartam comutationis fieri rogaverunt, ut supra. Signa manuum testium Otonis Curli, filii ejus Ugonis, prioris Uteri, filiorum ejus Raimundi et Fulconis, Guilielmi Saonensis, Viviani de Oberto, nobiles omnes lege romana viventes.

Ego Celonius, notarius, scriptor hujus carte commutationis, post tradita complevi et dedi.

Prieuré de Notre-Dame de Virgis

CXXI

DONATION A L'ABBAYE DE LÉRINS, PAR OTHON, ÉVÊQUE DE VINTIMILLE, DU DROIT DE COLLATION DES ÉGLISES DE SAINT-MARTIN DE CARNOLÈS ET DE NOTRE-DAME DE VIRGIS [1].

19 Décembre 1304

In nomine Domini nostri, amen. Nos O(to), miseratione divina humilis episcopus, et Oto, prepositus, et Marinus Badati, et Johannes Curli, et Guillelmus Ferrerii, et Johannes de Almeta, canonici Vigintimiliensis ecclesie, considerantes fervorem devote religionis et karitatis perfecte que viget scinceriter in sancto monasterio Lirinensi, et gratiam liberalem quam venerabilis pater dominus Ganselmus, Dei gratia abbas, et fratres conventus monasterii memorati fecerunt Manuello, filio quondam illustris viri domini Guillelmini, comitis Vigintimiliensis, ex collatione ecclesie Sancti Martini de Carnolesio, nostre diocesis, que per priores eorum monachos regebatur; ne igitur dicta gratia per clericorum secularium detentionem diurnam quadraginta annorum vel amplius

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 987. — Original.

posset in posterum dicto monasterio prejudicium generare, per nos et nostros successores, episcopos et canonicos Vigintimilienses, fratri Sicardo monacho et procuratori ad hoc monasterii supradicti, nomine dicti monasterii recipienti, promittimus et concedimus in presenti ut, quocienscumque ecclesias Sancti Martini de Carnolesio et Beate Marie de Verx, nostre diocesis, ad ipsum monasterium pertinentes, vaccare contigerit, dictum monasterium possit in dictis ecclesiis in priores suos monachos ordinare, et episcopus et canonici qui in Vigintimiliensi ecclesia pro tempore fuerint teneantur per dictum monasterium in ipsis ecclesiis monachos institutos et ordinatos ac presentatos eisdem, absque contradictione aliqua, recipere et admittere in priores. Et, ad hoc, nos et nostros successores, ex certa scientia, per presentes litteras, nostris sigillatas sigillis, firmiter et fideliter obligamus, statuentes et ordinantes, in quantum in nobis est, ut in dictis ecclesiis de cetero religio monasticha observetur in eis Lirinenses monachi comorentur, postquam pervenerint ad collationem monasterii antedicti, non obstante, si contigerit, detentione continua quadraginta annorum secularium clericorum. In cujus rei testimonium, nos O(to), Vigintimiliensis episcopus, sigillum nostrum presentibus apponimus. Ego Oto, Vigintimiliensis prepositus, presentibus sigillum meum appono ; ego Marinus Badati, canonicus Vigintimiliensis, presentibus sigillum meum appono ; ego Johannes Curli, canonicus Vigintimiliensis, presentibus sigillum capituli appono; ego Guillelmus Ferrerii, canonicus Vigintimiliensis, presentibus sigillum meum appono ; ego Johannes de Almeta, canonicus Vigintimiliensis, presentibus sigillum capituli appono. Et, quia nos Johannes Curli et Johannes de Almeta, canonici Vigintimilienses, sigillum nostrum proprium non habemus ad presens, cum communi et proprio sigillo capituli ecclesie Vigintimilii, nostro nomine et totius nostri capituli, hanc literam sigillamus. Actum Vigintimilii, in domo episcopali, anno Domini M° CCCIIII°, die decima nona mensis decembris.

CXXII

UNION DU PRIEURÉ DE NOTRE-DAME DE VIRGIS A L'OUVRERIE DU MONASTÈRE, PAR LE CHAPITRE [1].

31 Novembre 1382

Extrait de la délibération : « Attendentes quod prioratus curalis et sine cura Beate Marie de Virgis adeo presentialiter est deductus, quod prior ipsius prioratus cum uno monacho sibi in dicto prioratu juxta juris ordinationem societate commode vivere non potest, nec honera ejusdem prioratus suportare; considerantes etiam quod officium operarie predicti monasterii, seu fructus et proventus ejusdem, una cum vestiario, deductis oneribus, non excedit XIIII florenos..... »

Prieuré de Saint-Antoine de Gênes

CXXIII

DONATION, PAR CONRAD, A L'ABBAYE DE LÉRINS, D'UNE MAISON SISE A GÊNES, ET D'UNE COUR Y ATTENANT [2].

Octobre 1080

Anno dominice incarnacionis Jehsu Christi millesimo octuagesimo, mense ab octobris, indictione sesta, monasterio Sancti Ono-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 988. — Original.

[2] Arch. des Alp.-Marit., H. 995. — Original, en très mauvais état, d'un latin extrêmement barbare, dont nous reproduisons les parties essentielles. Les points remplacent les mots illisibles.

rati, quod est constructum in solo maris ubi dicitur Lirini, ego Conradus, filius quondam Azoni,... ipsi monasterio, pro anima mea, dono, offero ad sumptum et subsidium monachorum, et per presentem cartam offer(sionis) ibidem habendum, confirmo ad ipsi monasterio, ut dixi, pro anima mea, hoc est mansio una, cum area, ubi est ad juris mea proprietaria, quem obvenit ex parte Carbone, germano meo, et (Aina) jugalibus, per cambium, quam abere visus sum infra civitate Janua, in pleatea Sancti Laurentii; et est ipsa mansione permansura, justa in circuitu super tota, ex uno latere terra Ansaldus germano meo, de alia vero parte via plubica, de tercia parte terra Oberto diaconi, germano meo, de quartata parte terra Xenda..... Actum in civitate Janua feliciter.

CXXIV

BULLE DU PAPE INNOCENT IV, ACCORDANT CENT JOURS D'INDULGENCES AUX BIENFAITEURS DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE DE GÊNES [1].

15 Octobre 1252

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis salutem et apostolicam benedictionem. Quoniam, ut ait Apostolus, omnes stabimus ante tribunal Christi, recepturi prout in corpore gessimus; cum sicut, ex parte dilecti filii rectoris hospitalis et ecclesie Sancti Antonii Januensis, propositum coram nobis facultates eorumdem hospitalis et ecclesie adeo sint tenues et exiles, quod ad ipsius ac pauperum et infirmorum illuc confluentium substentiationem sufficere minime dinoscantur, universitatem vestram rogamus, monemus et hor-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

tamur attente, in remissionem vobis peccaminum injungentes, quatinus ei de bonis vobis a Deo collatis pias ad hoc elemosinas et grata caritatis subsidia erogetis, ut per subventionem vestram rector et pauperes et infirmi predicti valeant sustentari, et vos per hec et alia bona que, Domino inspirante, feceritis ad eterne possitis felicitatis gaudia pervenire. Nos enim, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui ei ad hoc manum porrexerint, caritatis centum dies de injuncta sibi penitentia misericorditer relaxamus. Datum Perusii, idus octobris, pontificatus nostri anno decimo.

CXXV

BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV, CONFIRMANT LA DONATION DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE FAITE A L'ABBAYE DE LÉRINS PAR L'ARCHEVÊQUE DE GÊNES [1].

4 Août 1256

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii Sancti Honorati Lirinensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Grassensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Exposita coram nobis vestra petitio continebat, quod venerabilis frater noster Januensis archiepiscopus, de speciali mandato nostro per litteras apostolicas sibi facto, ecclesiam Sancti Honorati Januensis, tunc ad vestrum monasterium pertinentem, dilectis filiis Fratribus Minoribus Januensibus, et in ipsius excambium, ecclesiam Sancti Antonii Januensis vobis et eidem monasterio assignavit. Verum,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

quia dubitatis, ne, processu temporis, vobis vel dicto monasterio super eadem ecclesia Sancti Antonii questio moveatur, adhiberi circa hoc apostolice providentie remedium supplectet postulastis. Nos itaque, vestris precibus inclinati, quod super eadem ecclesia Sancti Antonii vel suis appendiciis a quoquam conveniri vel vexari minime valeatis, auctoritate vobis presentium indulgemus super eadem ecclesia Sancti Antonii quibuslibet personis aliis perpetuum silentium imponendi, ita tamen quod per hec juri diocesani episcopi minime derogent. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Anagnie, II nonas augusti, pontificatus nostri anno secundo.

CXXVI

BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV, CONFIRMANT AUX RELIGIEUX DE LÉRINS LA POSSESSION DE L'ÉGLISE ET DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE[1].

7 Juillet 1257

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio precentori ecclesie Grassensis salutem et apostolicam benedictionem. Exhibita nobis venerabilis fratris nostri Januensis archiepiscopi petitio continebat, quod dilectis filiis ministro et Fratribus Minoribus Januensibus in eorum ecclesia, quam prius habebant, commode nequeuntibus commorari, eidem archiepiscopo per nostras dedimus litteras primo et iterum ac postmodum, in virtute obedientie, districtius in preceptis, ut ecclesiam Sancti Honorati

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

Januensis, pertinentem ad monasterium Sancti Honorati de Lerino, Grassensis diocesis, juxta eorumdem ministri et fratrum domum sitam, ipsis ministro et fratribus per se vel alium conferre curaret, inducens eos in illius corporalem possessionem ac defendens inductos; monasterio vero predicto et personis ipsius ecclesie capellam Sancti Antonii Januensis, ad mensam ipsius archiepiscopi pertinentem, pro ejusdem ecclesie recompensatione concedens, eo jure quo dictam habebant ecclesiam perpetuo retinendam, possessionibus predicte capelle Sancti Antonii mense sue perpetuo applicatis; possessiones memorate ecclesie Sancti Honorati predictis capelle ac personis conferre studeret, jure perpetuo, cum eadem capella Sancti Antonii libere obtinendas, in eis antiquo ejusdem monasterii jure salvo; porro prefatam parrochiam ecclesie Sancti Honorati inter ecclesias vicinas divideret, prout ejus discretio cognosceret faciendum, proviso quod capellanis sive clericis ejusdem capelle, si qui tunc erant, juxta quod expediens visum esset de possessionum capelle sue proventibus, quas archiepiscopus ipse mense sue taliter applicaret, sive de aliis deberet, dum vixerint, providere, propter quod archiepiscopus ipse nostris volens in hac parte obtemperare mandatis, universa predicta sollicita diligentia seriatim juxta litterarum nostrarum continentiam adimplevit, procuratori eorumdem abbatis et conventus, ipsorum nomine, non solum presrciptam capellam Sancti Antonii, verum etiam pertinentias et appendentias ejus, videlicet ecclesiam, cimiterium, locum, ortum sive viridarium, domus et alias officinas que et quas minister et clerici dicte capelle in usus proprios obtinebant, specialiter concedendo ministro quondam ipsius capelle decem, clerico vero quatuor libras Januensium, annis singulis, pro vestitu ac victu etiam, in proventibus dicte capelle seu in bonis Januensis Sedis, quamdiu vixerint vel donec eis de equivalentibus beneficiis ecclesiasticis providendum duxerit, constitutis, prout in instrumento confecto exinde plenius continetur. Ceterum, prior prefate ecclesie Sancti Honorati falso asserens dictam capellam

Sancti Antonii ad mensam dicti archiepiscopi non spectare, et quod archiepiscopus ipse prefata ecclesia Sancti Honorati eisdem ministro et fratribus ac ipsa Sancti Antonii capella cum duabus domunculis, tantum retento sibi solo alterius, eisdem abbati et conventui assignatis, sibi alias domos, possessiones, jura et hospitale sepedicte capelle Sancti Antonii reservavit, pretendendo quod, licet in posterioribus contineretur litteris quod idem archiepiscopus dictam capellam Sancti Antonii, cum pertinentiis et appendentiis suis prefatis, abbati et conventui conferre curaret juxta priorum continentiam litterarum, tamen, quia in prioribus litteris erat expressum quod sibi possessiones memorate capelle Sancti Antonii retineret, possessiones domos et hospitale predicta ipsis abbati et conventui assignare minime tenebatur, eidem archiepiscopo in virtute obedientie et sub pena excomunicationis dari obtinuit per nostras litteras in preceptis ut, tali non obstante pretextu, hospitale, domos, possessiones et jura predicte capelle Sancti Antonii eidem procuratori, nomine predictorum abbatis et conventus ac monasterii, conferre et assignare, ipsumque in corporalem possessionem premissorum inducere ac inductum defendere procuraret; injuncto tibi per alias nostras literas ut, si dictus archiepiscopus mandatum nostrum in hac parte neglexerit adimplere, tu illud per te vel alium exequi procurares, contradictores auctoritate nostra, appellatione postposita, compescendo, propter quod dictus archiepiscopus nobis humiliter supplicavit, ut providere sibi in hac parte misericorditer curaremus; nolentes igitur prefatum archiepiscopum, occasione mandati in hac parte sibi facti seu litterarum tibi super hoc etiam directarum, quomodolibet molestari; litteras ipsas tibi super premissis directas et processus per eas habitos, premissis sic se habentibus, auctoritate presentium revocantes, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si est ita, ipsarum litterarum pretextu, in negotio hujusmodi ulterius non procedas, alioquin venerabili fratri nostro episcopo Saonensi litteris nostris injungimus ut te, super hoc monitione

premissa, per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, cognita veritate, compescat. Datum Viterbii, nonis julii, pontificatus nostri anno tercio.

CXXVII

TRANSACTION ENTRE L'ABBAYE DE LÉRINS ET L'ARCHEVÊQUE DE GÊNES, QUI CONFIRME LA DONATION DE L'ÉGLISE ET DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE FAITE PAR LE CHAPITRE DE LA CATHÉDRALE DE GÊNES [1].

18 Mars 1259

Super litibus, causis, questionibus, molestiis et controversiis que vertebantur et verti poterant seu verti sperabantur inter venerabilem patrem G(ualterium), permissione divina archiepiscopum Januensem, nomine archiepiscopatus Januensis et pro ipso archiepiscopatu et palacio ejusdem, ex una parte, et viros religiosos fratres Olivarium et Gerardum, monachos monasterii Lirinensis, syndicos, actores et procuratores ejusdem monasterii, sicut de syndicatu illorum et procurationis continetur in instrumento facto per manum Raymundi Rostagni, notarii, nomine et vice dicti monasterii et pro illo, ex alia, occasione hospitalis quod dicitur Sancti Antonii et possessionum atque rerum que olim pertinebant ad ecclesiam Sancti [2] seu ad dictum hospitale; que ecclesia et hospitale sunt posita extra muros civitatis Janue, in suburbio ipsius civitatis, nunc autem ad palacium archiepiscopatus pertinent; taliter inter se ipse partes concorditer transigere convenerunt, videlicet quod dominus archiepiscopus, predictis syndicis et procu-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 995. — Original, dont nous reproduisons les parties essentielles.

[2] Sic.

ratoribus, nomine et vice dicti monasterii, remisit omne jus tam reale quam personale et mixtum, utile et directum, archiepiscopatui Januensi competentes et palacio ejusdem in hospitali predicto et etiam in domuncula terrestri posita, juxta ecclesiam Sancti Antonii predictam, sub camera prioris; cui quidem hospitali sunt termini sive fines, ab uno latere Carubius Crose, ab alio via qua itur ad ecclesiam Sancti Antonii; superius sunt domus domini archiepiscopi; retro et ab uno latere domus ecclesie Sancti Antonii; ab alio quidem latere domus domini archiepiscopi, que fuerunt dicte ecclesie.....

Versa vice, predicti syndici et procuratores, nomine et vice dicti monasterii, ex causa transactionis et concordie, promiserunt dicto domino archiepiscopo, nomine archiepiscopatus, dare et solvere ipsi et successoribus suis in dicto archiepiscopatu, nomine census, pro predicto hospitali, omni anno, in festo Sancti Gregorii, mediam libram incensi, et tenere in dicto hospitali semper hospitalitatem, nec illam deserere, sed semper illam ibi manutenere et conservare, ad usum pauperum et infirmorum.....

Acta sunt hec Janue, in palacio archiepiscopatus Januensis, presentibus archipresbytero de Rivaroli, fratre Ogerio, priore Sancte Sabine Januensis, Tedisio Siccho, canonico Sancte Marie de Vineis, fratre Benedicto, monacho Sancti Syli, et Pagano Guarditore, testibus ad predicta rogatis. In anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, indictione quintadecima, die XVIII° mensis martii. — Antonius.

Eodem anno, indictione et die, Bernus, camerarius domini archiepiscopi Januensis, nomine et vice ipsius domini archiepiscopi et de ipsius domini archiepiscopi speciali mandato, induxit in tenutam et possessionem corporalem hospitalis et domuncule predictorum syndicos et procuratores predictos, nomine predicti monasterii Lirinensis, ad voluntatem predicti domini archiepiscopi valituram, si per abbatem et conventum ejusdem monasterii pre-

dicta in stabilito termino, ut supradictum est, non fuerint aprobata. Actum Janue, ante hospitale predictum, presentibus Falcho, canonico, fratre Bertramo et fratre Joanne, monachis Sancti Victoris Januensis. Bolboninus de Vegano, notarius, transactioni, concordie, inductioni possessionis et omnibus et singulis supradictis interfui et mandato predictarum partium scripsi.

CXXVIII

CONFIRMATION DE LA DONATION DE L'ÉGLISE SAINT-ANTOINE DE GÊNES, PAR L'ARCHEVÊQUE ET LE CHAPITRE [1].

9 Juin 1259

Clareat universis quod nos Gualterius, permissione divina Januensis archiepiscopus, nomine archiepiscopatus et palacii Januensis, et capitulum Januense, videlicet presbyter Soperclus, magister scolarum, Baudoinus Pennellus, presbyter Rubaudus, Guillelmus de Lavante, Jacobus Sicala, Guillelmus de Castello, et Gabriel, canonici Januenses, aprobamus, ratificamus et etiam confirmamus in omnibus et per singula transactionem, concordiam et pactum quam et quod frater Olivarius, prior Vallis Auree, et frater Girardus de Mogino, cellerarius Lyrinensis, fecerunt nobiscum Januensi archiepiscopo nominato, super hospitali quod dicitur Sancti Anthonii, sito in suburbio, extra muros civitatis Janue, et super terris, domibus et possessionibus que fuerunt ecclesie Sancti Antonii predicti et ipsius hospitalis et ad illam et illas pertinuerunt; de quibus transactione, concordia et pacto factum est

[1] Arch. des Alp.-Marit. H. 995. — Original.

instrumentum per manum Bolbonini notarii, in anno nativitatis Christi M CC LVIIII, indictione XV, die XVIII° marcii.

Actum Janue, in choro majoris ecclesie Beati Laurentii, presentibus magistro Milono, fratre Rufino, penitenciario ejusdem domini archiepiscopi, et Guillelmo, clerico palacii, testibus. In anno nativitatis Christi M CC LVIIII, indictione XV^a^, die lune, VIIII° mensis junii. Bolboninus de Vegano, notarius, predictis interfui, et, jussu predictorum domini archiepiscopi et capituli, scripsi.

CXXIX

CONFIRMATION PAR LE CHAPITRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE GÊNES DE LA DONATION FAITE AUX RELIGIEUX DE MAISONS VOISINES DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE [1].

11 Septembre 1268

In nomine Domini nostri Jehsu Christi, amen. Nos Andreas, archidiaconus, Tedisius, magister scolarum, Reubaldus, Enricus et Joannes, presbyteri, canonici, et capitulum ecclesie Januensis, nomine nostro et tocius capituli ipsius ecclesie, cognoscentes venditionem factam per venerabilem patrem dominum Gualterium, archiepiscopum Januensem, nomine archiepiscopatus et palacii, fratri Bermundo, priori ecclesie Sancti Antonii Januensis, ementi nomine ipsius prioratus et ecclesie, de domibus positis in Janua, in vicinia Sancti Antonii in Carrubiero, quod pretenditur ab ipsa ecclesia usque ad stratam, et que domus ad dictum palacium et archiepiscopatum pertinebant; et de qua venditione factum fuit instrumentum, scriptum manu venerabilis Ottaviani de Sesto,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 995. — Original.

notario, millesimo CC LX IIII, die XVI decembris, ad utilitatem dicti archiepiscopatus et palacii factam esse ipsam venditionem, quantum in nobis est, nomine ecclesie et capituli Januensis, approbamus et ratificamus, et de consensu et voluntate nostra et ad utilitatem archiepiscopatus et palacii factum esse dicimus et protestamur, et precium in empcionis conversum, de quibus fit mencio in instrumento predicto, et ad faciendam fidem in perpetuum de predictis, rogamus per te notarium infrascriptum debere fieri publicum instrumentum, in claustro dicte ecclesie Sancti Laurencii, anno dominice nativitatis millesimo ducentesimo sexagesimo ottavo, indicione decima, die undecima septembris, inter primam et tertiam. Testes interfuerunt presbyter Rollandus de Placencia, presbyter, Rollandus de Monelia, capellani dicte ecclesie Sancti Laurentii, et Jacobus Rubeus, canonicus de Riparolo, Stabilis Ottaviani de Sesto, sacri palacii notarius, rogatus, scripsi.

CXXX

BULLE DU PAPE NICOLAS III, PERMETTANT AU PRIEUR ET AUX RELIGIEUX DE SAINT-ANTOINE DE CÉLÉBRER LES OFFICES, SANS TOUTEFOIS SONNER LES CLOCHES [1].

20 Avril 1279

Nicolaus, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui monasterii Sancti Antonii Januensis, per priorem solitis gubernari, ordinis Sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Devotionis vestre precibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus ut, cum generale terre fuerit inter-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

dictum, liceat vobis, clausis januis, quibuslibet aliis presertim excommunicatis et interdictis exclusis, non pulsatis campanis, submissa voce, divina officia celebrare, dummodo causam non dederitis interdicto nec id contingat vobis specialiter interdici. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, XII kalendas maii, pontificatus nostri anno secundo.

CXXXI

BULLE DU PAPE HONORIUS IV, CONFIRMANT LES PRIVILÈGES, IMMUNITÉS ET INDULGENCES ACCORDÉS PAR SES PRÉDÉCESSEURS A L'HOPITAL SAINT-ANTOINE DE GÊNES [1].

25 Février 1287

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et fratribus hospitalis Sancti Antonii Januensis, ordinis sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum; eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus, sive per privilegia seu alias indulgentias, hospitali vestro et vobis concessas, necnon libertates et exemptiones secularium exactionum

[1] Arch. des Alp.-Marit.. H. 996. — Original.

a regibus et principibus ac aliis Christi fidelibus rationabiliter vobis indultas, sicut eas juste ac pacifice obtinetis, vobis et per vos eidem hospitali auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurûm. Datum Rome, apud Sanctam Sabinam, V kalendas marcii, pontificatus nostri anno secundo.

CXXXII

BULLE DU PAPE HONORIUS IV, PAR LAQUELLE IL PREND SOUS LA PROTECTION DU SAINT-SIÈGE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE ET SES DÉPENDANCES [1].

6 Mars 1287

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et fratribus hospitalis Sancti Antonii Januensis, ordinis sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum ; eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, personas vestras et locum in quo divino estis obsequio mancipati, cum omnibus bonis que impresentiarum rationabiliter possidet aut in futurum justis modis, prestante Domino, poteritis adipisci, sub

[1] Arch. des Alp.-Marit., 996. — Original.

beati Petri et nostra protectione suscipimus. Specialiter autem terras, domos, vineas, possessiones et alia bona vestra, sicut ea omnia juste ac pacifice possidetis, vobis et per vos eidem hospitali auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis et confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Rome, apud Sanctam Sabinam, II nonas marcii, pontificatus nostri anno secundo.

CXXXIII

BULLE DU PAPE NICOLAS IV, ACCORDANT UN AN ET QUARANTE JOURS D'INDULGENCES AUX FIDÈLES QUI VISITERONT L'ÉGLISE SAINT-ANTOINE DE GÊNES [1].

20 Février 1291

Nicolaus, episcopus, servus servorum Dei, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis salutem et apostolicam benedictionem. Licet is de cujus munere venit ut sibi a fidelibus suis digne ac laudabiliter serviatur, de habundentia pietatis sue que merita supplicum excedit et vota bene servientibus multo majora retribuat quam valeant promereri; nichilominus tamen cupientes Domino reddere populum acceptabilem, Christi fideles ad complacendum ei quibusdam illectivis premiis, indulgentiis scilicet et remissionibus, invitamus ut exinde reddantur divine gratie ap-

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

tiores. Rogamus itaque universitatem vestram et hortamur in Domino, in remissionem vobis peccaminum, injungentes quatinus ad ecclesiam Sancti Antonii Januensis imploraturi a Domino veniam delictorum in humilitate spiritus accedatis. Nos enim, ut Christi fideles quasi per premia salubriter invitemus ad merita de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui ad eandem ecclesiam, in festivitate ipsius sancti et per octo dies festivitatem ipsam immediate sequentes ac in anniversario die dedicationis ipsius ecclesie, causa devotionis, accesserint annuatim, unum annum et quadraginta dies de injunctis sibi penitenciis misericorditer relaxamus. Datum apud Urbem Veterem, X kalendas marcii, pontificatus nostri anno tercio.

CXXXIV

BULLE DU PAPE BONIFACE VIII, CONFIRMANT AUX RELIGIEUX LE PRIEURÉ DE SAINT-ANTOINE ET TOUS LES BIENS EN DÉPENDANT [1].

27 Mars 1303

Bonifatius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui prioratus Sancti Antonii Januensis, ordinis Sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere Sedes Apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benivolum impertiri; eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, personas vestras et locum in quo divino estis obsequio mancipati, cum omnibus bonis que inpresentiarum rationabiliter possidet aut in futurum,

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus. Specialiter autem terras, domos, possessiones et alia bona vestra, sicut eas juste ac pacifice possidetis, vobis et per vos vestro prioratui auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis et confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Laterani, VI kalendas aprilis, pontificatus nostri anno nono.

CXXXV

BULLE DU PAPE BONIFACE VIII, CONFIRMANT AUX RELIGIEUX DE SAINT-ANTOINE TOUTES LES INDULGENCES, GRACES, EXEMPTIONS, ACCORDÉES PAR SES PRÉDÉCESSEURS [1].

27 Mars 1303

Bonifatius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui prioratus Sancti Antonii Januensis, ordinis sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere Sedes Apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benivolum impertiri; eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris Romanis pontificibus sive per privilegia seu alias indulgentias vobis et prioratui vestro concessas, nec non libertates et exemptiones secularium exactionum a

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 996. — Original.

regibus et principibus ac aliis Christi fidelibus rationabiliter vobis indultas, sicut eas juste ac pacifice obtinetis, vobis et per vos eidem prioratui auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patricinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Laterani, VI kalendas aprilis, pontificatus nostri anno nono.

CXXXVI

BULLE DU PAPE URBAIN V, CONFÉRANT AUX RELIGIEUX DE SAINT-ANTOINE DE GÊNES LE DROIT DE QUÊTE DANS LES PROVINCES DE GÊNES, DE LOMBARDIE ET DE TOSCANE, ET CONDAMNANT LES FRÈRES DE SAINT-ANTOINE DE VIENNE A DÉMOLIR L'HOPITAL PAR EUX CONSTRUIT A GÊNES, AU PRÉJUDICE DE L'ABBAYE DE LÉRINS [1].

18 Avril 1363

« ... Statuimus et etiam ordinamus quod domus et hospitale, et oratorium seu ecclesia supra dicta, que sub nomine seu vocabulo sancti Antonii in dicta civitate Januensi, per dictos abbatem et conventum, seu fratres dicti monasterii Sancti Antonii, seu aliquem vel aliquos ex eis in dicta civitate Januensi, dicta lite, ut prefertur, pendente, inchoata, fundata, edificata seu constructa sunt, demoliri, destrui ac dirui debeant et totaliter dissipari, ipsisque abbati

[1] Arch. des Alp.-Marit., H. 991. — Original, dont nous publions les parties essentielles. Une analyse en a été publiée dans la première partie du *Cartulaire*, page 335.

et conventui monasterii Sancti Antonii ejusque canonicis et fratribus universis et singulis, auctoritate predicta, districtius inhibemus et sub excommunicationis pena quam eorum singulos qui contrarium attemptare presumpserint incurrere volumus, ipso facto districte mandamus ne decetero audeant vel presumant, per se vel alium seu alios, in dicta civitate Januensi aut ejus suburbiis, domum aut hospitale fundare aut fundata constructa seu edificata accipere, recipere vel tenere, nec ibidem questas facere aut elemosinas, vota seu legata petere seu recipere..... Priori et fratribus etiam concedimus quod liceat eis per se et alios in dicta civitate Januensi totoque ejus territorio et districtu, necnon in aliis civitatibus et diocesibus ac locis Tuscie et Lombardie, ubi actenus consueverunt, sub nomine dicti sancti Antonii, questas facere, elemosinas, legata et vota petere et recipere libere, sine impedimento vel contradictione quacumque..... Datum Avinioni, XIIII kalendas maii, pontificatus nostri anno primo.

FINIS

TABLES

DU

CARTULAIRE DE LÉRINS

(DEUXIÈME PARTIE)

INDEX CHRONOLOGIQUE DES CHARTES

(Le numéro se rapporte à la charte et non à la page).

954 (30 mars)

Donation, par Guy, comte de Vintimille, de la principauté de Sabourg et de l'église Saint-Michel de Vintimille à l'abbaye de Lérins. CXII.

1022 (18 octobre)

Donation de l'église de Saint-Saturnin, près de Briançonnet et de ses dépendances, à l'abbaye de Lérins, par Constantin, sa femme et ses fils. XXVIII.

1064 (juin)

Confirmation, par Othon et Conrad, frères, comtes de Vintimille, de la donation du comte Guy. CXIII.

1077 (24 février)

Donation, par Othon, comte de Vintimille, à l'abbaye de Lérins, de terres sises à Albenga, en échange de propriétés sises à Garavan. CXX.

1080 (octobre)

Donation, par Conrad, à l'abbaye de Lérins, d'une maison, sise à Gênes, et d'une cour y attenante. CXXIII.

1133 (11 novembre)

Donation de l'église Saint-Pierre d'Albiosc à l'abbé de Lérins, par Augier, évêque de Riez. LXXXI.

1153

Transaction entre l'abbaye de Lérins et l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, qui cède ses propriétés de Mougins, en échange de biens à Salernes. LVI.

1155-1159 (13 juin)

Bulle du pape Adrien IV, qui place le monastère de Saint-Honorat sous la protection des consuls de Grasse. I.

1167

Transaction entre le chapitre de Fréjus et le monastère de Lérins, par laquelle ledit monastère cède ce qu'il possède sur le territoire de Callian aux religieux, qui donnent en retour leurs propriétés de Draguignan. XVIII.

1168

Lettres patentes d'Alphonse Ier, comte de Provence, qui prend sous sa protection les possessions de l'abbaye. VIII.

1178 (5 avril)

Lettres patentes de Raymond Bérenger III, comte de Provence, qui confirme toutes les donations faites au monastère par ses prédécesseurs. IX.

1159-1181

Bulle du pape Alexandre III, dirigée contre noble Dominique d'Ampus et ses fils. XX.

1181 (6 mai)

Bulle du pape Alexandre III, invitant l'évêque de Digne à réprimer les vexations faites par Guy de Gaubert aux habitants de Saint-Georges de Sergan. CII.

1184 (mars)

Lettres patentes d'Alphonse II, comte de Provence, confirmant les possessions de l'abbaye. X.

1193 (septembre)

Lettres patentes d'Alphonse II, comte de Provence, qui confirme les donations faites à l'abbaye par ses prédécesseurs. XI.

1185-1196

Lettres patentes d'Alphonse II, comte de Provence, qui prend les charretiers du monastère sous sa protection. XII.

XIIe siècle (fin)

Donation de diverses propriétés au prieuré de Moustiers. XCIII.

1196-1209

Lettres patentes d'Alphonse II, comte de Provence, portant restitution du prieuré de Roquefort à l'abbaye de Lérins. LX.

1210 (1er avril)

Bulle du pape Innocent III, relative à un différend intervenu entre l'évêque d'Antibes et l'abbé de Lérins. LI.

1220 (28 mai)

Lettres patentes de Raymond Bérenger IV, comte de Provence, qui confirme la donation, faite par Raymond Folc au monastère de Valbonne, de plusieurs terres sises audit Valbonne et à Sartoux. LXVIII.

1222

Lettres patentes de Raymond Bérenger IV, comte de Provence, qui donne au monastère de Valbonne ses possessions à Villebruc. LXIV.

1224 (12 février)

Convention, par laquelle l'abbaye de Lérins cède au chapitre de Fréjus les églises de Saint-Maxime et de Saint-Lambert, ainsi que toutes ses possessions à Fréjus, Puget, Palayson, Roquebrune, en échange de l'église d'Avignonnet et de l'église Saint-Martin de Malavilla. XXII.

1224

Lettres patentes de Raymond Bérenger IV, comte de Provence, donnant à l'abbaye les châteaux de Saint-Vallier et d'Avignonnet, avec leurs dépendances. XXI.

1225 (4 janvier)

Bulle du pape Honorius III, mandant à l'évêque de Digne d'entendre les plaintes du prieur et des habitants de Saint-Georges de Sergan. CIII.

1225 (10 janvier)

Union du prieuré de Saint-Jacques de Saujan à l'archevêché d'Arles. XVI.

1225 (6 juin)

Bulle du pape Honorius III, confirmant à l'abbaye tous les privilèges accor-

dés par ses prédécesseurs et spécialement l'union de Mougins à la mense conventuelle. II.

1226 (27 février)

Donation, faite au monastère de Valbonne, du droit de pâture sur les territoires de Caussols, de Gourdon et de La Malle. LXV.

1226 (26 avril)

Donation, faite par Targa, seigneur de Caussols, au monastère de Valbonne, du droit de pâture sur le territoire dudit Caussols. LXVI.

1226 (29 mai)

Lettres patentes de Raymond Bérenger IV, donnant au monastère de Valbonne la moitié de l'albergue de Sartoux. LXVII.

1227 (18 novembre)

Donation, faite au monastère de Valbonne par Raymond et Raybaud de Gourdon, du droit de faire paître ses troupeaux sur les territoires de Gourdon et de Caussols. LXIX.

1228 (18 janvier)

Acte de fondation, par l'abbé de Lérins, d'un monastère de religieux à Vallauris. LXXIX.

1228 (4 avril)

Vente, par B. Aymin et R. Brice, au monastère de Valbonne, d'une terre sise à Sartoux. LXX.

1229 (4 mai)

Donation au monastère de Valbonne, par Jauceran Bon, d'une terre sise audit territoire. LXXI.

1217-1233

Inventaire des biens du prieuré de Saint-Martin de Carnolès. CVIII.

1237 (7 juillet)

Bulle du pape Alexandre IV, confirmant aux religieux de Lérins la possession de l'église et de l'hôpital Saint-Antoine de Gênes. CXXVI.

1237 (12 novembre)

Cession du prieuré de Brauch par l'abbaye de Lérins au commandeur de l'ordre du Temple dudit lieu. XCV.

1238 (27 mars)

Approbation de la cession du prieuré de Brauch à l'ordre du Temple, par le grand prieur de Provence. XCVI.

1238 (3 mai)

Confirmation de la donation du prieuré de Brauch à l'ordre du Temple, par l'évêque de Riez. XCVI.

1241

Vente, par l'abbé de Lérins, à la communauté de Saint-Paul de ses possessions à Roquefort. LXI.

1241 (16 juin)

Lettres patentes de Raymond Béranger IV, comte de Provence, confirmant la vente, faite par l'abbaye de Lérins à la communauté de Saint-Paul, de ses possessions à Roquefort. LXII.

1243 (10 octobre)

Déclaration des terres de Sartoux appartenant au monastère de Valbonne et à messire Vidauban, coseigneur dudit Sartoux. LXXII.

1244 (janvier)

Etat des cens de Mougins adjugés au sacristain de Lérins. LVII.

1245 (9 mai)

Donation, par Sigismond, évêque de Senez, au prieur de Notre-Dame de Ver-

gons, de ses propriétés au territoire dudit lieu. XCVIII.

1209-1245

Lettres patentes de Raymond Bérenger IV, comte de Provence, qui prend le monastère sous sa protection. XIII.

1246 (7 mai)

Bulle du pape Innocent IV, accordant quarante jours d'indulgence à tous les fidèles, confessés et pénitents, qui visiteront le monastère de Lérins, le jour de la fête de Saint-Honorat. III.

1252 (22 janvier)

Bulle du pape Innocent IV, donnant pouvoir à l'abbé de Lérins de corriger ses sujets au moyen de censures ecclésiastiques. VI.

1252 (15 octobre)

Bulle du pape Innocent IV, accordant cent jours d'indulgence aux bienfaiteurs de l'hôpital Saint-Antoine de Gênes. CXXIV.

1255 (16 juillet)

Sentence arbitrale, rendue par l'évêque de Senez, au sujet de la juridiction de Saint-Julien du Verdon. CVI.

1255 (environ)

Inventaire des propriétés du monastère de Valbonne sur le territoire d'Opio. LXXIV.

1256 (6 mars)

Accord entre l'abbaye de Lérins et le monastère des nonnains de Sainte-Catherine de Sorps, qui reçoit les églises de Baudinard et de Vaux-des-Meuniers, en échange du prieuré d'Artignosc. XCIV.

1256 (25 mars)

Donation d'une terre au prieur de Saint-Julien du Verdon, par Boniface, seigneur de Castellane et de Riez. CVII.

1256 (4 août)

Bulle du pape Alexandre IV, confirmant la donation de l'hôpital Saint-Antoine de Gênes, faite à l'abbaye de Lérins par l'archevêque et le chapitre de Gênes. CXXV.

1257 (7 juillet)

Bulle du pape Alexandre IV, confirmant aux religieux de Lérins la possession de l'église et de l'hôpital Saint-Antoine de Gênes. CXXVI.

1258 (24-26 novembre)

Procès-verbal de délimitation des terres de Pégomas et d'Auribeau, établi à la requête de l'abbé de Lérins, seigneur de Pégomas. LIX.

1259 (18 mars)

Transaction entre l'abbaye de Lérins et l'archevêque de Gênes, qui confirme la donation de l'église et de l'hôpital Saint-Antoine. CXXVII.

1259 (9 juin)

Confirmation de la donation de l'église Saint-Antoine, par l'archevêque de Gênes et le chapitre. CXXVIII.

1259

Bulle du pape Alexandre IV, confirmant toutes les possessions de l'abbaye. V.

1260 (7 décembre)

Bulle du pape Alexandre IV, confirmant la donation de l'église Notre-Dame du Poggio, de Saorge, à l'abbaye de Lérins. CXI.

1263 (13 janvier)

Bulle du pape Urbain IV, mandant au prévôt de l'église de Vintimille de régler le différend intervenu entre l'abbaye de Lérins et Guillaume Bonfils, sacristain

du chapitre de Riez, qui avait usurpé le prieuré d'Albiosc. LXXXVI.

1263 (17 janvier)

Bulle du pape Urbain IV, dirigée contre le prévôt de l'église cathédrale de Nice et autres, qui refusaient de payer la dîme aux religieux de Lérins. LXXXII.

1266 (3 octobre)

Confirmation, par Marquise, femme de Guillaume Meillan, de Grasse, d'un compromis passé par ledit Meillan avec le monastère de Valbonne, et d'une sentence rendue par l'évêque de Grasse en faveur dudit monastère, au sujet de certaines terres faisant partie de sa dot, sises à Sartoux. LXXIII.

1268 (11 septembre)

Confirmation, par le chapitre de l'église cathédrale de Gênes, de la donation, faite aux religieux de Lérins, de maisons voisines de l'hôpital Saint-Antoine. CXXIX.

1275 (5 mars)

Vente au monastère de Valbonne d'une pièce de terre, sise au territoire de Sartoux, par Creison, Isnard et Rostan, son frère. LXXV.

1275 (21 juin)

Sentence rendue, à la suite d'un procès intervenu entre le prieur de Notre-Dame de Briançonnet et les habitants dudit lieu, qui avaient usurpé les terres de l'église de Saint-Saturnin. XXIX.

1277 (1er septembre)

Echange de terres entre le prieur de Quinson et Isnard Martin. LXXXVII.

1279 (20 avril)

Bulle du pape Nicolas III, permettant au prieur et aux religieux de Saint-Antoine de Gênes de célébrer les offices, sans toutefois sonner les cloches. CXXX.

1284 (20 septembre)

Acapte d'une terre appartenant au prieuré de Carnolès. CX.

1287 (27 février)

Bulle du pape Honorius IV, confirmant les privilèges, immunités et indulgences accordés par ses prédécesseurs à l'hôpital Saint-Antoine de Gênes. CXXXI.

1287 (6 mars)

Bulle du pape Honorius IV, par laquelle il prend sous la protection du Saint-Siège l'hôpital de Saint-Antoine de Gênes et ses dépendances. CXXXVI.

1288 (26 octobre—2 novembre)

Accord entre le prieur de Sabourg et certains habitants de Vallebona, propriétaires audit lieu, au sujet du paiement des dîmes. CXIV.

1289 (11 février)

Accord entre le prieur de Saint-Martin de Carnolès et Jacques Pascalis, de Nice, pour le paiement d'une dette de 50 florins. CIX.

1290 (30 août)

Etat des dîmes du prieuré de Quinson. LXXXVIII.

1290 (30 décembre)

Union du monastère de Valbonne à celui de Faillefeu. LXXVI.

1291 (20 février)

Bulle du pape Nicolas IV, accordant un an et quarante jours d'indulgence aux fidèles qui visiteront l'église Saint-Antoine de Gênes. CXXXII.

1298 (26 mars)

Lettres patentes de Charles II, comte de Provence, qui confirme les droits de pêche de l'abbaye, et lui accorde le droit de naufrage. XIV.

1298 (23 juin)

Vente de terres à Saint-Saturnin, près de Briançonnet. XXXI.

1303 (23 février)

Convention entre l'abbaye de Lérins et le chapitre de Grasse, qui reçoit, en échange du monastère de Valbonne, le prieuré de Saint-Ambroise de Gourdon. LXXVII.

1303 (15 mars)

Donation, par Anfossus Radimondi, de Grasse, de la moitié de ses biens, moyennant la fondation de douze anniversaires. XXIII.

1303 (27 mars)

Bulle du pape Boniface VIII, confirmant aux religieux de Lérins le prieuré de Saint-Antoine de Gênes et toutes ses dépendances. CXXXIII.

1303 (27 mars)

Bulle du pape Boniface VIII, confirmant aux religieux de Saint-Antoine de Gênes toutes les indulgences, grâces, exceptions accordées par ses prédécesseurs. CXXXIV.

1304 (19 décembre)

Donation à l'abbaye de Lérins par Othon, évêque de Vintimille, du droit de collation des églises de Saint-Martin de Carnolès et de Notre-Dame de Virgis. CXXI.

1305 (7 septembre)

Transaction entre l'évêque de Fréjus et l'abbé de Lérins, pour l'union de l'église de Notre-Dame de Clars au prieuré de Notre-Dame de Gratemoine. XXV.

1305 (3 novembre)

Délimitation du prieuré de Saint-Maxime de Revest. LXIII.

1310 (13 août)

Union du prieuré de Notre-Dame de Serret de Moriez à l'infirmerie de l'abbaye. CV.

1328 (21 décembre)

Vente de terres à Saint-Saturnin, près de Briançonnet. XXXII.

1329 (4 février)

Transaction entre le prieur de Notre-Dame de Briançonnet et le recteur de Saint-Sauveur de Gars. XXX.

1330 (16 mai)

Ventes de terres à Saint-Saturnin, près de Briançonnet. XXXIII.

1330 (20 mai)

Sentence de l'évêque de Glandèves, relative à la propriété du prieuré de Notre-Dame de Roquestéron. XXXVIII.

1335 (24 septembre)

Vente de terres à Saint-Saturnin, près de Briançonnet. XXXIV.

1336 (27 août)

Procuration, pour l'échange du prieuré de Saint-Mamet contre celui de Notre-Dame de Font-Vineuse. XXVII.

1338 (17 octobre)

Inventaire des biens du prieuré d'Albiosc. LXXXIX.

1340 (6 septembre)

Transaction entre les prieurs d'Albiosc et de Quinson. XC.

1341 (1 juillet)

Inventaire des biens du prieuré de Callian. XIX.

1341 (5 juillet)

Transaction entre Geoffroi, évêque de Grasse, Giraud, abbé de Lérins, et Hu-

gues des Tours, commandeur de la commanderie de Saint-Jean de Jérusalem de Nice et de Biot, au sujet de la délimitation des territoires de Clausonne et de Mougins. XLVII.

1344 (15 décembre)

Union des prieurés de Saint-Pierre d'Aspres, de Saint-Pierre de Sartoux et de Saint-Florent de Canaux à l'église Saint-Honorat de Grasse. XLIX.

1346 (19 mai)

Bulle du pape Clément VI, accordant des indulgences aux personnes qui visiteront la chapelle de Notre-Dame de Beauvoir, dépendant du prieuré de Moustiers. XCI.

1363 (18 avril)

Bulle du pape Urbain V, conférant aux religieux de Saint-Antoine de Gênes le droit de quête dans les provinces de Gênes, de Lombardie et de Toscane, et condamnant les frères de Saint-Antoine de Vienne à démolir l'hôpital construit par eux, à Gênes, au préjudice de l'abbaye de Lérins. CXXXV.

1363 (15 août)

Bulle du pape Urbain V, autorisant noble Jean Gantelme à fonder, à Tarascon, un monastère de religieuses, sous la règle de Lérins. XVII.

1364 (31 janvier)

Bulle du pape Urbain V, enjoignant à l'official de Carpentras de faire restituer au prieuré de Moustiers les biens qui lui avaient été illégalement enlevés. XCII.

1369 (6 octobre)

Donation de plusieurs terres sises à Blieux, faite à l'abbaye de Lérins par les hoirs de noble Isnard de Blieux. CI.

1374 (4 février)

Privilèges accordés aux habitants de Mougins par l'abbé de Lérins. LVIII.

1376 (9 octobre)

Bulle du pape Grégoire XI, confirmant les privilèges de l'abbaye, qu'il déclare exempte de la juridiction de l'évêque de Grasse, du métropolitain et autres, et défendant de rien entreprendre contre ladite abbaye, soumise directement au Saint-Siège. V.

1378 (20 octobre)

Inventaire des biens du prieuré de Notre-Dame de Puget-Théniers. XXXV.

1382 (26 novembre)

Union du prieuré de Notre-Dame de Virgis à l'ouvrerie du monastère par le chapitre. CXXII.

1405 (23 octobre)

Monitoire de l'évêque de Glandèves, obligeant les habitants de Puget-Théniers à payer au monastère de Lérins la dîme du chanvre. XXXVI.

1439 (15 octobre)

Bulle du pape Eugène IV, dirigée contre les usurpateurs des prieurés de Notre-Dame de Gratemoine et de Notre-Dame de Clars. XXVI.

1448 (20 février)

Supplique adressée par les consuls de Cannes à l'abbé de Lérins. XLI.

1449 (20 septembre)

Union du prieuré de Roquestéron au prieuré claustral. XXXIX.

1453 (9 février)

Lettres patentes du roi René de Provence, accordant au monastère le droit de prendre, chaque année, 25 setiers de

sel dans les greniers de Grasse, Fréjus ou autres, au choix des religieux. XV.

1454 (29 janvier)

Union des prieurés d'Angles et de Vergon. XCIX.

1458 (23 août)

Sentence relative aux dîmes du prieuré d'Angles. C.

1506 (3 octobre)

Acte d'habitation de Vallauris. LXXX.

1514

Sentence arbitrale, rendue entre Augustin de Grimaldi, évêque de Grasse et abbé commendataire de Lérins, d'une part, et la communauté de Cannes, d'autre part. XLII.

1519 (13 octobre)

Acte d'habitation de Valbonne. LXXVIII.

1525 (27 février)

Bulle du pape Clément VII, ordonnant la restitution de l'église Saint-Honorat de Grasse à l'infirmier de Lérins par les Pères Augustins. L.

1559 (4 juin)

Transaction entre l'abbaye et les habitants de Puget-Théniers, au sujet du paiement des honoraires du prédicateur. XXXVII.

1553-1581

Etat des biens soumis à la directe du monastère de Lérins, au terroir de Grasse. XLVII.

1585 (27 juin)

Lettre du comte de Beuil, Honoré de Grimaldi, en faveur du prieur de Notre-Dame du Cians. LXXXIII.

1586 (29 octobre)

Bulle du pape Sixte-Quint, adressée aux évêques de Vintimille, de Nice et de Glandèves, pour leur donner pouvoir d'excommunier tous les détenteurs des biens du monastère. VII.

1593

Rôle des corvées de Vallauris. LXXXI.

1594 (12 juillet)

Arrêt du Parlement de Provence, qui confie la garde du château de Cannes aux habitants dudit lieu. XLIII.

1608 (8 août)

Rapport d'estime du lieu de La Napoule. XXIV.

1615 (27 novembre)

Procès-verbal d'enquête sur l'utilité de l'aliénation de l'île Sainte-Marguerite, par les religieux de Lérins, en faveur de Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, prince de Joinville. LII.

1618 (30 mai)

Acte de cession de l'île Sainte-Marguerite par Claude de Lorraine à Charles de Lorraine, duc de Guise. LIII.

1618 (6 juin)

Acte de cession emphytéotique et d'inféodation perpétuelle de l'île Sainte-Marguerite par Charles de Lorraine, en faveur de Jean de Bellon. LIV.

1619 (5 avril)

Acte de cession de ses droits sur l'île Sainte-Marguerite à Jean de Bellon par la communauté de Cannes. LV.

1622 (9 août)

Arrentement des propriétés de l'abbaye à Saint-Dalmas le Selvage. LXXXIV.

1633 (7 décembre)

Arrêt du Parlement de Provence, relatif aux armoiries de Cannes. XLIV.

1635 (janvier)

Supplique de l'abbé de Lérins au Parlement de Provence, relative aux armoiries de Cannes. XLV.

1666 (24 décembre)

Arrentement de la fabrication de la monnaie de Sabourg. CXV.

1685 (environ)

Remontrance adressée par l'abbé de Lérins à l'intendant de Provence, au sujet du droit de battre monnaie à Sabourg. CXVI.

1686 (1er juillet)

Arrêt du Conseil d'Etat, défendant à l'abbaye de Lérins de battre monnaie à Sabourg. CXVII.

XVIIIe siècle

Description de la principauté de Sabourg, au commencement du XVIIIe siècle. CXVIII.

1715 (21 octobre)

Abandon des droits de l'abbaye sur les prieurés de Saint-Saturnin et de Saint-Martin de La Rochette-Chanan, en faveur de l'archidiacre de Glandèves. XL.

1728 (27 novembre)

Procuration pour la vente de la principauté de Sabourg par les religieux de Lérins au roi de Sardaigne. CXIX.

1732 (9 juin)

Achat de la seigneurie de Rougon par l'abbaye. CIV.

1782 (22 avril)

Transaction entre l'abbaye de Lérins et la communauté du Cannet. XLVI.

DOCUMENTS INSÉRÉS EN NOTES DANS L'INTRODUCTION

1514 (20 avril)

Lettres du roi Louis XII, chargeant le grand prieur de Cluny et le prieur de Saint-Martin de Paris de réformer le monastère de Lérins. Introduct., pag. XXII, not. 2.

1515 (29 janvier)

Bulle du pape Léon X, prononçant l'union de l'abbaye de Lérins à la congrégation du Mont-Cassin, *alias* Sainte-Justine de Padoue. Introduct., pag. XXIII.

1515 (14 avril)

Lettres patentes du roi François Ier, confirmant l'union de l'abbaye de Lérins à la congrégation du Mont-Cassin, prononcée par le pape Léon X. Introduct., pag. XXIV.

1532 (27 avril)

Procès-verbal de l'élection de Mgr Balthazar de Jarente, évêque de Vence, en qualité d'abbé de Lérins, faite par les religieux qui n'avaient pas accepté l'union au Mont-Cassin et s'étaient retirés à Tourrettes. Introduct., pag. XXX.

1786 (24 septembre)

Brevet du roi, portant suppression de l'abbaye de Lérins et l'union de tous ses biens et revenus à la mense épiscopale de Grasse. Introduct., pag. XLIX.

1787 (10 août)

Bulle du pape Pie VI, portant suppression de l'abbaye de Lérins et son union à la mense épiscopale de Grasse. Introduct., pag. LI.

INDEX GÉNÉRAL

Les numéros se rapportent aux chartes et non aux pages

A

Abilonius, filius Constantini. 51, 52.
Abiron. 52.
Acaptum. 112.
Acelmus (Raymundus), notarius. 180.
Acquebel. 35.
Adalberti Senis (Guillelmus). 124.
Adalfredus, bubulcus. 154.
Adalgardi (Guillelmus). 146.
Adano (B. de). 122.
Adriadus, notarius. 52.
Adrianus, papa IV. 1, 3.
Adulterio (justitia de). 173.
Affare. 176.
Agabron, rivulus. 51.
Aguderius. 146.
Aicelæ (Pontius). 153.
Aicelena, uxor Raymundi de Sclanola. 132.
Aiglada. 150.
Aiguinolfus (Aldebertus). 154.
Aina, uxor Carbonæ. 198.
Airaudus, diaconus ecclesiæ Regensis. 139, 140.
Aires, payant le quatorzain au seigneur. 130.
Airola. 184.
Alachadisii (Bertrandus). 146.
Alacoya. 181.
Alalnedi (Scoffarius). 19.
Alamana, prior claustralis monasterii Lirinensis. 104.
Alamania (dominus de). 146.
Alasia Arlabauda. 143.
Alasia Pascayris. 63.
Albanellus (Elsiardus). 143.
Albarni (Fulco). 86.
Alberga, albergia, alberge. 18, 21, 36, 113. 176, 177.
Albericus, bajulus Regensis. 141.
Albertus. 187.
Albertus (Pontius), monachus Lirinensis. 160.
Albin (Estaul). 152.
Albinganæ (marcha). 194.
Albiols. (V. Albiosc).
Albiols (Bonifacius de), præpositus patricius ecclesiæ de Albiols. 139, 140.
Albios. (V. Albiosc).

Albiosc, *vel* Albioscum, *vel* Albios, *vel* Albiols, castrum. 6, 140, 142, 143, 145, 146, 147.
Aldeberti (Raymundus). 22.
Aldebertus, abbas monasterii Lirinensis. 19, 20, 99, 184.
Aldebertus (Petrus). 114, 115.
Alesii (Jacobus). 64.
Alexander, papa III. 37, 167. — Alexander, papa IV. 4.
Alfan. 119.
Aliénation à une personne mainmortable. 134.
Alimerati (Audebertus). 36.
Allaudi (Bertrandus). 87.
Almæ. 151.
Almerat. 143.
Almeratenses, de Romulis. 154.
Almeta (Johannes de), canonicus. 195, 196.
Almis (castrum et ecclesia de). 5.
Alneto (Galterius de), senescallus Provinciæ. 101, 102.
Alodium. 150, 152, 154.
Aloi. 189.
Alpina Maritima, *vel* Alpinæ Maritimæ. 183, 185.
Amalla. 111.
Amicus, monachus. 186.
Amicus Regensis. 132.
Amirat. 73.
Amiratum. 109.
Anagnia. 200.
Anathema. 140.
Ancinieto (Guillelmus de). 42.
Andao (Raymundus de,) monachus Lirinensis. 19.
Anellus (Raymundus). 144.
Angaria. 176.
Anglis, *vel* Angles (ecclesia de Sancta Maria de). 6, 164.
Angoir. 154.
Annona. 55.
Ansaldus. 198.
Antelmus (Jacobus), monachus Lirinensis. 147.
Antepetras. 153, 154.
Antepetras (Isnardus de). 153.
Antepetras (Ugo de). 154.
Antipolis, *vel* Antibes. 5, 79, 85, 99, 107, 108.
Antonius. 71.
Antonius, marchio Alpium. 185.
Antonius, præses honoris imperialis in Pedemonte, marchio Alpium. 183, 184.
Apium. 184.
Aquæ. 115.
Aquæductus fluminis Rodoiæ. 184.
Arbaudi (Jacobus). 65.
Arcis (Willelmus de). 132.
Ardoyni (Andriolus) 107, 108.
Area juncta mansioni. 198.
Arembertus (Pontius). 153.
Arluc, *vel* Arlucus. 5. 18, 20, 21.
Armandus, monachus Lirinensis. 104.
Armenia, rivus. 194.
Armoiries de Cannes. 83.
Arnaldus (P.). 99.
Arnaudus. 120.
Arnaudus (Honoratus). 87.
Arnaudus de Caliano. 35.
Arnoldus. 187.
Arnulphus, canonicus ecclesiæ de Albiols. 139, 140, 141.
Arrosage (droit d'). 129, 135.
Artignosc, *vel* Artignosco, *vel* Artinosc (ecclesiæ Sanctæ Euphemiæ, Sanctæ Mariæ et Sancti Stephani de). 6, 155, 156, 158.
Asalaxia, filia Petri Rostagni. 71.
Asaldus, notarius. 141.
Aspres (prieuré de Saint-Pierre d'). 88, 89.
Aspres (Les), territoire de Grasse. 88.
Aspris. (V. Aspres).
Assalit. (P.). 111.
Assaudus (Martinus). 120.
Assemblées communales (droit de tenir des). 130.
Asterii (Raymundus), capellanus de Cruce. 76.
Asterius (Raymundus), capellanus, curatus de Pugeto. 76.
Astraudi (Guillelmus). 122.
Atelmi (Antonius), 66.
Atelmi (Petrus). 67.
Atenulfus Rainaldi. 151.
Atenulphus (P.). 177,
Ato (Antonius). 60, 61.
Audeberti (Flamencus), monachus Lirinensis. 104.
Audeberti (Gantelmus). 122.
Audeberti (Petrus), consul de Grassa. 19.
Audebertus (P.), frater domus Templi Sancti Mauritii. 162.
Audiian. 62, 64.

Augerius, abbas monasterii Lirinensis. 18, 194, 195.
Augerius, capellanus de Castelleto. 164.
Augerius, episcopus Regensis. 139, 140.
Augerius (P.). 38.
Augerius (Petrus). 114, 115.
Augerius (W.). 105.
Augerus. 53.
Augier. 175.
Auribellum. 40, 101, 102.
Auvents (défense de construire des). 130.
Avenas. 72, 73.
Avinio. (V. Avinionetum).
Avinionetum, *vel* Avenionetum, *vel* Avinio, castrum. 5, 32, 38, 39, 40, 102.
Aychardi de Bligerio (Hugo). 127.
Aymes (Stephanus). 65.
Aymini (Gaufridus). 119, 121, 122.
Ayminus (B.). 116.
Aymon (Gaufridus). 119.
Aynesii (Ieronimus). 15.
Azonus. 198.

B

Badati (Marius), canonicus. 195, 196.
Bagnols. 35.
Baile ou greffier de l'abbé, à Cannes. 81.
Bajulus comitis Provinciæ. 18, 21.
Balbus (Rainoardus). 150, 153.
Balancier pour la fabrication des monnaies. 189.
Balda (Reimundus). 153.
Balisternis (Guillelmus). 111.
Balmas. 65, 66.
Balmas (Ad.). 165.
Banclause. 86.
Bancum. 184.
Banholi. 36.
Banna, *vel* « ribages aquarum ». 176.
Bannum consuetum. 101.
Banols (F. de). 39.
Baptismus. 91.
Barba Rubea (Guillelmus), notarius. 179, 188.
Bareste (Bernardin). 188, 189.
Bargemono (ecclesia Sancti Stephani de). 5.
Barjollæ (Pontius), prior de Villari. 85.
Barnerius (Campus). 123.
Baroti (Jacobus). 65.
Bartholomei (Antonius). 66.
Bartholomei (Jacobus), cellerarius monasterii Lirinensis. 104.
Bastide. 170.
Bastigis (Lambertus). 152.
Bastita. 74.
Bauda (J.). 110.
Baudoyni (Petrus). 66.
Baydus. 99.
Bayrols (ecclesia Sancti Martini de). 7.
Beata Margarita, (insula). 5, 23.
Beatrix, filia Petri Ruffii. 75.
Beldinar, *vel* Beldisnar. 155, 157.
Bellaroti (Guillelmus). 56.
Bellicardo (Lantelmus de), notarius. 66, 67.
Bellissensis (Guillelmus). 36.
Bellon (Jehan de), écuyer. 96, 97.
Bellovidere (ecclesia Beatæ Mariæ de). 148, 149.
Belon. 151.
Belservizi (Bertrandus de). 121.
Benedictiones. 91.
Beneficium ecclesiasticum. 201.
Benoît XIII, pape. 170.
Benoît de Benoît, économe de l'abbaye de Lérins. 193.
Bérangère, femme de Bertrand Boys, de Verrayon. 58.
Berardus, prior Carnolesii, 194.
Berengarii (Fulco). 146.
Berengarii (Petrus). 154.
Berengarius, comes Valentini. 184, 185.
Berengarius, pictor. 66.
Bereta (Franciscus). 180.
Bergondi (Ferandus). 61.

Bermundi (Guilielmus), sartor. 63.
Bermundi(Raymundus).61.
Bermundi (Wilelmus). 131.
Bermundus, prior ecclesiæ Sancti Antonii Januensis. 206.
Bernard (Oursin). 138.
Bernardi (Petrus). 86.
Bernardus, abbas Lirinensis. 157.
Bernardus, commendator domus Templi de Bras. 160.
Bernardus, *vel* Bernartus, notarius. 115, 119.
Bernus, camerarius archiepiscopi Januensis. 204.
Bertramus, monachus Sancti Victoris Januensis.205.
Bertramus (Guillelmus), prior Saurgii. 194.
Bertrand, évêque de Senez. 171.
Bertrande, veuve de Pierre Medici. 57.
Bertrandi (Bonifacius).123.
Bertrandi (Guillelmus), monachus Lirinensis.145.
Bertrandi (Isnardus). 124.
Bertrandi (Salvarius), prior Sancti Saturnini de Mosteriis. 157.
Bertrandus (magister). 60.
Bertrandus, episcopus Forojuliensis. 39, 91, 114.
Bertrandus, monachus Lirinensis. 39.
Bertrandus (Guillelmus). 144.
Bertrandus (Guillelmus), notarius. 113.
Bertrannus, maritus de Roberga. 153.
Besson (Gaspard), archidiacre de Glandèves. 78.
Bevera, rivus. 184.
Biens délaissés faute de successeurs. 130.
Bisac (W. de). 39.
Bivinensis civitas. 28.
Bizotum, 85, 109.
Blacatii (Johannes). 36.
Blancardi, *vel* Blanquardi (Petrus). 68, 69, 70, 71.
Blancardus (Antonius). 73, 74.
Blancardus (Johannes). 73. 75.
Blancardus(Rostagnus).74.
Blancus (Johannes), jurisperitus. 160.
Blaqueria (Campus de).42.
Blaqueria Canut, prior de Caliano. 34.
Blasini de Fabricis (Guillelmus). 147.
Blevis (Guillelmus de), prior claustralis monasterii Lirinensis, 85; — abbas, 34.
Blevis (Isnardus de). 165.
Blevis(Requistonusde).165.
Bochardus. 121.
Boffa (Isnardus). 151.
Boffa (Reinoardus). 153.
Boisesono (P. de). 161.
Bolboninus, notarius. 206.
Bolza (Guillelmus). 154.
Bonabella. 184, 185.
Bonchetus. 150.
Bondilhus(Guillelmus).165.
Bonæfidei (Jacobus), notarius. 87.
Boneti (Guillelmus). 86.
Boneti (Raymundus). 62, 69, 73, 75.
Bonetus (Raymundus), prior de Bargemono. 166.
Bongrandi(Guillelmus).64.
Bonifacius (dominus).177.
Bonifacius, episcopus Vintimiliensis. 180.
Bonifacius, papa VIII. 211, 212.
Bonifacius, prior de Espelucha. 157.
Bonifilii (Fulco). 19.
Bonifilii (Guillelmus). 99.
Bonifilii (Guillelmus), sacrista Regensis. 141.
Boniparis (Guillelmus). 71.
Boniphacius, sacrista ecclesiæ Regensis. 139, 140.
Bonnet. 44.
Bonpar(Guillelmus).73.74.
Bon Vilar. 71, 75.
Bordellus (Rostagnus).165.
Borga. 120.
Borgontiorum (terra). 187.
Boscus, in territorio de Sartolis. 120.
Boscus, in territorio de Quinsono. 146.
Boso, abbas monasterii Lirinensis. 97.
Boti (Antonius). 61.
Boti (Thomasius). 61.
Boucherie (ouverture à Cannes d'une). 80.
Bourdiguière (La). 192.
Boves duo, pretio undecim librarum. 163.
Bovis. 123.
Bovis (Raymundus). 67.
Boyet (serrum dau). 42.
Boys (Bertrand), de Verrayon. 58.

Bragosi. 150.
Braida de Clusa. 194.
Bras. 160.
Brassauria. 120.
Brassetum. 120.
Braug, *vel* Braugium. 6, 159, 162.
Bredula (Rostagnus Henricus de). 66.
Briançonnet, *vel* Briasso, *vel* Briansonum, *vel* Brianzonum, castrum. 7, 53, 55, 131.
Briansone (B. de). 131.
Briansono (Bertrandus de), monachus Lirinensis. 43.
Brianzono (ecclesiæ Sanctæ Mariæ, Sancti Petri et Sancti Saturnini de). 7, 53, 57, 58.
Brici (Pierre), prieur de Notre-Dame de Rigaud. 77.
Bricius (R.). 116.
Briessense territorium. 51.
Brigas (In). 165.
Broda (Reinoardus). 151.
Broquerius. 124.
Broveses (P. de). 110.
Brual. 63.
Bruda (Martinus). 153.
Brun de Castellane (Elisabeth). 169.
Buaimundus, marchio Montis Ferrati. 184, 185.
Buas (W.), Senecensis canonicus. 39.
Buesi (Raymundus). 132.
Buissa (Fulco). 99.
Bucabon (Petrus Hugonis, alias). 60.
Burellus, presbyter. 39.
Burgarco (Garners de), pater Borelli. 153.

C

Cabani. 42.
Cabris (Berengarius de). 116; — sacerdos, 112; — monachus Vallisbonæ. 119.
Cabris, *vel* Cabriis (Wilelmus *vel* Guillelmus de), monachus Lirinensis. 104, 132, 160.
Cadanet (colla de). 71.
Caille. 169.
Caliano (Arnaudus de). 35.
Caliano (ecclesiæ Sanctæ Mariæ, Sancti Donati, Sancti Honorati et Sancti Martini de). 5, 35, 36, 104.
Calmaset, 151.
Calvera (R.). 132.
Calviani (Aldebertus). 124.
Calvini (Audebertus). 123.
Calvinus. 111.
Cambium. 143. 198.
Camerada, *vel* Cameradum. 150, 151.
Camisola. 35, 36.
Campanæ. 29. — Campanarum pulsatio. 91, 208.
Campanile. 29.
Campiers (élection de). 130.
Campus Audoardus. 119.
Campus Barnerius. 123.
Campus Cordellus. 123, 124.
Campus Repensit. 123.
Campus Rogerius. 123.
Campus Rotundus. 123, 152.
Canalibus (ecclesia Sancti Florentii de). 5, 88, 89.
Canapus. 55.
Cancellarius causarum. 185.
Canchan (Petrus), prior Sancti Martini de Revesto. 107.
Candel (R.), frater domus Templi Sancti Mauritii. 162.
Caneto (Fulco de), jurisperitus. 101.
Cannes, *vel* Canois, *vel* Castel Franc, *vel* Castrum Franc. 5, 19, 21, 24, 44, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 94, 96, 97, 182.
Cannet (Le). 84.
Canobelinus Audeberti. 125.
Canois. (V. Cannes).
Caorjas (Jacobus Guillelmus de), monachus Lirinensis. 160.
Capellanus. 201. — capellanus curatus. 147.
Capitefidis (ecclesia Sanctæ Trinitatis de). 7.
Capo Sancti Martini. (V. Capus Sancti Martini).

Capotius (Petrus). 102.
Capus de Sancto Martino, *vel* Capo Sancti Martini, 178, 179.
Capusius. 143.
Carasii, *vel* Caratii (Johannes). 64, 66.
Carbona, maritus Ainæ, 198.
Carfanhana. (V. Garfanhana).
Carnagium cathedralis, reservatum episcopo. 155.
Carnolesio, *vel* Carnolesis, *vel* Carnolexio (ecclesia Sancti Martini de). 178, 181, 195, 196.
Carnolesis. (V. Carnolesio.)
Carnolexio. (V. Carnolesio.)
Carolus II, rex Jerusalem et Siciliæ, Provinciæ et Forcalquerii comes. 23.
Carolus, Romanorum imperator. 26.
Carotio (Johannes), dictus Faber. 179.
Carreria Vetus. 152, 154.
Carrigii monasterii Lirinensis. 22.
Carrubiero (ecclesia Sancti Antonii de). 206.
Carta offersionis. 186, 187.
Cartaletus vini. 65, 68.
Carteria annonæ, civatæ, etc. 70, 71, 73, 74, 75.
Carterius (Raymundus). 119.
Cartularium notarii. 116.
Castel Franc. (V. Cannes).
Castellana. 166.
Castellana (Andreas de). 177.
Castellana (Bonifacius de), dominus de Castellana et Regio, 172, 173, 174, 175, 176.
Castellana (ecclesia Sancti Victoris de). 175.
Castelletum. 42, 164.
Casteillonum. (V. Castellonum).
Castello (Guillelmus de), canonicus Januensis, 205.
Castello (Vivaldus *vel* Vivaudus de). 184, 185.
Castellonum. 174. 176, 177.
Castro Bocco (Johannes de), præceptor Sancti Egidii. 161.
Castronovo (Audebertus de). 122.
Castronovo (Guillelmus de), miles. 123, 124.
Castronovo (P. de), dominus de Castronovo. 124.
Castronovo (Petrus de), monachus Lirinensis. 104.
Castro Rainard (Aldebertus de), monachus. 20.
Castro Rainardo (ecclesia de Sancto Honorato de). 6.
Castro Rainardo (Raimundus de). 98.
Castrum Franc. (V. Cannes).
Castrum Novum. (V. Castrum Novum de Oppia).
Castrum Novum de Oppia. 105, 109, 122, 123.
Catalani (Andreas), 108.
Catalanus. 132.
Catanius (Johannes). 188.
Catanius (Mapesinus). 188.
Cauletus (B.). 116.
Causols. (V. Caussols).
Caussolis (ecclesia Sancti Lamberti de). 112.
Caussols, *vel* Causols, *vel* Cauzols. 112, 116, 122.
Caussols (Sicard de), prieur d'Albiosc. 144.
Cauzols (V. Caussols).
Cavalcatæ. 21.
Cavarosa (ecclesia Sancti Michaelis de). 5, 45.
Cays (Garcinus). 127.
Caysius (Jacobus), cellerarius monasterii Vallisbonæ, 124.
Caysoniera (La). 86.
Cazalz. 44.
Cecilia. 123.
Cederesta (G. de), prior monasterii Sancti Victoris Massiliensis. 98.
Cellans (Bertrandus de), monachus abbatiæ Lirinensis. 104.
Cellans (Oliverius de), monachus abbatiæ Lirinensis. 160.
Celonius, notarius. 195.
Censa. 26. 27.
Censura ecclesiastica. 149, 164, 168, 203.
Census, 156, 157. — Census annualis bladi, ad mensuram communem et usualem Antipolis. 99.
Cereza. 152.
Cergis (Jacobus de), prior Sancti Martini de Carnolesio. 180.
Cerosia (Lambertus de). 123.
Ceugna (Petrus). 153.
Chabaud (Constantin), pri-

eur de Notre-Dame du Cians. 138.
Chabergas (Las). 103.
Chaberti (Johannes). 43.
Chabertus. 164.
Chaluen (Guillelmus). 166.
Chalvinus (Petrus). 165.
Chamossiæ (Guillelma). 67.
Chamossiæ (Guillelmus). 66.
Chamossii (Raymundus). 66.
Champ de Marin. 69.
Champ de Mary. 73.
Champ del Gues, *vel* Delgues. 70, 75.
Champ Girat. 70.
Champ Lonc. 68.
Champ Parlant (En). 74.
Champ Raysas. 61, 64, 67.
Chanabias. 60. 63.
Chasse (droit de). 130, 135.
Chastelli (Petrus). 69.
Chasteuil. 170.
Chaudairerius. 99.
Chayraudi (Raymundus). 64.
Chaysii (Jacobus). 64, 67.
Chebaldus, nepos Josceldi. 152, 153.
Chinsonum. (V. Quinsonum).
Cianea, flumen. 102, 103.
Cians (prieuré de Notre-Dame du). 138.
Ciegis (Aldebertus de), abbas monasterii Lirinensis. 104, 106.
Cigala (L. de). 131.
Cimiterium. 29.
Circuitiones cum aqua benedicta. 91.
Clans. 60, 62.
Claperius Dormilhes. 86.
Claperius. 86, 150.
Clar (Guillaume), prieur de Briançonnet. 58.
Clari, *vel* Clary (Antonius). notarius. 62, 64, 76.
Clari (Gaufridus). 66.
Clarmont (Raymundus de), monachus. 20.
Claromonte (R. de). 116.
Clars (ecclesia Beatæ Mariæ de). 5, 45, 46.
Clarus, prior ecclesiæ Sancti Michaelis Vintimiliensis. 187, 188.
Clarus (Raymundus), prior de Briansono. 53.
Clarus Mons. 117.
Clastre (pré de). 170.
Clausonne, *vel* Clausona. 85, 86.
Clausura, *vel* fortalitia. 174.
Claustrum, *vel* Claustra. 59, 60, 61, 68, 76.
Claverius et renderius. 166.
Clerici sæculares. 195.
Clerii. 143.
Clot Dabelha, 65, 68.
Clot dau Hugo. 74.
Clot de Ferant (Al). 73.
Clumanco (ecclesia Sancti Honorati de). 6.
Clusa. 62, 65, 66.
Clusa ad Garavanum. 194.
Clusetas. 70.
Clusetas (En). 73.
Coc (Gaufridus). 121.
Coc (Laugerius). 121.
Cogalonum. 184.
Coin, pour la fabrication des monnaies. 189.
Colet Dadam. 65.
Collatio ecclesiæ. 146.
Colobreriæ (Laurentius), de Grassa. 15.
Colla Davenas. 72.
Colla de Cadanet. 71.
Colla de Monegue. 123.
Colletas (A las). 35.
Collo del Serre Felat. 135.
Colonbiar. 72.
Coloni terrarum. 42.
Columbi (Petrus). 61, 63, 68. — notarius, 43.
Columbus, notarius comitis Provinciæ. 22.
Comba. 120.
Comba Gondommari et Ricolfi. 150.
Commendator domus Templi. 160.
Communautés en mainmorte (vente à des). 130.
Commune (érection en). 84.
Compagnoni (Bertonus). 70.
Compagnus Rufus, judex Grassensis curiæ. 43.
Condamina. 69, 120, 145, 147, 150.
Conil, *vel* Conillus (Raymundus Gaufridi, alias). 60, 66.
Conrad, comte de Vintimille. 190.
Conradus, filius Azoni. 198.
Conradus, filius Conradi, comitis Vintimilii. 186.
Conradus, filius Guidonis, comitis Vintimilii. 184, 185.
Conorti (Bertrandus), monachus monasterii Fallifoci. 126.
Constantinus. 50, 51.
Content (Le). 129.

Coqtius (R.) 119.
Coquina. — Ustensilia ad coquinam. 185.
Corborandi (Petrus). 61, 67, 68.
Corcon (Ricardus). 151.
Cordellus (Campus). 123, 124.
Cormis (Huguetus de). 85.
Cornillo (P.). 99.
Corritorium sale abbatis Lirinensis. 183.
Corvées. 136.
Cossa, *vel* Cossa Campinna (A la). 178, 179.
Costa, in territorio Pugeti. 61, 63, 64, 65, 67, 68.
Costa (Bertrandus de), prior Sanctæ Mariæ de Saurgio. 180.
Costa (Giraudus de La), monachus Lirinensis. 104.
Cotinac, *vel* Cotinnaco (W. de). 38, 110.
Courtil de Bargème (Le). 87.
Crania (Rostagnus de), notarius. 125.
Crassis (Raimundus de), abbas Lirinensis. 159.
Cravaro (Amadeus de). 179.
Cravesano (Odo de). 184, 185.
Creisonus. 124.
Crocis (B. de), prior de Vintimilio. 53.
Crocis (Raymundus de), cellerarius de Canois. 132.
Crose (Carubius). 204.
Crossis (Gaufridus de). 104.
Crotons (Als). 35.
Crux, castrum. 76.
Crux, collis. 184, 186.
Cuberta. 120.
Cuniculo (ecclesia Sancti Stephani de). 6.
Cupa vini. 61.
Curli (Johannes), canonicus. 195, 196.
Curli (Oto). 195.
Curlus (Symon). 188.
Cuzayreta. 117.

D

Dabic, marchand, de Nîmes. 190, 191.
Dalmasa (Guillelmus). 72, 75.
Dalmasii (Johannes). 70.
Dalmatius, abbas Lirinensis. 186.
Dan (Bonifatius). 175.
Darniquetus (Pontius). 151.
Dathan. 52.
Davengueilas (ficulnea). 124.
Daydon (fons de). 121.
Daymer (Johannes). 72.
Decima. (V. Dîme).
Defensum. 150.
Deguarres (J.). 106.
Delicta, *vel* forisfacta. 173.
Demandols (Michael de), prior claustralis monasterii Lirinensis. 48.
Demassii (Petrus). 72.
Denarii correntes. 60, 62, 63, 64, 67, 125.
Denarii refortiatorum. 61, 63, 65.
Dénonce (droit de). 170.
Depilatus (Ilsiardus). 153.
Descoblada porci. 70, 71, 73, 74, 75.
Desponsatio virginum. 91.
Dettes (détention pour). 8.
Devenson. 128, 129.
Dîme. 56, 80, 100, 138, 146, 147, 165. 187. — Dîmes des blés et légumes, payées au trézain; du lin, du chanvre et des raisins, au vingtain. 129.
Directe. — « Majeure directe de S. M. » 171.
Disciplina monastica. 133.
Dodo, filius Constantini. 51, 52.
Dodonis (Guillelmus), consul de Grassa. 19.
Dominarum (fons). 123.
Dominium majus. 106.
Domicellus Aychardi de Bligerio. 127.
Donatio simplex et inter vivos. 117.
Dotalitium. 151.
Dozoysii (Raymundus), monachus Lirinensis. 104.
Draconis (Stephanus). 99.
Dracus (Stephanus). 120.

Dragunanum. 34.
Droite (rue), à Grasse. 87.
Droite (rue), à Vallauris. 136.
Durandus. 124.
Durantus. 123, 124.
Durbis (Hugo de), abbas monasterii de Fallifoco. 126.

E

« Ecu d'or sol, valant 60 sols tournois », 70. — Ecu d'or, valant 52 sols. 97.
Effusio sanguinis cum vulnere. 173.
Eiglada. 151.
Eldebertus, filius Eldeberti. 51, 52.
Eldebertus, maritus Ermengardis. 51, 52.
Eldebertus (Pontius). 153.
Eleazarius, ex progenie Almeratensium. 154.
Eleonora, uxor Guidonis, comitis Vintimilii. 184.
Elziardus, præpositus Regensis. 155.
Emina annonæ, civatæ. 62, 71, 73.
Emeno. 151.
Emolumenta exequiarum. 31.
Empurs, (V. Impurs).
Engoir, (V. Angoir.)
Entravenæ. 151.
Epée. Droit de porter l'épée accordé aux habitants de Cannes. 81.
Equus sexaginta solidorum. 151.
Ermengardis, uxor Eldeberti. 51, 52.
Ermegavus (Raymundus), commendator domus Sancti Mauritii. 159, 160.
Espelucha. 155.
Esperran de Piro. 151.
Esperronum. 151.
Estimateurs (élection d') 130.
Exactiones. 21.
Exceptio legis quæ dicit donationem factam ex causa ingratitudinis posse infringi. 125. — Exceptio non numeratæ pecuniæ. 105.
Excommunicatio. 167. 202, 214.

F

Faba. 187, 188.
Faber (Bertrandus), agrimensor de Antipoli. 108.
Faber (Pontius). 152.
Faber (Rigonus). 71, 73.
Faber (Isnardus). 154.
Faber (Johannes). 179.
Fabrerie (La). 88.
Fabri (Raymundus). 56.
Fabrifortis (Hugo), notarius. 126.
Fabronga. 152.
Facultates. 198.
Faencia (Raymundus de). 106.
Faia (Gaufridus de La). 120.
Faia (R. de). 123.
Faientia, castrum. 35, 46, 106.
Faillono (Laurentius de) 146.
Falchus, canonicus. 205.
Falco, abbas monasterii Vallisbonæ. 111, 112, 113,

114, 115, 116.
Faldalonga (Johannes). 153.
Falevellum. 150.
Falfobrec (Atelmus). 151.
Fallifoco, *vel* Fallifuaco, (monasterium de) 126, 127.
Faraldo (Isabel de). 151.
Faraldus, frater Ricaldi. 152.
Faraudus, canonicus Ventiensis. 110.
Faraudus (Aldebertus). 99.
Faraudus (B.). 112.
Faraudus (R.). 98, 99.
Faraudus (Raymundus), officialis Grassensis. 108.
Faucon. 170.
Favars (ecclesia Sancti Michaelis de). 5.
Fayencia. (V. Faientia).
Feminæ pauperes maritandæ recipiunt legatum. 42.
Feraudus (Guillelmus). 87.
Ferma (W. de). 38.
Ferrage, ferrago. 35, 119, 120, 143, 170.
Ferraginibus (In). 165.
Ferraytolæ. 146, 147.
Ferrerii (Guillelmus), canonicus. 195, 196.
Ferreris (Petrus de), cancellarius regni Siciliæ. 24.
Ferres (prieuré de Notre-Dame des). 7, 77.
Ferri (terra Oberti). 188.
Ferris (V. Ferres).
Ferris (ecclesia de Sancto Martino de). 7.
Florin, 197. — Florin « valant douze sols tournois ». 170.
Focanea. 145.
Folc (Raymundus), *vel* Folcos. 98, 99, 107, 114, 120.
Folc Delboys (Raymundus), prior Vallisbonæ. 118.
Fons Dominarum. 123.
Fons Vinosus. 6, 48.
Font de Serval. 73.
Font de Vidal. 63, 67.
Font-Lachette. 88.
Font-Neuve (La). 87.
Font-Sinasse. 88.
Fontetæ. 143.
Fontette (La). 88.
Forcalquerio (Aldebertus de). 114, 115.
Forceti (Petrus). 63.
Forcia, 21. — Forcia, *vel* fortalitia. 176.
Forest. 68.
Forisfacta seu delicta. 173.
Forojulium. 39, 42.
Fort Gentil (En lo). 74.
Fos (ecclesia Sancti Johannis de la). 6.
Fossoirée de vigne, de 100 cannes carrée, estimée 123 écus. 44.
Foulage des blés. 80, 100, 130.
Fours et moulins (défense de bâtir à Cannes des). 82. — Fours de Mougins. 100.
Four (pré du). 170.
Foux (rue de la), à Vallauris. 136.
Fraget. 62.
Fratres Minores Januenses. 199, 200.
Fredolus, episcopus Forojuliensis. 33, 34.
Fugayreti (fons). 86.
Fulcherii (Silvius). 152.
Fulco. 99, 195.
Fulco, episcopus Antipolitanus. 18.
Fulco, episcopus Regensis. 155.
Fulco, filius Guillelmi Long, 19.
Fulco (Raymundus). 107.
Fulconi (Raymundus). 72.
Furto equi et equæ, roncini, muli, mulæ, bovis, vaccæ, asini et asinæ (justitia de). 173.
Fuserius (Guillelmus) notarius. 54, 103.

G

Gaborc. 43.
Gabriel, canonicus Januensis. 205.
Gacha, gardia, *vel* garda castri, 176.
Gaiol. (Raymundus). 19.

Galberto (Guigo de). 167.
Gallardus (Bonfil). 153.
Gallina. 54, 70, 71, 73, 74, 75, 147.
Gallina Grassa, (ecclesia de Sancto Paulo de). 5, 45.
Gallus. 61.
Gancelmus, abbas monasterii Lirinensis. 45, 195.
Ganduiphus (Johannes). 178.
Ganselmus (V. Gancelmus).
Gantelmi (Guillelmus Raymundus). 20.
Gantelmi (Johannes). 28.
Gapesani (Raymundus). 71.
Garavanum. 194.
Garcini (Bertrandus). 64.
Garcini (Gaufridus). 53.
Garcini (Jacobus). 53.
Garcinus. 146.
Garcio (ecclesia de Sancto Salvatore de). 55. 56.
Garda, *vel* La Garda, castrum. 109.
Garda (W. de La). 112.
Gardeta. 103.
Garfanhana, *vel* Carfanhana. 184.
Gargo (Passus de). (V. Passus de Gargo). 184.
Garini (Petrus). 71.
Garini (Pontius), monachus Lirinensis. 104.
Gasc Barreira (Petrus). 19.
Gascus (P.). 99.
Gaste (terre). 171.
Gaudini (Antonius). 60, 62.
Gaudita terræ. 187.
Gaudo (P.). 117.
Gaudranus (Willelmus), prior Sancti Pauli. 105.
Gaufridi (Raymundus), prior monasterii Lirinensis. 34.
Gaufridi, alias Conil, *vel* Conilli (Raymundus). 60, 66.
Gaufridus, episcopus Grassensis. 85, 107.
Gauterii (Guillelmus), notarius. 109.
Gavederium. 102.
Gazaudus (R.) 39.
Geleta (Olivarius de). 19.
Gênes (République de). 192.
Gerardus, monachus Lirinensis. 203.
Geryni Junioris (Guillelmus) 36.
Gilii (Guillelmus). 53, 123.
Gilius. 53.
Gilius (Guillelmus). 117.
Gillii (Hugo). 53.
Girardi (Johannes). 61.
Girardi (Petrus). 64.
Girardus (Petrus), notarius. 158.
Giraudi (Fulco). 143.
Giraudus (Petrus), notarius. 155.
Giraudus (R.). 118.
Giraudus, abbas monasterii Lirinensis. 39, 131, 145.
Girona (Berengarius de). 62.
Gisbertus, prior Lirinensis. 160.
Gitbertus (Fulco). 143.
Giuliæ (Raimundus). 35.
Glandèves, 76, 78, 164, 165.
Glannadensis pagus. 51.
Godelschac (vallis de). 154.
Golon (Petrus). 42.
Gondomarius. 152.
Gontardus (Pontius), monachus Lirinensis. 160.
Gontardus de Quinsono (Guillelmus), notarius. 147.
Gora. 103.
Gordo (Raybertus de). 112.
Gordon, *vel* Gordo, *vel* Gordonum, *vel* Gourdon, 5, 111, 115, 116, 128.
Gordon (Raybaudus de). 115.
Gordon (Raymundus et Raybaudus), fratres. 115.
Gordon (Isnardus). 151.
Gordono (ecclesia de Sancto Ambrosio de). (V. Gordon).
Gorrete. 120.
Gourdon (V. Gordon).
Grada (Bertrandus) monachus. 164.
Gram. 150.
Graneti (Raymundus). 57.
Granica. 145.
Grasi (Andreas), judex Diniensis. 143.
Grassa, *vel* Grasse, castrum. 1, 15, 21, 119, 125, 160.
Grassa (Bertrandus de). 112.
Grassa (Raybaudus de). 111.
Grassa, *vel* Grassis (ecclesia Beatæ Mariæ de). 45, 116.
Grassa (ecclesia Sancti Honorati de). 87, 88, 89, 90, 91, 92.
Grassa (hospitale Sancti Petri de). 119.

Grassus (Paulus). 105.
Gratamonha(ecclesia Beatæ Mariæ de). (V. Gratamonia).
Gratamonia *vel* Gratamonha (ecclesia de Sancta Maria de). 2, 45, 46.
Gregorius, papa XI. 8.
Gresolis (Raymundus de), major cellerarius. 127.
Grimaldi (Augustin de), évêque de Grasse et abbé commendataire de Lérins. 82.
Grimaldi (Honoré de), comte de Beuil. 138.
Gros (G.). 168.
Gros (Jean), prieur de Vergons. 164.
Grosolanus, archiepiscopus Mediolanensis, legatus. 140.
Gualterius, archiepiscopus Januensis. 203, 205, 206.
Guarditor (Paganus). 204.
Guaræ (Petrus). 62.
Guérin de Tencin (Pierre), archevêque et prince d'Embrun. 170.
Guibertus. 131.
Guido, comes Vintimilii et Lusanæ, marchio Alpinæ Maritimæ. 183, 185.
Guigo, filius Isnardi de Romulis. 152.
Guigo Monnerius. 127.
Guigo Sicardus, monachus Vallisbonæ. 126.
Guigueisoni (Guillelmus). 85.
Guilaberti(Petrus Abraam). 53.
Guilheca (Bonifatius). 73.
Guilheca (Guillelmus). 70, 72.
Guillelma, uxor Pontii Aymerici. 61.
Guillelmi (Petrus). 19.
Guillelmus, abbas monasterii Sancti Victoris Massiliensis. 97.
Guillelmus, episcopus Ventiensis. 110.
Guillelmus, sacrista Lirinensis. 26.
Guillelmus, frater Rainoardi Balbi. 153.
Guillelmus, prior Sanctæ Mariæ de Vergons. 163.
Guillelmus (Henricus), monachus Lirinensis. 104.
Guillelmus, filius Pontii Darniqueti. 151.
Guillelmus Stephanus (frater). 127.
Guilmus, batellerius. 151.
Guiralt (Raimundus). 98.
Guirannus (B.). 114, 115.
Guiraudi (Olivarius). 127.
Guiraudus, abbas Lirinensis. 26.
Guison (Julianus). 74.

H

Habitation de Valbonne (acte d'). 129. — Acte d'habitation de Vallauris. 134.
Haimericus. 152.
Haimerus, pater Roselli. 153.
Hariberti (Pontius). 152.
Helena (domina). 122.
Henma. 150.
Henricus, judex et notarius. 185.
Henricus (Guillelmus). 179.
Hereditas. 150, 152.
Hescelinus (Pontius). 152.
Hommage et serment de fidélité. 130, 135.
Homicidio (justitia de). 173.
Honorius, papa IV. 208.
Hospitium. 65, 145. — Obligatio tenendi hospitium. 145.
Hospitale pauperum, 156, 157, 198, 202, 203, 213, 214.
Hostagium. 176.
Hugo, archiepiscopus Arelatensis. 26.
Hugo, præceptor domus Templi de Massilia. 161.
Hugo, prior de Artignosco. 156.
Hugonis (Petrus), alias Bucabon. 60.
Hugonis de Capra (Olivarius). 87.

I

Ildefonsus I et II, rex Aragonensis, comes Barchinoniæ, dux Provinciæ. 17, 19, 21, 22.
Imberti (Guillelmus). 65.
Imperium merum. 173. — Merum et liberum imperium. 184.
Impurio, *vel* Impurs (Dominica de). 37.
Impurs, *vel* Impurium, *vel* Empurs, 37, 111, 116.
Impurs, *vel* Empurs. (Guido de). 111, 116.
Incanedelum. 186.
Incisione carnis (justitia de). 173.
Indulgentiæ. 148, 210, 212.
Ingilranna. 187.
Injures (punition des). 81.
Innocentius, papa IV. 13, 198.
Inquetia (Simon), bajulus de Quinsono. 143.
Insellementum equi. 151.
Interdictum. 167.
Inventorium bonorum. 34. — Inventorium seu repertorium. 145.
Investitura. 130, 162.
Isingardis, uxor Constantini. 51.
Isoardi (Guillelmus). 60, 72.
Isnardi (Hugo). 42, 43.
Isnard (Jacobus), forbitor. 67.
Isnardi (Johannes). 66.
Isnardi (Raymundus). 71.
Isnardus. 124.
Isnardus, filius Fulconis de Romulis. 153.
Isnardus, filius Pontii Darniqueti. 151.
Isnardus, frater Ricolfi, 152.
Isnardus Martinus. 142, 143.
Isnardus. (W). 99.
Isoardus (W.), clericus. 39.
Issais et terre gaste. 171.

J

Jacobus, episcopus Forojuliensis. 45.
Jacobus, prior claustralis monasterii Lirinensis. 132.
Janua, *vel* Januensis civitas. 198, 204, 205, 206, 213.
Jarente (Sextius de), évêque d'Orléans, abbé commendataire de Lérins. 84.
Jaucerandus (Guillelmus). 124.
Jaucerandus (Raymundus), prior de Briansono. 55, 57, 58.
Javella (Juramus), notarius. 144.
Jera Funduda. 42.
Johannes, abbas monasterii Lirinensis. 58; — sacrarius monasterii. 131. — monachus. 19, 20.
Johannes, camerarius episcopi Senecensis. 164.
Johannes, notarius. 187.
Johannes, sacrista Vallis Moisinæ. 162.
Johannes, scriptor comitis Provinciæ. 110.
Johannes (Stephanus). 99.
Johannis (Gaspardus), notarius apostolicus. 15.
Johannis (Jacobus), curiæ episcopalis scriba. 14.
Jordany (Lambert), doyen de l'abbaye de Lérins. 193.
Josbertus (Herminus). 154.
Josceldus, avunculus Chebaldi. 153.
Josmarii (Petrus). 152.
Judæorum carreria, in burgo Pugeti. 61.

Judex Balbus, dominus de Banco et Saxone. 184, 185.
Judex major Provinciæ. 101.
Jugum (colles), prope Vintimilium 194.
Julha (Saturninus), in territorio de Rochetis. 75.
Juliani (Jacobus), alias Revelli. 76.
Juliani (Raymundus). 67.
Junchiar, in territorio Pugeti. 60, 66.
Jura corporalia *vel* incorporalia. 110. — Jura episcopalia, 155, 156.
Jurisdictio. 172, 173, 174. — jurisdictio sanguinis. 106.
Jus omne, tam reale quam personale et mixtum. 204.
Jusberti (Petrus), baccallarius in legibus. 15.
Justicæ (établissement et constitution d'un corps de). 84.
Justitiæ. 18, 21. — Justitia sanguinis. 19, 21, 105.
Juvenalis (Petrus). 119.

K

Karoli (Hugo), prior de Mosteriis. 45.

L

Lagons, 150.
Lamberti (fons). 145.
Lambertus. 120.
Lambertus, filius Constantini. 51, 52.
Lambertus (Guillelmus), notarius. 166.
Lambesco (ecclesia Sancti Petri de). 6.
Landols, in territorio de Sartolis. 120.
Lantelmus de Sancto Marcello, episcopus Grassensis, deinde Vapicensis, 126.
Lapis Alba. 86.
Larat. 150.
Lascaris (Louis), moine de Lérins. 76, 77.
Lascaris (Raynier), prieur de Vallauris. 134.
Lateranum. 212, 213.
Latulus, clericus. 158.
Laudimium, 143.
Laugerii (Johannes). 65.
Laugerius. 175.
Laugerius (Jacobus). 75.
Laugier (Boniface), prieur de Notre-Dame de Roquestéron. 77.
Laurentii. 119, 123.
Lautardi (Guillelmus). 68.
Lautardi (Raymundus). 63, 68.
Lavante (Guillelmus de), canonicus Januensis. 205.
Lemeria (Raymundus de). 127.
Leonardus, præpositus Grassensis. 102.
Lesda. 110. — V. Leyde.
Leyde, à raison de deux liards par florin, payée par le poisson frais et salé, les pots de terre et de verre portés à Valbonne par des étrangers. 129. — Leyde sur le bétail, 170. — Leyde sur les poissons frais et salés. 80, 135.
Libertates et immunitates concessæ conventui Lirinensi. 212; — hospitali Sancti Antonii Januensis. 208.

Libra incensi, data nomine census. 204.
Licentia vagandi data monialibus. 133.
Ligolmosa (Adaltrus). 152.
Lioncii (Johannes). 62.
Litaniæ. 91.
Lods ou trézain (droit de). 134, 170.
Lombardia. 214.
Lombardus (Petrus). 120.
Lombardus de Roccabruna (Jacobus). 178, 179, 181.
Lona (Passus de). (V. Passus de Lona).
Lonbardi (Johannes). 60, 64.
Long (Guillelmus). 19.
Lonias Sancti Martini, in territorio de Rochetis. 72.
Lorgis (ecclesia de Sancto Bartholomeo de). 5.
Lorraine (Claude de), duc de Chevreuse, prince de Joinville, 93, 94, 95; — (Charles de), duc de Guise. 95, 96.
Loterii (Bonifacius). 69.
Loterii (Raymundus). 70.
Loterius (Bartholomeus). 75.
Loterius (Rigonus). 73.
Luaga Molandini, in territorio Pugeti. 60.
Lupus, flumen. 105.
Lusana. 183, 184, 185.

M

Macio (Hugo de). 53.
Maderias (Guillelmus de). 98.
Mafredi (Johannes). 71.
Magagnosc (Is. de). 116.
Magalonensis ecclesia. 39.
Magaloni (Guillelmus). 62, 76.
Magister scholarum. 205, 206.
Malaviella. 42.
Malavilla (ecclesia Sancti Martini de). 39.
Malbosc. 87.
Maleti (Raymundus), faber. 61.
Mallasinus. 184.
Manases (Pontius). 151.
Manca. 42.
Mancæ (Guillelmus). 43.
Mandelieu. 45.
Mansic (Pontius). 150.
Mansio. 198.
Manuellus, filius Guillelmi, comitis Vintimiliensis. 195.
Mapa. 185.
Maraguti (Johannes). 179.
Marcha Albinganæ. 194.
Marcelli (Guillelmus). 63.
Marcha sterlingorum novorum. 27.
Marchisius. 20.
Marchus (P.), prior Sanctæ Crucis Toraniensis. 164.
Marco (Jacobus). 42, 43.
Marencus, *vel* Marengus (Johannes), notarius. 179.
Marinnon. 150.
Marinus, abbas Vallisbonæ. 124.
Marioni (Guillelmus). 65.
Maritima (ecclesia Sancti Pauli de). 6.
Marquesia (domina), uxor Guillelmi Meillani. 121.
Marteau, pour la fabrication des monnaies. 189.
Martini (Petrus). 62.
Martinus. 122.
Martinus, episcopus Vintimiliensis. 182.
Martinus (B.). 101.
Martinus (Guillelmus), prior Vallis Moisinæ. 162.
Martinus (Guillelmus), sacrista major monasterii Lirinensis. 23, 26.
Martinus (Johannes). 143.
Martinus (Petrus), prior Sancti Martini de Carnolesio. 180.
Martinus (W.), monachus Lirinensis. 39.
Maserius (Alexander). 109.
Maserius (Guillelmus). 109.
Masio (Petrus de). 71.
Massabons (Audebertus). 124.

Massilia. 161.
Massona (Beatrix). 75.
Maura, mons. 102, 103.
Maurel (P.). 124.
Maurelli (Johannes). 72.
Maurellus (Johannes). 73.
Maures (les). 44.
Mayfredus (Fulco), claveriuscuriæ Castellanæ.166.
Mayfredus Boysii. 60.
Mayselini (Raymundus). 67.
Medica. 151.
Medicus, notarius. 111, 116.
Medicus (Andreas). 109.
Mediolano (Lantelmus de), prior de Clotherio. 127.
Meillani (Guillelmus). 121, 122.
Meillanus (magister). 119.
Meillanus (W.). 120.
Melezen. 152, 154.
Melioris (Stephanus). 60.
Melle (Beatrix). 66.
Menestra (Isnardus). 154.
Mensa archiepiscopatus Januensis. 201, 202.
Menu bétail, trentième partie accordée à l'abbé de Lérins. 80.
Meolans, in territorio de Rochetis. 74.
Mercaderii (Laugerius). 65.
Mercatus, in burgo Pugeti. 66.
Merletum. 120.
Merletus. 150.
Merlus. 184, 188.
Meylheti (Raymundus). 36.
Michael (Antonius), notarius. 166.
Milo, canonicus Ventiensis. 110.
Milo (Raymundus), monachus Lirinensis. 160.
Milonus (magister). 206.
Miramar. 39.
Miselli. 151.
Misellus (Johannes), sacerdos ecclesiæ de Mosteriis. 150.
Misoaga (Rostagnus de). 98.
Modius. — Campus duorum modiorum. 151, 152.
Mogini. (V. Mogins).
Mogino (Girardus de), cellerarius Lirinensis. 205.
Mogins, *vel* Mogis, *vel* Moginum, *vel* Mogini, *vel* Mougins, castrum. 2, 5, 18, 19, 21, 85, 86, 98, 99, 118, 119.
Mogins (Giraudus de), monachus Lirinensis. 160.
Mogins (ecclesia Sancti Jacobi de). 5.
Mogins (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 5.
Moginum. (V. Mogins).
Mogis. (V. Mogins).
Molæ (Hugo), nuntius curiæ Grassensis. 102.
Molleria. 36.
Monachus, filius Raymundi de Sclanola. 132.
Monaco, *vel* Monecum. 179.
Monegue (colla de). 123.
Monelia (Rollandus de), capellanus Sancti Laurentii Januensis. 207.
Monnaie. — Fabrication de la monnaie à Sabourg. 188, 189, 190, 191. — Espèces d'argent pour les pays du Levant, au titre de sept deniers de fin. 189. — Espèces d'or de « dix-huit quarats de fin». 189. — Défense faite à l'abbé de Lérins de battre monnaie. 190.
Monnecius de Monte Medio (Guillelmus). 147.
Mons, in territorio Pugeti. 70.
Monsferratus, *vel* Mons Ferratus. 183, 184, 185.
Mons Iratus. 102.
Mons Niger, prope territorium Vintimilii. 184, 186, 187.
Mons Pesatus. 145, 146.
Monsteriis (ecclesia de Sancto Michaele de). 6, 150.
Mont (En lo). 75.
Montareno (Petrus de), notarius Arelatensis. 27.
Montelauro (Hugo de),magister domorum Templi in Provincia. 160, 161.
Monte Medio (Monnecius de). (V. Monnecius).
Montis Majoris (ecclesia Sancti Petri). 10, 185.
Montissonum. 161.
Morandus (Johannes), dictus Vespe. 179.
Morant, intendant de justice, police et finances de Provence. 191.
Moreza, in prioratu de Mosteriis. 150.

Moriez (Serret de), prieuré. 171.
Mortalagia. — Terræ et homines mortalagiorum. 163.
Mortalitium. 150.
Morus (Bertonus). 178.
Mosterii, *vel* Mosterium, *vel* Monsterii. 148, 149, 150, 151, 152, 154, 156, 157.
Mosteriis (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 6, 150, 151, 152.
Mosteriis (ecclesia Sancti Cirici *vel* Cerici de) 157.
Mosteriis (ecclesia Sancti Saturnini de). 151, 152, 157.
Mosterium. (V. Mosterii).
Moulin à blé de Mougins. 100. — Moulin à huile. 129.
Mounerius (F.). 118.
Mouture (droit de). 130.
Mugini (ecclesia Sancti Martini). 5, 98.
Mulsonchas, in territorio de Rochetis. 70, 73, 75.
Municipium. 185.
Muto (Raymundus), arbiter de Antipoli. 108.
Mutonus. 120.

N

Nadonus. 55, 147.
Napola, *vel* La Napoule, castrum. 42, 44, 45, 128.
Nascolatus (Isnardus). 143.
Naufrage (droit de). 24, 80.
Necessitates victuales. 133.
Nephas (Petrus de), monachus Vallisbonæ. 118.
Neula piperis. 43.
Nicholaus, papa III. 207; — papa IV. 210; — papa V. 15.
Nicia. 123. 180.
Niger (Petrus). 119.
Nogarium. 152.
Noguerius, vallis, 42.
Novena bladi. 156, 157.
Nucum arbor. 151, 152, 153.

O

Oberto (Vivianus de). 195.
Obertus, diaconus. 198.
Oblationes. 31, 158. — Oblationes principales, ratione subjectionis patronæ. 140. — Oblationes factæ occasione præcipuarum festivitatum. 92.
Oboli correntes. 61, 62.
Occisus (Isnardus). 154.
Odilo, abbas monasterii Cluniacensis. 51.
Odo, filius Guidonis, comitis Vintimilii. 184.
Officiers municipaux (nomination des). 130, 135.
Ogerius, prior Sanctæ Sabinæ Januensis. 204.
Oliers. 143.
Olivarius, monachus Lirinensis. 203.
Olivarius, prior Vallis Aureæ. 205.
Oliverius. 124.
Olivetum. 184.
Operaria, officium operariæ monasterii Lirinensis. 197.
Opia (Petrus de). 123.
Opia, *vel* Oppia. 105, 109, 122, 123.
Orationes. 91.
Orsetus. 124.
Ortus sive viridarius. 201.
Osiardus. 151, 152.

Oto, comes Vintimilii. 190, 194.
Oto, episcopus Vintimilii. 195.
Oto, præpositus ecclesiæ Vintimiliensis. 195, 196.
Oursin Bernard, de La Garde de Castellane. 138.
Ozilus, canonicus ecclesiæ de Albiosc. 139, 140, 141.

P

Pagan (Bertrandus). 22.
Pagani (Hugo), monachus Lirinensis. 104.
Pagani (Jacobus). 43.
Paganus de Monte Alto. 180.
Pairol (Petrus). 154.
Pairol (Stefanus). 154.
Palaciolo (Lupus Dalmacius de). 22.
Palaonum. 39.
Palioli (Wilelmus). 132.
Palud (La). 170.
Panardi (Raybaudus). 68.
Panardi (Raymundus). 66.
Panardus (Raybaudus). 115.
Papia (Mathæus de), judex Grassensis. 111, 116, 117, 118.
Parcatoris (Petrus). 62.
Parc in Olivet, in prioratu de Mosteriis. 152.
Parentela. 153.
Paris (Guillelmus). 67.
Parrochia ecclesiæ Sancti Honorati Januensis. 201.
Pas, in prioratu de Mosteriis. 151.
Pas Danberra (Al). 36.
Pascalis (Johannes). 180.
Passage, pour les troupeaux (droit de). 170.
Passus de Gargo. 184.
Passus de Lona. 184.
Pauli (Jacobus), alias Robinet. 61, 63.
Pêche (droit de). 134.
Pecumas. (V. Pegomas). 5.
Pedemons. 184.
Pegoma. (V. Pegomas).
Pegomas, *vel* Pegomaz, *vel* Pegoma, *vel* Pegomatium, *vel* Pecumas, castrum. 5, 18, 20, 21, 85, 100, 101, 102, 103.
Pegomas (Fulco de), monachus Lirinensis. 160.
Pegomatium. (V. Pegomas). 101.
Peilascus, prior ecclesiæ Sancti Martini de Carnolesio. 181.
Peiro. 99.
Pelatus. 87, 99.
Pellicerius (Laurentius). 85.
Pellisserie (La). 87.
Pennellus (Baldoinus). 205.
Perangaria. 176.
Perarium. 154.
Perinaldo. 192.
Persegarius. — Arbores qui vocantur persegarii. 154.
Pertus (Le). 87.
Perusium. 14, 199.
Petrabella (Blacatius de). 120.
Petralata (ecclesia de Sancto Martino de). 7.
Petra Mala, in prioratu de Mosteriis. 154.
Petri (Johannes). 132.
Petrus, episcopus Ventiensis. 141.
Petrus, præpositus ecclesiæ Regensis. 139, 140.
Petrus (Romæus). 114.
Petrus, abbas monasterii Lirinensis. 181.
Petrus, prior Sancti Juliani. 175.
Peyrague (La). 87.
Peyronis (Johannes). 63.
Philippus, bajulus Diniensis. 143.
Piconus (Guillelmus). 177.
Pierre, évêque de Riez. 144.
Pinada. 146.
Piro (Esperran de). 151.
Placenta. 61.
Placentia (Rollandus), presbyter. 207.
Plagis (In), in territorio Sepulcri. 187.
Plan (Le), territoire de Grasse. 88.

Planetum serri de Domenaga. 36.
Plano Putei (In). 179.
Planqueta. 42.
Planum de Silva, in territorio Quinsoni. 146.
Planum, in prioratu de Mosteriis. 150.
Podium, castrum. 111.
Podium Bressonum. 36.
Podium Moysonum, *vel* Moisinum. 166.
Podium Rostagnum. 61, 63, 68.
Podium Sancti Pauli. 105.
Podium Sancti Petri. 43.
Pojetum. (V. Pugetum).
Ponchiers. 102.
Poncius, abbas monasterii Lirinensis. 140, 141.
Poncius, episcopus Grassensis. 126, 127.
Poncius, filius Constantini. 51, 52.
Poncius Albarni. 86.
Poncius Alberti. 43.
Poncius Aymerici. 61.
Poncius Chautardi. 36.
Poncius de Osor, clericus regis Aragonensis. 20.
Poncius de Spelluca. 131.
Poncius Dominicus. 62.
Poncius Framerici. 152.
Poncius Spitalieri. 64.
Ponterinus (Guillelmus). 143.
Ponteto (A lo). 179.
Pontius, archipræsul Aquensis. 140.
Pontius (Guillelmus), notarius. 114.
Pontius (R.). 99.
Pontius (W.). 99.
Pontonnage pour le bétail (droit de). 170.
Porcelli (Bermundus Guillelmus) monachus. 20.
Porta (Ortus de). 119.
Portalisius. 143.
Portette (La). 87.
Portio canonica reservata. 31. — Portio pascalis. 176.
Portion congrue. 78.
Portus Olivi. 12.
Posador. 103.
Possessio corporalis. 125, 201, 204.
Posso (A lo), in territorio de Roccabruna. 179.
Pradelle, *vel* Pradellis, in territorio Quinsoni. 147.
Præceptor domus Templi. 161.
Prat Lonc. 69.
Prat Redon. 69.
Pratus Rotundus. 35.
Prea. 194.
Presbyteri (W.). 132.
Prélation (droit de). 130, 134, 135.
Premitiæ. 140.
Principauté de Sabourg. 171, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192.
Prior ecclesiæ, seu rector. 156.
Prior, notarius. 178.
Prior (Guillelmus), notarius. 178, 180.
Prioris (Jacobus). 60.
Probi homines Antipolis. 107.
Processiones. 91.
Procurationes. 162. — Procurationes, reservatæ episcopo. 155.
Prophetæ (Ugo). 153.
Protonotarius regni Siciliæ. 24.
Puay de la Muayran. 61.
Puay Robaut (En). 72, 73.
Puget-Théniers. (V. Pugetum).
Pugeto (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 7, 60.
Pugetum, *vel* Pojetum, *vel* Puget-Théniers. 7, 39, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 76, 77.
Pugetum Aytierium. 62.
Puteum (Ad). 179.
Purgatorier, ou prêtre du purgatoire. 135.

Q

Quartayronus. 43.
Quinson. (V. Quinsonum)
Quinsono (Guillelmus de). frater domus Templi Sancti Mauricii. 162.
Quinsonum, *vel* Quinson, *vel* Quinzo, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 153.
Quistæ, *vel* questiæ. 21, 162, 173. — Quistæ, reservatæ episcopo. 155, 156.

R

Rabaonus (Petrus). 165.
Raboysii (Andræas). 62, 63, 66.
Raboysii (Petrus). 62.
Radaldus, frater Rainoardi Balbi. 153.
Radimundi (Anfossus). 40.
Radulfus, presbyter. 154.
Radulfus (Aldebertus). 144.
Radulfus (Isnardus). 153.
Rai (Raymundus), sacrista Lirinensis. 194.
Raimbaldus (P.). 99.
Raimundi (Anfossus). 43.
Raimundi (Girardus). 178.
Raimundus. 195.
Rainaldus. 152.
Rainoardi (Petrus). 153.
Ramis Palmarum, in territorio Pugeti. 60, 61, 65.
Raphinus (Raymundus). 104, 106.
Rapiæ (Bertrandus), de Auribello. 42.
Rapina et rapto (justitia de). 173.
Rascatius (R.). 99.
Ray (Raymundus). 19.
Raybaudi (Raymundus), notarius. 40, 43 ; — draperius. 43.
Raybaudus de Castro. 166.
Raymundi (Girardus), notarius. 182.
Raymundi (Guillelmus), consul de Grassa. 19.
Raymundi de La Roqueta, (Aycardus), monachus Lirinensis. 104.
Raymundus, abbas Lirinensis. 34.
Raymundus episcopus, Grassensis. 124.
Raymundus, medicus. 66.
Raymundus, notarius. 106.
Raymundus, prior Lirinensis. 19.
Raymundus (Hugo). 104, 106.
Raymundus (B.), prior de Pugeto. 58.
Raymundus Berengarius III, comes et marchio Provinciæ. 18, 103.
Raymundus Berengarius IV, comes et marchio Provinciæ. 22, 37, 106, 109, 113, 114.
Raynaudi (Bertrandus). 143.
Raynaudi (Hugo). 142.
Raynerio (Guillelmus de), tenens locum bajuli Diniensis. 143.
Raynoardi (Johannes). 36.
Raynoardus (Bermundus) de Podio Moysono, notarius. 166.
Rebaudus (Hugo), notarius. 161.
Rebuffellus (Petrus), notarius. 43.
Rector hospitalis. 199.
Redemptio talæ. 176.
Reforsasa (terra). 74.
Regia (ecclesia de Sancta Maria de). 6.
Regium, *vel* Regia, castrum. 6, 142, 143, 175.
Reimundo Giboso (Ricolfus de). 151.
Religio monastica. 196.
Rembertus. 150.
Remissiones et indulgentiæ. 210. — Remissio peccaminum. 211.
Renderius et claverius. 166.
Repensit (Campus), in territorio Vallisbonæ. 123.
Requisto (R.), monachus Lirinensis. 160.
Requistoni (Raymundus), dominus de Scraynola. 36.
Ressena (En la), in territorio de Rochetis. 74.
Retracha. 143.
Rêve, ou droit sur la boucherie. 135.
Revelli fratres. 99.
Revest. (V. Revestum).
Revesti (ecclesia Sancti Maximi). 107.
Revesto *vel* Revestis (ecclesia de Sancto Martino de). 5, 107.
Revestum, *vel* Revesti, *vel* Revest. 5, 18, 19, 21, 39.
Ribes (Les), territoire de Grasse. 87.
Ribotus, episcopus Ventiensis. 164.

Ricarda, monialis. 157.
Ricarda (domina), monialis monasterii Sanctæ Catharinæ de Sorps. 155.
Ricaui (Johannes). 60.
Ricauus (Antonius). 165.
Richard (Guillelmus), monachus. 20.
Richerius. 119.
Ricolfus. 150, 151, 153, 154; — frater Isnardi. 152; — sacerdos ecclesiæ de Mosteriis. 150.
Rigaud (prieuré de Notre-Dame de). 77.
Rinerius (P.), sacrista Lirinensis. 99.
Rioublanquet, territoire de Grasse. 88.
Ripe. 7.
Ripert, sacrista Lirinensis. 104.
Ripertus, capellanus de Albiosco. 147.
Ripis (ecclesia de Sancto Honorato de). 7.
Rippertus, filius Constantini. 51, 52.
Rippertus, cellerarius Regensis. 155, 157.
Rippertus, pellicearius. 154.
Riquelmus (Petrus). 120.
Riqueti (Johannes). 61, 65.
Riqueti (Nicholaus). 65.
Rissacus. 39.
Rivarius (P.), sacrista Lirinensis. 98.
Rivaroli (archipresbyter de). 204.
Rivo Melvarleco (fons de). 124.
Robaudus (Hugo), notarius. 160, 162.
Robinet (Jacobus Pauli, alias). 63.
Roca (P. de). 132.
Rocabruna, *vel* Roccabruna. 39, 178, 179.
Rocafort, *vel* Roccafort, *vel* Rochafort, *vel* Rochafortis. 5, 18, 19, 21, 103, 105, 106, 109.
Rocamauri (Hugo), notarius. 36.
Rocamauri (Petrus), notarius. 35.
Rocca Obscura. 184.
Rocha, in territorio Pugeti. 68.
Rochafort. (V. Rocafort).
Rochaforti (ecclesia Sancti Petri de). 5.
Rochafortis. (V. Rocafort).
Rocha Orbaria, in territorio de Rochetis. 75.
Rochas (Al), in territorio de Rochetis. 75.
Roche (Ferandus). 65.
Rocherii (Jacobus). 62.
Rocheta (Raymundus de La). 105.
Rocheta, *vel* Rochetæ, *vel* Roqueta. 5, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 102.
Rochette de Chanan (La). (V. Roquette-Chanan).
Rochetis (ecclesia de Sancto Saturnino de). 74.
Rochonus. 182.
Rodeti (Petrus). 53.
Rodoia, flumen. 184.
Rodola, rivus. 60.
Rogerius (Campus). 123.
Rogerius Bernardi, comes Fuxi. 20.
Rogono (Bonifacius de), prior de Espelucha. 155.
Rogono (Guillelmus Bo. de), monachus Lirinensis. 160.
Rolandus Imberti. 61.
Rolannus. 153.
Rollandus. 185.
Rollandus (B.). 111.
Rollandus, filius Odonis, comitis Vintimilii. 184.
Rolleri (Jaucerandus), monachus Vallisbonæ. 118.
Rom Besson. 35.
Roma. 208. 209, 210.
Romæus, 38, 39.
Romolis (Raibaudus de), prior Vallis Aureæ. 87.
Romulis (Cordellus de). 177.
Romulis (ecclesia de Sancta Maria de). 6, 154.
Romulis (ecclesia de Sancto Martino de). 6.
Romulis (ecclesia de Sancto Petro de). 6.
Romulis (Audibert de), monachus Lirinensis. 160.
Romulis (Cordellus de), miles. 172.
Romulis (Fulco de). 153.
Romulis (Isnardus de). 152; — pater Guigonis. 110.
Romusati (Petrus). 72.
Roque (La). 87.
Roque (Bertrandus). 42.
Roque (Sous la). 88.
Roquestéron (prieuré de Notre-Dame de). 77.
Roqueta. (V. Rocheta).
Roquette-Chanan, ou Rochette-Chanan), prieuré Saint-Martin ou de Saint-Saornin de La). 77, 78.

Roselius, filius Haimeri. 153.
Rostagni (Hugo). 42.
Rostagni (Raymundus), notarius. 203.
Rostagnus. 124, 131.
Rostagnus, abbas Lirinensis. 21.
Rostagnus, episcopus Regensis. 162.
Rostagnus, notarius. 111, 116, 117, 118.
Rostagnus (Guillelmus), cellerarius monasterii Vallisbonæ. 111, 116. 117.
Rostagnus (W.). 112.
Rostanni (Pontius). 154.
Rothlan (Gaucerandus). 19.
Rougon (seigneurie de). 169, 170.
Rouretum, castrum. 105.
Rubaudus, presbyter. 205.
Rubeus (Jacobus), canonicus de Riparol. 207.
Rubiol (Pontius). 154.
Ruffi (Johannes). 53.
Ruffi (Guillaume). 57.
Ruffi (Pierre). 58.
Ruffii (Guillelmus). 64.
Ruffius (Petrus). 74.
Rufi (Raymundus). 143.
Rufinus, pœnitentiarius ecclesiæ Januensis. 206.
Rufus (magister). 119.
Rupes Castellanæ, castrum. 176, 177.

S

Sabbaterie (rue de La), à Grasse. 88.
Sabourg, Sebour, Sepulcrum (principauté de). 184, 186, 187, 188, 189, 190. 191, 192, 193.
Sacramenta ecclesiastica. 91. — Sacramenta secundum fidem Christi. 119.
Sacratio ecclesiæ. 151.
Sacrilegium. 173.
Sagne (La). 57.
Salernis (ecclesia Sancti Petri, Sancti Andreæ et Sancti Trophimi de). 98.
Sales (Les). 170.
Saleta. 123.
Salgiano (ecclesia de Sancto Jacobo de). 26.
Salicoffre (frères), banquiers à Marseille. 193.
Salsa, fons. 51.
Salvanaytus. 110.
Salvanhi (Johannes) presbyter. 15.
Salvase (Julianus). 62.
Salvatio data carrigiis monasterii Lirinensis. 22. — Salvizia. 23.
Salvæ (Stephanus). 105.
Salvia Roquesteronis. 132.
Sancer (Aycardus) 42.
Saonensis (Guillelmus). 195.
Saorgio (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 7, 182, 194.
Sardanga (Jacobus), prior de Garcio. 55.
Sardus (B.), judex Grassensis. 52, 101, 102.
Sarraceni. 2, 183.
Sarreto (ecclesia de Sancta Maria de). 6.
Sartolis (ecclesia de Sancto Petro de). 88, 89.
Sartolium. (V. Sartoux).
Sartols. (V. Sartoux).
Sartoux, *vel* Sartols, *vel* Sartoli, *vel* Sartolium, castrum. 88, 89, 109, 113, 114, 116, 121, 125, 128, 129.
Saturnini (Johannes). 67.
Saturninus (Petrus). 60.
Saturninus (R.). 99.
Saturninus (Willelmus). 99.
Saturninus, sacerdos. 143.
Saumarii monasterii Lirinensis. 22.
Saurgio (V. Saorgio).
Sauseta, locus. 146.
Saxo. 184, 185.
Sayselli (Jacobus), notarius. 127.
Sazia, mater Poncii Eldeberti. 153.
Sazones quatuor, seu fructuum perceptiones. 56.
Scirp (Raymundus). 19.
Sclagnola, *vel* Sclanola, *vel* Sclanolia, *vel* Scraynola. 39, 105, 106.

Sclagnola (Hugo de), notarius. 105, 106.
Sclanola (Petrus de). 101.
Sclanola (Raymundus de). 101.
Sclanola (B. de), jurisperitus, 101; — notarius. 132.
Sclanola (Raymundus de).
Sclanolia (Bertrandus de). 39.
Sclapo, castrum. 5.
Sclapone (Audebertus de). 112.
Sclapone (ecclesia Sancti Eligii de). 5.
Scraynola. (V. Sclagnola).
Scros (Joffredus de), prior Sancti Michaelis Vintimilii. 194.
Sebuida, uxor Targæ. 112.
Sedes Glandatensis. 56, 57.
Sel prélevé par l'abbaye sur les greniers de Grasse et de Cannes. 25.
Semnoretus. 152.
Senecensis. 164; — Raymundus Senecensis. 172.
Senex (Guillelmus). 152.
Sepelegium, *vel* Sepellegium. 184, 186.
Sepulcrum. (V. Sabourg).
Sepultura. 184. — Sepultura monachorum. 31. — Electio sepulturæ in ecclesiis. 92.
Serenon. 169.
Serenone (B. de), cellerarius Lirinensis monasterii. 23.
Serre de Bresins, in territorio de Rochetis. 72.
Serret de Moriez (prieuré du). 171.
Serretum Medium. 150.
Serval (Font de). 73.
Sestarius, *vel* sextarius. 55, 70. — Sextarius censualis. 34. - Campus de novem sextariis. 151.
Sesto (Ottavianus de), notarius. 206, 207,
Sestorada, *vel* seytorada. 123.
Setier, mesure royale. 144. (V. également Sestarius).
Sicala (Jacobus), canonicus Januensis. 205.
Sicardus (Isnardus), monachus Lirinensis. 160.
Sicardus (R), abbas monasterii Vallisbonæ. 119.
Sicaudus (Petrus). 179.
Sicchus (Tedisius), canonicus Sanctæ Mariæ de Vineis. 204.
Sigillum conventus Lirinensis. 99. — Sigillum majestatis regis Siciliæ. 24.
Signa (Raimundus de). 35, 43.
Siligo. 55, 187, 188.
Silvus (P.). 117.
Sixtus papa V. 15.
Sol Gentil, in territorio de Rochetis. 73.
Solario (Guillelmus de), monachus.
Soleyhario (Johannes de). 35.
Solidi correntes. 61, 63. — Solidi coronatorum. 180. Solidi regalium coronatorum 21. 113. — Solidi Raymundensium. 105, 160, 163.
Soperclus, magister scholarum. 205.
Sorps (monasterium Sanctæ Catharinæ de). 155, 157, 158.
Soubrane (rue), à Vallauris. 136.
Souchoirée de pré, « mesurant 900 cannes carrées, estimées 2.910 écus, revenant à trois écus la fossoirée. » 44.
Souserii (Ugo). 124.
Spalla longa. 176.
Spareto (ecclesia de Sancto Vincentio de). 6.
Sparron (Raymundus de). 112.
Sparrone (J. de), monachus. 110.
Sparronus. 145.
Sparronus de Sparrono. 146.
Spelluca (Pontius de). 131.
Speluca, *vel* Spelluca, castrum. 5, 37.
Spitanlii de Podio Bressono. 36.
Squirpi (Bonifacius). 101.
Squirpi (F.). 118.
Squirpi (Guillelmus). 101.
Squirpi (Petrus). 101.
Squirpi (Raybaudus). 118.
Stapa. 150.
Stephanus. 119, 132.
Stephanus Bellissensis. 36.
Stephanus, canonicus Regensis. 162.

Stephanus, capellanus episcopi Senecensis. 164.
Subtus ecclesiam Sancti Martini. 71.
Suburbium civitatis Januæ. 203.
Super Condaminam. 63, 65, 67.
Supra Villam. 64.
Surian (Jean - Baptiste de), évêque de Vence. 169.
Sylva (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 7.
Syndicatus. — Syndici, actores et procuratores monasterii Lirinensis. 203, 204.
Synodus. 31.
Saint-Chammond (Monsieur de). 84.
Saint-Dalmas le Selvage. 138.
Saint-Honorat (rue), dans la ville de Grasse. 88.
Sainte-Marguerite (île). 93, 94, 95, 96, 97.
San Remo, *vel* Saint-Rême 190, 192.
Sancta Crux, locus. 152.
Sancta Crux Toraniensis. 164.
Sancta Fides. 120.
Sancta Margarita, in territorio Pugeti. 63.
Sanctæ Maximæ (ecclesia). 39.
Sancti Ampelii (terra), in territorio Sepulcri. 188.
Sancti Antonii Januensis (ecclesia et hospitale). 7, 185, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214.
Sancti Antonii in Carrubiero (ecclesia). 206.
Sancti Florentii (ecclesia). 89.
Sancti Georgii (villa). 167, 168.
Sancti Laurentii (Johannes) monachus Lirinensis. 160.
Sancti Laurentii (platea). 198.
Sancti Laurentii Januensis (ecclesia). 206, 207.
Sancti Mametis (ecclesia). 48.
Sancti Mauritii domus. 159, 160, 161, 162.
Sancti Michaelis (capella). 184, 188.
Sancti Richerii (nemus) 36.
Sancti Victoris (monasterium). 9.
Sancto Albano (Guillelmus de), præpositus ecclesiæ Niciensis. 137.
Sancto Laurentio (Johannes de). 131; — monachus Lirinensis. 104.
Sanctus Albanus, castrum. 52.
Sanctus Apollinaris, vallis. 150, 151.
Sanctus Georgius. 6.
Sanctus Hilarius. 150.
Sanctus Julianetus. 6.
Sanctus Julianus. 172, 173, 174, 175, 176.
Sanctus Marcellus. 146.
Sanctus Martinus, in territorio Pugeti. 7, 61, 63, 68, 69, 70.
Sanctus Martinus, in territorio de Rochetis. 73, 74.
Sanctus Martinus de Carnolesio (V. Carnolesio). 178.
Sanctus Paulus. 105, 106.
Sanctus Quiricus. 151.
Sanctus Valerius, *vel* Saint-Vallier. 38, 128.
Sanctus Valerius, in territorio Vallisbonæ. 123, 124.
Sanctus Vincentius. 123.
Sant Martin (serre de). 73.

T

Taberlon (J.), prieur de Quinson. 144.
Tala nocturna. 173.
Talatoriæ (Raymundus). 175.
Tarasco, *vel* Tharasco, castrum. 28, 29. 106.
Tardivy (Jean de), seigneur de Caille, Séranon et

Rougon. 169.
Targa, dominus de Caussolis. 112.
Targanama (Raymundus et Amelius). 106.
Targa Nigra (Carlo), dominus Sepelegii. 184, 185.
Targonus. 112.
Tarionetus (Aldebertus). 114, 115.
Tasca. 53, 54, 99, 176.
Tasilus, prior de Quinsono. 142.
Tasque de tous les légumes en graines, du chanvre, du lin et du raisin, payée au quinzain. 129. — Tasque « de quatorze mesures sur des biens défrichés». 170.— Tasque des jardins de Valbonne. 129.
Taxil (Antoine), ouvrier du monastère de Lérins. 128.
Temple (Le). 87.
Terra aggregata ficubus et vitibus. 179. — Terra gerbida. 182, 183. — Terres gastes. 44, 45, 170.
Tharasco. (V. Tarasco).
Therio (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 7.
Thomas, infirmarius Lirinensis. 104.
Thomasius, *vel* Tomasius, comes Sabaudiæ. 184, 185.
Thueto (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 7.
Thuetum. (V. Touët).
Toetum, 71.
Tomas (Guillelmus), monachus Lirinensis. 160.
Toro de Cugis (Antonius de). 147.
Torre d'Aragon (A la). 35.
Torretis (B. de). 117.
Tortosa (Johannes Baptista de), infirmarius monasterii Lirinensis. 89.
Tortus (Isnardus). 154.
Touët, *vel* Thuetum, *vel* Toetum, castrum. 1, 7, 71, 138.
Tourettes (baron de). 45.
Tours (Hugues des), commandeur de la commanderie de Saint-Jean de Jérusalem de Nice et de Biot. 85.
Toycii (Antonius). 63.
Tracastel. 87.
Tranquayre (Bertrandus). 42.
Transport des pèlerins à l'île Saint-Honorat, en temps de pèlerinage. 80.
Trezenum *vel* trézain. 45, 143, 166.
Trigance. 170.
Trurannus. 111.
Turannus de Grassa. 116.
Turis (Guillelmus). 62.
Turis (Rostagnus). 63.
Turlatoris (Petrus), notarius apostolicus. 15.
Turrias (Bertrannus de). 98.
Tuscia. 214.
Tusculanum. 168.
Tuvereto (fons de). 123.

U

Ubac. 69, 70, 154.
Ubac Sancti Saturnini, in territorio de Rochetis. 72.
Ubacs (Les). 88.
Ubraye, 58.
Ugo, canonicus Regensis. 153.
Ugo, prior Uteri. 195.
Ugo de Oppia. 123.
Ugo, filius Constantini. 51, 52.
Ugo de Signa, cellerarius Lirinensis. 99.
Ugonis (Salomon). 194.
Ultra Varum, in territorio Pugeti. 64.
Urbanus papa IV. 137, 141. — papa V. 28, 149.
Urbs Vetus. 211.
Ustensilia ad coquinam. 185.

V

Vacherii (Jacobus). 62, 65, 66, 67.
Valantini (Felicius). 35.
Valauria (V. Vallauris).
Valbona (V. Valbonne).
Valbonne, *vel* Vallisbona, *vel* Valbona. 109, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 126, 127, 128, 129.
Valed. 150.
Valenciola. 150.
Valentiæ. 176.
Valentini (comitatus). 184, 185.
Valentinus, presbyter ecclesiæ Regensis. 139, 140, 141.
Vallat de Saint-Dominique (Le). 88.
Vallat de Saint-François (Le). 88.
Vallat de Saint-Honorat. (Le) 88.
Vallatum. 145.
Vallauria (V. Vallauris).
Vallauris, *vel* Vallis Aurea, *vel* Vallauria, *vel* Valle Aurea. 5, 19, 21, 108, 131, 132, 134, 135, 169.
Valle (terra de), in prioratu de Mosteriis. 153.
Valle Aurieta (ecclesia de Sancta Maria de). 5.
Vallebona, in Italia. 186.
Vallebona (ecclesia Beatæ Mariæ de). 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 124.
Vallebona (Johannes Catanius de). 188.
Vallebona (Vialis de). 187.
Valle Clusa (ecclesia Beatæ Mariæ de). 102.
Valle Clusa (Al. de), prior Vallis Aureæ. 99.
Vallemonna, *vel* Vallismonna. 155, 157.
Vallibus (Laugerius de). 111.
Vallis Aurea. (V. Vallauris).
Vallisbona. (V. Valbonne).
Vallis Horrenda. 152.
Vallis Martini. 120.
Vallis Minima. 153.
Vallis Moisina, castrum. 162.
Vallis Organa. 184.
Vallonum. 62, 68.
Vallonus. 184.
Valon de Moniar, in territorio de Rochetis. 74.
Valonum. 71, 74.
Varigotum. 185.
Varus. 60, 63.
Vegano (Bolbonius de). 205.
Venascum. 150.
Vencia, *vel* Ventia, castrum. 110.
Verdaria (ecclesia de Sancto Martino prope). 6.
Verdo, *vel* Verdonus, *vel* Verdon. 143, 147, 173.
Vergone (ecclesia Sancti Ferreoli de). 6.
Vergons. 163, 164, 165.
Verrayon. 58.
Vers. (V. Virgis).
Vers (ecclesia de Sancta Maria de). 7.
Verx. (V. Virgis).
Vesianus Massoni. 68.
Vestiarium. 197.
Vestitus clericorum. 201.
Vetus (Guillelmus). 154.
Vetus Spessa. 6.
Vicarii (Johannes). 125.
Victus clericorum. 201.
Vidalbanus. 116, 121; — miles. 118, 119, 120.
Vigintimilio (ecclesia de Sancto Michaele de). 7.
Vigintimilium. (V. Vintimilium).
Vignale. 120.
Vignasse de La Rochette-Chanan. 78.
Vilabruc. (V. Villebruc).
Vilario (ecclesia de Sancto Johanne de). 7, 138.
Vilario (ecclesia de Sancta Maria de). 7.
Villa. 37.
Villabona (ecclesia de Sancta Maria de). 121.
Villabruc. (V. Villebruc).
Villanova. 149.
Villapiscis, castrum. 39.
Villar (Lu). 36.

Villari (Guillelmus Bonetus de). 85.
Villaron (Al). 35.
Villars (prieuré de Notre-Dame et de Saint-Jean de). 7, 138.
Villaveteri (Petrus de). 53. 99.
Villebruc, *vel* Villabruc, *vel* Vilabruc, castrum. 109, 110, 122, 123, 129; — mons. 105.
Villula, in territorio Vallis Aureæ. 132.
Vin (transport du). 80.
Vinaudi (Pellegrinus), monachus Lirinensis. 147.
Vincedellum. 186.
Vincentii (Stephanus). 123.
Vincentius Massoni. 73.
Vinea. 35, 152, 153, 154.
Vineis (ecclesia Sanctæ Mariæ de). 204.
Vineola. 152.
Vinnale. 152.
Vintimille, *vel* Vintimilium, *vel* Vigintimilium. 7, 180, 184, 185, 186, 188, 192, 193, 196.
Virgis, *vel* Vers, *vel* Verx (prieuré de Notre-Dame de). 195, 196, 197.
Visitatio. 162. — Visitatio monasterii Vallisbonæ. 133. — Visitatio ecclesiastica, reservata episcopo. 155.
Vitalis. 188.
Vitalis (Guillelmus). 64.
Vitalis (Jacobus). 63.
Vulnaya. 71, 72.

W

Wilelmus (Pontius), cellerarius monasterii Lirinensis. 131; — abbas monasterii Vallisbonæ. 121.
Wilhermi (Guillelmus) monachus. 104.
Willelmus, episcopus Grassensis. 121.

X

Xenda (terra), in territorio Januæ. 198.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Voir le Supplément à la fin de l'*Index*.

A

ACQUEBEL, *Aiguebelle*?, ancien nom de quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

AGABRON, *le Jabron*, cours d'eau qui, du territoire de Peyroules (Basses-Alpes), va se jeter dans le Verdon.

AGUDERIUS, *Gudière*, quart. de la com. d'Albiosc, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

AIGLADA, *Collet de l'Aigle*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

AIROLA, *Airole*, com. du mand. de Vintimille, arr. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

ALACOYA, *A la Couala*, ?, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

ALBINGANUM, *Albenga*, chef-lieu d'arr. de la prov. de Gênes, Italie.

ALBIOSC, ALBIOLS, ALBIOS, ALBIOSCUM, *Albiosc*, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

ALMERAT, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

ALMIS (campus de), quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

ALMIS (castrum et ecclesia de), *Les Aumades*, quart. de la com. d'Aups, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

AMALLA, *La Malle*, quart. de la com. de Saint-Vallier, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

AMIRAT, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

AMIRATUM, *Amirat*, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

ANAGNIA, *Anagni*, chef-lieu de mand. de l'arr. de Frosinone, prov. de Rome, Italie.

ANGLES, com. du cant. de Saint-André

de Mouilles, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

ANGOIR, *Engouir*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

ANTIPOLIS, *Antibes*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

APIUM, *Appio*, montagne située au nord de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

ARLUCUS, ARLUC, aujourd'hui *Saint-Cassien*, quartier du territoire de Cannes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

ARMERIA, *Armea*, torrent situé sur les confins Est de l'ancien comté de Vintimille, Italie.

ARTIGNOSCUM, ARTINOSC, *Artignosc*, com. du cant. de Tavernes, arr. de Brignoles, dép. du Var.

ASPRES, quart. de la com. de Roquefort, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

ASPRES (LES), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

AUDIIAN, *Aoudié*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

AURIBELLUM, *Auribeau*, com. du cant. et de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

AVENAS, *Avenos*, hameau de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

AVINIO, AVINIONETUM, AVENIONETUM, *La Napoule*, hameau de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit. Le nom d'*Avinio* est conservé dans celui de Notre-Dame de la Vignette, que porte une chapelle dépendant de La Napoule.

B

BAGNOLS, com. du cant. de Fréjus, arr. de Draguignan, dép. du Var.

BALMAS, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

BALMAS (AD), *Les Baumes*, quart. de la com. de Blieux, cant. de Senez, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

BARGEMONUM, *Bargemont*, com. du cant. de Callas, arr. de Draguignan, dép. du Var.

BASTITA, *La Bastide*, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

BAYROLS, *Bairols*, com. du cant. de Villars, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

BEATA MARGARITA, (insula), *île Sainte-Marguerite*, en face de la ville de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BELDISNAR, BELDINAR, *Baudinard*, com. du cant. d'Aups, arr. de Draguignan, dép. du Var.

BELLOVIDERE, *Beauvoir*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

BERGONTIORUM (terra), quart. de la com. de Seborga, mand. de Bordighera,

arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

BEVERA, la *Bevera*, rivière qui prend sa source dans les Millefourches, passe à Moulinet et à Sospel (Alpes-Marit.) et va se jeter dans la Roya, à Vintimille, Italie.

BEZAUDUN, com. du cant. de Coursegoules, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BIZOTUM, *Biot*, com. du cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BLAQUERIA (campus de), *Braquière*, quart. de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BLEVE, BLEVIS, *Blieux*, com. du cant. de Senez, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

BON VILAR, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

BORGA, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BOSCUS, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BOSCUS, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

BOURDIGUIÈRE, *Bordighera*, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

BOUYON, com. du cant. de Coursegoules, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BOYET (serrum dau), quart. de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BRAGOSI, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

BRAS, *Bras d'Asse*, com. du cant. de Mézel, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

BRASSAURIA, *Brassaurie*, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BRASSAURIS, *Brassaurie*, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

BRASSETUM, *Clos de Brasset*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BRAUG, BRAUGIUM, *Saint-Pierre de Brauch*, village détruit, situé autrefois sur le territoire de la com. de La Verdière, cant. de Rians, arr. de Brignoles, dép. du Var.

BRIANSO, BRIANSONUM, BRIANZONUM, BRIXSENSE TERRITORIUM, *Briançonnet*, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

BRIGAS (IN), *Briges*, quart. de la com. de Blieux, cant. de Senez, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

BRUAL, *Le Breuil*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

BAUX, quart. de la com. de Châteauneuf-de-Grasse, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

C

Cabris, Cabriis, *Cabris*, com. du cant. de Saint-Vallier-de-Thiey, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Cagnes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Caille, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Cainée (La), quart. de la com. de Pierrefeu, cant. de Roquestéron, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Calars, *Callas*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

Calianum, *Callian*, com. du cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Callas. (V. Calars).

Calmaset, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Camerada, Cameradum, *Chambara*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Camisola, la *Camiole*, ruisseau du dép. du Var, affluent du Riou-Blanc, qui lui-même se jette dans la Siagne.

Campina (A la), Cossa Campinna, *Campagna*, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Campus Audoardus, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Campus Barnerius, *Camp Barnier*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Campus Cordellus, *Camp Courdeou*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, dép. des Alpes-Marit.

Campus Repensit, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Campus Rogerius, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Campus Rotundus, *Camp Redoun*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Canale, *Canaux*, quart. de la com. d'Andon, cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Cannet (Le), com. du cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Cannet-du-Luc (Le), com. du cant. du Luc, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Canois, Castel Franc, Castrum Franc, *Cannes*, chef-lieu de canton de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Cape (La), quart. du territoire d'Arles, chef-lieu d'arr. du dép. des Bouches-du-Rhône.

Capus de Sancto Martino, *Cap Martin*, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Caramy, rivière de l'arr. de Brignoles, dép. du Var.

Carnoles, Carnolesium, Carnolexium, *Carnolès*, quart. situé en partie sur la com. de Cabbé-Roquebrune et en partie sur le territoire de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

CARRERIA JUDÆORUM, *rue Judaïque,* à Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

CARRERIA VETUS, CARRARIA VETUS, *Charrière*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

CASTEL FRANC, CASTRUM FRANC. (V. Cannes).

CASTELLANA, *Castellane*, chef-lieu d'arr. du dép. des Basses-Alpes.

CASTELLETUM, *Castelet*, quart. de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

CASTELLUM, CASTELLONUM, CASTEILONUM, *Castillon*, com. du cant. et de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

CASTRUM NOVUM, *Châteauneuf - de - Grasse*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

CASTRUM RAINARDUM, *Châteaurenard*, chef-lieu de cant. de l'arr. d'Arles, dép. des Bouches-du-Rhône.

CAUSSOLS, CAUSOLS, CAUZOLS, *Caussols*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

CAVAGNE, quart. du territoire de Saint-Vallier-de-Thiey, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

CAVAROSA, *Cavaroux*, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

CAYSONERIA, quart. situé entre les com. de Biot et de Mougins, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

CELIANUM, CELLIANS, CELLANS, *Seillans*, com. du cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

CEREZA, ancien nom de quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

CHABERGAS (LAS), colline située entre les com. de Pégomas et d'Auribeau, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

CHAMP DE MARY, CHAMP DE MARIN, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

CHAMP DEL GUES, CHAMP DELGUES, quart. de la com. de La Rochette, cant d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

CHAMP GIRAT, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Alpes-Marit.

CHAMP LONC, quart. du terr. de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

CHAMP PARLANT, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

CHAMP RAYSAS, *Charreissas,* quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

CHANABIAS, *Canebié*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

CHASTEUIL, quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

CHINSONUM. (V. Quinsonum).

CIANEA, la *Siagne*, fleuve qui prend sa source dans la com. de Caille (Alpes-Marit.) et se jette dans la mer, entre Saint-Cassien et La Napoule.

CIANS, torrent qui prend sa source dans le massif du Mounier (Alpes-Marit.) et se jette dans le Var à Touët-de-Beuil.

CIGALONUM, CAGALONUM, *Cantalovo*, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

CIPIÈRES, com. du cant. de Coursegoules, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Civita Vecchia, chef-lieu d'arr. de la prov. de Rome, Italie.

Claperio, *Les Clapiers*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Claperium Dormilhes, quart. situé entre les com. de Biot et de Mougins, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Clars, quart. de la com. de Séranon, cant. de Saint-Auban, dép. des Alpes-Marit.

Clarus Mons, terra Claromontium, *Clermont*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Clastre (pré de la), quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Claus, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Clausona, *Clausonne*, quart. de la com. de Biot, cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Claustrum, Claustra, ancien nom de quart. de la ville de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Clot Dabelha, *Roche d'Abeille*?, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Clot dau Hugo, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Clot de Ferant, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Alpes-Marit.

Clumancum, *Clumane*, cant. de Barrême, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Clusa, *La Clue*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Clusa ad Garavanum, *Garavan*, quart. du territoire de Menton, chef-lieu de cant. de l'arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Clusetas, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Codols, ancien nom de quart. de la com. de Cagnes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Codonir ou Codonnir (Sainte-Marie de), ou *Sainte-Marie Vieille*, com. du Thoronet, cant. de Lorgues, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Colet Dadam, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Colla Davenas, *Le Coulet d'Avenos*, quart. du territoire de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Colla de Cadanet, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Colla de Monegue, *Col dei Moune*, au quart. de la Croix, com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Colletas (A las) *Les Collettes*, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Colletum (Ad), *La Collette*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Collo del Serre Felat, quart. de la com. de Vallauris, cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Colombiar, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Comba, *La Combe*, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Comps, chef-lieu de cant, de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

Condamina, *La Condamine*, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Content (Le), quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Costa, *La Coste*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép, des Alpes-Marit.

Couan, château de la com. d'Ampus. cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

Couronade, quart. du territoire d'Arles, chef-lieu d'arr. du dép. des Bouches-du-Rhône.

Coursegoules, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Courtil de Bargème (Le), ancien nom de quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Crotons (Als), *Les Crotons*, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Crux, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Crux, *La Croix*, com. du cant. et de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Cuberta, *Font Cuberte*, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Cuébris, com. du cant. de Roquestéron, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Cuzayreta, *Lou Casaou*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

D

Davengueilas, *Lou Devens de la Peiro*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Devenson, *Devinson*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Dragunanum, *Draguignan*, chef-lieu du dép. du Var.

Droite (rue), dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Droite (rue), à Vallauris, com. du cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Durands (rue des), aujourd'hui *rue de l'Evêché*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

E

Eiglada. (V. Aiglada).

Empurs, Impurs, *Ampus*, com. du cant. et de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

Engoir, l'*Engouère*, cours d'eau qui arrose le territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

ENTRAVENE, *Entrevennes*, com. du cant. des Mées, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

ENTREVAUX, chef-lieu de cant. de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

ESCLAPON, quart. de la com. de La Roque-Esclapon, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

ESPELUCHA, *Speluque*, quart. de la com. d'Ampus, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

ESPARRONUM. (V. Sparro).

F

FABRÈGUES, quart. de la com. d'Aups, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

FABRERIE (LA), aujourd'hui *rue des Fabreries*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

FABRONGA, quart. de la com. de Moustiers, arr. de Digne, dép. des Alpes-Marit.

FAIENTIA, FAENCIA, *Fayence*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

FAILLONUS, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

FALEVELLUM, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

FALLIFOCUS, FALLIFUACUS, *Faillefeu*, quart. de la com. de Prads, cant. de La Javie, dép. des Basses-Alpes.

FARAMAN. (V. Ferromania).

FAUCON, quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

FAVARS, FAVAS, quart. de la com. de Bargemont, cant. de Callas. arr. de Draguignan, dép. du Var.

FAYE (LA), quart. de la com. du Mas, cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

FÉRIC (NOTRE-DAME DE), ancienne chapelle du territoire de Nice, Alp.-Marit.

FERRAGINIBUS (IN), *Les Ferrais*, quart. de la com. de Blieux, cant. de Senez, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

FERRÆ, *Les Ferres*, com. du cant. de Coursegoules, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

FERRAYTOLÆ, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

FERROMANIA, *Faraman*, ou *Frignans* ?, dans la Camargue, dép. des Bouches-du-Rhône.

FLAYOSC, com. du cant. et de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

FLORIÈYE, rivière qui se jette dans l'Argens, en face de Vidauban, dép. du Var.

FONS DOMINARUM, *Peiro Bello*, com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

FONS VINOSUS, *Font-Vineuse*, quart. de la com. de Saint-Pierre d'Argenson, cant. d'Aspres-sur-Buëch, arr. de Gap, dép. des Hautes-Alpes.

FONT DE SERVAL, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Alpes-Marit.

FONT DE VIAL, *Font de Vie*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

FONT GALLOTE, aujourd'hui *vallon de*

Gavouat, com. d'Ampus, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

Font Lachette, ancien nom de quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Font Neuve, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Font Sinasse, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Fontette (La), aujourd'hui *rue de la Fontette*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Font Truchet, aujourd'hui *vallon de Turguet*, com. d'Ampus, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

Forest, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Forojulium, *Fréjus*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Draguignan. dép. du Var.

Fort Gentil, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Fos (Saint-Jean de la) *La Foux*, hameau de la com. de Peyroules, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes. L'église de cette succursale est encore aujourd'hui sous le vocable de saint Jean.

Four, quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Foux (rue de la), à Vallauris, com. du cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Fraget, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Frignans. (V. Ferromania)

Fugayretum, *Fugueiret*, hameau de Clausonne, quart. de la com. de Mougins, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

G

Gallina Grassa, *Saint-Paul de Fayence*, com. du cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Garavanum, *Garavan*, quart. du territoire de Menton, chef-lieu de cant. de l'arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Garcium, *Gars*, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Garde, (La), quart. de la com. de Villeneuve-Loubet, cant. de Cagnes, arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Gardeta, quart. entre les com. de Pégomas et d'Auribeau, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Gaubert (Saint-Georges de), chapelle située dans la com. de Saint-Jurson, cant. de Mézel, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Gaude (La), com. du cant. de Vence, arr. de Grasse, dép. des Alp. Marit.

Gavederium, combe entre les com. d'Auribeau et de Pégomas, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Gavouat (vallon de) (V. Font Gallote).

GIRONNE, ville de la province de Catalogne, Espagne.

GLANDATENSIS, GLANNADENSIS PAGUS, *Glandèves*, ville aujourd'hui détruite, siège d'évêché avant la Révolution, com. et cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

GODELSCHALC (vallis), quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

GONDONARII, *Gondame*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

GORA, fontaine entre les com. d'Auribeau et de Pégomas, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

GORDO, GORDON, GORDONUM, *Gourdon*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

GORRETÆ, *Gourrettes*, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

GRAM, *Grasset* ?, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

GRASSA, *Grasse*, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

GRATAMONHA, GRATAMONIA, *Gratemoine*, ancien nom de quart. de la com. de Séranon, cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

H

HYÈRES, chef-lieu de cant. de l'arr. de Toulon, dép. du Var.

I

ILONSE, com. du cant. de Saint-Sauveur, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

IMPURS, IMPURIUM. (V. Empurs).

ISOLA GALLINARIA, petite île située sur la côte ligurienne, entre Alassio et Albenga, mand. et arr. d'Albenga, prov. de Gênes, Italie.

J

JANUA, JANUENSIS CIVITAS, *Gênes*, capit. de la prov. de ce nom, Italie.

JERA FONDUDA, quart. de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

JOUQUES, com. du cant. de Peyrolles, arr. d'Aix, dép. des Bouches-du-Rhône.

JUDÆORUM CARRERIA, *rue des Juifs*, dans la ville de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

JUGUM (collis), quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

JUNCHIAR, *Giunchiar*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

L

LAGONS, *Lagonne*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Alpes-Marit.

LAMBESCUM, *Lambesc*, chef-lieu de cant. de l'arr. d'Aix, dép. des Bouches-du-Rhône.

LANDOLS, quart. de la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

LAPIS ALBA, quart. situé entre le hameau de Clausonne et la com. de Mougins, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

LARAT, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

LAURADE, nom de quart., aujourd'hui disparu, com. et cant. de Tarascon, arr. d'Arles, dép. des Bouches-du-Rhône.

LOMBARDIA, *Lombardie*, prov. du royaume d'Italie.

LONIAS SANCTI MARTINI, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

LORGÆ, *Lorgues*, com. du cant. et de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

LOUBET (LE), aujourd'hui *Villeneuve-Loubet*, com. du cant. de Cagnes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

LUAGA MOLANDINI, quart. de la com. de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

LUPUS, le *Loup*, fleuve qui prend sa source dans la com. d'Andon (Alpes-Marit.) et se jette dans la mer, près de Villeneuve-Loubet.

M

MAGIUM, *Le Mas*, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

MAGAGNOSC, hameau de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

MALBOSC, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

MALLASINUS, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

MANDELIEU, com. du cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Mariana, chef-lieu d'un ancien évêché de la Corse.

Marignon, *Marignol*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Mas (Le). (V. Macium).

Massilia, *Marseille*, chef-lieu du dép. des Bouches-du-Rhône.

Massoins, com. du cant. de Villars, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Maura, *Maure*, montagne située entre les com. d'Auribeau et de Pégomas, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Maures (Les), chaîne de montagnes, située dans le dép. du Var.

Melezen, *Melen*, quart. de la com. de Moustiers, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Méolans, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Mercatus, *rue du Marché*, dans la ville de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Merletus, cours d'eau, sur la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Merletus, *Marlette*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Merlus, Merlo, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de la prov. de Port-Maurice. Italie.

Mervarlacus ou Melvarlecus (rivus), *Peiro Bello*, cours d'eau, situé dans la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Miramar, Miramas, Miramars, quart. de la com. de La Garde-Freinet, cant. de Grimaud, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Mogini, Mogins, Mogis, Moginum, *Mougins*, com. du cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Molières (Les), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Moneco, *Monaco*, chef-lieu de la principauté de ce nom.

Monegue (colla de), quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Mons, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Mons Iratus, quart. entre les com. de Pégomas et d'Auribeau, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Mons Major, Monsmajor, *Montmajour*, abbaye située près d'Arles, chef-lieu d'arr. du dép. des Bouches-du-Rhône.

Mons Medius, *Montmeyan*, com. du cant. de Tavernes, arr. de Brignoles, dép. du Var.

Mons Pesatus, *Montpezat*, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Mont, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Montis Nigri (fossatus), torrent de *Montenegro*, sur le territoire de San-Remo, chef-lieu d'arr. de la prov. de Port-Maurice, Italie.

Moreza, *Mouresse*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Moriez, com. du cant. de Saint-André de Méouille, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Mosterium, Mosterii, *Moustiers*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Moustbiret, quart. de la com. du Brusquet, cant. de La Javie, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Mulsonchas, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Alpes-Marit.

N

Napola, *La Napoule*, hameau de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit. — (V. Avinio).

Nicia, *Nice*, chef-lieu du dép. des Alpes-Marit.

Notre-Dame la Dorée ou la Dorade, chapelle et monastère détruits, situés sur les bords du Loup, entre Villeneuve-Loubet et Cagnes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

O

Oliers, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Oppia, Opia, *Opio*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

P

Palaonum, Palayo, *Palayson*, château situé dans la com. de Roquebrune, cant. de Fréjus, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Palud (La), quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Parc in Olivet, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Pas, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Alpes-Marit.

Passus de Gargo, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Passus de Lona, quart. de la com. de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Pedemons, *Piémont*, province du royaume d'Italie.

Pegomas, Pecumas, Pegomaz, Pegomatium, *Pégomas*, com. du cant. et de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Pellisserie (La), ancien nom de quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Peracedas, *Peyrelède*, quart. de la com. d'Albiosc, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Perinaldo, com. du mand. de Dolceacqua, arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Pertus (Le), aujourd'hui *rue Sans Peur*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Petralata, *Prela*, com. du mand. de Dolcedo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Petra Mala, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu d'arr. du dép. des Basses-Alpes.

Peyrargue (La), *La Pouiraque*, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Pinada, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, dép. des Basses-Alpes.

Piro, *Le Poil*, com. du cant. de Senez, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Plagis (In), quart. de la com. de Seborga, mand. de Bordighera, arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Plan (Le), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Planetum Serri de Domenega, *Planestel*, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Plano Putei (In). quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Planqueta, quart. de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Planum, *Le Plan*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Planum Calliani, *Le Plan*, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Planum de Sylva, *plaine de la Séouve*, quart. de la com. d'Albiosc, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Planum Putei, *Le Plan du Pue*, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Podium Bressonum, *Pibresson*, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Podium Moysinum, Podium Moysonum, *Puymoisson*, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Podium Rostanum, *Puget-Rostang*, com. du cant. et de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Podium Sancti Petri, *Sant-Pèire*, quart. de la com. de Mandelieu, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Poggio, quart. de la com. de Saorge, cant. de Breil, arr.^{t} de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Ponchiers, quart. situé entre les com. de Pégomas et d'Auribeau, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Ponteto, *Puonte*, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Portette (La), aujourd'hui *rue du Four Neuf*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Portus Olivi, *Villefranche*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Posador, quart. situé entre les com. de

Pégomas et d'Auribeau, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Posso (A LA), *Le Pous*, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

POURTALET (LE), aujourd'hui *rue Gazan*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

PRADELLÆ, PRADELLIS, *Pradelle*, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

PRAT LONC, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

PRATUS ROTUNDUS, *Prat Redon*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

PREA, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

PRELA. (V. Petra Lata).

PUAY DE LA MAYRAN, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

PUAY ROBAUT, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

PUGET-DE-FRÉJUS, com. du cant. de Fréjus, arr. de Draguignan, dép. du Var.

PUGET-ROSTANG, com. du cant. et de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

PUGETUM, POJETUM, *Puget-Théniers*, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

PUGETUM AYTIERIUM, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

PUTEUM (AD), *Pue*, quart. de la com. de Cabbé-Roquebrune, cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Q

QUINSON, QUINZO, QUINSONUM, CHINSONUM, *Quinson*, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

R

RAMIS PALMARUM, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

REFORSASA (terra), quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

REGIUM, REGIA, *Riez*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

RESSENA, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

REVEST, REVESTUM, REVESTI, *Revest*, quart. du territoire d'Antibes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

REVEST, com. du cant. de Roquestéron,

arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Ribes (Les), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Rigaud, com. du cant. et de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Rioublanquet, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Rocabruna, *Cabbé-Roquebrune*, com. du cant. de Menton, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Rocha, *La Roche*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Rochafort, Rochafortis, Rocafort, Roccafort, *Roquefort*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Rocha Orbaria, *Roche-Corbière*, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Rochas (Al), quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Rocheta, Rochete, Roqueta, *La Rochette*, com. du cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Rochette-Chanan, Roquette-Chanan. (V. Rocheta).

Rodoia, la *Roya*, torrent qui prend sa source dans les montagnes de Tende et se jette dans la mer à Vintimille, Italie.

Rodola, la *Roudoule*, cours d'eau de l'arr. de Puget-Théniers (Alpes-Marit.), affluent du Var.

Romulæ, *Roumoules*, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Roque (La), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Roque (Sous la), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Roquestéron, chef-lieu de cant. de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Rougon, com. du cant. et de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Rouretum, *Le Rouret*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

S

Sabbaterie (La), aujourd'hui *rue de la Poissonnerie*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

Sabourg, Sepulchrum, Sepulcrum, *Seborga*, com. du mand. de Bordighera, arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Sagne (La), quart. de la com. de Briançonnet, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Salavoce, localité aujourd'hui disparue, de l'ancien évêché de Mariana, Corse.

Salernæ, *Salernes*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

Sales (Les), quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Saleta, *Pey dei Salos*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Salsa (fons), cours d'eau de la com. de Briançonnet, cant. de Saint-Auban, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Saorgium, Saurgium, *Saorge*, com. du cant. du Breil, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

Sarbeto (Sancta Maria de), *Notre-Dame du Serret*, com. de Thorame-Haute, cant. de Colmars, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Sartolium, Sartoli, Sartols, *Sartoux*, hameau de la com. de Mouans-Sartoux, com. du cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Saujan, quart. de la com. de Fourques, cant. de Beaucaire, arr. de Nîmes, dép. du Gard.

Saurgium. (V. Saorgium).

Sausta, quart. de la com. de Quinson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Sclagnola, Sclanola, Sclanolia, *Escragnolles*, com. du cant. de Saint-Vallier-de-Thiey, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Sclapo, *Esclapon*, hameau de la com. de Roque-Esclapon, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

Scros, *Ascros*, com. du cant. et de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Sedes Glandatensis, *La Sedte de Glandèves*, hameau d'Entrevaux, chef-lieu de cant. de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Senecensis (episcopatus), *évêché de Senez*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Sepelegium, Sepellegium, *Sepe*, quart. des environs de Bordighera, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Sepulchrum, Sepulcrum. (V. Sabourg).

Sergan (Saint-Georges de), *Saint-Jurson*, com. du cant. de Mézel, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Serenon, *Séranon*, cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Serre de Bresins, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Serre de Sant-Martin, *Serre de Saint-Martin*, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Serret de Moriez. (V. Moriez).

Serretum Medium, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Siagne, petit fleuve qui prend sa source au Plan de Caille, et se jette dans la mer entre Cannes et La Napoule.

Silva (Saint-Martin de), aujourd'hui *Saint-Martin*, quart. de la com. de Roumoules, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Sol Gentil, *Surgentil*, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Sorps, quart. de la com. de Beauduen, cant. d'Aups, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Soubrane (rue), à Vallauris, com. du cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

Sparro, Esperronum, Sparretum, *Esparron-du-Verdon*, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Speluca, Spelluca, *Speluque*, ancien castrum, quart. de la com. d'Ampus, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var. (V. Espelucha).

STAPA, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

SUPER CONDAMINAM, *La Condamine*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

SUPRA VILLAM, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu de cant. du dép. des Alpes-Marit.

SYLVA, *La Séouve*, quart. de la com. d'Esparron-du-Verdon, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

SAINT-ANTONIN, com. du cant. de Roquestéron, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

SAINT-CÉSAIRE, com. du cant. de Saint-Vallier-de-Thiey, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE, aujourd'hui *Saint-Dalmas-de-Tinée*, com. de l'arr. de Saint-Etienne de Tinée, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

SAINT-GEORGES, localité aujourd'hui disparue, de l'ancien évêché de Mariana, Corse.

SAINT-GEORGES-DE-SERGAN. (V. Sergan).

SAINT-HONORAT (rue), ancienne rue de la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

SAINT-JULIEN, chapelle aujourd'hui ruinée, sur la limite des territoires de Seillans et de Fayence, dép. du Var.

SAINT-JULIEN-DU-VERDON, com. du cant. et de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

SAINT-MÉDIER, quart. du territoire d'Arles, chef-lieu d'arr. du dép des Bouches-du-Rhône.

SAINT-PAUL-MARITIME, ville de la prov. de Catalogne, Espagne.

SAINT-RÊME. (V. San-Remo).

SAINT-TORPET, ancien nom de quartier du territoire de Nice, dép. des Alpes-Marit.

SAINTE-MARGUERITE (île), en face de la ville de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SAN-REMO, chef-lieu d'arr. de la prov. de Port-Maurice, Italie.

SANCTA CRUX, *Sainte-Croix-du-Verdon*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

SANCTA FIDES, *Santo-Fe*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SANCTA MARGARITA, *Sainte-Marguerite*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

SANCTI AMPELII (terra), *Sant'Ampeglio*, quart. du territoire de Bordighera, chef-lieu de mand. de l'arr. de San-Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

SANCTUS APOLLINARIS, *Saint-Apollinaire*, quart. de la com. de Puymoisson, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

SANCTUS JOHANNES, *Saint-Jean*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Alpes-Marit.

SANCTUS JULIANUS, *Saint-Julien-du-Verdon*, com. du cant. et de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

SANCTUS MAMES, *Saint-Mamet*, chapelle des environs de Gap, chef-lieu du dép. des Hautes-Alpes.

SANCTUS MARCELLUS, quart. de la com. d'Albiosc, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

SANCTUS MARTINUS, *Saint-Martin*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

SANCTUS PAULUS, *Saint-Paul du Var*, com. du cant. de Cagnes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SANCTUS PAULUS DE GALLINA GRASSA, *Saint-Paul de la Galline-Grasse*, autrefois Notre-Dame de Caramy, terroir de Comps, chef-lieu de cant. de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

SANCTUS QUIRICUS, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne. dép. des Basses-Alpes.

SAINT-RAPHAEL, com. du cant. de Fréjus, arr. de Draguignan, dép. du Var.

SANCTI RICHERII (nemus), quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

SANCTUS SATURNINUS, *Saint-Saturnin*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

SANCTUS SATURNINUS, *Saint-Saturnin, ou Saint-Saornin*, quart. de la com. de Briançonnet, cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SANCTUS VALERIUS, *Saint-Vallier-de-Thiey*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SANCTUS VALERIUS, *Saint-Vallier*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

SANCTUS VINCENTIUS, *Saint-Vincent*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

T

TALAISAC, TALAIXAC, *Taliçat*, com. du cant. et de l'arr. de Saint-Flour, dép. du Cantal.

TARASCO, THARASCO, *Tarascon*, chef-lieu de cant. de l'arr. d'Arles, dép. des Bouches-du-Rhône.

TEMPLE (LE), aujourd'hui *avenue des Capucins*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

THERIUM, *Thiéry*, com. du cant. de Villars, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

THUETUM, *Touët-de-Beuil*, com. du cant. de Villars, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

TOETUM, *Le Touët*, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

TORRE D'ARAGON, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

TOUDON, com. du cant. de Roquestéron, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

TOURRETTES, aujourd'hui *Tourrettes-Levens*, com. du cant. de Levens, arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

TRACASTEL, quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

TRIGANCE, quart. de la com. de Rougon, cant. et arr. de Castellane, dép. des Alpes-Marit.

TURGUET (vallon de). (V. Font Truchet).

TUVERETUM, *Font doou Bertaveret*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

U

UBAC, *L'Hubac*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

UBAC, *L'Hubac*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

UBACS (LES), quart. du territoire de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

UBRAYE, *L'Ubraye*, quart. de la com. de Briançonnet, cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

ULTRA VARUM, *Outre-Var*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

V

VALBONA, VALLIS BONA, *Valbonne*, com. du cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

VALED, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Alpes-Marit.

VALENCIOLA, *Valensole*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

VALLAT DE SAINT-DOMINIQUE, aujourd'hui *rue des Dominicains*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

VALLAT DE SAINT-FRANÇOIS, aujourd'hui *rue des Cordeliers*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

VALLAT DE SAINT-HONORAT, aujourd'hui *rue de l'Oratoire*, dans la ville de Grasse, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

VALLAURIA, VALLIS AUREA, *Vallauris*, com. du cant. d'Antibes, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

VALLE (terra de), *Valx*, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

VALLEBONA, com. du mand. de Bordighera, arr. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

VALLEMONNA, VALLISMONNA, *Vaux-des-Meuniers*, quart. de la com. de Quinson, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

VALLIS AUREA. (V. Vallauris).

VALLIS AURIETA, *Notre-Dame de Vallaurie*, com. de Trans, arr. de Draguignan, dép. du Var.

VALLIS BONA. (V. Valbona).

VALLIS CLUSA, *Valcluse*, chapelle située sur le territoire de la com. d'Auribeau, cant. et arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

VALLIS HORRENDA, quart. du territoire de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Alpes-Marit.

VALLIS MARTINI, *Le Val-Martin*, quart.

de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

VALLIS MINIMA, *Sainte-Marie d'Allemagne*, hameau de la com. d'Allemagne, cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

VALLIS ORGANA, *Orignana*, quart. du territoire de Vintimille, chef-lieu de mand. de l'arr. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

VALLONUM, *Le Vallon*, quart. du territoire de Puget-Théniers, chef-lieu d'arr. du dép. des Alpes-Marit.

VALON DE MONIAR, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

VAR, le *Var*, torrent qui descend des montagnes séparant l'arr. de Barcelonnette de celui de Puget-Théniers, et se jette dans la mer entre Nice et Saint-Laurent du Var. (Alpes-Marit.).

VARIGOTUM, *Varigotti*, hameau du territoire d'Albenga, chef-lieu d'arr. de la prov. de Gênes, Italie.

VAUX-DES-MEUNIERS. (V. Vallemonna).

VENASCUM, *Vénascle*, quart. de la com. de Moustiers, chef-lieu de cant. de l'arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

VENCIA, *Vence*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

VERDO, VERDONUS, le *Verdon*, rivière qui prend sa source au mont Pelat (Basses-Alpes) et se jette dans la Durance au-dessous de Caradache.

VERGONS, com. du cant. d'Annot. arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

VERS, VERX, *Notre-Dame de Virgis*, chapelle située sur le territoire de Sospel, chef-lieu de cant. de l'arr. de Nice, dép. des Alpes-Marit.

VETUS SESPSA, VETERIS SPISSIA, *Vieillespesse*, com. du cant. et de l'arr. de Saint-Flour, dép. du Cantal.

VIGINTIMILIUM. (V. Vintimille).

VIGNASSE, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

VILARIUM, *Villars*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

VILABRUC, VILLABRUC, *Villebruc*, quart. de la com. de Valbonne, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des Alpes-Marit.

VILLAPISCI, *Villepey*, quart. du territoire de Fréjus, chef-lieu de cant. de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

VILLAR (LU), quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

VILLARON, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

VILLEPEY. (V. Villapiscis).

VILLULA, quart. de la com. de Vallauris, com. du cant. d'Antibes, arr. de Grasse dép. des Alpes-Marit.

VINCADELLUM, *Villa Junci*, village, aujourd'hui détruit, dans la vallée de Vallecrosia, dont les habitants ont émigré à Perinaldo, com. du mand. de Dolceacqua, arr. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

VINTIMILIUM, VIGINTIMILIUM, *Vintimille*, chef-lieu de mand. de l'arr. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

VULNAYA, quart. de la com. de La Rochette, cant. d'Entrevaux, arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

SUPPLÉMENT

A L'INDEX GÉOGRAPHIQUE

Ajecensis, pour Sajassensis (diocæsis), diocèse de Sajasse, aujourd'hui Sassari, chef-lieu de la prov. de ce nom, Sardaigne.

Adau, *Laudun* (?), com. du cant. de Roquemaure, arr. d'Uzès, dép. du Gard.

Albiganensis, Albinganensis (diocæsis), *diocèse d'Albenga*. Albenga, chef-lieu d'arr. de la prov. de Gênes, Italie.

Ampus (V. Empurs), com. du cant. et de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

Arles, chef-lieu d'arr. du dép. des Bouches-du-Rhône.

Arbre (L'), quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Avenos, quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Barilerie (rue de La), dans la ville de Nice, chef-lieu du dép. des Alp.-Marit.

Baumette (La), quart. de la com. de Saint-Raphaël, cant. de Fréjus, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Caramy (Notre-Dame de), aujourd'hui Notre-Dame de la Galline-Grasse, à Comps, cant. et arr. de Draguignan, dép. du Var.

Bairols, Bayrols, *Bairols*, com. du cant. de Villars, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alpes-Marit.

Barchinonensis (diocæsis), *diocèse de Barcelone*, Espagne.

Beauvoir (Notre-Dame de). (V. Bellovidere).

Buffa (La), quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Camargue, île située entre les deux bras du Rhône, qui se divise, à 1.500 mètres au-dessus d'Arles, en grand Rhône et petit Rhône, arr. d'Arles, dép. des Bouches-du Rhône.

Cap de Foi (Sainte-Trinité au). (V. Saccargia).

Capelude (La), entre Collobrières et Grimaud, dép. du Var.

Chateau-Renard. (V. Castrum Rainardum).

Claromontensis (diocæsis), *diocèse de Clermont-Ferrand*, chef-lieu du dép. du Puy-de-Dôme.

Codrongianus, mand. de Ploaghe, circ. et prov. de Sassari, Sardaigne.

Colla (La), aujourd'hui *Coldirodi*, com. du mand. et du circ. de San Remo, prov. de Port-Maurice, Italie.

Conil *(Saint-Etienne de)*.(V.Cuniculo).

Cuniculo(Sanctus Stephanus de), *Saint-Etienne de Conil*, quart. de la com. de Rognes, cant. de Lambesc, arr. d'Aix, dép. des Bouches-du-Rhône.

Darsenal, quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Embriane (N.-D. d'), chapelle, aujourd'hui détruite, située dans l'Estérel, près du hameau de Tournon, com. de Montauroux, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Eversunes. (V. Inversunes).

Font-Vineuse. (V. Fons Vinosus).

Gallinaire (île). (V. Isola Gallinaria).

Gars, com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Inversunes, quart. de la com. du Thoronet, cant. de Lorgues, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Malavilla (église Saint-Martin de), sur le territoire d'Avignonnet.(V. ce nom).

Montagnac, com. du cant. de Riez, arr. de Digne, dép. des Basses-Alpes.

Montgros, ancien nom de quart. de la com. de Cagnes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Montolive, ancien nom de quart. de la com. de Cagnes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Mouans, l'un des deux hameaux formant la com. de Mouans-Sartoux, cant. de Cannes, arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Mujouls (Les), com. du cant. de Saint-Auban, arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Nella, aux environs de Roquestéron-Puget, chef-lieu de cant. de l'arr. de Puget-Théniers, dép. des Alp.-Marit.

Palud (La). (V. La Palud).

Pas Danberra, quart. de la com. de Callian, cant. de Fayence, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Pilon (Le), quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Pointe de La Cape. Le trou de la Cape subsiste encore sur le grand Rhône, un peu au-dessous d'Arles, chef-lieu d'arr. du dép. des Bouches-du-Rhône.

Roque-Esclapon (La), com. du cant. de Comps, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Saccargia (Sainte-Trinité de), église classée comme monument national, com. de Codrongianos, mand. de Ploaghe, circ. et prov. de Sassari, Sardaigne.

Sagnes (Les), quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Salavoix. (V. Salavoce).

Saleya (rue), dans la ville de Nice, chef-lieu du dép. des Alp.-Marit.

Samario, faute d'impression, pour « Saujano ».

Sassari, chef-lieu de la prov. de ce nom, Sardaigne.

Saujanum, *Saujan*, quart. de la com. de Fourques, cant. de Beaucaire, arr. de Nîmes, dép. du Gard.

Senensis (diocæsis), *diocèse de Senez*, supprimé en 1790. Senez, chef-lieu de cant. de l'arr. de Castellane, dép. des Basses-Alpes.

Sigale, com. du cant. de Roquestéron, arr. de Puget-Théniers, dép. des Alp.-Marit.

Saint-André de La Cape. (V. Pointe de La Cape).

Saint-Mamet, ancienne chapelle située dans la banlieue de Gap, chef-lieu du dép. des Hautes-Alpes.

Saint-Martin proche La Verdière. (V. Verdière (La).

Saint-Sylvestre, quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Saint-Tropez, quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Saint-Véran, quart. du territoire de Cagnes, chef-lieu de cant. de l'arr. de Grasse, dép. des Alp.-Marit.

Sainte-Trinité au Cap de Foi. (V. Cap de Foi).

Sanctus Petrus, *Sant-Peyre*, quart. du territoire de Lambesc, chef-lieu de cant. de l'arr. d'Aix, dép. des Bouches-du-Rhône.

Tercenale, quart. de Nice, dép. des Alp.-Marit.

Touet (V. Thuetum).

Trans, com. du cant. et de l'arr. de Draguignan, dép. du Var.

Vallaurie. (V. Vallis Aurieta).

Vapicensis (diocæsis), *diocèse de Gap*, chef-lieu du dép. des Hautes-Alpes.

Vasia, mand. de Dolcedo, circ. et prov. de Port-Maurice, Italie.

Verdaria (Sanctus Martinus de), *Saint-Martin de Pallières*, à 7 kil. au S. O. de La Verdière, com. du cant. de Rians, arr. de Brignoles, dép. du Var.

Vignonne (La).

Vieille-Brioude, com., cant. et arr. de Brioude, dép. de la Haute-Loire.

Vieillespesse, com., cant. et arr. de Saint-Flour, dép. du Cantal.

Villecroze, com. du cant. de Salernes, arr. de Draguignan, dép. du Var.

Viterbiensis (diocæsis,) *diocèse de Viterbe*. Viterbe, chef-lieu d'arr. de la prov. de Rome, Italie.

PREMIERS MOTS
DES CHARTES CONTENUES DANS CE VOLUME

I	Adrianus, episcopus,
II	Honorius, episcopus,
III	Innocentius, episcopus,
IV	Alexander, episcopus,
V	Gregorius, episcopus,
VI	In nomine Domini, amen.
VII	Sixtus, episcopus,
VIII	Pateat cunctis fidelibus christianis,
IX	In nomine Domini nostri... Ego Raymundus Berengarius,
X	Anno ab incarnatione Domini MCLXXXIV,
XI	Anno ab incarnatione Domini MCLXXXXIII,
XII	Ildefonsus, Dei gratia rex Aragonensis,
XIII	Raymondus Berengarius, Dei gracia comes et marchio Provincie,
XIV	Carolus secundus, Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie,
XV	Lettres patentes du roi René (analyse).
XVI	Anno ab incarnatione Domini MCCXXV,
XVII	Urbanus, episcopus,
XVIII	In nomine Domini nostri... Sciant omnes
XIX	Anno incarnationis Domini MCCCXLI,
XX	Alexander, episcopus,
XXI	In Dei gratia
XXII	In Christi nomine
XXIII	Anno incarnationis Domini MCCCIII,
XXIV	Rapport d'estimation du lieu de La Napoule.
XXV	Universis presentes litteras
XXVI	Eugenius, episcopus,
XXVII	Anno Domini MCCCXXXVI,
XXVIII	Domino creatore

XXIX	In nomine Domini MCCLXXV,
XXX	Anno ab incarnatione Domini MCCCXXIX,
XXXI	Acte de vente de terres à Saint-Saturnin (analyse).
XXXII	Acte de vente de terres à Saint-Saturnin (analyse).
XXXIII	Acte de vente de terres à Saint-Saturnin (analyse).
XXXIV	Acte de vente de terres à Saint-Saturnin (analyse).
XXXV	Anno Domini MCCCLXXVIII,
XXXVI	Monitoire de l'évêque de Glandèves (analyse).
XXXVII	Transaction avec les syndics de Puget-Théniers (analyse).
XXXVIII	Sentence rendue par l'évêque de Glandèves (analyse).
XXXIX	Delibération du chapitre de l'abbaye (analyse).
XL	Délibération du chapitre de l'abbaye (analyse).
XLI	Supplique des habitants de Cannes (analyse).
XLII	Sentence arbitrale (analyse).
XLIII	Arrêt du Parlement de Provence (analyse).
XLIV	Arrêt du Parlement de Provence (analyse).
XLV	A Nosseigneurs du Parlement
XLVI	Transaction avec la communauté du Cannet. (analyse).
XLVII	Anno ab incarnatione Domini
XLVIII	Etat des biens du monastère à Grasse (analyse).
XLIX	Anno incarnationis Domini MCCCXLIV,
L	Clemens, episcopus,
LI	Innocentius, episcopus
LII	Procédant à ce,
LIII	Très hault et puissant prince,
LIV	Très hault, très puissant et illustre prince,
LV	Cession de l'île Sainte-Marguerite (analyse).
LVI	In nomine Domini MCLIII,
LVII	In nomine Domini... Anno MCCXLIII,
LVIII	Le seigneur abbé s'engage
LIX	In nomine Domini... Anno MCCLVIII,
LX	Ildefonsus, Dei gratia
LXI	In nomine Domini MCCXLI,
LXII	In nomine Domini MCCXLI,
LXIII	Anno ab incarnatione Domini MCCCV
LXIV	In nomine Domini nostri... Anno MCCXXII,
LXV	In nomine sancte et individue Trinitatis
LXVI	In nomine eterni Dei
LXVII	In nomine Domini... Anno MCCXXVII,
LXVIII	In Christi nomine... Anno MCCXXVI,
LXIX	In nomine sancte et individue Trinitatis
LXX	In nomine sancte et individue Trinitatis

LXXI	In nomine sancte et individue Trinitatis
LXXII	In nomine veri Dei piissimi
LXXIII	In nomine Domini, amen.
LXXIV	Hec sunt terre
LXXV	In nomine Domini, amen.
LXXVI	In nomine Domini nostri, amen.
LXXVII	Convention avec le chapitre de Grasse (analyse).
LXXVIII	Acte d'habitation de Valbonne (analyse).
LXXIX	In Christi nomine
LXXX	Acte d'habitation de Vallauris (analyse).
LXXXI	Roole des corvées (analyse).
LXXXII	Urbanus, episcopus,
LXXXIII	Lettres du comte de Beuil (analyse).
LXXXIV	Arrentement à Saint-Dalmas le Selvage (analyse).
LXXXV	In patrum precedentium
LXXXVI	Urbanus, episcopus,
LXXXVII	Anno Domini X° CC° LXXVII°.
LXXXVIII	Sentence arbitrale (analyse).
LXXXIX	In Christe nomine
XC	Transaction entre les prieurs d'Albiosc et de Quinson (analyse).
XCI	Clemens, episcopus,
XCII	Urbanus, episcopus,
XCIII	Hec est carta
XCIV	In nomine Domini
XCV	Anno Domini millesimo CC° XXVII°.
XCVI	Anno Domini millesimo CC° XXXVIII°,
XCVII	Anno Domini M° CC° XXXVIII°,
XCVIII	Sigismundus, permissione divina
XCIX	Lettre du légat du pape à Avignon (analyse).
C	Sentence prononcée par le prévôt (analyse).
CI	Anno incarnationis Domini
CII	Alexander, episcopus,
CIII	Honorius, episcopus,
CIV	L'an dix sept cens trente deux
CV	Union du prieuré de Serret de Moriez à l'infirmerie (analyse).
CVI	Circumspecto consilio
CVII	In nomine Domini nostri... Anno MCCLVI.
CVIII	Memoriale de le cosa
CIX	In nomine Domini, amen.
CX	In nomine Domini nostri
CXI	Alexander, episcopus,
CXII	In nomine Domini

CXIII	Anno ab incarnatione Domini
CXIV	In nomine Domini,
CXV	Arrentement de la fabrication de la monnaie de Sabourg (analyse)
CXVI	Mais, pour vous donner, Monseigneur, (analyse).
CXVII	Sur ce qui a esté représenté
CXVIII	La principauté de Sabourg
CXIX	Procuration donnée par le chapitre (analyse).
CXX	Anno dominice incarnationis
CXXI	In nomine Domini, amen.
CXXII	Extrait de la délibération (analyse).
CXXIII	Anno dominice incarnationis
CXXIV	Innocentius, episcopus,
CXXV	Alexander, episcopus,
CXXVI	Alexander, episcopus,
CXXVII	Super litibus, causis,
CXXVIII	Clareat universis
CXXIX	In nomine Domini nostri
CXXX	Nicolaus, episcopus,
CXXXI	Honorius, episcopus,
CXXXII	Honorius, episcopus,
CXXXIII	Nicolaus, episcopus,
CXXXIV	Bonifatius, episcopus,
CXXXV	Bonifatius, episcopus,
CXXXVI	Statuimus et etiam ordinamus

LISTE DES ARCHEVÊQUES D'EMBRUN

ET DES ÉVÊQUES DE DIGNE, FRÉJUS, GLANDÈVES, GRASSE, RIEZ, SENEZ, VENCE [1]

LISTE DES ARCHEVÊQUES D'EMBRUN

depuis le XIV[e] siècle

EMBRUN

Jean du Puy, 1311-1317.
Raymond Robaudi, 1319-vers 1323.
Bertrand de Déaulx, 1323-1338.
Pasteur de Sarrats, 1339-1350.
Guillaume de Bordes, 1351-1361.
Raymond de Salg, 1361-1363.
Bertrand de Châteauneuf, 1364-1365.
Pierre Ameil, 1365-1379.
Michel Stephani de Insula, 1379-1427.
Jacques Gelu, 1427-1434.
Jean Gérard, 1434-1457.
Jean Bayle, vers 1458-1494.
Rostan d'Ancezune, 1494-1510.
Jules de Médicis, pape Clément VII, 1510-1511.
Nicolas de Fiesque, 1511-1516.
François de Tournon, 1517-1525.
Antoine de Lévis, 1526-vers 1548-1551.
Balthazar de Jarente, 1551-1555.
Robert de Lenoncourt, 1556-1560.
Guillaume d'Avançon, 1561-1600.
Honoré du Laurens, 1600-1611.
Guillaume d'Hugues, 1611-1648.
Georges d'Aubusson de La Feuillade, 1648-1668.
Charles Brûlart de Genlis, 1668-1714.
François-Elie de Voyer de Paulmy d'Argenson, 1715-1719.
Jean-François Gabriel de Hennin-Liétard, 1719-1724.
Pierre Guérin de Tencin, 1724-1740.
Bernardin-Louis Foucquet, 1740-1767.
Pierre-Louis de Leyssin, 1767-1801.

[1] Nous nous sommes servi, pour établir ces listes, des ouvrages suivants : 1° *Hierarchia catholica medii ævi*, par C. Eubel (Rome, 1898-1901, 2 vol. in-4°), pour la période antérieure à 1503 ; — 2° *Les archevêques et évêques de France*, par le P. Armand Jean, S. J. (Paris, 1891, 1 vol. in 8°), pour la période comprise entre 1682 et 1790; — 3° *Trésor de chronologie*, par le C[te] de Mas-Latrie (Paris, 1889, in-fol.), pour la période intermédiaire.

LISTE DES ÉVÊQUES
de la province d'Embrun, depuis le XVI[e] siècle

I

DIGNE

Renaud des Porcellet, 1303-1318.
Arnaud ou Armand, vers 1318-1324.
Guillaume de Sabran, 1324-1327.
Elzéar de Villeneuve, 1327-1341.
Jean Peyssoni, 1341-1362.
Bertrand de Séguret, 1362-1397.
Nicolas de Corbaire, 1397-1406.
Bertrand Raoul, 1406-1432.
Pierre de Versailles, 1432-1439.
Guillaume d'Estouteville, 1439-1445.
Pierre Turèlure, 1445-1466.
Conrad de La Croix, 1466-1479.
Antoine Guiramand, 1479-1513.
François Guiramand, 1513-1536.
Chérubin d'Orsière, 1536-1545.
Antoine Olivier, 1546-vers 1552.
Antoine Hérouet, 1552-1568.
Henri Le Meignem, 1568-1587.
Claude Coquelet, 1587-1602.
Antoine de Bologne, 1602-1615.
Louis de Bologne, 1615-1628.
Raphaël de Bologne, 1628-1656.
Toussaint de Forbin-Janson, 1656-1668.
Jean-Armand Rotondi de Biscaras, 1668-1669.
Jean de Vintimille du Luc, 1669-1675.
Henri Félix de Tassi, 1675-1677.
Claude de Bourbon, 1677.
François Le Tellier, 1677-1708.
Henri de Puget, 1708-1728.
Antoine-Joseph-Amable Feydeau, 1728-1741.
Jean-Louis du Lau d'Allemans, 1742-1746.
Louis-Sextius de Jarente, 1746-1758.
Pierre-Paul du Caylar, 1758-1783.
François du Mouchet de Villedieu, 1784-1790.

II

FRÉJUS[1]

Barthélemy Grassi, 1318-1340.
Jean d'Arpadelle, 1340-1343.
Guillaume d'Aubussac, 1343-1346.
Pierre Alleman, 1346-1349.
Guillaume l'Ami, 1349-1360.
Pierre, 1361.

(1) Le *Gallia christiana novissima* (I, pag. 362), publié par M. l'abbé Albanès donne la liste suivante des évêques de Fréjus, depuis 1318 :

Barthélemy Grassi, 1318-1340.
Jean d'Arpadelle, 1340-1343.
Guillaume d'Aubussac, 1343-1346.
Pierre Alamani, 1346-1348.

Guillaume de Ruffec, 1361-1364.
Raimond Draconis, 1364-1371.
Bertrand de Villamur, 1371-1385.
Louis de Bolhiac, 1385-1405.
Gilles Le Jeune, 1409-1421.
Jean Bellard, 1421-1449.
Jacques Juvénal des Ursins, 1449-1452.
Jacques Seguin, 1452-1453.
Guillaume d'Estaing, 1453-1455.
Jean du Bellay, 1455-1462.
Léon Guérinet, 1462-1472.
Réginald d'Angline, 1472-1485.
Urbain de Fiesque, 1485.
Rostan d'Ancesune, 1487-1495.
Nicolas de Fiesque, 1495-1524.
François des Ursins, 1525-1533.
Léon des Ursins, 1533-1564.
Bertrand de Romans, 1565-1579.
François de Bolliers, 1579-1587.
Giraud Bellanger, 1593.
Barthélemy de Camelin, 1594, m. 1637.
Pierre de Camelin, coadj. 1621-1654.
Joseph Zongo Ondedei, 1654-1674.
Antoine-Benoît de Clermont, 1674-1678.
Luc d'Aquin, 1681-1697.
Louis d'Aquin, 1697-1698.
André-Hercule de Fleury, 1698-1715.
Joseph-Pierre de Castellane, 1715-1738.
Martin du Bellay, 1739-1766.
Emmanuel-François de Bausset de Roquefort, 1766-1802.

Pierre du Pin, 1348.
Guillaume Amici, 1349-1360.
Pierre Artaudi, 1360-1361.
Guillaume de Ruffec, 1361-1364.
Raymond Daconis, 1364-1371.
Bertrand de Villemus, 1371-1385.
Emmanuel, 1385.
Louis de Bouillac, 1385-1405.
Gilles Juvenis, 1408-1422.
Jean Belard, 1422-1449.
Jacques Jouvenel, 1449-1452.
Jacques Seguin, 1452-1453.
Guillaume d'Estaing, 1453-1455.
Jean du Bellay, 1455-1462.
Léon Guérinet, 1462-1472.
Réginald d'Angline, 1472.
Urbain de Fiesque, 1472-1485.
Nicolas de Fiesque, 1485-1488.
Rostan d'Ancesune, 1488-1494.
Nicolas de Fiesque, 1495-1524.
Urbain de Fiesque II, 1511-1524.
Franciot des Ursins, 1524-1534.
Léon des Ursins, 1525-1564.
Bertrand de Romans, 1565-1579.
François de Bouliers, 1579-1591.
Gérard Bellenger, 1592-1599. (?)
Barthélemy Camelin, 1599-1637.
Pierre Camelin, 1637-1654.
Zongo Ondedei, 1658-1674.
Antoine de Clermont, 1676-1678.
Louis de Bourlemont, 1679-1680.
Luc d'Aquin, 1681-1697.
Louis d'Aquin, 1697-1699.
Hercule de Fleury, 1699-1715.
Pierre de Castellane, 1715-1739.
Martin du Bellay, 1739-1766.
Emmanuel de Bausset, 1766-1802

III

GLANDEVES

Anselme, 1309.
Jacques de Moustiers, 1328-1344.
Hugues, 1344-1352.
Bernard de Jacques, vers 1352-1365.
Elzéar, 1366-1367.
Bertrand, 1368-1375.
Jean Vacquier, 1375-1390.
Hennigus de Warnstede, 1391-1404.
Jean, 1405-1426.
Paul de Cario, 1427-1447.
Pierre Marin, 1447-1468.
Jean de Montignac, 1468-1469.
Marien de Qualeatis, 1469-1492.
Christophe de Latuade, 1493.
Symphorien de Bullioud, 1508-1520.
Philippe du Terrail, 1525-1532.
Jacques du Terrail, 1532-1535.
Imbert Iserand, vers 1535-1548.
Aimar de Maugiron, 1557-1564.
Martin Bachet, 1564-1572.
Hugolin Martelli, 1572.
Clément Isnard, 1593-1614.
Octave Isnard, 1615-1621.
René Le Clerc, 1627-1651.
François Faure, 1651-1653.
Jean-Dominique Ithier, 1654-1672.
Léon de Bacoué, 1672-1684.
François de Camps, administrateur, 1684-1685.
François de Verjus, 1685-1686.
Charles de Villeneuve-Vence, 1686-1702.
César de Sabran, 1702-1720.
Dominique-Laurent de Balbe de Berton de Crillon, 1721-1747.
André-Jean-Baptiste-Dominique de Castellane, 1748-1751.
Jean-Baptiste de Belloy, 1751-1755.
Gaspard de Brunet de Tressemanes, 1755 1771.
Henri Hachette-Desportes, 1771-1798.

IV

GRASSE (Antibes jusqu'en 1244.)

Pierre de Bessio, 1343-1348.
Jean Coci ou Peyroleri, 1348-1349.
Amédée, 1349-1374.
Adhémar de La Voute, 1374-1378.
Artaud de Melan, 1379-1383.
Thomas, 1382-1389.
Milon Provana, 1389.
Jacques Grailier, 1389-1408.
Bernard de Châteauneuf 1408-1427.
Antoine de Roumoules, 1427-1450.
Pierre Forbin, 1450-1451.
Isnard de Grasse, 1451-1483.

Jean-André de Grimaldi, 1483-1505.
Augustin de Grimaldi, 1505-1532.
René du Bellay, 1532-1533.
Benoît Taillecarne, 1534-1536.
Augustin Trivulce, 1540-1548.
Jean Vallier, 1550-1565.
Jean Grenon, 1566-1568.
Etienne Déodat, 1573-1588.
Georges de Poissieux, 1589-1598.
Guillaume Le Blanc, 1598.
Etienne de Boussicaud, 1604-1624.
Jean de Grasse de Cabris, 1625-1628.
Jean de Guérin, 1628-1632.
Scipion de Villeneuve, 1633-1636.
Antoine Godeau, 1636-1653.
Antoine de Bernage, 1654-1675.
Louis-Aube de Roquemartine, 1677-1680.
Antoine Le Conte, 1680-1683.
François de Verjus, 1684-1710.
Joseph-Ignace-Jean-Baptiste de Mesgrigny, 1711-1726.
Charles-Léonce-Octavien d'Anthelmy, 1726-1752.
François d'Etienne de Saint-Jean de Prunières, 1752-1790.

V

RIEZ

Pierre Gantelmi, 1306-1317.
Pierre Desprez de Montpesat, 1318-1319.
Rossolin de Baux, 1319-1329.
Bernard Etienne, 1329-1330.
Arnaud Sabatier, 1330-1334.
Geoffroy Rabety, 1334-1348.
Jean Joffevry, 1348-1352.
Pierre Fabry, 1352-1369.
Jean de Maillac, 1370-1396.
Guillaume Fabry, 1396-1413.
Pierre Fabry, 1413-1416.
Michel I de Bouliers, 1416-1441.
Michel II de Bouliers, 1441-1450.
Robert, 1451.
Jean Fassi, 1450-1463.
Marc Lascaris de Tende, 1463-1490.
Antoine Lascaris de Tende, 1490.
Thomas Innocent Lascaris de Tende, 1523-1526.
François de Dinteville, 1527-1530.
Robert Ceneau, 1530-1532.
Antoine Lascaris de Tende (pour la seconde fois), 1532-1546.
Jean-Louis de Bouliers, 1546-1550.
Lancelot de Carle, 1551-1568.
André d'Oraison, 1570-1573.
Elzéar de Rastel, 1577-1597.
Charles de Saint-Sixt, 1599-1614.
Guillaume Aléaume, 1616-1622.
Fuy Bentivoglio, 1622-1625.
Hector-François de Lopès de La Fare, 1626-1628.
Louis Dony d'Attichy, 1628-1652.
Nicolas de Valavoire, 1652-1685.
Jacques Desmaretz, 1685-1713.
Louis Balthazar Phélipeaux d'Herbault, 1713-1751.
Lucrèce-Henri-François de La Tour du Pin Gouvernet, 1751-1772.
François de Clugny, 1772-1801.

VI

SENEZ

Bertrand, 1317-1345(?).
Bertrand, 1346-1358 (?).
Bertrand, 1358-1362.
Pierre d'Aynard, 1362(?).
Robert Gervais, 1368.
Isnard, 1392-1409.
Avinio Nicolai, 1408.
Jean de Saléon, 1409-1442.
Georges de Clariani, 1442-1467(?).
Elzéar de Villeneuve, 1467-1491.
Nicolas de Villeneuve, 1491-1507.
Nicolas de Fiesque cardinal, 1507-1512.
Jean-Baptiste de Laigue d'Oraison, 1512-1546.
Pierre de Quiqueran de Beaujeu, 1546-1550.
Nicolas de Jarente, 1550.
Théodore-Jean de Clermont de Tallard, 1551-1560.
Jean Clausse de Mouchy, 1561-1587.
Jacques Martin, 1601-1623.
Louis Duchaine, 1623-1671.
Louis-Anne Aubert de Villeserin, 1671-1695.
Jean Soanen, 1695-1727.
Jean d'Yse de Saléon, administrateur, 1727-1728.
Louis-François-Gabriel d'Orléans de La Motte, administrateur, 1728-1733.
Louis-Jacques-François de Vocance, 1733-1740, administrateur, 1741-1756, évêque.
Antoine-Joseph d'Amat de Volx, 1757-1771.
Etienne-François-Xavier des Michels de Champorcin, 1771-1773.
Jean-Baptiste-Charles-Marie de Beauvais, 1773-1783.
Louis-Constant de Roux de Bonneval, 1783-1784.
Jean-Joseph-Victor de Castellane-Adhémar, 1783-1788.
Jean-Baptiste-Marie-Scipion Roux de Bonneval, 1788-1801.

VII

VENCE

Pierre Malirat, 1298-1325.
Fouque, 1325-1328.
Raimond, 1328-1334.
Arnaud de Antesico, 1334-1347.
Jean Coci, 1347-1348.
Guillaume Ribat, 1348-1361.
Etienne Digne, 1361-1373.
Boniface, vers 1373-1384.
Jean Abrahardi, 1384-1414.
Paul de Cario, 1415-1427.
Louis de Glandèves, 1427-1439.
Antoine Sauvan, 1445-1462 (?).
Raphaël Monso, 1462-1491.
Jean de Vesc, 1491-1495.
Aimar de Vesc, 1495.
Alexandre, cardinal Farnèse, pape Paul III, vers 1508-1511.
Jean-Baptiste Bonjean, 1511-1523.

Robert Ceneau, 1523-1530.
Balthazar de Jarente, 1531-1544.
Nicolas de Jarente, 1544-1555.
Jean-Baptiste Rambaud de Simiane, 1555-1560.
Louis Grimaldi, 1560-1576.
Audin Garidelli, 1576-1588.
Guillaume Le Blanc, 1588-1601.
Pierre du Vair, 1601-1638.
Antoine Godeau, 1638-1672.
Louis de Thomassin, 1672-1680.
Théodore-Germain Allart, 1680-1685.
Jean-Balthazar de Cabanes de Viens, 1686-1697.
François Balbe de Berton de Crillon, 1697-1713.
Ennemond-Flodoard Moret de Bourchenu, 1714-1727.
Jean-Baptiste de Surian, 1727-1754.
Jacques de Grasse, 1754-1758.
Gabriel-François Moreau, 1758-1763.
Michel-François Couet du Vivier de Lorry, 1763-1769.
Jean de Cairol de Madaillan, 1769-1771.
Antoine-René de Bardonnenche, 1771-1783.
Charles-François-Joseph Pisani de La Gaude, 1783-1801.

CHRONOLOGIE DES ABBÉS DE LÉRINS

DU IX^e^ SIÈCLE A 1787 [1]

Léotmond, vers 915.
S. Mayeul, 978.
Garnier, 990.
S. Odilon, 997.
Amalric, 1027.
Aldebert I^er^, 1041.
Aldebert II, 1066.
Pons Fortis, 1102.
Pierre I^er^, 1110.
Foulque I^er^, 1115.
Pierre II, 1120.
Garin, 1124.
Foulque II, 1132.
Hugues, 1144.
Raymond I^er^, 1146.
Raymond II, 1150.
Boson, 1151.
Raymond Richard, 1162.
Geoffroy I^er^ ,1170.
Augier, 1171.
Raymond de Moustiers, 1181.
Aldebert III, 1183.
Rostan I^er^ de Flayosc, 1183.
Rostan II des Muges, 1201.
Guillaume I^er^ de Gourdon, 1202.
Guillaume II d'Esclapon, 1212.
Giraud I^er^, 1219.
Raymond V de Cros, 1231.
Aldebert IV de Ciegis, 1240.
Aycard de Torreves, 1247.
Bernard Ayglier, 1256.
Nicolas I^er^, 1263.
Pierre-Charles de S. Paul, 1271.

---

[1] C'est du IX^e^ siècle que datent les premières mentions d'abbés que nous trouvions dans les archives de l'abbaye de Lérins, qui fut supprimée en 1787. Pour l'époque antérieure au IX^e^ siècle, nous renvoyons le lecteur au *Gallia christiana*. — Nous avons indiqué, dans notre *Avant-propos*, les sources auxquelles nous avons puisé pour établir la chronologie des abbés de Lérins ; le lecteur est prié de s'y reporter.

Dans un ouvrage, ayant pour titre : *L'Abbaye de Lérins, son histoire, ses monuments anciens, ses possessions*, actuellement sous presse, nous publierons des notes biographiques sur les abbés et quelques détails sur leur administration.

Gaucelin de Meyrières, 1295.
Foulque III, 1309.
Hugues Charles ou Carles, 1312.
Nicolas Aurioli, 1313.
Rostan de Cornet, 1314.
Raymond Clary, 1329.
Giraud de Suse, 1333.
Bertrand Furoni, 1347.
Guillaume de Blieux, 1348.
Alziari, 1361.
Jean de Tournefort, 1365.
Rostan Monachi, 1399.
Jacques Catalan, administrateur, 1406.
Cardinal Pierre, 1409.
Rostan Monachi (*bis*), 1410.
Geoffroy de Montchoisi, 1420.
Louis du Pont, 1437.
Antoine Rostan, 1440.
André de Plaisance ou de Fontanis, 1447.

ABBÉS COMMENDATAIRES

Isnard, évêque de Grasse, 1464.
Jean-André Grimaldi, évêque de Grasse, 1482.
Augustin Grimaldi, évêque de Grasse, 1501.
Cardinal Louis de Bourbon, 1527.
Jean du Bellay, évêque de Paris, 1532.
Guillaume Pélicier, évêque de Montpellier, 1548.
Cardinal Charles de Bourbon, 1568.
François de Bolliers, évêque de Fréjus, 1575.
J.-B. de Romans d'Agoult, 1594 [1].
Charles de Lorraine, duc de Guise, prince de Joinville, 1611 [2].
Cardinal de La Valette, 1638.
Armand de Bourbon, prince de Conti, 1644.
Cardinal Mazarin, 1654.
Cardinal Louis de Vendôme, 1661.
Philippe de Vendôme, grand prieur de France, 1670 [3].
Octavien d'Anthelmy, évêque de Grasse, 1732.
Louis-Sextius de Jarente, évêque de Grasse, puis d'Orléans, 1752.

ABBÉS RÉGULIERS DU MONT-CASSIN

Jérôme de Montferrat, 1516.
Léonard d'Oneille, 1519.
Simon de Gênes, 1520.
Jérôme Marie de Montferrat, 1522.
Jérôme de Montrouge, 1523.
Grégoire Cortèse de Modène, 1524.
Jean de Montrouge, 1527.
Jean Evangéliste d'Averse, 1530.
Jean-Baptiste de Tortone, 1532.
Benoît de Venise, 1534.
Laurent de Crémone, 1536.
Jérôme du Pont, 1542.
Denis Faucher, 1544.
Césaire de Laude, 1547.
Honoré de Saluces, 1550.
Placide de Gênes, 1552.

[1] En 1595, moyennant une pension viagère de 1.200 écus, J. B. de Romans abandonne la commende, et le titre abbatial est uni à l'abbaye, dont l'abbé régulier du Mont-Cassin est Hilaire d'Antibes. (V. pag. XXXVI.)

[2] En janvier 1612 (V. pag. XXXVII), le don de la commende de l'abbaye de Lérins fait au prince de Joinville est déclaré nul, et le titre abbatial est de nouveau uni à l'abbaye.

[3] Le Saint-Siège refusa les bulles à Philippe de Vendôme (1670).

Simplicien de Valteline, 1554.
Césaire de Laude (*bis*), 1555.
Honoré de Saluces (*bis*), 1561.
Maxime de Colmars Rodolphe, 1566.
Césaire de Laude (*ter*), 1570.
Germain Bellon d'Aiglun, 1575.
Jérôme de Pérouse, 1577.
Benoît de Venise, 1582.
Germain Bellon d'Aiglun (*bis*), 1585.
Ange de Fréjus, 1590.
Hilaire d'Antibes, 1593 [1].
Julien d'Azula, 1601.
Pierre-Paul de Florence, 1602.
César Barcillon de Saint-Paul, 1604.
Zenobio de Pérouse, 1608.
César Barcillon de Saint-Paul (*bis*), 1609.
Antoine de Murs, 1612.
Marc-Antoine Escarras de Cannes, 1614.
Théodore Tardivi, 1615.
Ange de Grasse, 1621.
Ange de Reggio, 1623.
Théodore Tardivi (*bis*), 1626.
Honoré d'Ubraye, 1632.
Louis Meynier d'Aix, 1638 [2].

ABBÉS RÉGULIERS DE SAINT-MAUR

Hyacinthe Fradet, 1638.
Léandre, 1645.

ABBÉS RÉGULIERS DU MONT-CASSIN

Louis Meynier d'Aix (*bis*), 1645.
Honoré d'Ubraye, 1651.
César Barcillon de Saint-Paul, 1654.
Benoît Tornon, 1656.
Louis Meynier d'Aix (*ter*), 1659.
César Barcillon, 1666.
Maure de Guérin, 1672.
Joseph de Meyronnet, 1682.
André Bernardi d'Antibes, 1699.
Joseph de Meyronnet (*bis*), 1707.
André Bernardi d'Antibes (*bis*), 1711.
Hilaire Gastaud, 1717.
Fauste de Ballon, 1722.
Lambert de Jordany, 1729.
De Benoît, 1735 [3].

ABBÉS RÉGULIERS DE CLUNY

Maxime Raimbert, 1754 [4].
Théodule Bon, 1783.

[1] V. la note 1 de la pag. 292.

[2] Pendant l'occupation de l'abbaye par la congrégation de Saint-Maur, Louis Meynier se fait encore appeler abbé de Lérins. Plusieurs lettres lui sont adressées à Bordeaux.

[3] Il signe les comptes avec le titre d'ancien abbé, de 1741 à 1746. De 1748 à 1752, date de sa mort, ses correspondants l'appellent, dans la suscription de leurs lettres, tantôt abbé régulier, tantôt ancien abbé régulier. Lambert de Jordany demeure à Paris, pour suivre les procès intentés par l'abbaye à l'abbé commendataire Mgr d'Anthelmy, évêque de Grasse. (V. pag. XLVI).

[4] En 1754, plusieurs lettres adressées à Maxime Raimbert, lui donnent la qualification de « prieur général des îles de Lérins »; de 1759 à 1762, il est appelé « prieur de l'abbaye de Lérins. »

ADDITIONS ET CORRECTIONS

Pag. IV, dern. lig. inscript., *et sudis ad virgæ* (texte donné par Barralis), *lisez* et sudis et virgæ (texte que porte l'inscrip. elle-même).

Pag. VI, note 1, lig. 7, légion thébenne, *lisez* légion thébéenne; — note 2, 452, *lisez* 468.

Pag. XIII, lig. 5, *lisez* Moutiers ; — lig. 6, *lisez* Agricol.

Pag. XIV et passim Bargemont, Romoules, Clumane, *lisez* Bargemon, Roumoules, Clumanc.

Pag. XV, lig. 7, Brioude, *lisez* Vieille-Brioude.

Pag. XXXVII, lig. 29, évêque, *lisez* archevêque.

Pag. XXXIX, lig. 11, supprimer 1644.

Pag. LXXVII, lig. 1, lieutenant général d'Aix, *lisez* lieutenant général pour le roi en Provence.

Pag. LXXIX, *lisez* Bertrand de Beauvau, lieutenant du roi.

Pag. LXXXI, lig. 15, muions, *lisez* muious.

Pag. XCV, note, lig. 4 avant la fin, *lisez* Bargemon.

Pag. CI, et passim, La Rochette Chanant, *lisez* La Rochette Chanan.

Pag. CVII, lig. 8 avant la fin, Casto, *lisez* Castol.

Pag. 8, 20 oct. 1377, *lisez* 9 oct. 1376.

Pag. 12, ch. VI, janvier 1252, *lisez* 22 janvier 1252.

Pag. 13, lig. 5, occulata, *lisez* occultata.

Pag. 15, ch. VII, 26 oct. 1586, *lisez* 29 oct. 1586.

Pag. 18, ch. IX, 6 avril 1178, *lisez* 5 avril 1178.

Pag. 21, lig. 7, qui ab hodie, *lisez* quod ab hodie.

Pag. 22, ch. XII, 1185-1196, *lisez* 1196-1209.

Pag. 36, lig. 11, 1595, *lisez* 1594.

Pag. 37, lig. 1, Espeluche, *lisez* Spéluque; — ch. XXI, *placez ici le titre* de la pag. suiv. : Prieuré de La Napoule et de Notre-Dame d'Avignonnet.

Pag. 38, lig. 8, Sancti Valerii Avenioneti, *lisez* Sancti Valerii, Avinioneti.

Pag. 42, lig. 23, Ancinieto, *lisez* Avinioneto.

Pag. 45, ch. XXV, *placez ici le titre* mis par erreur à la page suiv. : Prieuré de Notre-Dame de Gratemoine et de Notre-Dame de Clars; — 17 sept. 1305, *lisez* 7 sept.

Pag. 50, note, lig. 2, ch. CXIV, *lisez* ch. CXCIV.
Pag. 65. lig. 13, Jacobi Vaclerii, *lisez* Jacherii.
Pag. 78, titre, Roquette-Chanan, *lisez* Rochette-Chanan.
Pag. 88, ch. XLIX, lig. 1, anno Domini tricesimo, *lisez* anno Domini millesimo tricesimo.
Pag. 89, ch. L, 26 février, *lisez* 27 février.
Pag. 92, lig. 2 avant la fin, kalendas, *lisez* kalendis.
Pag. 93, lig. 3, Camelis, *lisez* Camelin.
Pag. 100, ch. LIX, 24-26 nov., *lisez* 24 nov.
Pag. 105, lig. 9, sexdecim solidorum, *lisez* sexdecim millia solidorum.
Pag. 111, 28 février 1226, *lisez* 27 février.
Pag. 112, lig. 4, F(alconi), *lisez* F(ulconi).
Pag. 114, ch. LXVIII, 28 mai 1220, *lisez* 29 mai.
Pag. 116, ch. LXX, titre, B. Ayminus et R. Bricius, *lisez* Aymin et Brice.
Pag. 117, ch. LXXI, 4 mars 1229, *lisez* 4 mai 1228.
Pag. 118, ch. LXXII, 10 oct. 1240, *lisez* 1243.
Pag. 121, ch. LXXIII, 3 oct. 1246, *lisez* 1266.
Pag. 126, titre de la ch. LXXVI, Fallifoc, *lisez* Faillefeu.
Pag .142. lig. 10, idus januarii, *lisez* idibus ; — ch. LXXXVII, lig. 1, kalendas septembris, *lisez* kalendis.
Pag. 167, titre ch. CII, Guy de Valbert, *lisez* Guy de Gaubert ; — 7 mai, *lisez* 6 mai.
Pag. 180, ch. CIX, 1289, *lisez* 1288.
Pag. 181, lig. 12 avant la fin, campina, *lisez* campiva.
Pag. 182, ch. CXI, 13 déc. 1260, *lisez* 7 déc. ; — Bulle du pape Alexandre III, *lisez* Alexandre IV.
Pag. 186, lig. 7 avant la fin, Vincedello, *lisez* Vincadello.
Pag. 193, ch. CXX, 24 fév. 1177, *lisez* 1077.
Pag. 194, lig. 12, Armenie, *lisez* Armerie.
Pag. 197, en tête des chartes relatives au prieuré de Saint-Antoine de Gênes, *mettez le titre :* Diocèse de Gênes.
Pag. 199. lig. 10, idus, *lisez* idibus.
Pag. 203, ch. CXXVIII, 18 mars 1259, *lisez* 1260.
Pag. 237, col. 1, Gaucelmus, *lisez* Gaucelinus.
Pag. 257, col. 2, Brux, *lisez* Brusc.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.

INTRODUCTION.

Notice historique sur l'abbaye I
Privilèges accordés à l'abbaye par les papes et les princes. LXVI
Statuts de l'abbaye LXXXIV
Nomenclature des possessions territoriales de l'abbaye XCVII

TEXTE DU CARTULAIRE.

Bulles et lettres patentes relatives aux privilèges de l'abbaye 1
Diocèse d'Arles. 26
Diocèse d'Avignon 28
Diocèse de Fréjus 33
Diocèse de Gap. 48
Diocèse de Glandèves 50
Diocèse d'Antibes, dont le siège est transféré à Grasse en 1244 79
Diocèse de Nice 137
Diocèse de Riez 139
Diocèse de Senez. 163
Diocèse de Vintimille 178
Diocèse de Gênes 197

APPENDICES.

Index chronologique des chartes 217
Index des noms de personnes et de lieux 227
Index géographique. 255
Supplément à l'index géographique. 276
Premiers mots des chartes 279
Liste des archevêques et évêques de la province d'Embrun. 283
Chronologie des abbés de Lérins 291

Carte des possessions de l'abbaye de Lérins dans les diocèses d'Antibes, d'Aix, de Grasse, de Digne, de Fréjus, de Glandèves, de Nice, de Riez, de Senez, de Vence et de Vintimille. (Fin de l'Introduction).

IMPRIMERIE DE LÉRINS

OUVRAGES DU M[illegible]E AUTEUR

CARTULAIRE DE L'ABBAYE DE LÉRINS, publié sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique, in-4°. Paris, Champion, 1 vol., 20fr.; les 2 vol. 35fr.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LES ALPES PENDANT LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE (1742-1748). Paris, Baudoin, in-8° avec cartes, 1886. . 15 fr.

CAMPAGNES DANS LES ALPES PENDANT LA RÉVOLUTION (1792-1796). Paris, Plon, 2 vol. in-8° avec cartes, 1891-1896 (Ouvrage couronné deux fois par l'Académie des Sciences morales et politiques). — En collaboration avec M. le commandant Krebs, attaché à l'Etat-major général de l'Armée . . 33 fr.

JOURNAL DE BORD DU BAILLI DE SUFFREN DANS L'INDE, d'après un manuscrit conservé aux Archives des Alpes-Maritimes, avec préface de l'amiral Jurien de La Gravière. Paris, Challamel, in-8°, 1888. . . . . 10 fr.

NICE A LA FRANCE, documents officiels inédits sur la réunion en 1793, recueillis à l'occasion des fêtes du Centenaire. Ouvrage accompagné d'une vue et d'un plan de Nice vers la fin du XVIII[e] siècle d'après des dessins de l'époque. Paris, Plon, in-8°, 1896 . . . . . 3 fr. 50

MENTON A LA FRANCE, documents officiels pour servir à l'histoire de la réunion à la France de la Principauté de Monaco, en 1793, et des villes libres de Menton et Roquebrune, en 1860. Paris, Plon, in-8°, 1896. . . . 3 fr. 50

NICE, ouvrage illustré de 120 grav. Paris, Plon, in-4°, 1898. . . . . 3 fr. 50

AU PAYS BLEU (Alpes-Maritimes), avec préface d'André Theuriet, de l'Académie française, ouvrage de grand luxe, orné d'aquarelles de David Dellepiane et d'Emile Costa et de 550 grav. en phototypie, d'après nature. Paris, Plon, g[d] in-4°, 1901. . . . . broché 40 fr. . . . . relié 50 fr.

LE SÉNAT DE NICE AVANT 1792; ses attributions judiciaires et politiques. Paris, Plon, in-8°, 1902. . . . . 6 fr.

EN PRÉPARATION

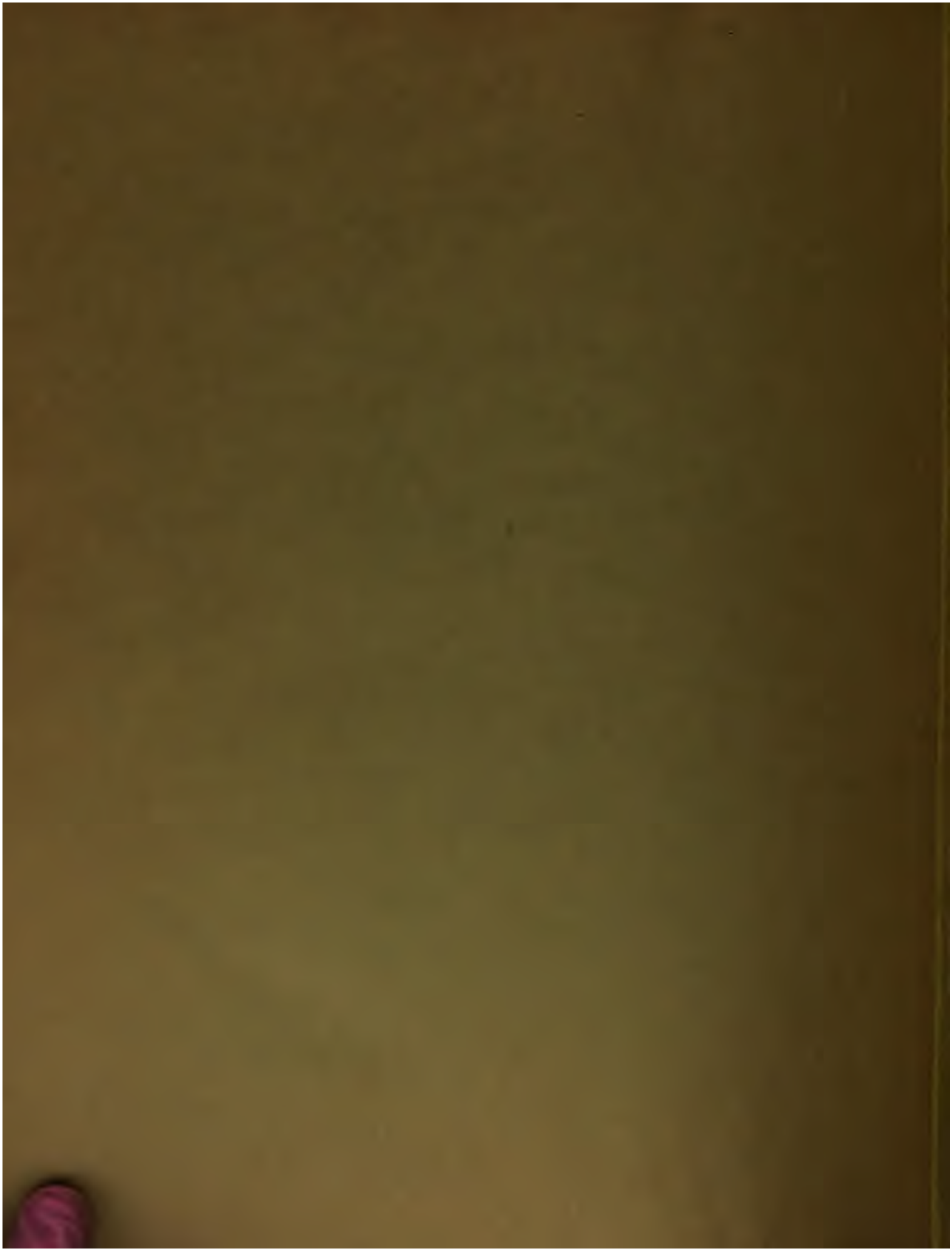
L'ABBAYE DE LÉRINS

SON HISTOIRE, SES POSSESSIONS, SES MONUMENTS ANCIENS

Ouvrage in-8°, sur papier fort, accompagné d'une carte et de nombreuses gravures en phototypie, d'après nature.

En souscription. . . . . 8 fr.

(Ce prix sera augmenté à l'apparition de l'ouvrage).



APR 17 1936